UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01933137 0

ST MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

ST. MICHAEL'S COLLEGE
TORONTO 5, CANADA

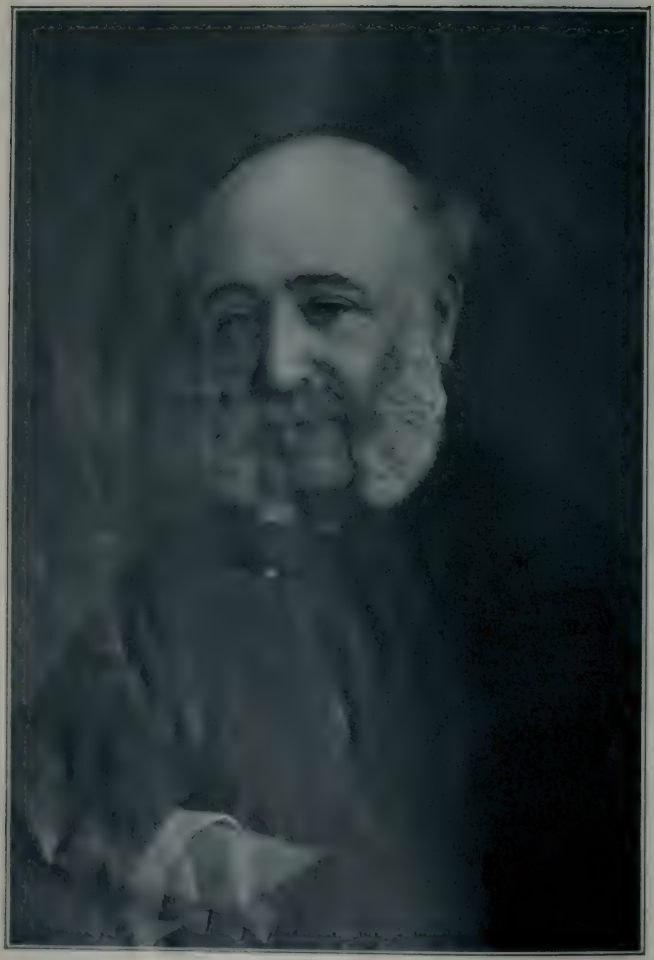
Il a été tiré de cet ouvrage :

6 exemplaires sur papier des manufactures impériales du Japon, numérotés de 1 à 6 ;

25 exemplaires sur papier de Hollande, numérotés de 7 à 31.

CE QUE
MES YEUX ONT VU

CE QUE
MES YEUX ONT VU



Arthur Meyer

ARTHUR MEYER

CE QUE MES YEUX ONT VU

PRÉFACE DE M. ÉMILE FAGUET

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

AVEC UN PORTRAIT

La Chute de l'Empire. — Les Premières Faillites de la République. — Le Boulangisme. — L'Antisémitisme. — Le Dreyfusisme. — Paris autrefois et aujourd'hui. — Sa Majesté l'Argent. — Son Altesse la Presse. — Conclusion.

L. Lévinard
12.16.11

Quarante-troisième édition

PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1911

Tous droits réservés

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

A MA FEMME

Arthur MEYER

A MES LECTEURS

Au mois de septembre 1910, après mon premier article, je reçus un matin, à Aix, le spirituel billet que voici :

Mon cher ami,

Si j'étais directeur du Gaulois, *je ferais venir un nommé Arthur Meyer et je lui dirais : « Il ne s'agit pas de nous raconter qu'un jour ou l'autre vous nous offrirez vos mémoires, c'est immédiatement qu'il faut vous y mettre. »*

Barrès.

Charmes, 7 septembre 1910.

J'ai fait venir « immédiatement le nommé Arthur Meyer », qui n'était pas très loin. Je lui ai montré le mot de l'illustre académicien. Il n'avait pas, au début, d'aussi mauvais desseins. Mais de telles invitations sont des ordres ; Arthur Meyer s'est incliné :

c'est de cet acte de déférence qu'est né ce petit volume. Si vous regrettez de l'avoir feuilleté, relisez bien vite une des œuvres de M. Maurice Barrès, et les heures exquises que vous trouverez dans cette lecture vous feront lui pardonner le pernicieux conseil qu'il a donné à l'auteur des pages qui vont suivre.

A. M.

PRÉFACE

Je n'ai pas les mêmes opinions politiques que M. Arthur Meyer. Je suis républicain depuis un demi-siècle et n'ai jamais songé à changer d'opinion. Je n'en suis, ou je ne me sens, que plus à l'aise et pour dire tout le plaisir que les souvenirs de M. Arthur Meyer m'ont donné et pour les apprécier avec ma liberté et ma tranquillité ordinaires.

Les souvenirs de M. Arthur Meyer sont toute une histoire, rapide, légère et à vol d'aéroplane, de la troisième république française. Ils partent de 1870, ils viennent jusqu'à 1910. Il s'est passé beaucoup de choses pendant ces quarante années; mais, parce que ces souvenirs ne sont pas, évidemment, écrits sur notes

et sur fiches, les grands événements seulement y apparaîtront, étant ceux qui accaparent la mémoire et qui éliminent tous les autres. Et c'est ainsi que ces souvenirs portent presque exclusivement sur la Commune, sur la chute de Thiers, sur le principat de Mac-Mahon, sur l'avènement et la chute de Grévy, sur le Boulangisme, sur le Panamisme, sur le Dreyfusisme.

L'insurrection de la Commune qu'il eût été, je crois, assez facile de prévenir, fut une erreur de Thiers et de son entourage. Thiers et son entourage (sauf Ernest Picard), et il faut dire aussi la grande majorité de l'Assemblée nationale, ne connaissaient rien de Paris. Thiers, en particulier, savait l'Europe; mais il connaissait la France moins que l'Europe et Paris beaucoup moins que la France. Il prit des mesures qui devaient exciter le mécontentement de la classe populaire à Paris. Ce mécontentement devint une insurrection; cette insurrection devint la plus épouvantable des guerres civiles. A la vérité (l'historien devant enregistrer avec impassibilité les immoralités de l'histoire), les

conséquences de cette erreur et de cet affreux malheur furent bonnes. Thiers était, à cette époque, très nécessaire à la France. Or, il n'eût pas conservé six mois la confiance de l'Assemblée nationale; il n'eût pas été, quelques mois après la Commune (31 août 1871), de simple « chef du pouvoir exécutif », nommé par l'Assemblée « président de la République française », s'il n'avait, par la répression de la Commune, obtenu la confiance, longtemps hésitante, toujours mêlée d'arrière-pensée, mais enfin la confiance de l'Assemblée nationale.

Thiers, servi — et encouragé — par la mort de Napoléon III, tomba par suite d'une impatience un peu sénile qu'il avait de constituer la République, de faire une Constitution républicaine, ce qui m'a toujours semblé inutile à cette époque, en tant que prématuré et incertain, et ce qui était très dangereux. Il tomba. Le duc d'Aumale fut nommé président de la république française. Le public ne s'en est pas aperçu; mais il fut nommé président de la république française et sur un mot de lui, qui était tout un programme et qui était très beau : « Je veux

bien être une transaction; je ne serai pas une transition. » Cela voulait dire : « Quelque chose d'intermédiaire entre la république et la monarchie, je veux bien l'être ; un moyen de passer de la république à la monarchie, non ! » Le comité directeur des droites avait nommé le duc d'Aumale sur ce programme. Il fut président de la république une nuit. Au matin, les bonapartistes — si peu nombreux qu'ils fussent, ils comptaient — vinrent dire que si le duc d'Aumale était maintenu président, il ne fallait pas compter sur leur concours. On abandonna le duc d'Aumale et l'on choisit le maréchal de Mac-Mahon.

L'impossibilité d'arriver à une fusion entre les orléanistes et les légitimistes accula l'Assemblée à faire cette Constitution républicaine qu'elle avait refusée à Thiers. Après quoi elle se retira.

Désormais, de par la Constitution, il y avait deux Chambres. La Chambre des députés nommée après la dissolution de l'Assemblée nationale, fut en majorité républicaine; le Sénat, en majorité, encore conservateur. Mac-Mahon pou-

vait rester; il resta. Mais, après le renouvellement pour un tiers, le Sénat lui-même devint presque républicain. Mac-Mahon ne pouvait plus rester. Il démissionna. Jules Grévy fut nommé Président le 30 janvier 1879. La République républicaine était fondée.

Thiers avait dit : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas. » La République n'a pas été conservatrice et elle a été. Thiers n'en avait pas moins absolument raison. La République a été continuellement en butte à des assauts et en proie à des orages auxquels elle a failli succomber et qui l'ont laissée, au bout de quarante ans, extrêmement faible et sentant tellement sa faiblesse qu'elle en est encore à s'appuyer sur des partisans exigeants qui la compromettent, qui l'épuisent et qu'elle exècre en les redoutant.

Le premier assaut livré à la République fut le boulangisme. Le boulangisme était la conjonction spontanée de tous les mécontentements; mais c'était surtout la réaction contre la curée du « Panama ». Comme dans toute république démocratique, les parlementaires besogneux,

accablés de dépenses électorales et mal payés, s'étaient précipités sur les millions de la Compagnie du Panama et avaient fait rétribuer largement le concours qu'ils donnaient ou promettaient à cette Compagnie. Le boulangisme fut le sursaut de colère d'une partie de la nation contre ces pratiques auxquelles elle n'était pas encore habituée. Ce fut, très exactement, le même mouvement d'opinion qui s'était produit un siècle auparavant contre le Directoire. Ce qu'une partie considérable de la nation désira alors passionnément, ce fut une République consulaire, une République gouvernée par un homme énergique. Les paysans de la Charente, que je fréquentais alors, n'avaient tous qu'un mot : « Il nous faut un homme ! » Ils donnaient là la formule même de la *monarchie indéterminée,* de la monarchie avec n'importe quel monarque, de la *monarchie républicaine,* même, mais de la monarchie, et c'est-à-dire d'un régime où l'on ne fût pas gouverné par une troupe, et par une troupe besogneuse, intrigante et suspecte.

M. Arthur Meyer fut au nombre des tout premiers boulangistes. Mais il y avait des boulan-

gistes consulaires et il y avait des boulangistes monkistes, c'est-à-dire qui voyaient dans Boulanger, non une transaction, mais une transition et qui pensaient qu'à un moment donné il donnerait la main à une restauration royaliste. M. Arthur Meyer était de ces derniers. C'était exactement la même idée qu'avaient eue vers 1798 beaucoup de bonapartistes-royalistes, qui pensaient que Bonaparte serait le Monk de Louis XVIII. Seulement, et moi qui ne fus ni boulangiste consulaire, ni boulangiste monkiste, je puis le dire avec impartialité, les boulangistes monkistes voyaient plus juste que les boulangistes consulaires. Les boulangistes consulaires voyaient dans Boulanger l'étoffe d'un premier consul; les boulangistes monkistes, jugeant l'homme à sa véritable valeur, estimaient qu'il ne pouvait être qu'une doublure et qu'une fois au pouvoir, le retournant, on montrerait à la France, et avec succès, l'étoffe royale.

Quoi qu'il en fût, deux comités, que je ne vois pas qui aient jamais eu aucune entente entre eux, se constituèrent, l'un consulaire, l'autre monkiste, où la duchesse d'Uzès, M. Dil-

lon, M. Arthur Meyer figuraient au premier plan et travaillaient avec activité. La République chancela. A Paris et en province, Boulanger eut de tels succès électoraux que tout autre homme que Boulanger eût fait sauter les neuf cents par les fenêtres. Il était nul. Consulaires et monkistes s'étaient, non pas également, mais les uns et les autres, trompés sur lui. Il n'était pas capable d'être un Bonaparte; mais il n'était même pas capable d'être un Monk. Il était un quinquagénaire amoureux, un Antoine. La Belgique fut son Égypte.

La République, avec l'alliance russe, se releva de ce grave échec; car d'avoir été ébranlé par Boulanger, restait un échec considérable, ou tout au moins une forte dépréciation. L'alliance russe fut certainement une chose bonne en soi, quoique, depuis qu'elle existe, nous ayons rendu à la Russie beaucoup plus de services qu'elle ne nous en a rendus; encore c'était une chose bonne en soi; mais il ne faut pas non plus se dissimuler qu'à un certain point de vue elle nous a fait un assez grand mal. Je parle d'un mal moral. Jusqu'à elle, diminuant d'année en

année, mais toujours subsistant et ayant eu sa part importante dans le boulangisme lui-même, l'espérance de réparer les désastres de 1870 était vivace au cœur des Français. A partir d'une alliance dont on ne connaissait pas les termes, mais qu'on savait sûrement *qui n'était que défensive*, on comprenait plus ou moins distinctement que cette alliance c'était la diminution de la France acceptée par nous, non pas seulement devant le vainqueur, mais devant un tiers, consacrée par un acte de caractère européen et en quelque sorte la signature de la Russie ajoutée au traité de Francfort. C'était la Russie disant à l'Europe : « Nous acceptons le traité de Francfort, *la France aussi ;* mais nous nous opposerions à ce qu'on la mutilât davantage. » Or, cela fut compris, plus ou moins, par tout le monde et une sécurité exclusive des grands espoirs et un peu, par conséquent, des grands efforts, devint l'état d'esprit de la plupart des Français. Je fais remonter à l'alliance russe, sinon comme à sa date initiale, du moins comme à une de ses dates essentielles, le fléchissement, momentané, je l'espère, du patriotisme en France. Encore

une fois, l'acte fut bon; car, comme dirait le bon sens populaire, « il vaut toujours mieux avoir des alliés »; mais il eut indirectement certains résultats qui ne sont pas bons.

A peine respirant, la République subit une nouvelle bourrasque qui faillit la faire sombrer. Un mouvement d'esprit tout nouveau, absolument inconnu en France depuis *trois siècles*, s'était manifesté environ depuis 1885 : c'était l'antisémitisme. Le chapitre de M. Arthur Meyer sur l'antisémitisme est excellent. Il montre, et quoique beaucoup moins passionné que lui, je lui donne presque entièrement raison, que c'est la république qui a créé l'antisémitisme. La république des républicains, comme nous eût dit M. Thiers, la république anticatholique, et qui se croit forcée d'être anticatholique parce qu'elle s'appuie sur cette portion de la nation qui n'a pas d'autre idée politique que d'être anticatholique, la république des républicains a, naturellement, en dehors de la plèbe anticatholique, cherché des soutiens chez les juifs et les protestants. Elle les a flattés, adulés, favorisés, préférés dans ses choix, protégés par

tous les moyens en son pouvoir. De là, et chez les catholiques sacrifiés et chez les indifférents mêmes, non favorisés, une grande animosité contre ces gens à qui allaient comme leur étant dus toutes les places et tous les honneurs. Le juif et le protestant (confondu avec le juif et très souvent pris pour en étant un) furent l'homme qui est bien avec le gouvernement et « l'homme qu'il n'y en a que pour lui ». Ils furent jalousés et détestés. Des haines religieuses qu'on croyait à jamais éteintes reparurent. Elles étaient nées de la haine que manifestait le gouvernement pour les chefs moraux de très honnêtes gens (les catholiques) qui étaient au moins une minorité très considérable dans le pays. Comme dit très bien M. Arthur Meyer, l'antisémitisme est une fondation de la troisième république française.

Or, au moment justement le plus aigu du mouvement antisémitique, l'affaire Dreyfus éclata et le Dreyfusisme se constitua. Il faut distinguer, et M. Arthur Meyer distingue très bien. Il y a eu les Dreyfusiens et les Dreyfusistes. Il y a eu les hommes qui ont cru qu'on

avait condamné injustement ou au moins irrégulièrement le capitaine Dreyfus; et il y a eu les hommes qui ont saisi cette occasion pour montrer l'armée à la foule comme un objet de colère, de haine et de mépris, et — l'Église ayant immédiatement compris la solidarité qui l'unit, elle, force sociale, à l'armée force sociale — pour dénoncer également l'Église à la foule comme objet de colère, de mépris et de haine.

Les Dreyfusiens furent nombreux; mais les Dreyfusistes le furent incomparablement davantage et, *en trois mois*, j'en ai très bien fait le compte, de protestation contre un jugement particulier, le Dreyfusisme devint, pour n'être plus que cela, le groupement de tous les anarchismes. Encore une fois, la république chancela. Il lui était indifférent qu'on sapât l'Église; mais elle ne tenait pas du tout à ce qu'on ruinât le prestige et l'autorité de l'armée, de son armée; que, par le mépris qu'on versait sur elle, on développât l'antimilitarisme et l'antipatriotisme. Pourquoi n'y tenait-elle pas? Parce qu'elle était un gouvernement, cependant, faisant figure en

Europe, ayant une alliance, en préparant d'autres, et qu'un peuple qui a des alliances les perd immédiatement quand on sait qu'il n'a pas d'armée ou qu'il a une armée non fidèle à l'armée, ce qui revient au même. En conséquence, le gouvernement hésita beaucoup. Il fut d'abord très nettement antidreyfusiste. Il dessaisit une chambre de la Cour de cassation, chambre qu'on savait favorable à la revision du procès Dreyfus, pour saisir de l'affaire la Cour de cassation tout entière. Il se montra antidreyfusiste pendant environ un an.

La revision s'imposant, par suite d'un « fait nouveau » très considérable, M. Dreyfus fut jugé par un second conseil de guerre et condamné une seconde fois. A ce moment le gouvernement était devenu dreyfusiste, et cette seconde condamnation le gêna très fort. Il gracia M. Dreyfus et espéra que toute cette affaire se calmerait par cette mesure.

Il n'en pouvait rien être, le dreyfusisme ayant tellement grandi qu'il était une opinion, qu'il était un parti et un grand parti, et qu'aux yeux de beaucoup d'esprits, quoique à tort, il se con-

fondait avec le républicanisme lui-même. Le gouvernement crut devoir faire procéder à une seconde revision du procès Dreyfus; et on peut le dire en historien, sans aucune crainte d'erreur, cette fois, *pour en finir*, il fit comprendre à la Cour de cassation qu'il désirait que le jugement condamnant M. Dreyfus une seconde fois fût cassé sans renvoi devant un troisième conseil de guerre, appréhendant que ce troisième conseil de guerre ne condamnât M. Dreyfus comme les deux premiers. La Cour de cassation fut de cet avis et cassa sans renvoi, mais fut forcée, pour cela, de présenter l'article 445 du code d'instruction criminelle d'une façon absolument antijuridique, cet article ne lui permettant pas de casser sans renvoi dans la situation où se trouvait M. Dreyfus, et elle s'appuyant sur cet article même pour casser sans renvoyer. L'affaire Dreyfus était finie.

— Elle était précisément condamnée par cet arrêt à ne jamais finir, répond avec beaucoup de raison M. Meyer. Désormais, en effet, il est admis par la Cour de cassation que tout conseil de guerre devant qui eût été renvoyé M. Drey-

fus l'eût condamné; et il est avoué par la Cour de cassation qu'elle n'a pu casser l'arrêt qu'en ne se conformant pas au texte précis de la loi; de sorte que, si l'affaire Dreyfus c'est une partie de la nation en animosité contre l'armée, une partie de la nation en animosité contre la magistrature, l'arrêt de la Cour de cassation, non seulement laisse ces deux armées en présence, mais encore les excite et leur donne des munitions. Il y a des manières peut-être douteuses d'entendre l'apaisement.

Aussi, quoique, par simple lassitude, l'affaire Dreyfus soit moins aiguë aujourd'hui qu'il y a cinq ans, encore est-il qu'il y a beaucoup de vrai — je ne dis pas que tout soit vrai — dans cette page vigoureuse de M. Arthur Meyer :

« Je n'ai aucun goût pour le pays des ombres. Je ne m'attarderai donc pas sur l'affaire Dreyfus; mais, malheureusement, le dreyfusisme est vivant, et c'est son œuvre néfaste qu'il faut combattre et détruire, et à ce combat on peut appeler indistinctement tous les bons Français, quels qu'aient été leur sentiment et leur opinion de la première heure.

« Qu'ils regardent avec moi et qu'ils voient ce qu'est le dreyfusisme; qu'ils mesurent le gouffre béant qu'il a creusé sous nos pas.

« C'est le dreyfusisme qui a hissé au pouvoir MM. Loubet et Fallières, qui a fermé les frontières de la France à de bons citoyens comme MM. Déroulède, Buffet et de Lur-Saluces, mais qui a ouvert les portes du pouvoir aux socialistes; qui nous a désarmés en face de l'ennemi, en confiant les deux ministères de défense nationale à MM. André et Pelletan; qui a avili notre magistrature; qui a jeté les citoyens les uns contre les autres; qui a « éteint les étoiles au ciel » et supprimé la « vieille chanson »; qui a violé les sanctuaires et fracturé les couvents; qui a amené l'alliance monstrueuse de certains défenseurs du capital et de la propriété avec ses pires ennemis pour opposer ensuite l'ouvrier au patron impuissant; qui nous a humiliés à Tanger, devant les forts, et exaltés devant les faibles, lors du voyage de M. Loubet à Rome. C'est le dreyfusisme qui, en couvant le pacifisme, a créé l'antipatriotisme, et l'antimilitarisme en enseignant l'indiscipline

et le mépris des officiers. C'est enfin le dreyfusisme qui, en détruisant la religion et l'armée, a supprimé les deux barrières posées devant la révolution. Voilà l'œuvre du dreyfusisme. »

Il est très vrai que l'affaire Dreyfus a laissé dans les esprits de très funestes ferments. Chez un grand nombre, l'habitude de ne pas respecter l'armée et de considérer le corps des officiers comme une congrégation cléricale et l'armée elle-même comme une institution surannée; chez un grand nombre, d'un autre côté, l'habitude de considérer le juif comme un personnage au-dessus des lois et devant qui les lois s'inclinent et par suite une haine violente contre le juif, l'aristocratie juive, l'argent juif; aux yeux de tous une diminution morale de la magistrature : voilà, à les réduire au minimum, les conséquences graves de cette affaire, qui d'un bout à l'autre a été menée de la façon la plus inhabile du monde. Il ne faut ni la grossir ni l'exténuer; mais il est incontestable qu'elle fut néfaste.

Depuis l'affaire Dreyfus à demi endormie, la République ne s'est guère appliquée sérieusement qu'à son éternelle œuvre anticléricale,

comme elle l'appelle, et c'est-à-dire qu'à l'abolition du christianisme en France. Elle s'y est appliquée d'une part avec violence par l'expulsion des ordres monastiques, d'autre part avec une persévérance silencieuse et cauteleuse en encourageant les instituteurs à ne rien enseigner, à très peu près, si ce n'est la défiance à l'égard de toute religion; d'autre part enfin, à mon avis, avec une prodigieuse maladresse, en séparant les Églises de l'État. — Comme tous mes livres en font foi, j'ai toujours été partisan de la séparation des Églises d'avec l'État; d'abord parce que je n'admets pas que le gouvernement temporel soit, *à aucun degré*, gouvernement spirituel, et il l'est dès qu'il paye les prêtres et dès qu'il prend part à la nomination des évêques; ensuite parce que je crois, comme Lamennais, comme bien d'autres moins célèbres, que l'Église n'est forte que quand elle est libre et que par conséquent elle ne devient forte que du jour où elle est séparée d'avec l'État. C'est donc, à mon avis, un partisan de l'État qui doit être pour l'association de l'État avec l'Église, et ainsi raisonnait Voltaire; et c'est un partisan

de l'Église ou un homme sympathisant avec elle qui doit vouloir la séparation. Or, c'est par haine de l'Église que la République française a transformé l'Église française dépendante de l'État en Église libre. Et j'estime que, à son point de vue même, c'est très maladroit.

Ce n'est pas maladroit du tout, à une condition, c'est qu'après avoir séparé l'État de l'Église, le gouvernement continue la guerre contre l'Église et, soit peu à peu, soit d'un seul coup de force, la supprime. C'est ce que ses partisans lui conseillent vivement ou ce dont ils le somment, lui disant : « Maintenant que vous avez libéré l'Église, tuez-la; car, si après l'avoir faite libre, vous ne la tuez pas, vous ne l'avez faite que plus forte. » A cette sommation le ministère actuel ne semble pas du tout disposé à obéir; mais il est assez probable que le ministère d'après-demain y obéira.

*
* *

Tel est l'historique que M. Arthur Meyer a tracé, d'un crayon abandonné en apparence et

réellement très surveillé. La République française telle qu'il l'a peinte, et il est loin de la peindre faussement, a toujours été et n'a jamais voulu être, sauf quelques accalmies, comme celle à laquelle le bon Spuller a laissé son nom, qu'un gouvernement de combat. Elle se croit faite pour détruire, tant qu'il en demeurera un reste, ce qui fut l'âme idéaliste de la France. A cette œuvre elle revient toujours, croyant que c'est pour elle une question de vie ou de mort et que, du jour où elle cesserait de combattre l'idée chrétienne, étant abandonnée de ses partisans, elle serait perdue. Elle n'a jamais voulu entendre qu'elle pût être un gouvernement indépendant des partis et d'un parti et ne cherchant qu'à bien administrer, ce qui, à mon avis, lui rallierait les dix-huit vingtièmes de la nation.

On me dira que, précisément, il est impossible, en république, que le gouvernement soit supérieur, ni même extérieur aux partis et qu'il ne peut être qu'un parti qui gouverne, et qu'il n'y a qu'un roi qui puisse être indépendant des partis, pour cette cause qu'étant éternel il n'a aucunement besoin d'eux. Il y a

beaucoup de vérité dans cette théorie et je l'ai exposée moi-même plusieurs fois.

Mais, en l'exposant, j'ai dit qu'un roi peut très facilement être indépendant des partis; je n'ai pas dit — et c'est très certainement ce qui me sépare de M. Meyer — *qu'il n'y eût qu'un roi qui en fût capable.* Un gouvernement républicain pourrait très bien se borner au rôle véritable de tout bon gouvernement, c'est-à-dire à bien administrer, c'est-à-dire à travailler pour le pays tout entier et à le rendre sain, robuste et fort. Il n'y a aucune raison pour que le gouvernement d'une république soit dans l'impuissance de se conduire de la sorte.

— Si bien; parce qu'il dépend de la majorité électorale et que la majorité électorale est un parti et que, pour vivre, il n'a qu'une chose à faire : obéir aux passions de ce parti et le gorger.

— J'entends bien; mais je crois que s'il se bornait à être un bon gouvernement, il se créerait immédiatement une majorité formidable, devant laquelle les partis ne seraient que trois ou quatre minorités imperceptibles.

— Vous croyez donc le pays intelligent?

— Non ; mais de gros bon sens très sûr relativement à ses intérêts. Il est possible que je me trompe.

Quoi qu'il en soit, je reconnais qu'il serait très difficile à la République française d'être le gouvernement que j'indique qu'elle devrait être, parce qu'elle a établi une tradition qu'il lui serait malaisé de remonter. Gouvernement de combat contre l'idée chrétienne et tout ce qui s'y rattache, gouvernement de combat contre les idées hiérarchiques et contre tout ce qui contrarie l'égalité : voilà la définition de la troisième République dans l'esprit et de la plupart de ses partisans et de la plupart de ses ennemis. On sort très difficilement de la définition qu'on a longtemps donnée de soi-même. Quand on le fait, il arrive, d'abord qu'on n'est pas reconnu et qu'on est méconnu et qu'on se trouve un peu seul. La transition d'un caractère qu'on a eu à un nouveau caractère qu'on veut prendre ne laisse pas, assez longtemps, d'être malaisée... Il est probable que la République continuera à être ce qu'elle a été, ou ramenée à être ce qu'elle a été depuis trente

et un ans et par conséquent continuera à être touchée des mêmes secousses dont elle a été si souvent assaillie.

Tels sont les faits et telles sont les idées à travers lesquels M. Arthur Meyer s'est promené avec aisance et élégance, avec, aussi, une très heureuse *inégalité* de ton, tantôt très vif, souvent, plus souvent, d'une bonhomie nonchalante désabusée et spirituelle, toujours intéressant comme un témoin qui fut très attentif et dont la mémoire est très amusée en même temps qu'elle est très fidèle.

On sent en M. Arthur Meyer un homme qui fut très passionné, de tout temps, pour les idées conservatrices, qui n'a jamais eu la moindre confiance dans « la Révolution avec toutes ses conséquences », comme disait Gambetta, et qui en même temps, ce qui est sa marque originale, a été infiniment *curieux* de toute nouveauté et d'œil et d'oreille ouverts à tous les spectacles et à tous les bruits de ce monde; qui a été homme d'action jusqu'à être un peu, à l'occasion, conspirateur; extrêmement honnête homme du reste, dans le sens actuel du mot

et dans le sens que le mot avait au dix-septième siècle et dans tous les sens; serviable, fidèle, de procédés délicats et de courtoisie extrêmement surveillée; devenu, au moment où nous sommes, d'une indulgence générale, où il est entré beaucoup de bonté et où il reste un peu de raillerie; un type, enfin, fort curieux et fort sympathique, d'homme politique net, énergique et décidé et de très grand journaliste; — le tout dans un homme aimable.

ÉMILE FAGUET,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

EN MANIÈRE D'AVANT-PROPOS

Monsieur et cher Confrère,

Vous avez institué, dans la *Vie Heureuse,* une enquête intéressante sur « l'Idéal des enfants ». Vous voulez bien me demander d'interroger mes souvenirs afin d'y retrouver le rêve d'avenir de mes dix ans.

J'ai eu naturellement dix ans, comme tout le monde... ou à peu près. Je n'ai jamais eu d'enfance. C'est une grande tristesse! Seules, les enfances heureuses font les âmes apaisées. Aussi les parents sont-ils coupables de ne pas mettre, autant qu'ils le peuvent, du sourire dans les yeux de leurs chers enfants, alors que la vie se charge si vite d'y mettre tant de larmes.

Je n'ai pas connu ma mère : elle est morte quelques mois après ma naissance. Mon père était le fils aîné d'un petit rabbi d'Alsace, sans aucun bien. Il avait dû, à la mort de son propre père, prendre la sacoche du colporteur et commencer son tour de France. Le hasard des grands chemins le conduisit au Havre. La ville lui plut et le retint. A force d'économies, il avait amassé quelque argent : il loua, pour un mois, une boutique et y installa un déballage; la boutique prospéra et devint un magasin; le magasin allait devenir un comptoir de pacotilles. Je suis né entre les deux premières étapes : le déballage et le magasin. Mon père, tout à sa vie de travail, que n'égayait aucune distraction, n'avait pas trouvé le temps de s'instruire; il était trop intelligent pour ne pas en souffrir : il voulut, au moins, m'épargner cette amertume, et, comme un peu de vanité lui était venu, avec un peu de fortune, il se mit à souhaiter que je ne prisse pas la suite de son commerce. C'était le temps où Scribe, abandonnant ses « colonels », venait de mettre à la mode le parfait ingénieur; tous les pères rê-

vaient des héros de Scribe et de Feuillet. Mon père dut caresser ce rêve. En attendant qu'il se réalisât, il me fit entrer au collège de la ville. J'étais un bambin de sept ans. Bénie soit sa mémoire pour cette touchante ambition! Je lui dois le peu que je suis devenu. Mon père m'aimait d'ailleurs à sa manière, c'était la manière biblique; il ne s'appelait pas pour rien Abraham. En me faisant donner une instruction, qui lui avait douloureusement manqué, il s'estimait quitte envers moi. Je me mépriserais de lui faire grief de m'avoir privé de toute éducation. A quel moment eût-il appris la chose? Qui même lui eût enseigné le mot? Chaque soir, je quittais le collège où j'étais simple externe pour retourner à l'appartement modeste que mon père occupait au-dessus de son magasin. Fidèle à ses habitudes d'économie, il n'employait qu'une domestique, et, pour ne pas la surmener, en l'obligeant à me veiller, il m'emmenait avec lui au théâtre : c'était son seul plaisir. Je m'y endormais régulièrement dès le premier acte. Il y en avait généralement une douzaine! Je ne saurais compter le nombre de comédies, de

drames et d'opéras variés que j'ai ainsi dormis pendant deux ou trois ans. Ce régime de « carcere theatrico » aurait dû m'inspirer le dégoût de la littérature et de la musique. Ma bonne étoile me permit d'y échapper. Chacun a sa destinée.

Lors de mes grandes et petites vacances, aussi bien qu'aux dimanches et jours de fête, mon père m'abandonnait à son unique bonne, qui m'abandonnait à ma fantaisie, et ma fantaisie était de gaminer par les rues avec les petits vauriens de mon âge; nous jouions en plein air, aux billes, à la marelle, à saute-mouton; ce que nous préférions, c'était de faire, avec l'eau et la boue des ruisseaux, de grands pâtés et de petites maisons; ce furent, jusqu'à dix ans, mes premiers, mes seuls châteaux en Espagne.

Je me souviens cependant — et c'est un souvenir que je suis heureux de vous dédier, monsieur et cher confrère... un jour de carnaval, nous vagabondions à travers la ville, selon notre coutume; nous courions après tous les masques, leur jetant, avec mille cris assourdis-

sants, tout ce que nous pouvions ramasser le long du chemin, sans soupçonner que nous devancions l'heure des confetti. Tout à coup, au détour d'une rue, un grand diable d'homme nous barre la route. Nous ne songions pas d'ailleurs à nous sauver, nous étions comme pétrifiés devant cet être fantastique. Ce que je me rappelle vaguement du personnage, après tant d'années écoulées, c'est qu'il ne ressemblait en rien aux bonshommes dessinés sur les images que nous admirions aux étalages des libraires! Ce dont je me souviens nettement, c'est que l'homme tenait, à la main, une grande ligne à laquelle était suspendue une pêche, en manière d'hameçon. Nous étions des enfants; à cet âge, les impressions s'effacent vite, et nous n'avions pas plus tôt aperçu la ligne et la pêche que nous avions oublié le bonhomme. Nous n'avions plus qu'une idée : c'était d'attraper la pêche. Mais alors la ligne, d'un mouvement rapide, s'enlève de terre et virevolte au-dessus de nos têtes, puis elle vient raser le sol. Nous nous précipitons, elle reprend son vol dans l'air, nous cingle le visage, comme une

banderilla, trempe dans le ruisseau, nous frôle; nous nous ruons, nous nous battons pour atteindre la pêche miraculeuse. Elle nous fuit et trompe toutes nos ruses. Ce fut, deux heures durant, une course folle, du vertige. Nous ne nous lassions pas. L'homme à la ligne pas davantage. Seule la pêche s'était lassée. Il n'y avait plus de pêche. S'était-elle déchiquetée et réduite à néant, dans sa course folle? l'avions-nous dépecée au vol? Ce fut le secret de l'homme qui ne nous le dit pas. Je me plus néanmoins à croire que nous nous en étions tous régalés et que j'avais eu mon morceau du festin. Le soir, encore tout époumonné et tout ému, je rentrai au logis où je racontai mon aventure. « Oh! le petit vaurien, — dit la fidèle Véronique, — une pêche qui est allée dans le ruisseau. Vous n'avez pas honte d'y avoir mordu après tout le monde! »

Mais me redressant fièrement, je répondis : *Non, Véronique, car j'ai mordu où personne n'avait touché.* Ma nature venait de se révéler dans ce cri enfantin. Depuis, j'ai continué à courir après toutes les pêches que la Destinée mali-

cieuse me tendait au bout de sa ligne, et j'ai toujours eu la prétention de mordre où personne n'avait touché. A ce jeu, j'ai usé quelques dents. Je ne m'étais pas assez méfié du noyau.

LA CHUTE DE L'EMPIRE

LA CHUTE DE L'EMPIRE

Aix-les-Bains, 4 septembre 1910.

Le *Gaulois du Dimanche* évoquait récemment les témoins de l'année terrible! De ceux-là, il en est que je ne connais pas, il en est aussi qui sont nos adversaires politiques; mais je les aime tous d'avoir caressé les mêmes espérances, d'avoir subi les mêmes déceptions, les mêmes cruautés de la Fortune, d'avoir enfin vécu depuis 1870 dans un même rêve de réparations toujours attendues et toujours reculées.

Heureuses les générations qui nous ont succédé, car elles ne voient dans la guerre de 1870, dans le désastre de Sedan, dans la capitulation de Paris, dans les crimes de la Commune, que des faits historiques, lointains, presque effacés, comme l'étaient pour nous la Terreur et Waterloo! Elles n'ont pas assisté à l'amputation

de la patrie. On n'a pas arraché sous leurs yeux un lambeau de leur chair!

Heureux ceux qui nous ont succédé, car l'Alsace-Lorraine, qui fut pour nous la terre perdue, peut être pour eux la terre promise, s'ils veulent s'unir dans une même pensée, dans un effort énergique et persévérant.

*
* *

L'année 1870 s'était levée dans une apothéose : l'Empire rajeuni était devenu l'Empire libéral. Certains esprits surannés estimaient bien qu'en s'allongeant d'une épithète, l'Empire s'était affaibli, mais l'opposition elle-même avait désarmé et un de ses chefs les plus qualifiés, M. Thiers, avait approuvé cette évolution en déclarant que ses opinions étaient sur les bancs du ministère. Le plébiscite allait enfin, avec l'éloquence de ses chiffres, donner une réplique triomphale à ces esprits chagrins, en affirmant par huit millions de suffrages sa foi dans l'Empereur et sa confiance dans l'Empire libéral. A ce propos, je me vois encore, modeste secré-

taire et seul survivant du grand comité du plébiscite, accompagnant aux Tuileries son vice-président, le duc d'Albuféra, et son secrétaire général, M. Janvier de La Motte, qui allaient porter à l'Empereur les premiers résultats du scrutin.

Dissimulé derrière mes chefs, je pouvais à loisir contempler Napoléon III. Le marbre et la couleur ont popularisé ses traits. Mais aucun peintre, aucun sculpteur n'a pu rendre son regard. Ce regard ne fixait pas, il enveloppait, et chacun, cependant, se sentait réchauffé par son rayonnement. De toute sa personne émanait une bonté universelle, et cependant chacun sentait qu'il en pouvait prendre sa part. L'Empereur écoutait debout. Son masque impassible s'éclaira subitement d'un sourire de fierté. Ce n'était pas de la fierté personnelle; je pourrais dire, si je l'osais, qu'elle m'apparaissait plutôt deux fois paternelle, pour son fils que le peuple venait de sacrer à ses côtés, pour le peuple qu'il aimait, comme un fils, jusqu'à la faiblesse; il dit simplement : « Merci, messieurs », puis, soulevant le prince impérial, il

ajouta : « Saluons ensemble notre petit Empereur! »

Pauvre petit Empereur qu'allait frapper cruellement la destinée et qui, des privilèges impériaux, ne devait plus connaître que l'exil!

Un ver s'était glissé sous les fleurs; l'armée — une armée prétorienne, au dire de l'opposition — avait déposé dans les urnes du plébiscite 45 000 *non* sur 220 000 votants. 45 000 soldats ralliés à l'opposition! C'était beaucoup. 220 000 hommes figurant à l'effectif! C'était peu.

Dans l'ivresse de son triomphe, le gouvernement n'avait pas été frappé par ces chiffres inquiétants qui éclairaient les partis d'opposition sur leurs forces politiques, et M. de Bismarck, notre vigilant ennemi, sur notre faiblesse militaire. Cette défection d'une partie de notre armée eut d'immédiates répercussions.

* * *

Ce fut d'abord la « manifestation » des blouses blanches, qui préludaient à l'émeute par des combats d'avant-garde et durent être

refoulées dans les faubourgs; Henri Rochefort, sa *Lanterne* à la main, menait l'assaut contre la personne même de l'Empereur, aux applaudissements de la bourgeoisie amusée; enfin, après la mort de Victor Noir, la foule essayait ses forces contre l'armée et, cette fois, venait s'y briser.

Pendant que les premières fissures apparaissaient dans l'armature impériale, des craquements, sinistres précurseurs des grandes secousses, se faisaient entendre à nos frontières de l'Est.

M. de Bismarck, escomptant, d'après les chiffres du plébiscite, les défaillances de notre armée, comprenant, d'autre part, qu'il trouverait dans ceux qui troublaient et compromettaient la paix des rues ses meilleurs alliés, eut la vision claire de la fragilité de la nouvelle Constitution impériale, et jugea que l'heure était venue d'abattre la dernière carte de la partie qu'il avait entamée en Danemark et continuée dans les plaines de Sadowa.

Il lança la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. La nouvelle n'émut

pas tout d'abord l'opinion; pour la troubler, il fallut l'interpellation de M. Cochery, le choc des partis, au Parlement, si malheureusement restauré, enfin la polémique des journaux; et ce fut une vision assez inattendue! Pendant que les journaux, défenseurs de l'Empire, conseillaient la paix dans la dignité, certains organes de l'opposition, spéculant, je veux croire, inconsciemment, sur les chances des combats, préconisaient la guerre, et c'étaient ceux-là mêmes qui avaient applaudi aux *Gaietés du Sabre,* sœurs aînées du *Pioupiou de l'Yonne.*

Notre ami Robert Mitchell, alors rédacteur en chef du *Constitutionnel,* fut pris comme tête de Turc avec M. Paul de Cassagnac, le jeune et vaillant directeur du *Pays,* par leurs confrères de l'opposition, épris tout à coup de l'amour des combats. La veille, ils prêchaient le désarmement et accusaient le maréchal Niel de vouloir faire de la France une caserne; puis, quand ils soupçonnèrent que la guerre était évitée, ils redoublèrent de sarcasmes et d'injures, en criant bien haut que le ministère Ollivier était devenu « le cabinet Pétaud » et qu'entre les

mains de Napoléon III l'épée d'Austerlitz n'était plus que « la batte d'Arlequin ».

*
* *

J'entends encore le prince Poniatowski raconter que, faisant son service à Saint-Cloud, il avait introduit de grand matin l'ambassadeur d'Espagne, M. Olazaga, auprès de l'Empereur, que la conférence avait duré plus d'une heure et qu'en le reconduisant, le souverain avait embrassé le diplomate en lui disant : « Dieu soit loué, c'est la paix! » Puis Napoléon III avait chargé le prince Poniatowski de porter cette bonne nouvelle au prince Richard de Metternich, alors ambassadeur d'Autriche à Paris.

Le prince Poniatowski ajoutait : « Jamais je n'avais vu l'Empereur aussi heureux; il ne ressentait plus le mal dont il souffrait. »

M. Émile Ollivier, qui avait réprimé avec une remarquable énergie le mouvement quasi révolutionnaire dont les funérailles de Victor Noir avaient été le prétexte, se montrait également soucieux d'une solution pacifique.

Je puis l'affirmer, car je fus le témoin d'une scène qui a été souvent racontée, mais qu'il me faut rééditer pour démontrer péremptoirement quelle était la véritable mentalité de M. Émile Ollivier.

C'était le 16 juillet 1870. La séance de la Chambre venait de s'ouvrir, les députés frissonnants attendaient à leurs bancs la réponse à la note du duc de Gramont. Les tribunes étaient bondées. La salle des Pas-Perdus, si grouillante d'habitude, était presque déserte. Un seul groupe s'y montrait. Le baron de Plancy, député, et M. Léonce Détroyat, directeur de la *Liberté*, échangeaient leurs impressions sur la question angoissante du jour.

Je les écoutais fiévreusement. Tout à coup nous apercevons M. Émile Ollivier débouchant des bureaux qui donnent sur la place du Palais-Bourbon. M. Émile Ollivier semblait radieux.

Pour entrer dans la salle des séances par la porte tambour — qui y donne accès — il lui fallut passer devant nous. Il reconnut son collègue M. de Plancy, il s'arrêta pour lui serrer la main. Je l'entends encore répondre de

cette voix chaude et sonore qu'on lui connaît :

« Ah! oui, je suis heureux et vous le serez avec moi et la France le sera avec vous lorsque vous saurez ce que j'ai là sur moi », et il nous montrait la poche intérieure de son vêtement.

Ce qu'il avait sur lui était en effet bien précieux, c'était la fameuse dépêche, la dépêche de renonciation du prince de Hohenzollern.

La salle des Pas-Perdus n'était plus absolument vide. Un journaliste était entré et avait suivi notre conversation. M. Zaban, qui signait du pseudonyme bien connu de Castorine des articles financiers au *Charivari*, s'était vivement rapproché de nous : « Pardonnez-moi mon indiscrétion, nous dit-il, que vous a dit le Président? »

Léonce Détroyat, tout joyeux de la bonne parole du ministre, lui rapporta fidèlement la réponse de M. Émile Ollivier.

M. Zaban ne fit qu'un bond jusqu'à sa voiture et se fit conduire à la Bourse. Là, il commença par faire une importante opération à la hausse, puis il colporta adroitement la nouvelle.

Elle se répandit comme une traînée de poudre; la Rente monta de deux francs.

Comme l'Empereur, comme M. Émile Ollivier, le monde des intérêts avait estimé que la renonciation du prince de Hohenzollern assurait définitivement la paix.

La rue, travaillée par les journaux de l'opposition, montrait moins d'enthousiasme.

L'Empereur devait trop écouter les bruits de la rue, mais c'est là la fatalité de tous les régimes qui sont nés uniquement de la popularité; ils obéissent à tous les caprices de l'opinion, ils ne gouvernent que pour elle et par elle. Déjà, pour la flatter, Napoléon III avait fait la guerre d'Italie; déjà, pour ne pas l'affronter, il s'était entêté dans l'expédition du Mexique qui, arrêtée à temps, n'eût été qu'une erreur, mais qui, continuée désespérément, tourna au désastre. Je l'ai dit, Napoléon III pouvait, il devait résister au courant de l'opinion et accepter malgré elle et contre elle comme un succès la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Guillaume II parlait le langage de la vérité, quand il disait dans son récent discours de

Kœnigsberg qu'il faut pour gouverner se *montrer indifférent aux manières de voir du jour*. L'Empereur Guillaume parlait en monarque héréditaire. Napoléon III n'était qu'un empereur populaire : il céda aux *manières de voir du jour*.

Il y céda avec une tristesse profonde, et dans la proclamation officielle, lorsque la guerre fut déclarée, il laissa entrevoir que ses résolutions ne s'accordaient pas avec ses sentiments; son tort d'avoir cédé s'en augmente.

*
* *

Les événements se précipitaient. Après la dépêche d'Ems, savamment altérée, faussée par M. de Bismarck, la guerre était inévitable; elle fut déclarée. Ce fut une ivresse dans toute la France : on pavoisa, on illumina, on acclama les petits soldats qui traversaient Paris; on les accompagnait à la gare en criant : « A Berlin ! » On obligeait les artistes les plus aimés du public, Faure, Capoul, Mme Marie Sasse, à chanter dans la rue la *Marseillaise*, jusque-là interdite, désormais autorisée.

J'assistais, à l'Opéra, dans la loge de mon maître et ami, Émile de Girardin, à la représentation de la *Muette de Portici*.

C'était le 21 juillet 1870. Paris était en pleine effervescence patriotique. Le public venait de bisser le duo :

Amour sacré de la patrie...

lorsqu'un cri s'éleva de toutes parts : « La *Marseillaise*, la *Marseillaise !* » Alors, fendant la foule qui venait sur la scène de se soulever à l'appel de Masaniello, Marie Sasse apparaît, toute drapée de blanc et brandissant le drapeau tricolore. Un immense hourra l'empêche d'abord de se faire entendre : « Debout, Messieurs », crie une voix au parterre. Toute la salle s'est levée et écoute l'hymne redevenu national, dans un silence recueilli.

Après le dernier couplet, l'enthousiasme est devenu indescriptible; hommes et femmes reprennent en chœur le dernier refrain, et tout à coup j'entends devant moi Girardin, comme électrisé, s'écrier : « Vive l'armée! » et la salle entière répond : « Vive l'armée! »

Les souvenirs de Malakoff et de Magenta flottaient dans l'air; nos victoires avaient malheureusement créé dans le peuple la légende de notre invincibilité.

Les petits succès du début étaient venus la fortifier; les échecs de la deuxième heure n'avaient pu l'ébranler. Combien fut terrible notre réveil lorsque nous apprenions, coup sur coup, la défaite du vainqueur de Crimée et d'Italie à Reichshoffen, sa retraite et la défaite de Spickeren. A Reichshoffen, nos mitrailleuses étaient restées impuissantes, elles avaient même été capturées. A Spickeren, les Prussiens nous avaient battus à la baïonnette, à la baïonnette, l'arme favorite du petit pioupiou français! Et cependant on nous avait répété que la mitrailleuse était l'arme magique, plus magique que la baïonnette; il nous semblait que, en perdant ce talisman, nous avions tout perdu.

O superstition des mots! Avec le mot mitrailleuse nous nous croyions assurés de la victoire; aujourd'hui l'aéroplane exerce sur nous la même magie; défions-nous! Certes,

c'est un merveilleux instrument; il faut être fier que notre génie l'ait découvert; il faut nous enorgueillir que l'endurance et l'énergie de nos officiers et de nos compatriotes civils aient forcé l'admiration du monde entier. Mais à côté de l'engin de guerre, si perfectionné qu'il soit, aéroplane d'aujourd'hui, canon rayé de jadis, pour assurer la victoire, il faut aussi et surtout l'unité du commandement en haut, la discipline absolue en bas, la foi partout dans le chef.

*
* *

Cette foi, cet esprit de discipline, l'armée semblait les avoir perdus depuis qu'on avait vu des généraux refuser de se secourir et certain d'entre eux prononcer même un mot qui pour être militaire ne rappelait que par la consonance celui de Cambronne à Waterloo. Cette foi, enfin, le peuple allait la perdre en 1870 : il se montrait déjà mûr pour toutes les défaillances, tous les excès et toutes les folies. Les nouvelles étaient propres d'ailleurs à achever

sa démoralisation. Après les défaites sur le Rhin, on apprenait les défaites autour de Metz où commandait le maréchal Bazaine, Bazaine le disgracié du Mexique, pour lequel l'opinion publique avait réclamé impérieusement un commandement que l'Empire lui avait refusé jusque-là. Les passions politiques ne se dissimulaient plus ; elles étaient entrées au Parlement qui renversait M. Émile Ollivier et son ministère, nobles victimes expiatoires jetées à la voracité populaire que ce sacrifice n'allait pas rassasier longtemps. Les adversaires du régime n'osaient pas encore démasquer dans leurs journaux leur joie antipatriotique. Ils n'observaient pas la même prudence dans leurs discours. Nous avons tous entendu, dans les couloirs de la Chambre, Laurier, l'ami de Gambetta, se faire huer par ses amis politiques, pour avoir loyalement déclaré qu'il préférait le maintien de l'Empire à la défaite de la France. Le ministère Palikao, qui avait succédé au ministère Ollivier, avait été accueilli avec une certaine faveur, il ne la garda pas longtemps. Ses premières mesures étaient cependant sages : arme-

ment général, mobilisation à Paris de tous les pompiers de la France, enfin ordre à Mac-Mahon de se replier sur Paris pour défendre la capitale. Mais la politique était intervenue et contre-ordre fut renvoyé au maréchal de Mac-Mahon. C'était Paris ouvert aux Prussiens et, ce qui était plus grave, c'était Paris abandonné à lui-même et aux révolutionnaires. Le torrent était déchaîné. Une première fois, le maréchal Baraguay-d'Hilliers, gouverneur de Paris, put l'arrêter au moment où il allait envahir le Corps législatif; je le vois encore barrant de son unique bras — l'autre était resté sur les champs de bataille — le flot des assaillants. Ce n'était qu'un sursis.

*
* *

La journée du 3 septembre fut morne; de sombres rumeurs, coupées par de grands espoirs, remuaient diversement la foule. On annonçait que l'armée du prince Frédéric-Charles était refoulée et vaincue, on disait Mac-Mahon blessé, l'Empereur prisonnier. On ne

savait rien, on craignait tout. Je cherchais des nouvelles à travers la ville, sur laquelle, avec la nuit, était descendu comme un voile funèbre. A la hauteur de la Madeleine, je rencontrai deux des membres les plus estimés du corps diplomatique : le baron Beyens et le comte de Moltke; ils savaient, eux, l'immensité du désastre; ils savaient aussi que la Chambre avait été convoquée d'urgence; ils s'y rendaient à pied. Ils voulurent bien m'emmener avec eux dans leur tribune. Il était minuit. Ce fut une des scènes les plus émouvantes que je retrouve dans ma vie, déjà longue, de spectateur. Dans un silence de glace, le général Palikao monte à la tribune. Il dit simplement, avec des larmes dans la voix : Bazeilles incendié, l'armée réfugiée dans les fossés de Sedan, Mac-Mahon blessé, la lutte inutile, arrêtée par ordre de l'Empereur, la capitulation de Napoléon III prisonnier, après avoir vainement cherché la mort sur le champ de bataille, deux cents canons et toutes les aigles entre les mains du vainqueur!

Je regardais les figures des députés. Maurice Barrès seul pourrait les dépeindre; elles étaient

convulsées par la douleur patriotique, et cependant, immobiles à leurs bancs, tels des sénateurs romains, ils trouvèrent dans leur amour pour la France crucifiée, dans leur fidélité au régime vaincu qu'ils avaient servi dans sa gloire, assez d'énergie pour faire entendre une protestation unanime contre la proposition de déchéance dont M. Jules Favre avait essayé de donner lecture. Ce fut un beau geste; il appartenait au pouvoir d'en faire un acte. En sortant de cette séance historique, le baron Beyens me dit : « Si Paris n'apprend pas demain, en se réveillant, qu'il y a eu cette nuit quarante arrestations, c'est la révolution. »

Paris se réveilla le 4 septembre dans l'éblouissement d'un soleil radieux; il n'est pas de soleil seulement pour les journées d'Austerlitz. Aucune arrestation n'avait été opérée. Les régimes ont leur destin. L'Impératrice régente avait placé toute sa confiance dans le général Trochu. Ne lui avait-il pas dit : « Je suis soldat, catholique et Breton »? Elle se croyait donc trois fois sûre de sa fidélité, sûre, par conséquent, que l'armée réprimerait patrioti-

quement le désordre, s'il se produisait. Pauvre souveraine, si tôt abandonnée; c'était le premier pas sur le calvaire qu'il lui faudra gravir jusqu'au sommet!

***

Cependant, les nouvelles avaient vite circulé; l'émotion était chez tous; chez beaucoup, la colère et l'indignation; chez certains, les violents, la volonté d'exploiter cette émotion, cette colère et cette indignation. Les faubourgs commençaient à descendre. A midi, les Chambres se réunirent. M. Schneider, ceint de son grand cordon de la Légion d'honneur, était au fauteuil présidentiel : son visage est grave, sa tenue ferme ne se démentira pas jusqu'à la dernière minute.

Jules Favre renouvelle à la tribune la proposition de déchéance; même silence que dans la nuit; mais, cette fois, aucune interruption ne se fait entendre. Les députés ont attendu que le pouvoir accomplît un acte à la hauteur de leur geste, et le pouvoir est resté immobile. La

proposition de M. Thiers pouvait tout sauver, lorsque Gambetta bondit à la tribune. Dans une de ces phrases sonores qui ont établi son succès, il fait appel à toutes les forces de l'émeute. L'émeute a entendu; déjà elle a envahi le palais et, triomphante, va lui faire cortège jusqu'à l'Hôtel de Ville. En chemin, Gambetta rencontrera le général Trochu et on verra le soldat catholique et breton aux côtés du tribun révolutionnaire et athée, s'asseoir à la même table pour constituer avec lui le gouvernement provisoire. L'Empire était à terre, abandonné par ses propres troupes. Devant le Corps législatif comme dans tous les postes militaires, on avait dit aux soldats : « L'Empereur est prisonnier, il n'y a plus de guerre. Guillaume l'a déclaré : « Je fais la guerre à Napoléon. » Napoléon est vaincu, Guillaume ne fera pas la guerre à la France; c'est la paix. » Et les troupes, confiantes, avaient fraternisé avec le peuple.

Je me suis promené dans Paris pendant toute la journée du 4 septembre, j'ai vu descendre aux Tuileries le drapeau, au moment où l'Im-

pératrice, persuadée par ses quelques amis restés fidèles, consentait enfin à abandonner le palais à l'émeute triomphante. J'ai vu Sardou entrer dans le palais des rois après m'avoir dit : « Je veux être des premiers pour la protéger si *elle* n'a pu partir. » J'ai vu sortir des Tuileries le brave général Mellinet, à la tête des derniers bataillons restés fidèles, et j'ai vu la garde nationale s'y installer à leur place. J'ai vu des gens qui décrochaient des écussons impériaux, d'autres qui abattaient les aigles, d'autres enfin qui brisaient les N couronnés, dans leur rage de détruire tout ce qui pouvait rappeler l'idole de la veille.

*
* *

C'était un véritable jeu de massacre pour de grands enfants. A certains jours, il souffle sur le peuple un vent de destruction; cette fois le peuple détruisait pour s'amuser. Et si certains bandits n'avaient voulu se venger de la *tyrannie* sur un malheureux sergent de ville en le jetant à l'eau, on aurait pu croire qu'on assistait à quelque

grande kermesse pacifique. Le peuple fêtait en effet la paix : ne lui avait-on pas dit comme aux soldats que la chute de l'Empire c'était la fin de la guerre, de cette guerre qui ne lui avait apporté que des désenchantements et des humiliations? Est-ce qu'il pouvait penser, dans sa simplicité, avoir commis plus qu'une faute, une folie criminelle, en faisant une révolution devant l'ennemi? Les Parisiens étaient tombés des hauteurs de la colonne Vendôme où plane un César victorieux, pour être précipités dans les fossés de Sedan où s'était brisé un César vaincu. A de pareilles chutes la tête la plus solide peut ne pas résister. Certes, le peuple a ses responsabilités dans cette journée néfaste, mais elles sont limitées. Les bonapartistes pourront essayer d'atténuer les responsabilités du régime impérial; elles sont inéluctables et l'histoire les enregistrera sévèrement. Mais le peuple et le souverain ne sont pas les seuls coupables. Je ne parlerai pas des révolutionnaires; ils étaient dans leur rôle : ils prenaient leur revanche du 2 décembre, qui n'était pas seulement, comme l'a écrit Melchior de Vogüé, une simple opéra-

tion de police, mais aussi une barrière posée devant la révolution. Elle avait dû reculer pendant dix-huit ans. Les révolutionnaires sont les ennemis permanents de toute autorité; adversaires de l'idée de patrie, il leur importe peu de la sacrifier à leur instinct de la destruction. C'est leur métier. A quarante ans de distance, je ne m'explique pas encore aujourd'hui que des hommes qui avaient fait à l'Empire depuis sa fondation une guerre systématique mais raisonnée, je ne m'explique pas, dis-je, qu'ils aient pu mettre au 4 septembre leurs mains dans les mains des pires révolutionnaires.

*
* *

N'ai-je pas vu sur les marches du Corps législatif deux hommes considérables, dont l'un fut un des meilleurs serviteurs de la France, encourager de leur geste et de leur parole l'émeute encore hésitante? L'un d'eux, me frappant sur l'épaule, me dit : « Jeune homme, voyez comment s'effondre un gouvernement odieux. » Certes, pour beaucoup de bons Fran-

çais, Sedan c'était l'aboutissement logique de l'Empire, c'était la plus cruelle réalisation de leurs prévisions; ils n'avaient jamais dissimulé leurs inquiétudes devant ce qu'ils appelaient un régime d'aventures; leur esprit libéral avait souffert de l'oppression et de la dictature; certains d'entre eux, alarmés par la politique extérieure du second Empire, avaient, dès la première heure, prédit, terribles visionnaires, que ses fautes le conduiraient comme le premier à quelque nouveau Waterloo. A leurs yeux, c'était l'heure légitime du châtiment. Mais, cependant, n'eût-il pas été politique, n'eût-il pas été plus raisonnable de montrer moins de hâte, une moindre précipitation? Ne savaient-ils pas que l'Empire ne se soutient que par la victoire et que jamais la France ne pardonnerait à un César vaincu?

Un républicain plus avisé, M. Duclerc, était accouru de province à Paris pour supplier ses amis de laisser à l'Empire le souci de signer une paix humiliante. La France ne pourrait en retirer qu'un grand bénéfice. M. Duclerc était un sage, il ne fut pas écouté : il est des heures

où la passion entraîne les plus calmes, les plus modérés. Paris s'était donc endormi, le 3 septembre, un peu prostré après cette journée de sécurité trompeuse; il se réveilla le lendemain assiégé et prisonnier. Nous raconterons prochainement ce que nos yeux ont vu depuis 1870. Les générations qui n'ont pas vécu cette histoire verront quel parti la république a tiré de l'élan magnifique de patriotisme qui groupa autour du drapeau national les hommes les plus opposés au régime : des royalistes comme Charette et Charles de Luynes, des orléanistes comme Othenin d'Haussonville, des bonapartistes comme Baroche et Saillard; elles verront si la république, à défaut de victoires impossibles, sut nous assurer une paix honorable, si, après la paix, elle s'employa intelligemment à réparer nos désastres et à nous offrir le régime qu'elle avait promis lorsqu'elle ramassait le pouvoir dans les ruines nationales, un régime de concorde, d'honnêteté, de tolérance et de vraie prospérité, si enfin la république a continué d'être belle, selon le mot célèbre de Forain, comme elle l'était sous l'Empire.

LES PREMIÈRES FAILLITES
DE LA RÉPUBLIQUE

LES PREMIÈRES FAILLITES DE LA RÉPUBLIQUE

Fontainebleau, 14 septembre 1910.

Ce que nos yeux ont vu de plus invraisemblable, depuis 1870, ce n'est pas le téléphone, l'automobile, le radium, le télégraphe sans fil, ni même l'aéroplane; ce qu'il y a de plus invraisemblable, c'est que la république ait pu durer! Elle a reçu des assauts furieux, elle a paru se suicider vingt fois, et elle dure! Napoléon III, le Prince impérial, M. le comte de Chambord, M. le comte de Paris sont descendus dans la tombe prématurément; dans ses desseins mystérieux, la Providence, comme s'il lui plaisait d'encourager les fautes républicaines, a fait disparaître successivement tous ceux qui en eussent été les bénéficiaires éventuels; on doit croire que Dieu entendait, par leur

exemple, guérir l'humanité de la république; le remède n'était pas assez déterminant encore, puisque le Portugal vient de chasser son Roi. Sûrs de l'impunité, les républicains pensèrent qu'ils pouvaient désormais assouvir leur haine de tout ordre social. Ainsi fut-il. M. Fallières déclarait récemment, au cours de son voyage en Savoie, que la république avait fait figure de gouvernement. Or, un gouvernement gouverne pour quelque chose ou pour quelqu'un, et la république n'a jamais gouverné que contre quelqu'un ou contre quelque chose. Tout gouvernement poursuit un idéal auquel il est prêt à sacrifier son intérêt propre pour la grandeur et le salut de la patrie. Or, depuis Jules Favre, qui, après avoir oublié l'armée de l'Est, lors de la conclusion de l'armistice, consentit à une paix plus coûteuse et plus humiliante que celle qu'aurait pu, qu'aurait dû signer l'Empire après Sedan, et cela par la crainte unique de voir M. de Bismarck traiter avec un ministre bonapartiste, depuis Jules Favre, dis-je, jusqu'à nos ministres du jour, tous nos gouvernants ont été dirigés par un seul mobile : l'intérêt républicain,

ou, pour mieux dire, l'intérêt d'une faction républicaine. Aussi, lorsqu'un de leurs complices de la veille, M. Briand, mieux averti des aspirations et des besoins du pays, proclame la nécessité de l'apaisement, toute la meute républicaine, habituée à la curée, hurle à la mort, traite M. Briand de renégat et crie bien haut que la république ne saurait s'arrêter, encore moins revenir en arrière, sans cesser d'être ; que la république, c'est, selon la formule connue, *la révolution qui marche ;* et je comprends alors pourquoi tous nos coups ont été impuissants. Nous ne sommes pas, en effet, en république, nous sommes en révolution depuis 1789. La république est un régime comme un autre, plus mauvais qu'un autre, c'est entendu, mais qui peut se combattre et s'abattre ; la révolution est un accès de fièvre chaude ; comme toute fièvre, elle doit suivre un cours déterminé et c'est seulement quand son évolution sera presque achevée que les docteurs pourront se prononcer sur ce cas. M. Briand, véritable médecin des morts, prétend que, par l'apaisement, on peut guérir la république de la révolution ; moi, j'ose

affirmer qu'on ne peut guérir la France de la république, qui est la révolution, que par un retour sincère à la tradition, parce que là seulement est la contre-révolution. Nous verrons bien.

*
* *

Je suis resté à Paris pendant le siège, et si je le dis, ce n'est pas pour me présenter en héros de la défense nationale — rien ne serait moins exact — mais pour marquer que je raconte ce que j'ai vu. D'autres ont célébré, à loisir, les horreurs du siège et l'héroïsme des Parisiens. Les Parisiens, en effet, pacifiques le 4 septembre, à la faveur d'une fable qui avait surpris leur crédulité, retrouvèrent promptement les vertus guerrières de leur race. Deux phrases d'un romantisme flamboyant et un geste théâtral opérèrent le miracle. Victor Hugo, abandonnant son rocher de Guernesey, avait dit aux Parisiens qui l'acclamaient : « J'avais déclaré que je ne rentrerais à Paris qu'avec la république; la république est faite, je rentre pour la

défendre à vos côtés. » Puis il s'était campé fièrement sur la tête le képi du garde national. Ce fut ensuite la réponse légendaire de Jules Favre à M. de Bismarck, lors de l'entrevue de Ferrières : *Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses...* et chaque Parisien s'attribua la mission de défendre forteresses et territoire... jusqu'à la mort.

Tous les partis, d'ailleurs, consentant une trêve patriotique, ne rivalisaient que devant l'ennemi. Un fils de France, le duc de Chartres, allait rajeunir et illustrer à nouveau le nom d'un de ses ancêtres, Robert le Fort, sous lequel il était obligé de se dissimuler, pour se battre; un bonapartiste, le commandant Ernest Baroche, se faisait tuer glorieusement au Bourget; un royaliste, le commandant de Dampierre, était blessé mortellement aux côtés de son cousin Henri de Rougé; j'accompagnai jusqu'aux fortifications le capitaine Edmond de Castries, qui allait vaillamment réclamer aux avant-postes prussiens le cadavre de son ami Néverlée. C'était un paladin, brave entre les braves. La veille de Champigny, il était venu dîner avec nous chez

Bignon; il nous avait montré les épreuves de la fameuse proclamation dans laquelle le chevaleresque général Ducrot annonçait aux Parisiens *qu'il ne rentrerait que mort ou victorieux;* lorsqu'il nous quitta, comme frappé d'un pressentiment : « Je sens que je mourrai demain », nous dit-il, et, le lendemain, il conduisait au feu sa compagnie. Il était en tête, à cheval, offrant sa poitrine aux balles ennemies. Quand on le releva, on put compter sur son cadavre jusqu'à trente-quatre blessures.

Je pourrais citer mille traits héroïques, un entre autres : le jeune comte Walewski, fils du ministre de l'Empire, petit-fils d'un héros, avait été nommé capitaine de mobiles sous le régime impérial; il fut réélu par ses hommes, qui l'adoraient. Une nuit, les soldats de sa compagnie, croyant entendre du bruit derrière un mur, allaient prendre peur; déjà on les entendait crier : « Voilà les Prussiens, sauve qui peut! » Le capitaine Walewski prit une lanterne, fit apposer une échelle contre le mur, y monta et, regardant de l'autre côté, dit : « Vous voyez bien, mes enfants, qu'il n'y a rien derrière

ce mur! » Il aurait pu être tué vingt fois.

Paris continuait à aller au café, au restaurant, dans quelques théâtres restés ouverts et dans les ambulances, que dirigeaient les artistes les plus aimés. J'y ai vu Sarah Bernhardt, sous le bonnet rose et le petit tablier blanc. Paris s'égayait même à la lecture des dépêches que nous apportaient les pigeons voyageurs, seul lien que nous eussions conservé avec le monde extérieur. En effet, elles furent d'abord comiques, alors qu'elles nous relataient les hauts faits de la délégation de Tours; elles devinrent tragiques quand elles nous apprirent les combats héroïques de Patay, la bataille de Coulmiers, la prise d'Orléans, les défaites de l'armée du Nord.

La nouvelle de la capitulation de Metz, que les Prussiens eurent l'habileté de faire pénétrer jusqu'à nous, indigna Paris sans entamer sa confiance. Seules les bandes révolutionnaires avaient occupé l'Hôtel de Ville, d'où elles furent prestement délogées par les braves mobiles de la Bretagne. C'étaient les bataillons de la Commune en formation! J'ai vu successive-

ment Paris manquer de pain, de lumière, de chevaux, et, dans ces ténèbres et dans ce silence, une grande clameur s'éleva. Le gouvernement voulait capituler! Paris était arraché « au rêve étoilé » dans lequel il avait longtemps marché. On l'avait donc berné, bafoué avec les grandes phrases de la guerre à outrance, du triomphe du droit contre la force, de la victoire certaine des armées de citoyens contre les armées de prétoriens. On lui avait promis enfin la sortie en masse, qui devait, comme un torrent, emporter tout devant elle. Cette sortie, il la réclamait, et je vis le général Trochu, qui n'avait jamais cru un instant à la résistance de Paris, qui savait que toute opération était désormais inutilement sanguinaire, se soumettre devant les sommations de la foule et offrir en holocauste suprême un millier de victimes, parmi lesquelles tombaient un noble vieillard, le marquis de Coriolis, un grand artiste, Henri Regnault, et un comédien distingué, Émile Seveste; puis il fit afficher la proclamation dans laquelle il déclarait que *jamais le gouverneur de Paris ne capitulerait*. Deux jours après,

trompant les Parisiens, comme il avait trompé l'Impératrice, il consentait à la capitulation de Paris. Ce fut un coup terrible pour les Parisiens; tout ce qui s'était accumulé de déceptions, d'angoisses, de désillusions, de désespérance dans leurs âmes remonta à la surface comme un précipité violent. Il fallait prier Dieu qu'il n'y eût jamais d'explosions! Paris sut cependant contenir ses sentiments. Il resta même impassible devant les préliminaires de la paix.

J'ai vu toutes les maisons hermétiquement closes lorsque les Prussiens occupèrent les Champs-Élysées et campèrent sous l'Arc de Triomphe; ils pouvaient lire sur ce grand livre de pierre la liste des victoires des armées impériales. Quel Rude martèlera jamais dans le marbre les victoires remportées par les troupes républicaines sur des curés, des moines et des femmes?

*
* *

Après le 4 septembre, les membres du gouvernement provisoire s'étaient séparés; la ma-

jorité resta à Paris; les autres membres partirent pour la province et s'installèrent à Tours. Je glisse sur les scènes de comédie héroï-comiques que jouèrent ces acteurs parisiens en tournée. Je n'en fus pas le témoin. La nouvelle de la capitulation de Paris et de la signature de la paix émut diversement la délégation de Tours. Les uns exigeaient la continuation de la guerre à outrance; les autres comprenaient qu'il n'y avait qu'à ratifier la convention de Versailles.

La sagesse prévalut; une Assemblée nationale fut convoquée. Les départements, qui ne pardonnaient pas à l'Empire d'avoir commis les fautes du début, qui pardonnaient encore moins à la république de les avoir aggravées, élurent une majorité monarchiste. Les royalistes pouvaient, ils devaient faire la monarchie. Les intrigues de M. Thiers déjouèrent toutes les bonnes volontés; les nouveaux députés étaient des conscrits de la politique; M. Thiers depuis longtemps était un rengagé. Il n'eut pas de peine à leur persuader qu'il ne fallait pas heurter de front les sentiments du pays, qu'il valait mieux attendre, *que l'avenir serait au plus sage;* ils s'en

furent à Versailles sur cette bonne parole. Ils perdirent un temps précieux à proclamer officiellement la déchéance de l'Empire. Il eût mieux valu regarder du côté de Paris que du côté de l'Empire qui était à terre. Comment le vieux petit Parisien, comme M. Thiers devait se nommer lui-même plus tard, a-t-il pu commettre la même erreur d'optique? S'il avait regardé, il aurait aperçu des symptômes inquiétants. Le Parisien n'avait demandé qu'à être un héros; on n'avait rien fait de son héroïsme. Le sang qu'il avait voulu verser pour la patrie devait-il l'étouffer? Allait-il de la révolte marcher à la révolution? Certains monstres ne sont peut-être que des héros exaspérés et déclassés.

Rossel, qui fut un des membres les plus coupables de la Commune, avait été capitaine à Metz; la capitulation l'avait exaspéré; dans un accès de folie, il se jeta dans la Commune; il fut fait prisonnier et condamné à mort. Le romancier Albert Delpit, mon collaborateur, lui ressemblait à s'y méprendre. Il m'a conté qu'il lui avait fait offrir de se substituer à lui dans sa prison. Rossel refusa. Il estimait l'expiation

juste et nécessaire. S'il avait mieux regardé, M. Thiers aurait deviné à de certains frémissements que cette population, habituée à l'oisiveté, habituée aux trente sous quotidiens et aux distributions de viande gratuites dans les mairies, aux factions sur les remparts, ne pouvait brusquement, sans transition, être ramenée à la vie normale du travail, du salaire et du foyer.

Le Parisien avait joué sincèrement son rôle de soldat; il lui fallait un sursis pour redevenir un simple citoyen. Mais Thiers savait tout ce qui s'écrit ou se lit dans les livres; il savait tout des morts; il ignorait tout des vivants.

Les Prussiens avaient donné le prudent conseil de désarmer les Parisiens. Jules Favre s'y était refusé, prétendant qu'on doit laisser leurs armes aux places qui se sont noblement défendues. C'était une nouvelle faute; du moment qu'elle était commise, il fallait du moins désarmer, par la bienveillance, la patience et l'esprit de fraternité, cette population surexcitée, désorbitée. M. Thiers traita Paris comme un simple Parlement; il légiféra. Des lois furent votées sur la prorogation des billets et des loyers.

Ce qui devait arriver arriva à l'heure dite. Les révolutionnaires, furieux d'avoir été dupés le 4 septembre et vaincus le 18 octobre, allaient prendre leur revanche. Les bataillons fédérés de Montmartre refusèrent de rendre les canons et surent débaucher les quelques soldats improvisés qu'on avait envoyés pour les reprendre.

J'attendais à déjeuner, le 18 mars, mon ami Maurice d'Irisson, officier d'ordonnance du général Trochu pendant le siège. Il m'apprit la fatale nouvelle. Puissiez-vous n'éprouver jamais une émotion semblable! La crosse en l'air! l'armée passant à l'ennemi! c'est l'ordre social qui s'écroule! c'est l'inconnu effrayant qui s'entr'ouvre sous vos pas! c'est le pillage! c'est le meurtre! Et, dès le soir même, on apprenait l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas. Je ne me montrai pas plus brave que M. Thiers, et je partis pour Versailles, où s'était transporté le gouvernement. On sait les péripéties de cette grande tragédie. L'agonie de la Commune est une des pages les plus sombres de notre histoire. Pourquoi, Dieu de justice et de bonté, avez-vous détourné vos regards de

votre Fille aînée? Quelle faute devait-elle expier? Pourquoi avoir permis que les enfants de la même patrie, faits pour travailler ensemble à son relèvement, les fils du peuple de Paris encore tout enfiévrés du siège et de la capitulation et les fils de la terre de France encore inconsolables de leurs défaites imméritées, fussent jetés les uns contre les autres, dans une sanglante mêlée, et parussent ainsi chercher dans la guerre civile une victoire qui s'était refusée à leur courage pendant la guerre étrangère? Pourquoi ces bourreaux, ces assassins, ces furies déchaînées allant, le bidon en main, incendier la Cour des comptes, le Ministère des finances et porter une main impie jusque sur le Louvre?

C'est des hauteurs de Saint-Germain, où j'étais allé visiter mon ami Henry de Pène, qui soignait une blessure reçue à la manifestation de la rue de la Paix, aux côtés de mon vaillant collaborateur Gaston Jollivet, également blessé, c'est de Saint-Germain que j'aperçus les lueurs qui rougissaient Paris à l'horizon. Le Louvre brûlait! Je ne voudrais pas paraître autrement

féroce, mais enfin l'homme est essentiellement périssable, il est né pour la mort; les chefs-d'œuvre sont voués à l'immortalité; c'est le patrimoine de l'humanité; y toucher, c'est commettre un sacrilège! J'eus un frisson.

Heureusement nos petits soldats étaient arrivés à temps, le Louvre fut épargné. Je suis rentré derrière eux à Paris. J'ai vu les murs criblés de balles et les ruisseaux charriant le sang; la répression était légitime, elle fut terrible. Je suis monté jusqu'aux hauteurs du Père-Lachaise, où se battaient les derniers survivants de la Commune, j'ai peut-être entendu l'éclat de la dernière bombe; c'était un obus qu'un soldat avait laissé tomber par mégarde : il éclata à quelques pas du monument du duc de Morny. Nous pûmes nous réfugier, Maurice d'Irisson et moi, derrière ce monument; il était complètement dévasté; la pierre du tombeau était soulevée; on sentait que le temps seul avait manqué pour la profanation complète. Je pris un bouquet d'immortelles oublié par les communards; je me promettais d'en faire hommage plus tard à Napoléon III. M. Thiers triomphait! Il

avait son chapitre militaire ; après avoir écrit le *Consulat et l'Empire*, il pensait l'avoir mis en action. Il triompha encore le jour où une Chambre entière soulevée d'enthousiasme acclama le libérateur du territoire. M. Thiers eut son heure de triomphe enfin lorsqu'il apprit la mort de l'Empereur. Il craignait en effet la restauration de l'Empire. C'était pour lui une hantise perpétuelle, il savait qu'un certain mouvement bonapartiste se dessinait en France à la faveur des désillusions qu'avait semées le siège et de l'amertume qu'avait laissée la Commune.

*
* *

Napoléon III était également renseigné, il crut le moment opportun pour opérer un second retour de l'île d'Elbe. J'ai souvent entendu raconter au général Fleury que les étapes de l'Empereur étaient réglées de Calais à l'Élysée ; l'Empereur comprenait que pour commander des troupes, il faut monter à cheval ; or, ses souffrances étaient devenues intolérables. La dernière fois qu'il était allé à Woolwich pour

embrasser son fils, il avait dû s'arc-bouter des deux mains au-dessus des coussins de sa voiture pour en éviter le contact. Il n'hésita pas; une opération était nécessaire, elle fut décidée; qui sait si cette opération, tentée au moment où la sagacité de MM. Ricord et Germain Sée avait, en 1867, reconnu la présence de la pierre, qui sait si cette opération tentée à ce moment, en rendant la santé à l'Empereur, ne nous eût pas épargné la guerre? L'Empereur savait que l'issue de l'opération pouvait être fatale, mais le grand joueur qui avait gagné la Savoie et perdu l'Alsace devait risquer la partie : il s'abandonna au destin; sa sérénité ne s'était d'ailleurs jamais altérée ni devant les attaques de ses adversaires ni devant l'ingratitude cent fois plus douloureuse de certains de ses partisans, ralliés à la république. J'eus l'honneur d'être reçu par Napoléon III à Chislehurst : il se tenait dans le petit salon familial; il avait toujours le regard comme absent, son visage ne trahissait aucune souffrance, tellement il était maître de son corps. On a pu dire de lui qu'il avait été égal à sa miraculeuse fortune, je

peux affirmer qu'il me parut supérieur à la mauvaise; l'Impératrice était à ses côtés; on parla de la politique du jour, des violences de M. Thiers contre les bonapartistes. L'Impératrice avait le cœur généreux, mais la parole prompte, et alors l'Empereur, l'interrompant, lui dit doucement : « Respectons M. Thiers, *tous les pouvoirs sont solidaires.* » Belles paroles, dignes du souverain qui les a prononcées!

La science fut vaincue par la nature. L'Empereur mourut dans un rêve, — comme il avait toujours vécu — dans le rêve de la restauration impériale, sinon pour lui, du moins pour son fils aimé. Au moment où la France célèbre l'annexion de la Savoie, qui fut l'œuvre personnelle de l'Empereur, au moment où M. Fallières commet, à son endroit, un oubli impardonnable, si heureusement relevé par notre ami et confrère Gaston Calmette, si éloquemment stigmatisé par notre illustre collaborateur M. Émile Ollivier, jetant un voile discret sur les calamités dont nous souffrons encore aujourd'hui, nous nous souviendrons seulement que l'Empereur donna au monde l'illusion d'une

France très grande. Ce n'était, hélas! qu'une illusion. Nous ne l'avons pas retrouvée depuis. M. Thiers ne jouit pas longtemps de ses triomphes. Tout se paye ici-bas. Vainqueur de la Commune par la violence, vainqueur des royalistes par la ruse, vainqueur de l'Empire par la chance, il se heurta misérablement à un grain de sable ; un groupe de sept membres, le groupe Target, le renversa du pouvoir.

***

M. Édouard Bocher, qui fut un des serviteurs les plus dévoués des princes d'Orléans et l'un des défenseurs les plus éclairés de la monarchie, me disait un jour : « Après la chute de M. Thiers, nous avons offert la présidence de la république au duc d'Aumale; il l'accepta; il se coucha président de la république; dans la nuit, les bonapartistes qui devaient faire partie du ministère nous firent savoir qu'ils ne pouvaient accepter à la présidence un prince d'Orléans. Ils avaient grand tort. Le duc d'Aumale était un magnifique soldat; il eût été un

Président loyal comme son épée. Il avait déclaré : *Je veux bien être une transaction; une transition, jamais.* Il eût tenu parole. Cette déclaration n'avait pu rallier les bonapartistes. Ils insistèrent. Nous dûmes céder, et voilà comment le duc d'Aumale fut président pendant douze heures, et le maréchal de Mac-Mahon président pendant quelques années. » Sur la présidence du maréchal je sais ce que tout le monde sait. Seul le vicomte d'Harcourt, le secrétaire, le confident et peut-être l'inspirateur du maréchal, en sait davantage. Depuis la chute du maréchal, il s'est condamné au silence et à une retraite prématurée. C'est une des grandes forces perdues de notre époque. Ce n'est pas la seule que la république ait coûtée à la France. De la présidence du maréchal je ne retiendrai qu'un fait capital : la tentative de restauration monarchique. On sait comment elle échoua, et à ceux qui diraient que c'était un rêve irréalisable, je répondrais simplement qu'étant entré à la Bourse depuis peu de temps, je reçus des ordres considérables d'achats de rente de la part de républicains qui spéculaient à la hausse

sur les chances de la restauration monarchique.

M. le comte de Chambord a emporté dans la tombe le secret de son refus, lors de la question du drapeau. Un fait presque oublié aujourd'hui peut jeter quelques clartés sur ce mystère : c'est la disgrâce du comte d'Arnim, provoquée par M. de Bismarck. Certes, M. de Bismarck fut un homme de génie; comme chancelier de l'Empire, il eut la notion de ses devoirs envers l'État impérial; il comprit que le meilleur moyen de défendre son œuvre contre nos attaques, c'était de protéger chez nous la république, qui, en nous divisant, nous éloignait de toute idée de revanche; mais ministre d'une monarchie, il fut le mauvais serviteur de son souverain en ne comprenant pas que la république deviendrait fatalement la révolution et menacerait toutes les monarchies. L'impératrice Eugénie fut autrement clairvoyante lorsqu'elle disait devant moi, il y a bien longtemps, hélas : « Les souverains sont donc pris de vertige! Ils ne comprennent donc rien! Si la république reste sage, c'est leur trône inutile; si elle

devient révolutionnaire, c'est leur trône impossible! »

Pourquoi ne pas admettre que Monsieur le comte de Chambord, averti, se soit refusé à déchaîner la guerre sur sa patrie et se soit alors dérobé au dernier moment? Son âme était à la hauteur d'un pareil sacrifice. Mon regret est de n'avoir pu l'approcher; il m'apparaît, cependant, comme un des plus beaux exemplaires d'homme et de roi qui puissent s'offrir à nos regards. Ses fidèles ont gardé pour lui une vénération filiale. Tout était noble chez lui : la parole, l'écriture, le geste. Je relisais, l'autre jour, les extraits de sa correspondance que publiait la *Gazette de France*. Le style accuse la hauteur de sa personnalité. Sous son règne, l'arbre de saint Louis eût poussé de nouveaux rameaux. Henri V n'aurait pas été un justicier; son cœur se serait refusé aux revanches, mais il eût été un juste et un fort. La Providence n'a pas voulu que fût renouée aussi rapidement la chaîne de nos traditions; elle nous réserve d'autres épreuves; nous ne méritons peut-être pas encore notre salut.

L'Assemblée nationale, qui n'avait pas restauré la monarchie et qui craignait le retour de l'Empire, proclama officiellement la république. Jusque-là, le régime n'était même pas baptisé. Quand le maréchal de Mac-Mahon descendit du pouvoir, parce que, sans doute, son âme de soldat n'avait pu consentir aux dernières concessions qu'on voulait lui imposer, il laissait le budget de la France en plus-value et son propre budget en déficit; il s'était à moitié ruiné au pouvoir. Je recommanderais en vain cet exemple à ses successeurs.

*
* *

Avec la chute de M. Thiers et la démission du maréchal de Mac-Mahon, se ferme l'ère de la république conservatrice. M. Thiers avait dit : *La République sera conservatrice ou elle ne sera pas.* Weiss, un grand journaliste, qui n'est pas complètement oublié, lui avait répondu : « La république conservatrice est une bêtise. » Weiss avait eu raison : la république n'est plus conservatrice, mais la bêtise continue. Avec

M. Grévy, avocat de vieille roche, nous devons saluer l'avènement de la république des vrais républicains, c'est dire que nous allons assister à la série des scandales précédant la succession des faillites républicaines, pour aboutir à cette poussée formidable de mécontentement universel dont le « brave » général Boulanger devait être le syndic triomphant et vaincu. Le scandale était entré à l'Élysée avec l'affaire Wilson, au Palais de justice avec l'affaire de l'Union Générale. Nous avions encore une belle âme, aussi notre pudeur s'effaroucha-t-elle lorsque nous apprîmes que le gendre du président de la république faisait trafic de décorations; aujourd'hui, nous savons que la distribution des faveurs et des distinctions est une raison d'être de la république. C'est le règne du comité Mascuraud, et nous restons indifférents! Nous nous étions indignés lorsque nous soupçonnions le rôle joué par la magistrature dans l'affaire Bontoux. La Cour de cassation a revisé le procès Dreyfus, en altérant l'article 445; des voix éloquentes ont protesté. L'opinion publique est restée muette!

J'ai pu suivre de plus près tous les événements de cette époque. Je m'étais promis de quitter la Bourse, si je pouvais m'y enrichir assez pour acheter un journal. Émile de Girardin m'avait dit : « Vous serez un vrai journaliste. » Je ne voulais pas donner un démenti à une aussi flatteuse prophétie; j'avais donc acquis le *Gaulois* pour y défendre la quatrième dynastie dans la personne du Prince impérial, j'étais un bonapartiste dynastique. Ce n'est pas moi qui ai quitté la dynastie, c'est le prince Napoléon qui la déserta en se ralliant à la politique de Jules Ferry et en posant sa candidature à la députation comme républicain. Je devais prendre possession du *Gaulois* le 1^er^ juin, et le 1^er^ juin on apprenait la mort du Prince impérial. Pour les Parisiens, le Prince impérial était resté le Petit Prince; on le revoyait encore jouant aux Tuileries, puis dans son uniforme de caporal, enfin dans une grande calèche à la daumont, montant les Champs-Élysées, pour se rendre, tous les matins, au bois de Boulogne. Sa mort fut comme un deuil public, tout le monde sentait que c'était une réserve de l'ave-

nir qui échappait. Le Prince impérial était mort pour ne pas recommencer l'existence stérile du duc de Reichstadt; il ne voulait pas être seulement le Fils de l'Homme, il voulait montrer à la France, au monde, qu'il avait en lui le sang de Napoléon et que, s'il ne pouvait le répandre pour sa patrie, il savait le verser pour son pays d'adoption; peut-être aussi, à côté de cette noble ambition, s'était-il glissé dans son âme un sentiment plus intime, peut-être avait-il estimé que, pour réaliser certain rêve, cher à son cœur, il lui fallait conquérir la reconnaissance de l'Angleterre.

J'eus une vision qu'il me faut vous conter, elle semble donner quelque crédit à la légende. Le jour des funérailles du Prince impérial, alors qu'une foule émue suivait le cercueil, placé sur un affût de canon et drapé dans les couleurs nationales, j'étais resté seul à Chislehurst, où planait un silence de mort que troublaient par intervalles les sanglots étouffés de l'Impératrice, abîmée dans son désespoir. Tout à coup, j'entendis glisser sur l'allée sablée du château le bruit d'une voiture; la voiture s'ar-

rêta devant le perron, un homme, un Écossais, descendit rapidement du siège et ouvrit la portière. La reine d'Angleterre et la princesse Béatrix en descendirent. John Brown, prenant la Reine dans ses bras, comme on ferait d'un enfant, la déposa dans la chapelle ardente. La Reine et la Princesse s'agenouillèrent au pied du catafalque ; quand elles se relevèrent, la Princesse dit un mot tout bas à l'oreille de la Reine, dont la tête s'inclina en signe d'acquiescement ; alors la jeune Princesse prit un modeste bouquet de violettes qu'avait peut-être apporté de France quelque fidèle de l'Empire, l'embrassa, puis l'emporta avec elle. Faut-il voir dans ce geste l'épilogue de l'idylle qui aurait fleuri comme le pauvre petit bouquet de violettes entre le Prince exilé et la sœur du futur roi d'Angleterre? Le Prince impérial est mort en Napoléon, ses cendres reposent sur la terre étrangère, en attendant qu'elles soient rapportées en France, avec celles de son père, pour prendre leur place naturelle aux Invalides, à côté du grand Empereur. Comme Marcellus, le jeune héros que pleura Virgile et qui descendit

trop tôt aux Enfers, le Prince impérial n'a pu accomplir sa destinée.

La France, ce jour-là, perdit en lui un de ses plus nobles enfants ; la République fut délivrée d'un de ses adversaires les plus redoutables.

*
* *

Cependant la Chambre, où germait déjà le panamisme, se montra encore plus puritaine que le pays. Elle menaça le président de la république de faire la grève des ministres, s'il ne donnait pas sa démission. M. Grévy refusa de répondre au coup d'État parlementaire par un coup de force présidentiel. Il donna sa démission. Il nous avait épargné la guerre, lors de l'affaire Schnæbelé, en trouvant le point de droit devant lequel devait s'incliner l'empereur Guillaume I^er^. Ceci aurait dû corriger cela. Cette exécution sommaire ne pouvait désarmer l'opinion. Le mécontentement allait grandissant. La France était grosse d'un maître, d'un César; selon le mot de M. Charles Dupuy, elle entendait le pas du cheval, elle ne voyait pas

encore le cavalier. Il n'était pas loin, cependant. Nous dirons dans un prochain chapitre comment Boulanger, qui fut le cavalier attendu, tomba de sa monture. Nous dirons aussi ce que nos yeux ont vu dans l'anticléricalisme, dans l'anticapitalisme et dans l'antisémitisme, fleurs vénéneuses, nées sur le fumier républicain; nos yeux ont encore vu le dreyfusisme et, de quelque côté de la barricade qu'on se trouve, tous les regards doivent en rester éternellement troublés.

En racontant, un peu longuement, peut-être, au gré de nos lecteurs, ce qui est resté dans nos yeux de visions du siège et de la Commune, je n'ai pas voulu m'ériger en juge. Implacable pour les institutions républicaines qui corrompent les hommes, selon la formule lumineuse de M. le comte de Paris, je suis indulgent pour ceux-ci, comme je souhaite qu'ils le soient pour moi. Ces hommes auraient pu être, deviendraient certainement, de bons, d'utiles serviteurs d'un gouvernement régulier. Je veux surtout dénoncer les mensonges de la république. Elle nous avait promis la liberté, l'éga-

lité, la fraternité. La fraternité, on a vu comment elle l'a pratiquée aux jours néfastes de la Commune. Nous verrons bientôt ce qu'elle a fait de la liberté et de l'égalité. M. Thiers, fondateur de la république, a dit : « *La république doit finir dans le sang ou dans l'imbécillité.* » C'est dans le sang qu'elle a débuté : l'imbécillité la guette depuis longtemps.

LE BOULANGISME

LE BOULANGISME

Fontainebleau, 24 septembre 1910.

Ce que nos yeux ont vu dans le boulangisme, c'est la poussée irrésistible d'un peuple, blessé dans ses sentiments de fierté et de probité nationales, vers sa libération et aspirant, pour la conquérir, au libérateur providentiel. La France est essentiellement messianique; on la voit en même temps combattre le vrai Dieu et déifier une fausse idole.

Nous avons dit comment les parlementaires avaient violé la Constitution en exigeant de M. Grévy qu'il donnât sa démission. C'est une leçon qu'il ne faudra pas oublier, et si jamais quelque compagnie de grenadiers viole à son tour le *sanctuaire sacré* de nos législateurs, nos législateurs devront se rappeler que ce n'est là qu'une simple réplique.

Je sais bien que M. Waldeck-Rousseau trouvait ce procédé inélégant. A l'une des séances du matin, une de ces séances réclamées par tous les membres de la Chambre et auxquelles n'assistent que de rares députés, M. Lasies, que ses adversaires eux-mêmes regrettent de ne plus entendre à la Chambre, se tenait debout auprès du banc des ministres. Les quatre députés qui étaient en séance faisaient du tapage comme quarante; le tapage tournait au scandale. M. Lasies se pencha à l'oreille de M. Waldeck-Rousseau : « Avouez, mon cher président, lui dit-il, que les grenadiers d'Augereau feraient merveille ici ce matin. » Et M. Waldeck-Rousseau de lui répondre : « Il n'y aurait pas de talent! » Je ne partage pas le dilettantisme de M. Waldeck-Rousseau, et la manière forte, pour si simple qu'elle lui parût, serait fort de mon goût.

Les maîtres de l'heure, après la chute de M. Grévy, se réunirent le soir — ce fut la première nuit historique. Ils ne s'entendirent pas d'abord sur le choix du successeur. Le nom de M. Jules Ferry fut écarté; il avait donné cepen-

dant des gages à la révolution : n'était-il pas l'auteur de l'article 7? Mais l'Hôtel de Ville, où siégeait une majorité avancée, avait menacé de lancer les troupes révolutionnaires sur Paris si M. Jules Ferry était élu, et l'Hôtel de Ville avait été écouté. Les violents le sont toujours.

*
* *

La candidature de M. de Freycinet fut examinée et rejetée naturellement, c'était un homme de haute valeur; quelqu'un balbutia, sans trouver d'écho, le nom de Boulanger. Allait-on se séparer sans s'être mis d'accord? C'est alors, m'affirme-t-on, qu'un des membres de la réunion, débutant dans le grand rôle où il devait exceller des Warwick élyséens, prononça un nom inattendu. M. Clemenceau venait de proclamer M. Carnot. M. Sadi Carnot, ce petit-fils de l'organisateur de la victoire, était ministre des finances; il avait été très récemment l'objet d'une véritable ovation à la Chambre lorsque, du haut de la tribune, refusant de couvrir de sa responsabilité ministérielle l'irresponsabi-

lité constitutionnelle du chef de l'État, il avait refusé de libérer M. Wilson des frais qu'il devait au Trésor.

« Nous faisons ainsi coup double, mes chers amis. Nous chassons de l'Élysée un président à cause de l'improbité de son gendre; nous y installons un président d'une honnêteté légendaire. Nous devenons les vrais Puritains. *I Puritani*, musique de Bellini! » Cet argument, essentiellement mélodique, rétablit l'harmonie. L'Assemblée se mit d'accord sur le nom de Sadi Carnot. Le Congrès de Versailles ratifia le choix des conjurés. M. Carnot était élu.

C'était une figure d'honnête homme, de grand bourgeois de Paris, froide et quelque peu austère. M. Saint-Marc Girardin, parlant du Prince-Président, quelques jours avant le coup d'État, disait de celui qui devait être plus tard Napoléon III : « Les échauffourées de Boulogne et de Strasbourg ont caché le Prince aux parlementaires, mais elles l'ont montré au peuple. » Ici, c'était le contraire : un acte de courage civique avait désigné Sadi Carnot aux parlementaires, mais l'avait laissé ignorer à la foule.

Après les déceptions du siège, les amertumes de la Commune, les scandales de la présidence de M. Grévy, l'imagination populaire s'était échauffée; elle cherchait avidement *autre chose :* un panache, un petit chapeau. L'effigie d'un Président en redingote, en chapeau haute forme, au visage attristé, à la barbe noire, ne pouvait la satisfaire longtemps. Elle rêvait déjà d'une autre barbe, la fameuse barbe blonde!

L'homme à la barbe blonde, l'homme au cheval noir, le général Boulanger, avait quitté le pouvoir avec son chef, M. Goblet. Il fut relégué à Clermont-Ferrand, siège du plus petit commandement de corps d'armée. Nos yeux ont vu alors la foule se ruer à l'hôtel du Louvre, puis lui faire cortège jusqu'à la gare de Lyon, et enfin essayer de dételer la locomotive pour empêcher le départ de son « brave » général. Boulanger commençait sa marche à l'étoile.

Aussi lorsque certains parlementaires cherchèrent une épée pour permettre à M. Grévy de résister aux sommations du Parlement, inspiré par M. Clemenceau, ils s'adressèrent tout naturellement au général Boulanger. Le général Bou-

langer eut l'audace de promettre son concours.

M. Clemenceau, dont l'action occulte commençait à s'exercer et allait peser de tout son poids sur les destinées de la république, ne pouvait pardonner au général Boulanger, sa créature, de vouloir ainsi échapper à son créateur. Votan, le dieu de Wagner, exile la Walkyrie infidèle. M. Clemenceau est un Votan bien parisien, mais plus inflexible.

L'exil de Boulanger à Clermont-Ferrand ne calma pas ses inquiétudes et ne désarma pas ses rancunes; on accusa le commandant du 13e corps d'avoir quitté son quartier général sans permission pour venir à Paris sous un vêtement d'emprunt, les yeux cachés sous les fameuses lunettes bleues; on l'accusa d'y être venu pour conspirer avec les pires adversaires de la république. Boulanger fut relevé de son commandement et rendu ainsi à la vie civile, c'est-à-dire à la liberté politique. Quelle faute! La persécution se trouve à l'origine de toutes les religions, elle est aussi à la base de toutes les idolâtries. Boulanger devint l'idole de Paris et cependant Paris ne soupçonnait guère que si

Boulanger y était venu, ce n'était pas pour y conspirer — il n'y pensait guère à cette époque — mais bien pour y voir son amie qui était dangereusement malade. César n'était qu'un Roméo de garnison.

Millet, le sublime interprète de la nature, nous a montré dans une de ses plus belles toiles *le Semeur* qui, d'un geste magnifiquement ample, jette les grains sur la terre; lorsque le terrain est préparé, il reçoit la semence, le germe se développe, la riche moisson est prochaine. L'état d'âme de la France offrait un admirable terrain de culture. Un semeur, encore inconnu la veille, se révéla. M. Georges Thiébaud répandit, par ballots, dans cinq ou six départements qui étaient appelés à élire des députés, des bulletins de vote au nom du général Boulanger, et la France apprit un beau matin, avec stupéfaction, que des milliers de voix s'étaient portées sur le général Boulanger sans qu'il fût même candidat. M. Thiébaud n'avait pas inventé le boulangisme; on ne crée pas un courant, on le montre : M. Thiébaud avait montré Boulanger. Le général Boulanger

n'avait été élu nulle part. Mais la France allait bientôt le plébisciter!

*
* *

C'est à ce moment que je fis une rencontre qui eut peut-être une certaine influence sur l'avenir du boulangisme. J'avais connu au Havre, où je suis né et où j'allais passer mes étés, le comte Dillon. Le comte Dillon, qui venait de quitter l'armée avec de brillants états de service, travaillait à ce moment à la création d'un câble entre Paris et New-York. C'est un homme d'une activité prodigieuse qui doit constamment se dépenser. Aujourd'hui encore, où l'âge lui donnerait le droit au repos, il s'occupe à doter sa patrie d'un grand port qu'il creuse près de l'île de Berder. Avant le boulangisme, il s'était uniquement consacré aux affaires industrielles ou financières. Il avait beaucoup voyagé, en Amérique surtout, beaucoup vu, beaucoup retenu. On sentait que du jour où il adapterait à la politique son sens des réalités, sa vaste intelligence, sa faculté d'assimilation

et sa connaissance profonde des mœurs américaines, il y introduirait une méthode nouvelle. C'est lui qui, selon le joli mot de M. Floquet, a *américanisé* la campagne boulangiste.

J'avais rencontré le comte Dillon à l'heure du déjeuner. Nous déjeunâmes ensemble. De quoi peut-on parler entre camarades qui ne se sont pas vus depuis longtemps si ce n'est du passé, des relations ou des amitiés communes, des mille incidents auxquels les hasards de la vie vous ont mêlés? Il m'entretint aussi du présent, de ses entreprises, de ses espérances, enfin de son grand ami du moment, le général Boulanger. Je savais qu'il le connaissait, je ne soupçonnais pas qu'il en fût le confident et presque le conseiller. Je l'appris de façon plus certaine lorsque j'allai le voir au siège de sa société, rue Saint-Lazare. Il ne me cacha pas que le général Boulanger était sollicité de toutes parts d'entrer dans la vie politique où ses premiers succès lui promettaient une carrière glorieuse. On le suppliait de grouper toutes les bonnes volontés, de créer un parti national, de devenir enfin le chef des mécontents.

Il ajouta que déjà tous les partis spéculaient sur sa popularité. Je crus comprendre que le comte Dillon avait plutôt des sympathies royalistes. Je pensai en tout cas qu'il fallait à tout prix ne pas laisser confisquer cette grande force populaire par les bonapartistes ou les plébiscitaires et j'allai trouver le marquis de Beauvoir. Cette démarche s'expliquait. Le marquis de Beauvoir était alors le chef du cabinet de M. le comte de Paris. Je lui racontai mes conversations avec le comte Dillon, les sollicitations dont le général Boulanger était l'objet, mes inquiétudes de voir le général les écouter, et tout d'une haleine je lui dis :

« Voulez-vous que nous tentions de faire la monarchie avec le général Boulanger? Si nous échouons, nous aurons le mérite de l'avoir tenté. Avec un homme de la valeur de Dillon, on peut tout espérer! »

Le marquis de Beauvoir est un homme de compréhension rapide, d'initiative hardie. Tout jeune, il avait accompagné le duc de Penthièvre, fils du prince de Joinville, dans son voyage autour du monde. Il avait écrit le récit de cette

expédition dans un volume qui devrait avoir sa place dans toutes les bibliothèques. Plus tard, il fut le chef de cabinet du duc Decazes, son beau-frère, qui nous sauva de l'invasion allemande en 1873, et je suis assuré que sa collaboration lui fut précieuse. Il ne fut pas non plus étranger à l'heureuse conclusion du mariage d'une Fille de France qui, devenue princesse étrangère, n'en resta pas moins jusqu'à sa mort une des plus grandes patriotes de notre pays.

M. de Beauvoir me connaissait depuis de longues années. Son amitié m'assurait au moins sa bienveillante attention. Quand nous nous séparâmes, il me dit : « Il n'y a plus qu'à attendre les événements et au besoin à les préparer. Venez me revoir. » Je pense aussi qu'il voulait se donner le temps de prévenir M. le comte de Paris. Et c'est ainsi qu'un déjeuner, deux ou trois conversations avec le comte Dillon, la précieuse confiance du marquis de Beauvoir, préparèrent une des aventures les plus extraordinaires de ce siècle, cependant si prosaïque. On dira que c'est un roman créé par mon imagination; mes éminents collaborateurs

de la première heure sont vivants, ils ne me démentiront pas. Oui, ce fut un roman, mais un roman d'aventures. Les romans d'aventures sont de ceux qui, en librairie, obtiennent le succès le plus durable; dans la vie, ce sont ceux qui réussiraient le plus sûrement si on s'y fiait davantage.

Les royalistes qui avaient combattu la combinaison boulangiste ont eu beau jeu plus tard, après la défaite, en nous disant : « Nous vous avions prévenus. Que pouvait-on attendre d'un officier qui avait trahi la confiance du duc d'Aumale dans des lettres rendues publiques? » Il est facile d'être bon prophète après l'événement. Qu'auraient dit ces mêmes royalistes si ceux qui connaissaient les intrigues dont on enveloppait le général Boulanger l'avaient abandonné, sans lutter, aux entreprises de nos adversaires? Est-ce que, pendant les troubles de l'affaire Dreyfus, d'autres royalistes ne se sont pas mis en quête d'un général prêt en même temps à venger l'armée outragée et à restaurer la monarchie? Est-ce qu'il n'y a pas aujourd'hui des royalistes ardents et convaincus qui préco-

nisent le coup de force? Or, un coup de force peut-il réussir, peut-il seulement être tenté sans la complicité d'un général populaire, ou tout au moins capable d'entraîner ses hommes? Je crois donc que nous avons fait notre devoir de royalistes. Nous pouvions perdre la partie. Nous pouvions même, après avoir fait un marchepied au général, forger de nos mains un nouveau Bonaparte; Monk pouvait nous échapper. Nous savions tout cela. L'enjeu valait la peine qu'on courût tous ces risques.

*
* *

Je reçus un jour un mot du comte Dillon me priant de venir le voir à son bureau sans tarder. Je m'empressai de me rendre à son invitation : « Le général Boulanger, me dit-il, est sollicité de se présenter dans plusieurs départements. Il faut 25 000 francs pour tenter la première aventure. Pour toute fortune, le général n'a que sa solde de retraite; les plébiscitaires et les bonapartistes vont certainement lui offrir l'argent nécessaire; à vous de les gagner de

vitesse. Avez-vous dans votre parti des amis prêts à faire un sacrifice peut-être inutile? Je suis en effet trop honnête pour vous tromper; je ne vous dirai pas que le général va aller du coup à la monarchie, mais Boulanger est un être sentimental. Trouvez le chemin de son cœur, vous aurez fait le premier pas. »

Le comte Dillon ne se trompait pas. Il fallait conquérir le général Boulanger sur les républicains; il fallait aussi le conquérir sur ses propres illusions. Le général Boulanger croyait encore à la république! J'en eus l'impression très vive, alors qu'il vint dîner chez moi avec son ami Dillon. Par une ironie du destin, c'est chez M. Clemenceau que je l'avais rencontré pour la première fois. Un de mes amis, qui a occupé une haute situation en Angleterre, sir Rivers Wilson, curieux, comme tous les Anglais, de voir les hommes du jour dans tous les pays, m'avait exprimé le désir de connaître le général Boulanger. Je m'en ouvris à l'un de mes grands confrères, M. Clemenceau. « C'est très simple, me répondit-il; venez fumer demain soir un cigare chez moi. Boulanger y sera. »

Nous fûmes exacts au rendez-vous. Clemenceau parla toute la soirée avec l'humour et le brio qu'on lui connaît. Boulanger l'écouta dans un silence presque absolu. Quelques jours après, M. Clemenceau m'aborda dans les couloirs de la Chambre : « Eh bien! me dit-il, que pensez-vous de mon homme? » — « Ma foi, mon cher confrère, je me suis demandé, toute la soirée, du causeur ou du silencieux lequel aurait raison de l'autre! » Le général Boulanger fut moins silencieux, chez moi, pendant le dîner que je lui offrais. Il avait des yeux bleus et clairs, — les yeux de notre grand Charette — la barbe blonde, la taille souple d'un jeune homme. A son charme, on comprenait la fascination qu'il exerçait sur les foules et sur les femmes. Je sais des hommes qui n'y échappèrent pas davantage. Il me parut heureux et confiant dans l'avenir; il croyait à une république épurée, rajeunie, honnête; il voulait convier tous les Français à collaborer à cette œuvre de relèvement; il savait les royalistes assez patriotes pour mettre l'intérêt du pays au-dessus de leurs préférences. Il m'y invitait. Il me parla du Prince-Président, de la

foi du Prince dans son étoile, des rares amis qui, comme des apôtres, l'avaient aidé à évangéliser le peuple, et sur une question que je lui posai, il m'avoua qu'il n'avait pas lu les livres du prince Louis-Napoléon. Je lui offris de les lui envoyer. Il accepta. Quelques mois après, alors que je l'attendais dans son cabinet, mes yeux tombèrent sur un paquet. Il était intact. Boulanger ne l'avait pas ouvert. C'étaient les œuvres du prince Louis. Ce fut ma première déception.

*
* *

Après la déclaration si loyale et si nette du comte Dillon, l'heure était venue d'aller retrouver le marquis de Beauvoir. Mais où chercher les 25 000 francs nécessaires? Qui allait consentir un pareil sacrifice sur une seule espérance, que dis-je? sur une simple illusion? Nous eûmes, le marquis de Beauvoir et moi, la même pensée. Le même nom vint à notre esprit et sur nos lèvres.

En racontant « Ce que mes yeux ont vu »,

je me suis promis d'observer la plus scrupuleuse réserve lorsque mon récit m'entraînerait à prononcer certains noms. Le marquis de Beauvoir et le comte Dillon me pardonneront, je l'espère, de n'avoir pu respecter l'incognito dans lequel ils se complaisent. J'espère aussi trouver grâce auprès de la haute personnalité que je vénère, auprès de ses enfants qui savent mes sentiments pour leur mère, si je suis empêché de taire plus longtemps le rôle considérable, prépondérant, de Mme la duchesse d'Uzès douairière dans l'action boulangiste. L'histoire l'a, d'ailleurs, enregistré, et un remarquable journaliste, ancien député de Paris, M. Mermeix, dans un livre très documenté : *Les Coulisses du Boulangisme,* a noté abondamment toutes les péripéties, a nommé fidèlement tous les acteurs de ce grand drame historique. Je ne suis donc pas un révélateur, encore moins un courtisan. Je suis un témoin.

Est-il possible d'ailleurs de raconter une série de batailles en omettant le nom du général qui les a commandées?

C'était à Mme la duchesse d'Uzès douairière que M. de Beauvoir et moi nous avions eu en même temps la pensée de demander les 25 000 francs qu'il fallait au général pour tenter la fortune.

Mme la duchesse d'Uzès ne trahit pas nos communes espérances. Le marquis de Beauvoir et moi n'avions pas terminé notre récit qu'elle nous tendait un chèque.

A partir de cette heure, la duchesse d'Uzès mit un peu de son âme dans notre aventure : c'est par là que notre défaite elle-même ne fut pas sans honneur. Tous ceux qui l'ont approchée pourront affirmer qu'aucune spéculation humaine ne pouvait l'effleurer. Dans l'action boulangiste, elle cherchait la restauration de la monarchie; de la restauration de la monarchie elle attendait le relèvement et la grandeur de la France. Que pouvait-elle espérer du triomphe? Aucun fleuron ne pouvait s'ajouter à sa couronne ducale, la première de France. Elle a pu dire fièrement, mais justement, à M. le comte de Paris : « Où le premier pair de France a passé peut bien passer le Roi. » Et M. le

comte de Paris, le plus grand chevalier du devoir que notre génération ait pu connaître, répondait plus tard à certains de ses amis qui regrettaient sa participation à la campagne boulangiste : « Quand j'ai vu un chrétien de la hauteur du comte de Mun, une chrétienne de la grandeur de la duchesse d'Uzès me tracer le chemin, je pensai que mon devoir était là et je vais toujours à mon devoir. » Quelle édifiante parole! Quel Prince la France a perdu! M. le comte de Paris nous eût rendu ce qui nous manque le plus, la connaissance de notre devoir.

*
* *

A tous ceux qui avaient l'honneur de le voir, M. le comte de Paris donnait l'impression d'un studieux et d'un penseur. Mais c'était aussi un homme d'action; il l'avait été aux États-Unis pendant la guerre de Sécession; il l'avait été encore pendant les élections de 1885, alors que les conservateurs, conduits par lui au combat, faillirent triompher. Enfin c'était un grand chré-

tien. Il souffrait d'un mal inexorable. Il sut le cacher à tous les siens. Seuls Mgr le duc de Chartres et son fidèle médecin, le docteur Récamier, connurent le secret de ses souffrances. M. le comte de Paris, qui avait une plaie inguérissable, sentait sa vie s'écouler goutte à goutte. Sa fin fut aussi héroïque que celle de Napoléon III; seulement l'Empereur mourut en fataliste, Philippe VII mourut en chrétien. M. le comte de Paris a laissé un grand et noble exemple à son fils Mgr le duc d'Orléans.

Le Prince a déjà prouvé qu'il était taillé pour jouer le premier rôle, pour occuper le premier rang. Représentant de la tradition, mais ouvert aux idées modernes, il réclamait à vingt et un ans son droit de servir son pays, comme le plus simple des Français; il se présentait au bureau de recrutement, était arrêté, et condamné à deux ans de prison. Au bout de deux mois de détention, qu'il avait supportés sans une plainte, il était reconduit à la frontière et écrivait noblement : « Je préférais la prison à l'exil. Car la prison, c'est encore la terre de France. » Le peuple l'avait sacré d'un sobri-

quet : on l'appelait le Prince *Gamelle*. Le sobriquet, c'est le commencement de la popularité.

***

Cependant la duchesse d'Uzès recevait assez souvent le général Boulanger; elle devint la confidente de ses déceptions, de ses amertumes devant les injures et les calomnies de ses anciens coreligionnaires politiques, de ses doutes sur les vertus des républicains et sur la vertu de la république; elle le consolait, elle amenait doucement son esprit à d'autres conceptions, elle dissipait ses préventions contre la monarchie; son travail fut lent, discret, adroit; elle y mit toute la délicatesse d'une femme, tout le cœur d'une Française. Le jour où elle triompha enfin des dernières hésitations du général, elle appela ses amis auprès d'elle et nous dit : « L'argent seul vous manque, m'avez-vous dit, pour conquérir le succès; il ne vous manquera plus. Je prends à ma charge les frais de la combinaison. Quant au général, je

suis sûre de lui. Seulement il reste entendu que jamais nous ne ferons la moindre allusion, devant le général, au pacte secret dont je reste dépositaire. » Cette consigne, nous l'avons religieusement respectée. Je me rappelle qu'un soir nous étions tous priés à dîner par le général dans son nouvel hôtel de la rue Dumont-d'Urville : une sorte de pendaison de crémaillère. C'était un vendredi et, malgré mes recommandations, on avait servi un dîner gras. On mangeait peu, on parlait moins encore. C'était glacial. Les quelques paroles qui s'échangeaient étaient si banales à côté de celles qu'on s'était promis de taire! Après le dîner, on passa au fumoir. L'installation était si récente que les calorifères n'étaient pas aménagés. On gelait. Quelle soirée! L'un des convives et non des moindres, à l'intelligence toujours si alerte et toujours si exercée, s'excusant de prendre congé du général, lui dit : « Mon général, je suis obligé de me retirer. Je pars demain matin pour l'Angleterre. Je vais voir le comte de Paris. N'avez-vous pas de commission pour lui? » — « Vous offrirez au Prince, mon cher

ami, l'hommage de mon respect et de mon dévouement. » Ce fut tout.

*
* *

Un comité fut constitué, avec l'agrément de M. le comte de Paris, pour régler et défendre les intérêts en jeu. Mes mérites ne me désignaient pas pour en faire partie; j'y fus appelé par la confiance des membres du comité et par la haute bienveillance de Mme la duchesse d'Uzès. Ma reconnaissance leur en est éternellement acquise. J'eus l'excellente fortune, au cours de la campagne boulangiste, de rencontrer souvent le comte Albert de Mun. La Providence, qui voulait faire de lui son Premier Soldat, l'avait favorisé de tous les dons qu'on peut envier : elle lui donna la beauté, quand il naquit, quand il servit, la vaillance, l'éloquence quand il parla, et quand la maladie le condamna au silence, et que, pour continuer le bon combat, il se résigna à écrire, elle lui donna encore la magnificence et l'élégance de la forme. Je m'essaie dans un portrait connu.

Ce qu'on connaît moins, c'est l'agrément de son commerce, la sûreté de ses relations, le charme simple de sa conversation. C'est un séducteur. Et je remarque que les trois plus grands orateurs de notre époque : Émile Ollivier, Albert de Mun, Paul Déroulède, sont trois magiciens de la parole jusque dans la familiarité de la vie.

Plus tard, à la veille des élections de 1889, on organisa un comité composé de douze députés. Deux de ses membres les plus considérables ont disparu : Paul de Cassagnac, un grand journaliste qui créa et illustra l'*Autorité*, où ses fils le continuent, et le duc de Doudeauville, le royaliste impeccable, qui occupa l'ambassade de Londres avec une rare distinction; c'était un grand catholique, doublé d'un grand patriarche. On se souvient de la toile où un artiste de talent, M. Jean Béraud, représentait le duc de Doudeauville, entouré d'un cortège de trente-quatre enfants, petits-enfants et enfants de ses petits-enfants. Voilà certes une lignée superbe où revivent les traditions d'honneur, d'élégance et de bonté, que l'ancêtre lui a léguées!

*
* *

Un grand comité, le Comité républicain national, fonctionnait parallèlement au nôtre; c'était là que siégeaient les boulangistes de gauche, présidés par le général lui-même. Et ce fut une des hontes de la Haute Cour de vouloir établir, pour justifier un arrêt de complaisance, une entente, une alliance quelconque entre le Grand Comité National et le Comité de la duchesse d'Uzès.

Certes, on peut professer pour les opinions de M. Henri Rochefort un grand éloignement; nous les avons souvent combattues, mais ce qui est indiscutable, ce que ses adversaires les plus acharnés reconnaissent eux-mêmes, chez le grand polémiste resté debout sur la brèche, avec la même puissance, après plus de cinquante ans de lutte, c'est une probité publique qui n'a d'égale que son honnêteté privée. Jamais Henri Rochefort ne connut notre existence, nos projets, nos espérances, et je sais que lorsque la presse départementale commença

à crier en chœur : « D'où vient l'argent? » Boulanger eut soin de faire passer sous ses yeux et sous ceux des autres membres du Comité les nombreux mandats d'argent et les sommes importantes qu'il recevait chaque jour et le plus souvent d'inconnus.

N'est-il pas superflu aussi de protester ici de la même façon au nom de Déroulède? Si Déroulède éprouve une haine en dehors des Allemands, c'est bien pour ce qu'il appelle les *Blancs* par un anachronisme que je lui ai souvent reproché. Je me souviens que, quelques jours avant les élections générales, c'est-à-dire avant notre défaite définitive, je le croisai, au Langham Hôtel; il descendait l'escalier pour se rendre auprès du général, et, du plus loin qu'il m'aperçut, il s'arrêta et m'apostropha : « Ah! vous voilà, me dit-il, vous venez encore essayer de nous enlever Boulanger. Vous n'y réussirez pas. Boulanger est à nous. Cherchez ailleurs un pont entre la république et la monarchie. »

Paul Déroulède avait été un peu brusque. Depuis cette époque, je m'honore d'être un de

ses meilleurs amis. D'ailleurs, peut-on le connaître sans l'aimer et l'estimer?

Boulanger pouvait tromper ses amis, il se trompait lui-même, en jouant au conspirateur; il était demeuré, en dépit de lui-même, un soldat, et la discipline à laquelle il s'était si longtemps soumis le *tenait* de telle façon, qu'il ne put jamais se décider à s'affranchir complètement de sa domination.

Libéré de toute « servitude militaire » par le Conseil d'enquête qui le mit en disponibilité par retrait d'emploi, il n'osa braver ouvertement ceux qui se proposaient d'arrêter brutalement sa fortune; il multiplia les manifestations bruyantes, parada, caracola, s'étala dans un hôtel de belle apparence, se multiplia dans les salons où volontiers on le traitait en prétendant, même en souverain. Mais il montra toujours pour la loi écrite un respect qui se conciliait malaisément avec les ambitions qu'on devait lui supposer.

Une seule fois il fit une sorte de déclaration, en style familier, où la Constitution se trouvait directement menacée. C'était le 31 décembre, à

une soirée que M. Laguerre donnait en son honneur et à laquelle j'assistais.

A minuit, le maître de la maison, entouré d'un nombre important de membres de la Ligue des Patriotes, offrit en leur nom à Boulanger une fort belle canne où était encastrée la médaille de la Ligue :

— Général, lui dit-il, nous vous remettons, comme à notre chef, le bâton de commandement.

Et le général, retournant la canne, parut en examiner avec attention le bout ferré :

— Je cherche, dit-il, le balai qui devra compléter l'œuvre du bâton.

On l'applaudit avec enthousiasme et l'un de ses fidèles lui dit :

— Général, c'est à l'Élysée que l'an prochain nous vous offrirons nos vœux.

Et un autre surenchérissant :

— A moins que l'on ait, d'ici là, reconstruit les Tuileries.

Je ne sais ce qu'est devenue la canne; quant au balai, c'est entre les mains de M. Constans que nous l'avons vu fonctionner à quelques

mois de là, et ce fut contre le général qu'il s'en servit.

On comprendra aisément qu'Henri Rochefort et Déroulède aient pu ignorer notre Comité, puisque j'appris plus tard de M. Constans lui-même qu'il l'avait à peine soupçonné ou tout au moins qu'il l'avait traité en quantité négligeable.

*
* *

De longs mois après les élections, je rencontrai M. Constans chez un ami commun. En beau joueur, je le félicitai d'avoir gagné la partie, je le complimentai aussi d'avoir beaucoup su et d'avoir beaucoup deviné :

« Bah ! je ne mérite pas tous ces éloges. Imaginez-vous que je n'ai pas cru à votre Comité. Et savez-vous pourquoi ? Peut-être ne me pardonnerez-vous pas ma franchise ! Je n'y ai pas cru parce que vous en faisiez partie. J'avais si souvent entendu dire, j'avais lu si souvent que vous étiez un boulevardier, un « homme du monde », que je me suis dit : un comité où

est Arthur Meyer, ça ne compte pas. Je vous fais des excuses, ça comptait... et vous aussi ! »

J'aurais pu lui répondre :

« Pour une fois que je fus sérieux, à ce moment-là, je n'ai réellement pas eu de chance. Mais ce n'est pas de moi qu'il s'agit. Vous saviez qu'il n'y avait pas de complot et cependant vous avez convoqué la Haute Cour et vous avez obtenu la condamnation de Boulanger, de Rochefort et de Dillon ! Ce n'est pas très élégant. Vous aviez l'air de venger une offense personnelle. Et voulez-vous me dire comment les républicains ont récompensé vos services ? En vous renversant du pouvoir, en vous empêchant d'y remonter. Qu'aurions-nous fait de pire ? Pensez-vous que mes amis allaient recommencer Brumaire ou le Deux-Décembre ? A votre exemple, ils aiment la légalité ! Ils entendaient continuer la république avec Boulanger comme président ; ils se proposaient seulement d'offrir la vice-présidence au baron de Mackau. Deux précautions valent mieux qu'une ! La Chambre dissoute, on aurait préparé tranquillement, doucement, une Constituante. Il au-

rait fallu un bon ministre de l'intérieur pour cette cuisine électorale. Je serais étonné qu'on n'eût pas songé à vous. Vous auriez refusé, me dites-vous. Tous mes regrets ! On en eût trouvé un autre — moins entendu que vous. La Constituante aurait fait une Constitution et proclamé un Roi pour l'appliquer. Voyez ce que la république a fait de la France. Croyez-vous que la monarchie aurait eu de la peine à faire mieux? »

L'existence parallèle entre les deux comités de droite et de gauche fut une des faiblesses de notre combinaison, une des causes multiples de notre échec. Le comte Dillon était royaliste ; il souhaitait le triomphe de nos projets, mais il estimait qu'assistant aux réunions des deux comités, il avait le devoir strict de ne trahir aucune délibération au profit de l'un des deux comités. C'est ainsi que nous apprenions seulement par la lecture des journaux que M. Laguerre avait été chargé par le Comité national de porter à la tribune une déclaration de guerre contre M. Constans. Il l'avait fait avec son éloquence coutumière. C'était une erreur. M. Constans était un adversaire qu'il fallait ménager. Il

était au moins inutile d'en faire un ennemi acharné. Prévenus par le comte Dillon, nous aurions peut-être combattu cette résolution. De leur côté, les boulangistes de gauche auraient pu nous signaler une faute capitale que nous avons commise.

*
* *

Le général Boulanger avait une amie qui exerçait sur lui un empire absolu. Nous l'avons ignorée, c'est-à-dire que nous n'avons rien fait pour nous rapprocher d'elle et pour l'associer à nos projets. On a raconté depuis que, nouvelle Dalila, elle avait vendu son ami aux républicains. J'estime que c'est une pure calomnie. A Jersey, Déroulède questionna un jour Mme de B... : « Êtes-vous, lui dit-il, une grande ambitieuse ou une grande amoureuse? Si vous êtes une grande ambitieuse, rien n'est encore perdu. Faites rentrer le général. »

Mme de B... aurait pu lui répondre, elle lui a peut-être répondu :

« J'aurais voulu être l'une et l'autre, j'ai

commencé par être une grande ambitieuse : la fortune m'a condamnée à n'être qu'une amoureuse. J'ai espéré d'abord que, grâce au divorce, grâce à l'annulation du premier mariage de Boulanger, je pourrais être associée légalement aux grandes destinées de mon mari. Je le voulais grand pour être grande à ses côtés. Mme Boulanger, et je ne puis lui en faire grief, s'est opposée au divorce. La cour de Rome a refusé l'annulation. J'étais donc réduite, si le général triomphait, au rôle de favorite. Vous savez aussi bien que moi qu'une favorite finit par être délaissée. Croyez-vous que j'aie ignoré les nombreuses et très flatteuses coquetteries dont il a été l'objet? J'ai préféré mon bonheur à sa puissance. Ce n'est pas héroïque, c'est humain. Pour qu'il ne m'échappe pas, j'ai voulu l'avoir à moi toute seule. Je décidai son premier départ. La duchesse d'Uzès — un noble cœur — a pu le faire rentrer une première fois, elle a échoué la deuxième. Ce n'est pas le génie seul de M. Constans qui a sauvé la république. C'est aussi, c'est surtout l'amour. Je l'ai empêché de rentrer en France pour jouer la partie suprême.

J'ai su les démarches les plus pressantes des boulangistes de droite et de gauche. J'ai su la scène terrible qui eut lieu entre mon ami et M. Arthur Meyer, venu de Paris pour décider son retour. Dans l'unique entrevue qu'il ait jamais eue avec M. le comte de Paris, le Prince lui a demandé de rentrer. Il ne s'est pas soumis. Qu'irait-il faire, d'ailleurs, aujourd'hui, à Paris? Enfant gâté de la fortune, il a laissé passer son heure; soldat courageux, croyez bien qu'il ne fut jamais lâche ou, s'il le fut, ce fut par amour pour moi. Je me sens frappée à mort, mon ami le sait. Croyez-vous qu'il m'abandonnerait en un pareil moment? N'insistez pas, croyez-moi. Vous échoueriez. Je le bénis de m'avoir aimée plus que son ambition, plus que sa renommée. Moi morte, je me demande ce qu'il deviendra. Je le confie à ses amis. »

Mme de B... ne s'était pas trompée; le général Boulanger ne devait plus revoir la France. Quelques mois après, le général et son amie se réinstallaient à Bruxelles. Mme de B... s'éteignait doucement et le général allait se tuer, inconsolable, sur la tombe de son amie. Le vœu

suprême de Mme de B... était exaucé. Ils étaient réunis dans la mort!

Le visiteur du petit cimetière d'Ixelles passe indifférent aujourd'hui devant une pierre où sont inscrits deux noms : « Marguerite et Georges », qui ne lui disent rien. Boulanger s'était jugé. Il voulait ne laisser qu'un prénom à l'histoire.

* * *

Est-il besoin maintenant de vous raconter, comme je vous l'avais promis, pourquoi le cavalier annoncé par M. Charles Dupuy était tombé de sa monture? C'est qu'il avait fait monter l'amour en croupe avec lui.

Le général Boulanger ne nous avait pas trompés; nous nous étions trompés sur lui. Le boulangisme, c'est du bonapartisme qui ne réussit pas. Pour qu'il réussisse, il lui faut Bonaparte, et Boulanger n'était un Bonaparte que dans « l'idée » populaire. C'était un Bonaparte « idéal ».

Ce qui fait la beauté essentielle de l'homme, c'est qu'il y a en lui une somme d'idéal qu'il

lui faut impérieusement dépenser. Tantôt il le place dans un régime, tantôt dans un homme, et il est tout surpris quand le régime n'atteint pas la perfection qu'il a rêvée, quand l'homme n'est pas le héros attendu : c'est que régime et homme sont des matériaux essentiellement humains, tandis que l'idéal que nous portons en nous est une étincelle divine.

L'ANTISÉMITISME

L'ANTISÉMITISME

La république s'était à peine remise des attaques furieuses du boulangisme qu'elle était menacée d'une rechute qu'on pouvait croire mortelle.

Le dictionnaire de la langue républicaine, si riche déjà en épithètes scandaleuses, allait s'enrichir d'un mot nouveau : le Panamisme.

Nos yeux ont vu M. Jules Delahaye se dresser en justicier à la tribune et jeter à la Chambre et à la France la liste des 104. Nous avons entendu les députés, effarés, hurler ces seuls mots : « Des noms! Des noms! » Nous pensions que cette fois les petits, frappés dans leur épargne, allaient rejeter les parlementaires dans un hoquet de dégoût. Une main mystérieuse opéra, nous dit-on, dans l'ombre, et calma la tempête qui allait se déchaîner. Encore une fois la république était sauvée!

On se souvient de la parodie de justice qui se joua aussi bien à la commission d'enquête instituée par la Chambre qu'à la cour d'assises où durent comparaître certains parlementaires.

Qui songerait à décrire les cercles de l'enfer après le Dante? On n'ajoute pas un chapitre au magnifique livre de M. Maurice Barrès : *Leurs Figures*. Deux figures qui ne pouvaient trouver leur place dans l'œuvre de M. Barrès se détachent lumineuses sur le fond obscur de cette gigantesque fresque : celle de M. Charles de Lesseps, un héros de la piété filiale; celle de Mme Cottu, une héroïne du dévouement conjugal.

Une autre figure, encore plus haute, a hanté longtemps mon cerveau. C'est celle d'un vieillard assis dans un grand fauteuil près du feu, loin des scènes qui se déroulent à Paris. Une compagne d'un dévouement sublime, des enfants touchants dans leur recueillement ingénu, veillent religieusement sur lui. Le vieillard semble ne rien écouter, ne rien entendre des voix du dehors. Sa figure s'est figée dans une immobilité complète. Ses sens sont comme abo-

lis. Un rideau est tombé entre le monde extérieur et lui. Eh bien! imaginez que ce vieillard ait volontairement éteint la lumière de son regard, fermé ses oreilles à tous les bruits, scellé ses lèvres à toutes paroles, se soit emmuré tout vivant! Imaginez qu'au risque de désespérer sa femme et ses enfants par le spectacle de son amoindrissement, il ait accompli cette supercherie sublime pour épargner à son pays, que jugera l'histoire, la honte d'avoir traîné en cour d'assises le grand Français qui avait ouvert le canal de Suez au commerce du monde émerveillé, auquel l'Académie avait offert un fauteuil sans qu'il le sollicitât, l'homme que l'Empereur avait voulu nommer duc de Suez et qui avait voulu rester simplement Ferdinand de Lesseps.

La réalité est peut-être moins shakespearienne.

Il se peut que Ferdinand de Lesseps soit mort, tout simplement, dans l'inconscience. Je ne le crois pas. En tout cas, la postérité le vengera de l'ingratitude publique.

Déjà nos contemporains ont vengé son fils, Charles de Lesseps, de l'injuste condamnation

dont il fut frappé; s'il dut s'asseoir un jour sur le banc des prévenus, c'est qu'il y fut conduit par une honnêteté presque chevaleresque.

L'entreprise du Panama fut accueillie d'abord dans l'opinion publique avec la faveur qu'avait rencontrée son frère aîné, l'isthme de Suez, mais elle fut mal défendue par notre gouvernement contre les jalousies et les rivalités américaines; aussi la catastrophe que n'avaient su ni prévoir ni conjurer les pouvoirs publics, provoqua-t-elle de fâcheuses suspicions sur le rôle joué par les ministres et par le Parlement. Des interpellations étaient annoncées. Il fallait trouver un bouc émissaire et le gouvernement n'hésitait pas à offrir en holocauste à l'opinion, avec Ferdinand de Lesseps, l'initiateur, le créateur, tous les membres du Conseil d'administration. C'était le repas des lions.

Nous étions parmi ceux qui estimions qu'une grande nation ne saurait jamais méconnaître les services de ses grands serviteurs et qu'un homme qui a donné beaucoup ou même un peu de gloire à son pays a des droits privilégiés à une indulgence exceptionnelle, même

si par aventure il avait besoin d'y faire appel.

Nous étions de ceux encore qui pressentions que de hauts fonctionnaires, peut-être des ministres, et en tout cas des parlementaires n'avaient pas *donné* mais bien *vendu* leur vote, lorsque fut sollicitée du Parlement l'autorisation d'émission de valeurs à lots.

Je causais un soir de la question du jour avec M. Cornély, qui, à cette époque, était mon meilleur lieutenant au *Gaulois*. Nous tombâmes d'accord qu'il n'y avait qu'un homme qui pouvait déchirer tous les voiles, c'était Charles de Lesseps, administrateur délégué de la Compagnie du Panama.

Je lui demandai une entrevue. Le lendemain j'étais chez lui.

« La tactique du gouvernement est très simple, lui dis-je, vous allez être tous jetés à l'eau. La diversion est habile; il n'y a qu'un moyen de la déjouer : c'est de faire d'un scandale individuel un scandale public. Vous ne serez plus les dilapidateurs de la fortune publique, vous apparaîtrez comme les victimes de la corruption parlementaire. Dites-moi la vé-

rité, elle sera portée à la tribune et vous serez vengés. »

Et M. Charles de Lesseps me dit : « Ma conscience m'interdit de vous répondre. Quand bien même, ce que je nie, quand bien même les administrateurs, les amis du Panama, pour servir ses intérêts, auraient employé des procédés que je blâme, croyez-vous que j'aie le droit de dénoncer des gens qui ont eu confiance dans ma loyauté et dans ma discrétion? Non, je ne dirai rien, je n'ai rien à dire. Notre honnêteté sortira victorieuse, sans dénonciation, de cette campagne qui m'afflige encore plus pour mon père que pour nous; et puis, je vous le dis très loyalement, j'aime la république. Je ne dis pas que mon idéal républicain soit réalisé en ce moment, mais je veux épargner à la république ce flot de boue que vous n'hésitez pas à faire jaillir sur elle. Vous êtes un homme de parti, c'est votre affaire. Je ne vous aiderai pas. »

Rien ne put ébranler sa résolution. Enfin, de guerre lasse, je lui dis :

« Eh bien! puisque vous mettez votre hon-

neur à vous taire, je m'incline, mais vous pouvez au moins répondre à cette question : On dit que c'est le baron Jacques de Reinach qui s'est chargé de la besogne parlementaire. Oui ou non, son nom figure-t-il sur vos livres de comptabilité? »

« Sur ce point, me dit Charles de Lesseps, je n'ai aucun scrupule à vous répondre; la comptabilité du Panama est à la disposition de tout le monde; consultez-la et vous y verrez que M. Jacques de Reinach a reçu cinq millions. C'est tout ce que je peux vous dire. »

C'était peu, c'était assez.

A déjeuner au Café Anglais, je rencontrai un des convives habituels de notre table, administrateur du Suez et du Panama, homme d'une intelligence et d'une activité qui se continuent aujourd'hui. Je le pris à part, je lui racontai ma démarche auprès de M. Charles de Lesseps, son collègue.

« Vous ne m'étonnez pas, me dit-il, Charles de Lesseps est un bloc d'honnêteté, il ne parlera pas. Quant à moi, même si je savais quelque chose, je n'aurais qu'à m'inspirer de

l'exemple de mon chef, mais à la Compagnie je ne m'occupais pas de questions de trésorerie, je ne sais donc rien ou presque rien. »

Et comme je lui faisais remarquer que M. de Lesseps n'avait pu me cacher que le baron de Reinach figurait sur les livres de comptabilité de la Compagnie et qu'au moins sur ce point il pouvait m'éclairer, il me répondit : « C'est vrai. » Alors je lui dis : « Mais enfin pourquoi ces millions? Qu'est-ce qu'il en faisait? » Mon interlocuteur me répliqua : « Ce ne sont pas mes affaires. Tout ce que je puis ajouter, c'est que l'argent de M. de Reinach était déposé dans une maison de banque et que pour payer il tirait des chèques sur cette maison. Au profit de qui? je veux l'ignorer. »

Tout naturellement je demandai le nom de cette maison de banque : « Je crois que c'est une maison Thierry, Thiercet, Thierret, je ne me rappelle plus exactement. »

Je finis mon déjeuner et je rentrai au *Gaulois,* où je trouvai mon fidèle administrateur général M. Schmoll. Je me fis apporter le dictionnaire Bottin de Paris et je le feuilletai pour

voir s'il existait des banquiers dont le nom rappelait comme consonance l'un de ceux qui m'avaient été indiqués. Il y en avait trois ou quatre. Je priai alors M. Schmoll de se rendre immédiatement à la Bourse avec les trois ou quatre noms que j'écrivis sur un morceau de papier et de tâcher de me rapporter des renseignements sur ces diverses maisons de banque.

Au bout d'une heure, M. Schmoll rentrait. Il avait fait bonne chasse : il avait appris que M. Thierrie, chef d'une importante maison de valeurs en banque, avait comme fondé de pouvoirs un cousin du baron de Reinach, que cette maison avait pour principal commanditaire le baron Jacques de Reinach et qu'elle était chargée, presque exclusivement, de toutes ses opérations.

L'association n'était pas difficile à établir. Cuvier mit plus de génie à reconstituer un animal antédiluvien avec une simple mâchoire qu'on lui avait apportée. Le soir même je communiquais à mon collaborateur, M. Cornély, le résultat de ma visite, mes diverses conversa-

tions de la journée, le résultat de mes recherches. Il en apprécia l'importance et me dit : « Il n'y a pas un instant à perdre, il faut aller voir M. Jules Delahaye. »

Je n'avais pas l'honneur de connaître encore le vaillant député de Maine-et-Loire. Je savais que, préoccupé des dangers qu'on avait fait courir à la petite épargne, il était décidé à rechercher les responsabilités et à demander la punition des coupables. D'ailleurs, voici le texte de l'interpellation qu'il devait présenter à la tribune : « Je demande à interpeller le gouvernement sur les lenteurs de la justice à faire la lumière sur l'entreprise de la Compagnie du Panama. »

Chez M. Delahaye je me trouvais en face d'un honnête homme. Il y en a encore beaucoup plus qu'on ne dit et ce sont les malhonnêtes gens qui font courir le bruit contraire. M. Delahaye saisit au premier mot l'intérêt de la communication que je venais de lui faire. Il réfléchit : il lui sembla tout d'abord cruel de démasquer ses collègues et de vouer des parlementaires à l'indignation publique, mais le sen-

timent du devoir l'emporta dans son âme. Il lui fallait vingt-quatre heures pour préparer son discours. Il s'enferma et ne sortit de chez lui que pour aller à la Chambre.

Ce que fut cette interpellation, je l'ai écrit plus haut. C'est l'honneur d'une carrière parlementaire. M. Delahaye la poursuit patriotiquement.

*
* *

Fort à propos une jolie brise, une brise qui nous venait du nord, allait balayer toute cette boue du wilsonnisme et du panamisme, dans laquelle s'enlisait la république. L'amiral Avelane avait quitté la Russie pour venir à Paris, à la tête de ses marins. L'enthousiasme était général. Tous les partis faisaient trêve à leur opposition pour s'unir dans un sentiment d'allégresse et d'espoir. Si la république avait su réaliser leurs patriotiques espérances, elle pouvait se fonder définitivement sur la reconnaissance nationale.

Le but qu'avait poursuivi depuis 1871 notre diplomatie était enfin atteint. L'entente était

conclue. Un diplomate de la grande école, le marquis de Montebello, secondé par une femme admirable de volonté et d'intelligence, avait gagné le cœur d'Alexandre III. Le général de Boisdeffre, chef d'état-major général de l'armée, qui depuis... mais alors... venait, aux applaudissements des républicains eux-mêmes, de négocier heureusement et de signer une convention militaire avec son collègue de l'armée russe. On ne savait rien des articles de la convention, on en espérait tout.

Nous étions, en tout cas, assurés que nous avions cessé d'être des isolés en Europe, que nous y comptions un grand ami. Les vieux peuples sont comme les enfants, ils aiment à être aimés. Pour honorer notre hôte, Paris voulut se surpasser. Au fracas des canons, au son des cloches, au pavoisement des rues, à l'éclat des illuminations Paris ajouta une série de fêtes dont la splendeur fut incomparable. La presse reçut le précieux mandat de les régler; elle me fit l'honneur de me désigner parmi les organisateurs. J'aurais donc mauvaise grâce à m'étendre pompeusement sur la magnifique or-

donnance des fêtes et des galas qui se succédèrent pendant une semaine sur la Seine, au bois de Boulogne, à l'Hôtel de Ville, à la Comédie-Française et surtout à l'Opéra. Ce fut un enchantement. L'enthousiasme devint du délire quand Nicolas II arriva à Paris, accompagné de l'Impératrice. Nous étions ensorcelés. Pour un peu, nous aurions voulu les garder. Le rêve cependant devait rester inachevé. Ce que nous avions vu dans la convention, c'était la préface de l'alliance. L'alliance était conclue, mais ce que nous attendions de l'alliance, hélas! nous l'attendons encore. La statue de Strasbourg est toujours enveloppée dans ses voiles de deuil, et Déroulède continue chaque année son douloureux pèlerinage à la place de la Concorde.

*
* *

Peut-on faire décemment grief à la Russie de notre amère déception? La Russie avait-elle pris des engagements formels? Lui avions-nous posé des conditions? Que disait la convention? Que stipulait le traité? Quand nous

lui avons prêté nos milliards, avons-nous demandé quelque avantage en échange? Des gens bien informés m'ont affirmé que la convention, comme le traité d'alliance, était muette sur le point qui était le plus cher à notre cœur. La Russie, qui est la meilleure de nos débitrices, a défendu ses intérêts, a fait ses affaires, laissant à la république le souci naturel de faire celles de la France. Et la république, négligeant son premier devoir, n'a fait que des affaires électorales. Pour conquérir et retenir des électeurs, elle s'est préoccupée surtout de leur démontrer qu'elle pouvait, comme la monarchie, contracter des traités d'alliance et que désormais Marianne pourrait aller dans le monde et ouvrir un salon. Une fois de plus elle a sacrifié les grands intérêts de la France à ses vanités puériles ou à ses mesquines préoccupations.

La fortune allait offrir cependant une nouvelle occasion aux républicains de se montrer les grands serviteurs de l'idée nationale. L'Angleterre concluait avec nous l'entente cordiale. La politique anglaise est immuable et c'est l'une des causes de sa force. L'Angleterre a écrasé

toute puissance qui pouvait lui disputer l'empire des mers ou la menacer dans son expansion coloniale. Elle a détruit successivement les flottes de l'Espagne, de la Hollande, de la France, et récemment elle avait donné mission au Japon d'anéantir la flotte de nos alliés les Russes. L'Allemagne, qui osait dresser en face de l'Angleterre sa jeune flotte et son commerce naissant, devait trouver fatalement devant elle, debout en armes, le peuple anglais et son Roi. Nous avons tous connu ou rencontré à Paris le prince de Galles et le roi Édouard. C'était un hôte familier de Paris. Certes, il aimait la France, mais en bon Anglais. Il savait nos rancunes et nos aspirations; il entendait qu'elles servissent ses desseins. Avec le monde entier nous les connaissions. On savait aussi que notre ministre des affaires étrangères, M. Delcassé, était le partisan le plus décidé de cette politique, qui était incontestablement une politique de guerre.

Et la France saluerait aujourd'hui M. Delcassé comme un grand citoyen s'il n'avait commis une faute essentielle. Pour jouer les Mazarin, il faut s'appuyer sur Condé ou sur Turenne,

sur Jean Bart ou sur Duquesne; or, il avait accepté comme collaborateurs le général André et M. Camille Pelletan. Il ne pouvait ignorer que le général André désorganisait notre armée, que M. Camille Pelletan compromettait notre marine. Il avait souffert qu'on favorisât l'antimilitarisme et le pacifisme, alors que dans le pressentiment des éventualités inévitables il fallait fortifier l'armée et souffler sur le peuple les nobles passions guerrières. La leçon devait être terrible. Quand le roi Édouard, mal renseigné sur l'état réel de notre armée, crut le moment opportun de jeter sur l'Allemagne nos forces combinées, la France dut avouer qu'elle n'était pas prête; le coup de tonnerre de Tanger et la démission humiliante de M. Delcassé, voilà l'aboutissement de trente années de république, de trente-six milliards dépensés et de tous nos sacrifices patriotiquement consentis.

* * *

M. Carnot, que la nature ne semblait pas avoir taillé pour les temps héroïques, était

marqué pour une fin absolument déconcertante. Il avait vécu en honnête magistrat, mais en président effacé; il mourut en roi. Caserio avait ramassé le couteau de Ravaillac.

Après l'assassinat de M. Carnot, les républicains sentirent que la France réclamait un président de combat. Deux candidats étaient en présence : M. Charles Dupuy et M. Casimir Perier. L'un avait fait preuve d'énergie en défendant « les lois scélérates ». L'autre avait montré quelque vaillance pendant la guerre et quelque courage à la tribune. Le Congrès élut M. Casimir Perier. Hélas! de son grand-père, le ministre autoritaire de Louis-Philippe, il n'avait conservé que l'auréole. Il combattit peu, déçut ses partisans et donna sa démission au bout de quelques mois. On a prétendu qu'il voulait ainsi échapper au souvenir douloureux de certaine nuit historique où il reçut la visite, pour le moins insolite, du prince de Münster, ambassadeur d'Allemagne, et où le général Mercier attendait le résultat de la conférence pour donner ou non l'ordre de mobilisation générale. Je n'ai pas d'éléments pour con-

trôler cette assertion. Je la note et je passe.

Souvent les poisons les plus violents se dissimulent dans une simple cassolette ou mieux dans un chaton de bague. C'est pendant ce règne, si éphémère qu'il pourra échapper à l'œil des historiens, que s'est infiltré dans notre sang, pour le vicier, le venin le plus subtil et le plus pernicieux qui puisse détruire la vitalité d'un peuple. Contenu par M. Félix Faure, le mal reprit son travail souterrain, pour jaillir furieusement pendant la présidence de M. Loubet. Nous en sommes encore infectés aujourd'hui. Ce poison, qu'il nous faut éliminer à tout prix, se nommera dans l'histoire : le Dreyfusisme, le Dreyfusisme qu'il ne faut pas confondre avec l'affaire Dreyfus, comme je tâcherai de l'expliquer plus loin. Je me contenterai pour l'instant de dire que les juifs ont été les artisans principaux de l'affaire Dreyfus, et qu'ils pourraient devenir, s'ils n'y prenaient garde, les principales victimes du Dreyfusisme.

*
* *

J'ai connu M. Félix Faure au Havre. C'était un armateur des plus estimés, mais non des plus importants. Il n'était pas de la *Côte;* la *Côte,* c'est le faubourg Saint-Germain du grand négoce havrais. Il s'était bien conduit pendant la guerre comme capitaine de gardes mobiles de la Seine-Inférieure. Envoyé à la Chambre, il s'était montré laborieux. Si j'ai bonne mémoire, la haute fonction à laquelle il fut inopinément appelé l'avait surpris alors qu'il était ministre. Son élection fut, en effet, un ébahissement général pour lui comme pour la France et il eut quelque peine à s'en remettre.

On m'a raconté que, le lendemain du Congrès, recevant M. Paul Déroulède, président de la Ligue des patriotes, dont il avait été vice-président, il s'était jeté dans ses bras en pleurant : « Quel événement! Quel événement! » lui dit-il. Au pouvoir, il resta le vice-président de la Ligue des patriotes : c'est-à-dire qu'il fut cocardier. Il scella l'alliance russe, fit une visite

célèbre à la Cour de Saint-Pétersbourg, et on le voit encore faisant danser sur ses genoux les petits grands-ducs et les petites grandes-duchesses. Il ne dédaignait pas la représentation. On a raconté qu'il s'était fait dessiner un costume resplendissant d'or. Ce n'est pas le premier président de la république qui ait eu cette préoccupation de l'apparat. Lorsque le prince Napoléon fut nommé président de la république, M. Thiers fut le trouver : « Quel costume, dit-il au Président, allez-vous adopter? — Mais, mon cher collègue, il est tout indiqué, celui de général. » Après une minute de réflexion, M. Thiers lui répondit : « Ce ne sera pas commode pour vos successeurs. » Et avant de se retirer, il ajouta : « Au moins, promettez-moi de couper vos moustaches ! » Vingt ans après, M. Thiers était à son tour Président. Et il n'avait ni moustache ni uniforme.

Si Félix Faure fut avantageux, il voulut que ce fût à l'avantage de son pays. Il aimait l'armée. Il entendit la défendre contre les entreprises des dreyfusards. Sa mort fut un mystère, que les scandales du procès Steinheil n'ont pas éclairé.

Il y eut entre cette mort imprévue et l'heure psychologique à laquelle elle se produisit une coïncidence qui devait ouvrir le champ à toutes les hypothèses, à toutes les insinuations; mais il ne faudrait pas donner dans le travers des voltairiens, qui signalaient la main des jésuites dans toutes les affaires, et voir l'intervention des juifs dans toutes les questions du jour. A généraliser, à ériger en dogmes des vérités partielles, on risque, je le crois, d'émousser ses armes et de les retourner contre soi; on risque aussi de donner à ses adversaires une conscience exagérée de leur force et on les dispose à en abuser. N'avons-nous pas commis cette erreur en apprenant au suffrage universel qu'il était l'unique souverain du monde? Le suffrage universel c'est la religion du nombre, et le triomphe du nombre c'est la barbarie.

*
* *

M. Loubet, désigné par M. Clemenceau, succéda à M. Félix Faure. Son mandat était impératif. Avant toutes choses, il devait réhabiliter

et glorifier M. Alfred Dreyfus. On sait s'il obéit. Aux écuries d'Augias, déjà si pleines d'ordures, il trouva le moyen d'en *remettre* : il laissa écraser nos alliés à Moukden; dans son voyage à Rome, il outragea le Saint-Père; il signa la séparation des Églises et de l'État; enfin il nous accula à la démission humiliante de M. Delcassé, le collaborateur intime de sa politique extérieure. Ce sont autant de pages sombres qu'on voudrait déchirer pour l'honneur de la France. Contre le dreyfusisme, devenu la raison d'État du régime, l'antisémitisme allait se lever tout vibrant et trouver aux yeux de beaucoup de patriotes une raison d'être qu'ils avaient pu lui contester jusque-là.

Avec une clairvoyance de visionnaire, un des maîtres du journalisme, M. Drumont, dénonça le péril, il y a bien des années déjà. C'est le chef incontesté de l'antisémitisme. Les juifs prétendent qu'il l'a créé. En quoi ils se trompent. L'homme ne crée rien. Est-ce que l'empereur Guillaume, quand il a dénoncé le péril jaune, a créé le Japonais? Par l'éclat de sa parole, l'Empereur a voulu prévenir l'Europe

pour qu'elle se prépare à abdiquer ses vieilles querelles et à faire masse compacte contre le danger commun. En prêchant sa croisade contre les juifs, M. Drumont a entendu montrer au monde que certains juifs mettaient en péril l'ordre social universel. Et malheureusement, sur ce point, M. Drumont a complètement raison.

S'il m'advenait de chercher loyalement un terrain de conciliation, je m'exposerais inévitablement, je le sais, aux dangers réservés à des parlementaires qui voudraient intervenir entre des belligérants irréductibles, sans s'être munis du drapeau blanc tutélaire. Ils seraient incontestablement fusillés de l'un et de l'autre côté. Les antisémites ne me trouveront jamais assez antisémite parce que je ne crierai pas avec eux : « A bas les juifs ! » et les juifs me considéreront toujours comme un antisémite parce que j'ai abandonné la religion où le hasard m'a fait naître pour choisir celle dans laquelle je veux mourir et que je ne crierai jamais avec eux : « Vive Dreyfus ! » Je dirai cependant et sans grands cris ce que je pense. Je n'aurai pas

de difficulté à reconnaître tout d'abord qu'on peut être un bon Français, sans passion préconçue, et avoir cependant ses jours d'antisémitisme. Quand on a vu en France certains juifs — les politiciens — se ruer sur toutes les places de l'administration pour collaborer, avec les ministres sectaires, à leur campagne odieuse contre les catholiques, on peut être antisémite. Quand on voit le maire de Rome, M. Nathan, être en même temps juif et grand maître des francs-maçons et consacrer publiquement cette monstrueuse alliance en outrageant le Saint-Père, on peut être antisémite. On peut l'être encore quand on voit l'auteur de *la Débâcle,* M. Zola, canonisé et panthéonisé en présence de l'armée qu'il a insultée. Quand on voit les juifs de Salonique s'allier aux francs-maçons pour confisquer et diriger le mouvement des Jeunes-Turcs et le diriger contre la France, on peut être antisémite. Enfin, lorsque M. Briand installe dans le lit de l'archevêque de Paris le chef de la franc-maçonnerie française, l'unique défenseur du système des fiches, M. Lafferre pour tout dire, on peut, on doit être antisémite.

Mais de même qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, M. Nathan ne fait pas toute une race.

Je suis né parmi les juifs, je connais donc leurs qualités et leurs défauts. Qui n'en a pas? Le juif est studieux, travailleur, persévérant jusqu'à l'entêtement, souple et patient jusqu'à l'humilité comme si l'humilité n'était pas une vertu chrétienne, longtemps homme de foyer, positif dans les affaires, chimérique dans les idées, crédule comme les Orientaux; en même temps que partisan de l'ordre, réfractaire à toute discipline, rachetant son goût pour le bruit, l'exhibition, le faste par une charité inépuisable, fidèle en amitié, peu accessible à la rancune, envahisseur dans le domaine mondain, littéraire, artistique, comme tous ceux auxquels ce domaine a été longtemps fermé; grand musicien, rarement artiste, presque jamais poète; représentatif par essence du capitaliste, mais acquis traditionnellement à toutes les conceptions sociales, et avant tout vivant dans l'inquiétude de voir renaître les anciennes persécutions, et par conséquent prêt à se jeter dans

les bras de tous les persécuteurs; en un mot, il

Se souvient des ghettos et n'y veut pas rentrer.

Vis-à-vis d'eux, les persécutés du jour, les catholiques, qui sont l'immense majorité dans ce pays, se trouvent donc dans le cas de légitime défense. Est-il néanmoins opportun d'attaquer à notre tour une minorité, même lorsqu'elle tente de devenir oppressive? Le problème est là. Ne serait-il pas plus habile au contraire de l'éclairer, de la rassurer, de lui démontrer que si nous avons le droit d'être impitoyables pour certains chefs, nous n'avons que de l'indulgence pour les masses qu'ils ont séduites et trompées, que les ghettos sont à jamais fermés et que ce n'est que chez nous et avec nous que les juifs pourront définitivement affirmer et consolider leur sécurité avec leur indépendance? Qu'on le veuille ou non, que ce soit bon ou mauvais, la race juive est aujourd'hui une force considérable. Une force se combat ou se gagne. Peut-on la combattre? Doit-on l'attirer? On ne doit combattre que si on est sûr de détruire. Examinons les procédés de destruction. J'en vois

quatre : la confiscation, le pillage, l'exil, la mort. La confiscation? C'est le pillage légal, mais dans ce siècle où les capitaux se volatilisent si facilement, ne pense-t-on pas qu'à la première menace ces capitaux passeraient à l'étranger, à travers les mailles les plus étroites, et sommes-nous autorisés, nous qui protestons légitimement contre les spoliations dont souffrent les moines et les curés, à la réclamer contre nos adversaires. Le pillage? C'est la confiscation révolutionnaire Sommes-nous bien assurés que les révolutionnaires, excités par nous à piller les juifs, s'arrêteraient dans leur besogne à la limite que nous leur aurions tracée et ne peut-on pas penser que, mis en goût, ils s'attaqueraient immédiatement aux grandes et aux petites fortunes catholiques ou protestantes? L'exil? Est-il bien tentant de recommencer l'épreuve de la révocation de l'Édit de Nantes, et n'y aurait-il pas un danger public à faire émigrer les capitaux juifs à l'étranger pour l'enrichir à nos dépens? La mort? On comprendra que je n'examine pas longtemps ce quatrième procédé. Il n'y a pas parmi mes lecteurs, quels

qu'ils soient, une seule personne qui pourrait souhaiter que, pour punir certains juifs, on ordonnât un nouveau massacre des Innocents. Par intérêt comme par humanité, il faut donc renoncer à la violence. Me permettra-t-on un instant d'examiner si, ne pouvant combattre utilement le juif, il ne serait pas habile de chercher à le gagner et à l'absorber?

J'ai dit que l'antisémitisme était une fleur vénéneuse née sur le fumier républicain. Je vais expliquer ma pensée. C'est en effet la république qui, en portant la puissance juive à son maximum pour l'associer plus utilement à sa politique d'agression sauvage, a soulevé la passion de la revanche chez les moins violents d'entre les catholiques, a provoqué toutes les résistances, a fortifié et justifié l'antisémitisme aux yeux de beaucoup de Français. L'antisémitisme est donc bien l'œuvre des républicains. Pour attaquer les catholiques, pour déchristianiser la France, Jules Ferry devait s'appuyer naturellement sur trois forces hostiles aux catholiques, les juifs, les libres-penseurs et surtout les francs-maçons; et les juifs, les libres-

penseurs et les francs-maçons ont domestiqué la république. C'était un choc en retour fatal.

Nous avons vu alors six ou sept préfets juifs monter à l'assaut des couvents et les crocheter, sans se soucier des haines qu'ils allaient soulever contre toute leur race. Lorsque Waldeck-Rousseau, reprenant l'œuvre de Jules Ferry, jetait en pâture aux appétits des fauves sa fameuse formule du *milliard des congrégations*, lorsque M. Combes traquait les moines et les femmes et violait les sanctuaires, c'est encore et toujours parmi les pires ennemis de l'Église et de la foi catholiques que Waldeck-Rousseau et M. Combes cherchaient et devaient trouver leurs alliés naturels.

* * *

Né quelques années avant 1852, j'ai fait mes études sous l'Empire, dans divers lycées; j'ai pris ensuite mes premières inscriptions à l'École de droit, et jamais on ne m'a traité de juif.

L'administration impériale ne comptait qu'un sous-préfet juif, celui de Toul si j'ai bonne

mémoire. Sans le 4-Septembre, il y en aurait eu deux. Après ma collaboration au grand comité plébiscitaire, on m'avait promis, en effet, la sous-préfecture d'Yvetot. Je suis une victime du 4-Septembre! Je m'en suis consolé. Quel Français d'ailleurs n'est pas un peu victime de cette date fatidique? L'Empire était un gouvernement régulier. Il gouvernait pour tous les Français; il ne gouvernait pas contre les juifs, mais il ne gouvernait pas pour eux. Aussi peut-on affirmer qu'il n'y avait pas d'antisémites sous l'Empire. La république a gouverné pour les juifs contre les catholiques, et l'antisémitisme est né et s'est développé, comme une pieuse protestation. La république s'est approprié le fameux mot : « Ni Dieu, ni maître », et elle s'est empressée de déifier l'argent, notre unique souverain aujourd'hui; elle a décapité toutes les aristocraties et elle s'est mise au service de la féodalité financière; elle a ouvert toutes grandes les portes des forteresses administratives, diplomatiques, militaires à tous ceux qui voulaient la servir dans son œuvre révolutionnaire. Voilà la coupable, voilà le mal. L'in-

diquer c'est faire pressentir le remède. Il faut rétablir Dieu, il faut restaurer le Maître. Il faut faire une guerre impitoyable à l'argent, s'il veut n'être qu'un but avilissant et non un moyen fécond. Il faut briser le Veau d'or. Moïse, qui fut un bon juif, nous en a donné l'exemple, et sans chercher notre modèle aussi loin, nous pouvons imiter simplement l'ancien président des États-Unis, qui mène contre les trusts, qui sont rarement juifs, une campagne ardente. En face de l'aristocratie de l'or, reconstituons la hiérarchie du talent, rendons à toutes les élites, de la naissance comme de l'intelligence, la place qu'elles méritent et que l'or a voulu leur enlever, pour agir sur les appétits déchaînés.

Je demande à M. Drumont la permission de lui rappeler une de ses paroles les plus heureuses. Il a dit : « La France aux Français. » Ne peut-on ajouter : « A tous les Français » sans distinction d'origine, de confession ou d'opinion, pourvu qu'ils soient enfants de France bien enracinés? L'Angleterre a compté d'illustres serviteurs parmi les juifs; deux entre autres, Disraëli et Léopold de Rothschild, sont entrés à

la Chambre des lords pour les grands services qu'ils avaient rendus à leur patrie. En honorant leur patriotisme, elle les avait offerts en exemple aux autres juifs. L'exemple est bon. Remettons les juifs dans le rang ni au-dessus ni au-dessous des autres Français, au niveau et à la mesure de leur mérite et de leur nombre. La république est le gouvernement qui nous divise le plus. Après avoir créé la guerre de classes, elle devait créer la guerre de religion; aussi la France meurt-elle de ses divisions. Tout bon Français doit travailler à détruire la république parlementaire, parce que c'est travailler à la réconciliation nationale, et si j'avais le crédit dont je suis malheureusement dépourvu auprès des juifs, je les adjurerais de m'aider de leur côté à cette œuvre d'apaisement en se séparant, eux qui sont des croyants, des libres-penseurs et des francs-maçons qu'on leur a associés; je leur montrerais que si c'est notre avantage, c'est surtout leur intérêt. M. Roosevelt a dit un jour une parole que je me suis plu déjà à citer : « Avant un siècle, le monde sera catholique ou libre-penseur. » Si la première partie

de cette prédiction venait à se réaliser, si le monde était régénéré par la victoire de la seule religion d'unité, de discipline et de hiérarchie, les juifs peuvent être sans inquiétude : les catholiques connaissent la première loi du Christ qui est la loi de pardon, ils pardonneraient et ouvriraient leurs bras à tous leurs frères égarés. Mais si par malheur la libre-pensée, c'est-à-dire la révolution, venait à triompher, c'est alors que les juifs pourraient prendre peur. Qu'ils me permettent de leur rappeler certain épisode bien connu de la Bible : Samson ébranla les colonnes du Temple, il écrasa les infidèles, mais il succomba lui-même sous les ruines qu'il avait accumulées. Les juifs ne désarmeraient pas leurs alliés de la veille; ils n'auraient pas longtemps à se réjouir de notre annihilement, ils succomberaient bien vite après nous.

*
* *

Je n'ai pas eu la sotte prétention de trancher la question juive, qui est un des termes de la question sociale.

J'ai dit ce que mes yeux ont vu dans l'antisémitisme depuis 1870. Je défends l'idée d'apaisement. C'est une idée qui n'est pas à la mode dans ce moment-ci. M. Briand en a fait l'expérience. Je n'y renoncerai pas cependant, quoique je sache que, dans les époques de grand trouble, ce sont les passionnés qui ont raison. M. Drumont continuera à faire d'admirables articles; je continuerai à les lire avec fruit. Beaucoup de juifs les liront comme moi — mais en cachette — et sans y démêler la part d'enseignement qu'ils comportent. Fidèles à leurs vieilles traditions, ils compteront sur quelque miracle pour tout dénouer; le miracle, ce sera l'avènement du premier gouvernement régulier. On sait celui que nous souhaitons ici. En faisant cesser l'anarchie, en rétablissant l'ordre, il fera disparaître l'antisémitisme, parce qu'il n'y aura plus de question juive.

LE DREYFUSISME

LE DREYFUSISME

Au début de l'Affaire, un de mes collaborateurs rencontra M. Clemenceau : « Que pensez-vous de l'Affaire? » lui demanda-t-il.

— Je ne sais pas encore ce qu'il y a là dedans, répondit M. Clemenceau; mais j'y vois une arme admirable entre les mains des partis.

M. Clemenceau ne s'était pas trompé. La révolution ramassa cette arme forgée à son image, dissimula d'abord ses desseins derrière les dreyfusards de la première heure, et de l'affaire Dreyfus fit le dreyfusisme. La révolution venait de trouver des collaborateurs inconscients, mais précieux, chez ses adversaires les plus résolus.

Lorsque, plus haut, en parlant de l'antisémitisme, nous cherchions à établir qu'il fallait faire une distinction entre l'affaire Dreyfus et le dreyfusisme, et que le dreyfusisme c'était là

révolution, nous ne soupçonnions pas que l'événement allait aussi rapidement justifier notre observation. Une grève générale éclatait brusquement, menaçant la prospérité et la sécurité de la France, et pour bien marquer l'alliance étroite entre le dreyfusisme et la révolution, deux des ministres les plus qualifiés de ce culte doublement monstrueux, MM. Anatole France et Octave Mirbeau, adressaient leur bénédiction suprême et laïque aux cheminots déjà presque complètement abattus. MM. France et Mirbeau venaient de signer leur œuvre.

Le dreyfusisme et la révolution se sont, en effet, si adroitement confondus, qu'on ne sait plus distinguer leur action séparée. C'est ainsi que dans le superbe groupe de Laocoon, où les serpents s'enroulent étroitement autour du grand prêtre de Neptune, on ne peut plus bientôt démêler le corps humain des anneaux vivants qui l'emprisonnent.

Le dreyfusisme est évidemment né de l'affaire Dreyfus, mais il l'a absorbée, confisquée et exploitée. Je me serais bien gardé de réveiller des passions à peine éteintes et d'évoquer

l'affaire Dreyfus qui, dès la première heure, a divisé la France, s'il s'agissait simplement de faire revivre le problème, posé un instant devant la conscience publique, de l'innocence ou de la culpabilité de M. Alfred Dreyfus. Je tiens que beaucoup de bons Français, troublés dans leur respect superstitieux de la forme par la production de pièces en dehors de la défense, ou bercés par les grands mots de justice et de vérité, que des âmes sensibles, tourmentées par les récits d'infortunes savamment exposées, ont pu, involontairement, servir des passions qu'ils ne percevaient pas et dont ils étaient le jouet habilement manié.

On me permettra de regretter amèrement que tout le monde en France ne se soit pas simplement incliné, comme nous, devant la chose jugée, au lieu d'applaudir fébrilement les avocats d'une cause engagée contre la France, et de les suivre avidement dans tous les maquis de procédure où il leur plaisait de les entraîner.

Mais notre pays, impulsif à l'excès, a des accès de fièvre périodiques. Il avait eu la fièvre

du siège, il devait avoir la fièvre de l'affaire Dreyfus. Dieu merci, il en eut de plus nobles. Au cours de la folie révolutionnaire, un homme surgit. Il comprit qu'on ne pouvait couper notre fièvre qu'en dirigeant ses mouvements désordonnés vers l'héroïsme. Il la satura de gloire, il la lassa en la promenant à travers l'Europe. Elle tomba avec lui à Waterloo. Cette fièvre, ce fut l'Épopée.

*
* *

Je n'ai aucun goût pour le pays des ombres. Je ne m'attarderai donc pas sur l'affaire Dreyfus; mais, malheureusement, le dreyfusisme est vivant, et c'est son œuvre néfaste qu'il faut combattre et détruire, et à ce combat on peut appeler indistinctement tous les bons Français, quels qu'aient été leur sentiment et leur opinion de la première heure.

Qu'ils regardent avec moi et qu'ils voient ce qu'est le dreyfusisme; qu'ils mesurent le gouffre béant qu'il a creusé sous nos pas.

C'est le dreyfusisme qui a hissé au pouvoir

MM. Loubet et Fallières, qui a fermé les frontières de la France à de bons citoyens comme MM. Déroulède, Buffet et de Lur-Saluces, mais qui a ouvert les portes du pouvoir aux socialistes ; qui nous a désarmés en face de l'ennemi, en confiant les deux ministères de défense nationale à MM. André et Pelletan; qui a avili notre magistrature; qui a jeté les citoyens les uns contre les autres; qui a « éteint les étoiles au ciel » et supprimé la « vieille chanson » ; qui a violé les sanctuaires et fracturé les couvents; qui a amené l'alliance monstrueuse de certains défenseurs du capital et de la propriété avec ses pires ennemis pour opposer ensuite l'ouvrier au patron impuissant; qui nous a humiliés à Tanger, devant les forts, et exalté devant les faibles, lors du voyage de M. Loubet à Rome. C'est le dreyfusisme qui, en couvant le pacifisme, a créé l'antipatriotisme, et l'antimilitarisme en enseignant l'indiscipline et le mépris des officiers. C'est enfin le dreyfusisme qui, en détruisant la religion et l'armée, a supprimé les deux barrières posées devant la révolution. Voilà l'œuvre du dreyfusisme.

*
* *

M. Méline avait raison de déclarer qu'il n'y avait pas d'affaire Dreyfus. Il entendait par là que, réduite aux limites judiciaires, l'affaire devait être, s'il y avait lieu, judiciairement résolue.

Je l'ai suivie, cette affaire judiciaire, dans ses phases multiples et diverses. J'ai assisté à toutes les audiences des différentes juridictions devant lesquelles elle s'est déroulée. J'ai vu l'audience du conseil de guerre, présidée par le général de Luxer. J'ai revu là M. Esterhazy. Je l'avais connu lorsqu'il était un officier brillant et un gentleman élégant. J'étais entré à la Bourse depuis quelque temps, je comptais beaucoup d'hommes du monde dans ma clientèle. Il me donna quelques ordres et lorsque parurent dans les journaux les premiers fac-similés de l'écriture du bordereau, je fis rechercher les billets qu'il m'avait écrits vers 1877. Comme Girardin, je garde toutes mes lettres. Je dois dire que l'écriture d'Esterhazy de cette époque

me parut identique à celle de M. Alfred Dreyfus et par conséquent à celle du bordereau. Je ne me charge pas d'expliquer cette coïncidence.

J'ai mon opinion sur M. Esterhazy : c'est un condottiere avec tous les défauts, tous les vices, toutes les tares, mais aussi les rares qualités par lesquelles se recommandaient ces mercenaires, aujourd'hui disparus et oubliés. Il est fidèle à ceux qu'il sert — tant qu'il les sert.

Se souvient-on de la fameuse audience du procès Zola, où harcelé de questions par la défense pendant une heure, sanglé dans son uniforme, se tenant cramponné à la barre des témoins, fouetté par des insultes, des menaces, il répondit imperturbablement : « Je ne répondrai pas. » Dans la salle des témoins, j'avais entendu un officier général lui dire : « Commandant, vous ne répondrez pas. » Il avait obéi.

Ce n'est pas l'heure de rechercher comment et pourquoi il s'est mis plus tard au service de ses anciens adversaires.

C'est à cette première audience que je vis encore M. Mathieu Dreyfus. Il m'avait donné la sensation d'un homme d'affaires venant débattre

devant le tribunal de commerce une question de mur mitoyen. On attendait la déposition de Mme Dreyfus avec curiosité; elle fut écoutée avec respect.

Autre silhouette, à peine entrevue, que je devais retrouver à Paris et à Rennes. Dans le fond du prétoire, un officier en uniforme bleu se détache. Je demande : « Quel est donc ce joli officier? » On me dit : « C'est le lieutenant-colonel Picquart. » « Ah! » fis-je. Ce nom, en effet, était comme une révélation.

Avec tous les journaux, le *Gaulois* avait annoncé qu'on allait appeler à Paris le lieutenant-colonel Picquart, ancien chef de la police militaire, pour l'interroger, et, comme beaucoup de journaux, le *Gaulois* avait estimé qu'il lui paraissait beaucoup plus simple d'envoyer une commission rogatoire en Tunisie.

Je reçus alors un billet d'une des femmes les plus distinguées de la société parisienne, qui avait et qui a conservé, paraît-il, la foi la plus robuste et la plus sincère dans l'innocence de M. Dreyfus. Je me rendis à son invitation : « Pourquoi, me dit-elle, tenez-vous tant à ce

qu'on interroge en Tunisie le colonel Picquart? Nous avons le plus grand intérêt, au contraire, à ce qu'il vienne à Paris. Voulez-vous me rendre le service de ne pas insister? »

Je m'inclinai. Je ne tardai pas à comprendre l'importance de cette requête. Le colonel Picquart était, en effet, et devait être la cheville ouvrière de la revision.

* * *

Mes yeux ont pu voir encore, faisant une courte apparition dans ce drame qu'il allait remplir de son éloquence formidable, Me Labori, que les hasards de l'audience avaient amené à la barre.

Mais la figure que je veux retenir, celle qui se place au premier plan, c'est celle du général de Pellieux. Le général de Pellieux était assis derrière la table du conseil, comme serait un magistrat de carrière chargé de guider quelques magistrats improvisés. C'était un soldat dans toute la force du terme, grand, maigre, brun, basané par un long séjour en Afrique, œil très

bleu, un peu dur, aspect assez triste, sentimental au fond sous un air détaché, un discipliné et un croyant qui devait, plus tard, terriblement souffrir dans son amour de la discipline et dans sa foi.

Je n'avais pas l'honneur de le connaître et le hasard me mit en sa présence dans une occasion presque solennelle : c'était pendant une suspension d'audience de l'affaire Zola; les brillants défenseurs de l'auteur de la *Débâcle* avaient posé aux divers officiers ou témoins des questions insidieuses qui avaient paru les embarrasser. Je dois dire bien haut que ce qui fait l'honneur des officiers, c'est précisément leur absence d'expérience, d'habileté, et, pour ainsi parler, leur naïveté. Ils pensaient qu'au service de la vérité une parole loyale, franche, est suffisante pour la faire éclater. Ils se sont souvent trompés, mais, je le répète, cette mentalité les honore.

L'opinion était surchauffée, fébrile. On réclamait de la lumière. Au milieu de la salle des Pas-Perdus se tenait un avocat de grand talent, justement estimé au Palais, désigné certaine-

ment pour être un jour le bâtonnier de l'Ordre. Me Tézenas causait avec un général. M'ayant aperçu, il m'appela. Je m'approchai.

— Mon cher ami, dites donc au général de Pellieux ce que vous pensez de l'audience de ce matin.

Je traduisis de mon mieux l'impression de tous. Le général tortilla sa moustache :

— Ah! me dit-il, nous sommes fiévreux. Eh bien! que faudrait-il faire à votre avis?

— Mon général, je suis un bien petit sire pour vous répondre, mais il me semble qu'il faudrait suivre la tactique qui a toujours servi les Français : prendre l'offensive. Avez-vous quelque pièce, quelque document irréfutable? Nous sommes dans les ténèbres, il faut en sortir.

Le général se tourna du côté de Me Tézenas :

— Est-ce aussi votre avis, mon cher maître?

Sans hésiter, Me Tézenas répondit :

— Oui.

Alors, le général, très recueilli, très grave, me dit :

— Voulez-vous me rendre le service de pré-

venir le général Gonse que je vais lire la pièce n° 4?

Je remplis fidèlement ma petite mission, sans me douter que la fameuse pièce n° 4, c'était le faux Henry et que, plus tard, de cette lettre la revision sortirait triomphante.

J'avais encore revu le général de Pellieux aux obsèques de Félix Faure, lorsqu'il salua de son épée le catafalque où reposaient les restes du président de la république. Je ne le vis pas quand il tourna bride, au lieu de se placer à la tête de sa brigade. Seul, mon ami M. Paul Déroulède pourrait expliquer le changement de front qui fut très commenté.

Le général de Pellieux fut une des grandes victimes de l'Affaire; il est allé mourir à Quimper, en pleine disgrâce. Ce fut une injustice. Le général de Pellieux était de bonne foi lorsqu'il lut « le faux Henry ». Il mourut inconsolable à la pensée que l'opinion pouvait le croire capable d'avoir voulu l'égarer, inconsolable encore de l'attitude de M. Cavaignac, qui, ayant eu la loyauté de révéler publiquement l'existence du faux découvert par le capitaine Cuignet, n'avait

pas eu, selon lui, le courage de donner à l'incident sa sanction naturelle, fatale, c'est-à-dire de faire lui-même la revision.

Je n'ai pas manqué une seule des dix-sept audiences du procès Zola; elles se terminèrent fort heureusement par la condamnation du pamphlétaire. Je dis heureusement, car la surexcitation de l'auditoire, l'exaspération de la foule massée devant le palais de justice étaient si violentes qu'on pouvait redouter les excès les plus graves si le jury avait acquitté M. Zola.

*
* *

Sur le procès de Rennes, je ne m'appesantirai pas. J'ai vu entrer M. Alfred Dreyfus. Il ne donnait pas l'impression d'un soldat. Ses partisans lui ont fait une vertu de son impassibilité. J'attendais le cri humain, le cri pathétique. Comme il nous eût troublés, s'il s'était écrié : « Je suis innocent, mais je suis soldat. Assez, assez d'insultes au drapeau! Pitié pour l'armée! Je suis innocent, mais je suis Français. Assez,

assez de luttes, de déchirements. Pitié pour la France! »

J'ai entendu le président, le colonel Jouaust, réprimer, avec une violence qui semblait manquer d'impartialité, les marques bruyantes de sympathie qu'on prodiguait à M. Dreyfus. Et le colonel Jouaust, on l'apprit plus tard, devait donner sa voix à M. Dreyfus, dans la salle des délibérations!

J'étais à l'audience du matin, lorsque le bruit de l'attentat contre Me Labori éclata dans la salle.

Les audiences du conseil de guerre s'ouvraient dès six heures du matin. On se hâtait pour arriver exactement. La lumière blafarde qui tombait du haut des fenêtres de la salle éclairait à demi nos visages encore bouffis de sommeil. Une émotion intense étreignit différemment tous les cœurs quand le premier cri fut jeté : « Labori vient d'être assassiné! » Déjà les figures se crispaient, des paroles violentes s'échangeaient, les gestes se faisaient menaçants, lorsque Me Demange, dans un silence difficilement obtenu, mais religieusement

observé, se leva et raconta avec sobriété, et dans les termes les plus sympathiques pour Me Labori, l'attentat auquel venait d'échapper, heureusement, son confrère.

« L'audience est ouverte », annonça le président, du ton que M. Charles Dupuy avait mis à déclarer : « la séance continue. »

La salle avait retrouvé son sang-froid; la ville de Rennes conserva son mouvement de houle toute la journée et toute la soirée. Il me plaît de jeter un voile sur les scènes de violence dont je fus le témoin, dont je faillis être la victime.

Me Demange! Me Labori! deux types d'avocats qui méritent qu'on les retienne.

Me Labori, robuste et grand, taillé en hercule de la barre. Blond (à cette époque, maintenant il est tout gris), les cheveux ramenés sur le front en une sorte de frange comme celle dont s'orne le front de certains lutteurs professionnels. Grand cœur, grosse voix et geste ample, il plaide comme l'on boxe. Il fut plus qu'un avocat en cette affaire, car sa défense fut une attaque. Courageux à l'excès, audacieux au-

tant que sincère, pour sauver Dreyfus il s'en prit à tout et à tous, épuisa l'éloquence, fouilla la procédure, et pour convaincre les officiers français, leur offrit en dernier ressort la parole de l'empereur d'Allemagne. On dit qu'aujourd'hui, calmé, tout en ayant en l'innocence de son client la même foi professionnelle, il garde quelque rancune à d'anciens collaborateurs dont le temps lui a permis d'apprécier l'égoïsme.

Me Demange, l'homme le plus respecté du Palais, où le respect pourtant ne court pas les couloirs. Sous sa fougue apparente, un sentimental et un triste que les honneurs ni la gloire n'ont consolé des épreuves de la vie. Il fut exclusivement avocat plaidant le dossier de l'affaire comme celui d'une cause quelconque, avec une correction d'arguments parfaite et une puissance d'éloquence qui reste toujours maîtresse d'elle-même. Me Demange se souvient-il du petit clerc qui s'essayait dans la basoche chez l'aimable Me Chain, avoué et longtemps maire du 9e arrondissement? Me Demange était le principal clerc. J'étais le petit clerc.

Labori s'est écrié pendant des mois : « Je

suis sûr que Dreyfus est innocent »; Demange s'est toujours contenté de répéter : « Dreyfus affirme qu'il est innocent. Prouvez-nous qu'il est coupable. »

M. Dreyfus condamné, gracié, réhabilité, réintégré, puis nommé chevalier de la Légion d'honneur et promu commandant, ce sont des épisodes qui figurent dans tous les cinématographes contemporains.

Mais à mesure que l'affaire Dreyfus allait s'effaçant, que M. Dreyfus allait apparaître comme absent de sa propre affaire, le dreyfusisme, c'est-à-dire l'exploitation par l'anarchie internationale de l'affaire Dreyfus, montait et grandissait à l'horizon.

Les plus prévenus reconnaîtront que le dreyfusisme fut un complot criminellement organisé contre notre sécurité et notre unité nationales. C'est une vérité aujourd'hui reconnue presque unanimement. Comment put-elle échapper à la clairvoyance de tant de bons esprits? Serais-je donc le seul à en avoir eu dès le premier moment l'intuition très nette?

Je me rappelle mes premières querelles avec

le leader du *Gaulois*, M. Cornély. Le *Gaulois* de l'époque les a consignées. Elles se résument dans ce dialogue : « Vous vous dites défenseur de l'armée et de la religion. Ne voyez-vous pas que l'affaire Dreyfus est dirigée contre ces deux grandes forces sociales? On attaque Boisdeffre et le Père Du Lac. Le but est visible. A travers leur personnalité, c'est contre l'armée et la religion que l'attaque est dirigée. C'est la révolution qu'on prépare. »

On sait que M. Cornély ne m'écouta pas et qu'il quitta le *Gaulois* pour aller dans un autre journal « assurer le pain de sa vieillesse ».

*
* *

Je ne fus pas plus heureux avec M. Waldeck-Rousseau. J'allais quelquefois rendre visite à Mme Waldeck-Rousseau dans la petite baignoire qu'elle occupait sur la scène à l'Opéra. La conversation tomba naturellement sur l'affaire Dreyfus. On ne devait pas en parler, mais on en parlait toujours, et comme je prononçais les mêmes noms, ceux du général de Boisdeffre

et du Père Du Lac, avec les mêmes commentaires : « Eh bien! interrompit M. Waldeck-Rousseau sur un ton de brusquerie qui contrastait avec son flegme habituel, quand on égratignerait un peu vos deux amis, où serait le mal? » Le mal n'était pas là, en effet, mais en les égratignant on devait meurtrir la France.

M. Waldeck-Rousseau avait quitté la loge en faisant claquer la porte. L'homme de glace s'était échauffé; il s'était fâché, donc il avait tort.

Peut-on se vanter d'être un grand devin alors que, rencontrant, au coin d'un bois, un incendiaire menaçant, on prédit l'incendie imminent de la forêt? Faut-il être un grand prophète en vérité, lorsqu'on voit se dresser à la barre du procès Zola le plus dangereux de nos révolutionnaires, M. Jaurès, lorsqu'on l'entend plaider, avec une rare éloquence, mais sans intérêt apparent, la cause d'un membre de l'armée, qu'il insulte, d'un fils de la bourgeoisie, qu'il attaque, faut-il être un grand prophète, dis-je, pour pressentir l'alliance de l'anarchie et du

dreyfusisme? Mais cet ennemi était visible, il était donc moins dangereux. Celui-là fut terrible qui se cacha, opéra dans l'ombre si mystérieusement que l'œuvre ne devint apparente que lorsqu'elle était accomplie. C'est à cet ouvrier, épris de la pénombre, que s'applique le fameux mot de Liebknecht, qui crut qu'on pouvait être socialiste et Allemand sans être dreyfusard : « Toute cette affaire est menée par un chef d'orchestre invisible. »

***

Ce chef d'orchestre invisible, pour peu qu'on ait conspiré, se trahissait par sa marque personnelle. Tous les conspirateurs ont une méthode qui leur est propre. La sienne était de rester anonyme. Son nom n'apprendra rien aux générations qui viennent; il est sorti de la mémoire de beaucoup de ses contemporains. Il s'appelait Arthur Ranc. M. Ranc n'avait pas seulement écrit : *Le Roman d'une conspiration,* il l'a vécu toute sa vie. Il n'est pas seulement l'auteur d'un seul livre,

il voulut en être et en resta le héros principal.

J'avais flairé sa manière. Il n'y avait pas de doute, M. Ranc était dans l'opération. Jusqu'à lui, elle était sentimentale. Avec lui, elle allait devenir politique.

Comment M. Ranc se révéla-t-il? Un soir, vers cinq heures, en 1897, les journaux nous apprennent qu'un homme politique des plus importants venait de raconter dans les couloirs de la Chambre « que M. Scheurer-Kestner, sénateur, a les preuves de l'innocence de Dreyfus, qu'il a vu le président de la république, le général Billot, M. Méline, que la revision s'impose ». Le lendemain, les journaux sont remplis des récits les plus circonstanciés. L'opinion est justement émue. M. Ranc a préparé la mèche. Puis il rentre dans la coulisse pour ne plus reparaître sur la scène. Mais ses lieutenants vont agir sous son inspiration. L'un d'eux, le plus spirituel, le mieux doué, dans un journal acquis aux dreyfusards, publie deux ou trois articles habilement découpés, bien faits pour attiser la curiosité publique. Il s'agit

d'abord d'attendrir l'opinion sur la grande victime de l'île du Diable, puis d'insinuer que M. Dreyfus est innocent, enfin de déclarer qu'il y a un vrai coupable et qu'on est sur sa trace. On ne le nomme pas. On le désigne même si maladroitement que des reporters s'y trompent et se présentent chez certains officiers auxquels le signalement pouvait s'appliquer. Le cercle se resserre. Le nom d'Esterhazy jaillit enfin et M. Mathieu Dreyfus dépose une plainte contre lui. Les trois coups sont frappés. Comme dans *I Pagliacci*, le prologue s'était joué devant la toile. La grande pièce allait commencer.

On pensera peut-être que je grandis le rôle de M. Ranc pour les besoins de ma démonstration. Gambetta, qui fut son ami, — quoique Ranc eût peu de goût pour les avocats, — admirait en lui le champion de ce qu'il appelait la période héroïque. Mais son admiration n'allait pas sans une certaine inquiétude : il en fit confidence souvent à son amie, Mme Edmond Adam; lisez les *Mémoires* si instructifs de celle qu'on pourrait appeler la Grande Désabusée de

la Troisième République; elle raconte ce que lui disait Gambetta : « Les violences de Ranc, qui devient féroce, quand il parle des calotins, sont insensées. » Avouez que je n'ai pas pris un verre grossissant pour regarder et vous dépeindre M. Ranc.

Sous l'Empire, on disait volontiers de M. de Morny : « Il est dans l'affaire. » On peut dire plus justement de M. Ranc, qu'il fut dans toutes les affaires qui visaient la caserne ou l'autel. M. Ranc n'a peut-être jamais eu d'amour, mais il a certainement connu ces deux haines. Le café Procope, célèbre sous l'Empire, l'appelait le « colonel »; il avait le prestige d'avoir été exilé à Lambessa dans des circonstances assez pittoresques.

Un clerc d'huissier, arrêté pour avoir tiré sur l'Empereur sans succès, confessa à la justice qu'il s'était ouvert de son dessein à M. Ranc. Ce dernier est appelé devant le juge d'instruction qui, le nez sur le dossier, lui dit, lisant l'interrogatoire de l'inculpé : « Tiens, tiens, mais il paraît que vous l'avez dissuadé... » Ranc respire. Toujours le nez sur le dossier,

le magistrat complète : « Vous l'avez dissuadé en lui disant : Tu es myope, tu le manqueras. »

*
* *

Après s'être évadé de Lambessa et avoir séjourné quelque temps à Genève, il était rentré à Paris, bénéficiant de l'amnistie de 1859. Il écrivit dans tous les journaux libéraux de l'époque et signa au *Journal de Paris* des articles de théâtre. Plusieurs fois, oubliant les *Châtiments,* il n'épargna pas ses critiques à Victor Hugo. Il ne lui pardonnait pas d'avoir chanté Dieu et célébré l'armée.

Dès 1869, Ranc, qui devait se sauver de Paris en 1871, déguisé en prêtre, déclarait : « Nous séparerons les Églises de l'État par un moyen bien simple : Chaque paysan sera autorisé à réparer sa maison avec des pierres prises à l'église de sa commune. » Démissionnaire de la Commune après les premiers coups de feu entre Versailles et Paris, Ranc n'en a pas moins déclaré ce jour-là « qu'il restait le

soldat de la Commune et de la République ».

Au Gymnase, où il allait tous les soirs, il portait le képi des fédérés jusqu'à la rentrée des troupes de l'ordre. Pendant la Défense nationale il avait précédé Gambetta à Tours; il avait été son préfet de police. Conspirateur et policier sont faits pour s'entendre. Ce fut lui qui menaça les représentants à Tours de la Banque de France de rétablir la « planche aux assignats ». Il alla voir dans la prison du Mans le prince de Joinville qui était rentré en France pour servir son pays, et comme le Prince lui demandait les motifs de son arrestation :

— Voulez-vous me permettre, lui dit-il, un mot d'argot parisien?

— Certes.

— C'est pour que plus tard vous ne nous « la fassiez pas » à Jemmapes et à Valmy.

A Versailles, quand les Chambres y siégèrent, puis à Paris, il reprit la plume du journaliste, se tenant dans l'ombre, aux côtés de Gambetta. Il représentait l'extrême gauche des gambettistes, tandis que Spuller essayait de constituer un parti de droite, obéissant au

même chef. Il lutta contre le maréchal de Mac-Mahon, comme plus tard contre M. Grévy. Il allait se séparer de Gambetta, après sa fameuse apostrophe aux ilotes de Belleville, lorsque la mort terrassa le grand tribun repentant.

Il soutint énergiquement Jules Ferry dans sa campagne de l'article 7 et prit furieusement parti contre son ancien compagnon Spuller. Il dénonça « l'esprit nouveau » bien avant l'affaire Dreyfus. Il honorait d'une haine toute spéciale le général de Boisdeffre. Une parole imprudente et perfidement rapportée avait jeté la suspicion sur le loyalisme du général. Celui-ci n'eut pas de peine à réduire à néant cette calomnie. La proie rêvée échappait à M. Ranc. A travers le drame de l'affaire Dreyfus, c'était le général de Boisdeffre qu'il poursuivait à nouveau, qu'il voulait abattre, et avec lui l'armée, et avec l'armée la religion. Qu'il ait cru à l'innocence de Dreyfus, c'est possible, mais c'est sans intérêt. Ceux qui ont connu M. Ranc ne lui soupçonnaient pas cette sensibilité.

*
* *

C'est aux fameux déjeuners du vendredi à la Maison Dorée qu'il dressait ses plans, distribuant les rôles, assignant tous les postes de combat aux journalistes, aux parlementaires, aux hommes de finance qui se groupaient autour de lui, indiquant le sens des articles, ranimant les courages, insufflant à tous ses haines et ses passions. Entre ses mains, les plus fameux *chambardeurs* ne furent que des marionnettes. Il s'assurait la collaboration des femmes dont le crédit lui était connu sur certains agents précieux ou utiles. C'est lui qui mettait en circulation, quand il ne les créait pas, les mots sonores : « justice », « vérité », « la jésuitière de l'état-major », « messieurs prêtres », « la vérité est en marche », « la faction romaine ».

Il fondait en une armée compacte tous les éléments disparates qu'avaient soulevés la générosité, l'esprit de race ou de religion, l'espoir des représailles ou simplement la cupidité. C'était un adversaire d'autant plus redoutable

qu'il était inaccessible à toutes les tentations. Intègre, ennemi du luxe, mesuré dans sa parole et dans son geste, rompu à tous les jeux de la plume et de l'épée, hostile à toute parade, laissant à ses collaborateurs les honneurs de la vedette, Éminence grise d'un régime qui n'a pas eu de Richelieu, maître des maîtres officiels qu'il dirigeait sans les dominer, il facilite l'accès du pouvoir à ses adversaires de la veille, pour peu qu'ils veuillent devenir les collaborateurs de son œuvre de haine, applaudissant au cabinet Waldeck-Rousseau, envoyant ses meilleurs amis à Clairefontaine pour décider le fusilleur de la Commune, le général de Galliffet, à entrer dans son ministère, calmant les anciens communards exaspérés de ce choix, conseillant après la démission de Galliffet son remplacement par André. Toujours sur la brèche et toujours invisible, il continue à habiter dans un quartier éloigné de Paris, à la place des Vosges, pour y cacher sa vie, comme il dissimule l'acuité de son regard derrière un pince-nez fixé constamment sur ses yeux.

Chaque matin, de l'allure d'un bon bour-

geois, il venait s'asseoir à la terrasse du café Cardinal pour y prendre une tasse de café et y lire quelques journaux.

C'est là que, bien avant la chute de l'Empire, il apparut à M. Zola, qui écrivit sur lui un article très sévère dans ses conclusions, intitulé : *Un homme très fort*. J'en détache la première phrase : « C'était vers 1867; un ami, comme nous passions sur le boulevard, me montra, assis à la porte d'un café, un homme que je ne connaissais pas, même de nom : C'est Ranc, me dit-il, un garçon très fort. Je regardai M. Ranc. Il me parut petit, la tête solide et l'œil rusé. J'ai toujours eu la religion de la force; et puisque celui-là devait être très fort, je logeai son nom dans un coin de ma mémoire, et j'attendis. »

M. Zola attendit trente ans dans le doute et dans l'ironie. L'affaire Dreyfus, où ils communièrent dans les mêmes haines, dut le convaincre que M. Ranc était en effet « un homme très fort ».

Si on l'avait suivi du regard, on l'aurait vu gagner la rue de Richelieu, puis les quais, et

s'arrêter devant les étalages des bouquinistes, plus volontiers aux abords de la préfecture de police. Par-dessus les bouquins qui l'intéressaient fort peu, il dévisageait les agents qui sortaient de la rue de Jérusalem. C'était sa manière de faire de la contre-police. Il n'avait formé qu'un élève. Ce fut Raoul Rigault.

*
* *

En favorisant le régime de la délation dans l'armée, de la persécution contre l'Église, M. Combes réalisait en partie les vœux de M. Ranc. C'est sous le ministère de M. Clemenceau, son ancien collaborateur de l'*Aurore*, qu'il put assouvir complètement sa rage de destruction. Il mourut avant d'avoir vu tomber du pouvoir l'éternel tombeur des ministères, avant d'avoir vu se lever la fortune de M. Briand. Il eût été le plus farouche adversaire de la politique d'apaisement. Sa mort passa inaperçue, comme sa vie. Pas de pompes, pas de bruit, pas de couronnes ; quelques discours officiels. Des parlementaires, des journalistes accompa-

gnaient seuls sa dépouille mortelle. Ses articles avaient eu des admirateurs, ses doctrines des partisans : il ne comptait pas d'amis; il n'en avait pas recherché. Je doute qu'aucune voix se fasse jamais entendre pour réclamer sa statue, et cependant il avait ajouté un chapitre au livre éternellement ouvert de la révolution universelle. Le chef d'orchestre qu'avait désigné M. Liebknecht a disparu; mais l'orchestre n'est pas licencié; il s'est simplement dispersé dans le monde qu'il remplit de son fracas. C'est notre revanche : le monde avait entretenu le dreyfusisme en France, et la France lui a rendu la révolution qui monte à l'assaut de toutes les forces organisées. Ici, c'est Ferrer; là, c'est Nathan; ailleurs, ce sont les Jeunes-Portugais qui, en Portugal comme en Espagne et en Italie, ont pour mot d'ordre de démolir la religion; en Allemagne, les socialistes tiennent en échec l'autorité de l'Empereur; en Russie, le nihilisme a failli terroriser le pouvoir; les Jeunes-Turcs obéissent au comité révolutionnaire de Salonique; l'Angleterre, qui fut longtemps la forteresse de l'ordre, n'est pas épargnée par le

fléau; la Chambre des lords est ébranlée; il n'est pas jusqu'au Japon qui, malgré ses victoires, n'ait failli avoir sa révolution à l'européenne. C'est la veillée des armes de l'anarchie. Les Barbares de l'intérieur, qui se préparent à devenir les maîtres de la terre, peuvent triompher, si sur quelque point du globe ne se lève pas bientôt un autre chef d'orchestre, celui-là découvert et visible, qui, de son bâton victorieux, rétablira l'harmonie dans le monde apeuré. Puisse ce directeur de l'âme mondiale être un Français de la vieille France! Puisse notre pays, foyer de lumière, tantôt réchauffante et tantôt aveuglante, répandre sur le monde ses rayons de paix, de réconciliation et d'amour! Mais, pour mériter cette noble mission, il nous faut donner l'exemple de l'apaisement intégral et de la concorde absolue; il nous faut oublier nos querelles et nos divisions.

Certes, il y eut, au cours des dernières années, de grands coupables et de grandes victimes; les victimes, en recevant, en appelant au milieu d'elles les coupables, souvent inconscients, n'en montreront que plus de noblesse;

il faut toutefois que ceux qui ont aidé à démolir nous aident loyalement à reconstruire la maison commune. Quand un édifice brûle, on ne demande pas aux pompiers leur état civil. Surtout gardons-nous d'écouter ceux qui s'en vont disant qu'il ne sert à rien de lutter, que tout effort est désormais inutile. De pareils discours dissimulent trop souvent la paresse ou la crainte de l'action. Pour faire reculer la révolution, il suffit d'avoir la foi dans son effort. Le grand François Coppée me disait souvent : « Mon cher ami, j'ai pour vous une immense affection, mais vous me dégoûtez par votre optimisme. » Oui, je suis optimiste, je crois fermement que la grandeur de la France est nécessaire à l'équilibre du monde, je crois surtout que la France ne peut pas périr parce que, si elle périssait, le monde entier serait à jamais mutilé.

PARIS

AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI

PARIS
AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI

Ce que mes yeux ont vu, ce qu'ils ne verront plus jamais peut-être ou du moins de longtemps, ce sont des journaux parisiens. La raison en est simple : il n'y a plus de Parisiens. Ceux que j'ai connus et qui furent mes amis de première heure, quand ils disparaissent, ne sont pas remplacés; ils n'ont pas fait d'élèves. Chaque jour nous apprenons la mort de l'un d'eux; le duc de Sagan, le marquis de Massa, le prince d'Essling ont été parmi les derniers témoins de la splendeur, des élégances, de la royauté artistique et littéraire de notre cher vieux Paris.

Paris s'est développé matériellement; Paris est devenu, comme Ninive et Babylone, une énorme agglomération de maisons, habitées par des gens pressés, affairés, qui jouissent mal du temps présent, parce qu'ils ne savent

pas l'occuper et aussi parce qu'ils vivent dans une perpétuelle appréhension de l'avenir.

En s'agrandissant, Paris s'est surtout alourdi. Connaissez-vous cette essence subtile, délicate et pénétrante, que Nestor Roqueplan avait baptisée : *la Parisine*? Eh bien! elle s'est évaporée; l'âme de Paris s'est brisée. On en retrouve encore des débris dans les villes étrangères, car les étrangers qui venaient jadis observer et en quelque sorte s'affiner chez nous, ont appliqué chez eux les enseignements qu'ils avaient reçus chez nous et ont transformé leurs capitales, tandis que nous déformions la nôtre.

Paris passe à travers le monde, le réchauffant, le fertilisant. C'est un petit Gulf-Stream. Mais, hélas! qu'a-t-il su conserver pour lui-même de cette chaleur bienfaisante qu'il communiquait aux autres? Aujourd'hui, c'est un courant exotique, hostile aux instincts de notre race, qui le traverse constamment, lui imposant le laisser aller que l'étranger, autrefois soucieux de nous plaire, adopte aujourd'hui lorsqu'il franchit notre frontière. Les princes eux-mêmes qui

nous sont les plus sympathiques, se défendent mollement contre ce relâchement qui leur est commode et qui est légèrement humiliant pour nous. Nous nous laissons entraîner, à notre tour, par l'exemple et perdons notre légendaire correction. Qui se soucierait aujourd'hui de parler à une femme tête nue? Qui aurait osé autrefois quitter une demoiselle pour venir causer avec une femme du monde? Se souvient-on seulement que sous l'Empire l'enceinte du pesage était fermée au demi-monde? Les moralistes républicains dénonçaient cependant volontiers la corruption impériale!

Partout on retrouve Paris; partout, excepté à Paris. Toutes les capitales se ressemblent et les étrangers qui nous ont apporté leurs mœurs et leurs défauts, leurs habitudes, les associant aux nôtres, ont fait disparaître petit à petit notre physionomie propre.

Paris est comme une grande avenue qui part de New-York et de Buenos-Ayres, pour aboutir à la Néva ou à Therapia. On y séjourne. On n'y réside pas.

On n'a pas trouvé une langue universelle,

puisque le *volapuk* n'a pu obtenir grâce auprès de nous, mais on a donné à peu près le même aspect à toutes les capitales. On nous a pris Paris et on l'a répandu un peu partout. Paris se retrouve, tout au moins partiellement, dans l'Europe entière.

***

Allez un soir place Vendôme, chez Ritz. M. Ritz, qui a donné son nom à des hôtels de sa façon, non seulement à Paris, mais dans le monde entier, est un hôtelier génial. Avant lui nos meilleurs hôtels étaient absolument primitifs et ne pouvaient retenir des voyageurs habitués au luxe et au confort. Grâce à lui, les étrangers purent trouver au Ritz et dans les hôtels qui se sont élevés à son image les habitudes qui leur sont chères.

M. Ritz a, certes, favorisé l'accroissement du nombre de nos visiteurs, et, par là, contribué à l'augmentation de la fortune parisienne. Mieux que beaucoup de nos grands hommes républicains, il mériterait sa statue. Je ne vais

pas cependant jusqu'à demander qu'on déboulonne à son profit le César de la Colonne.

Allez donc au Ritz au moment du dîner, c'est-à-dire de huit heures et demie à neuf heures — on dîne en effet très tard maintenant — admirez les femmes de haute élégance qui, légèrement, sautent de leur automobile, tout emmitouflées de précieuses fourrures; elles jettent leur manteau au valet de pied et découvrent d'exquises épaules ruisselantes de diamants et de perles. Les perles sont à la mode, les Argentines aussi. On m'a nommé l'autre jour, chez Ritz, une charmante Argentine qui portait à son cou pour quatre millions de perles.

Elles entrent dans une grande salle toute blanche, de style uniformément Louis XV ou Louis XVI; des rampes électriques courent à travers les frises et tamisent la lumière. La table, qu'égaient des abat-jour multicolores, disparaît sous les fleurs; d'un geste gracieux elles prennent place; un maître d'hôtel en habit bleu ou vert à boutons d'or leur présente un menu illustré; elles échangent des sourires et des mots gracieux tout autour d'elles. Ici tout le

monde se connaît ou a l'air de se connaître, et bientôt c'est un bruissement de gentils babils qui monte de cette féerique volière et que rythment de leurs valses saccadées des tziganes aux costumes écarlates.

Eh bien, dites-vous qu'avec la seule différence de l'heure calculée sur le méridien, au pied des Pyramides comme sur les hauteurs de Saint-Moritz, à Berlin comme à New-York, à Londres comme à Madère, dans la même salle à manger toute blanche, le même maître d'hôtel à boutons d'or présente le même menu aux mêmes femmes élégantes, assises devant les mêmes tables garnies des mêmes fleurs et mangeant le même dîner aux accents des mêmes tziganes. Vous souvient-il de ce joli mot de M. de Fontanes, le Grand Maître de l'Université, qui, tirant sa montre, s'écriait : « Quand on pense qu'à cette heure-ci toute la jeunesse de France fait le même thème! » M. Ritz pourrait dire aujourd'hui : « Il est neuf heures, le monde entier mange mon dîner! » Le sens du pittoresque a disparu. Nous subissons le despotisme de la mode fastueusement banale.

Qu'y pouvons-nous? Rien, car les voies de navigation, la télégraphie avec ou sans fil, le téléphone, ont facilité cette spoliation générale, dont nous sommes victimes, mais du moins aurions-nous dû conserver ce que j'appelle plus haut notre royauté intellectuelle. Il y a bien des années, entre la rue Drouot et la chaussée d'Antin, on rencontrait des écrivains, des artistes, des journalistes, qui s'y retrouvaient à certaines heures; ils se connaissaient tous et leurs facultés cérébrales s'affirmaient, en se développant en quelque sorte par ce contact, cet échange quotidien d'idées, d'impressions et aussi de paradoxes; ils ne se jalousaient point et s'entr'aidaient à l'occasion. Dans ce cénacle, un article établissait la renommée d'un homme; un mot suffisait parfois à sa réputation.

*
* *

On tenait bureau d'esprit au café Foy, où siégeaient Duclerc, de Reims, Target, le comte de Malleville, le duc Decazes, Janvier de La Motte, le général Cambriels, Adolphe Gaiffe, — le plus

beau fils des hommes — le comte Alfiéri, Raymond Seillière...

A Tortoni, dont le perron fut célébré en excellente prose par Jules Lecomte, Stevens, Gustave Claudin, Charles Narrey, quelques autres amis de Dumas fils, tenaient leurs assises.

Au Café Riche, on avait installé une table ronde à l'usage exclusif d'Offenbach, de Scholl, du prince Lubomirski, de Victorien Sardou, de Xavier Aubryet et de Raphaël Bischoffsheim. Lubomirski était le meilleur ami de Scholl, qui ne l'épargnait pas. C'est de lui que le spirituel chroniqueur avait dit : « Lubomirski? Il n'est pas lu, il n'est pas beau, est-il seulement mirski en polonais? » J'ignore si Lubomirski s'est jamais flatté d'être beau, mais c'était pure malice d'affirmer qu'il n'était pas lu : ses *Souvenirs d'un Page* eurent beaucoup de succès.

Au Café Anglais, au « Grand 16 », de minuit à trois heures du matin, on décrétait toutes les élégances, tandis qu'à quelques pas de là, à la Librairie Nouvelle fondée par Jacotot, tenue par un jeune commis, qui a fait son chemin, Achille, aujourd'hui établi rue Laffitte, Roqueplan,

Albéric Second, Lambert Thiboust, Barrière, Hector Crémieux, Ludovic Halévy, les Goncourt, Edmond About, Paul de Saint-Victor, Boisgobey, Meilhac et quelques hommes de club : Grammont-Caderousse, Galliffet, le général Fleury, Saint-Sauveur, Paul Daru, Scépeaux se rencontraient de cinq à sept. C'était un des reposoirs de la grande procession littéraire.

Les magasins du boulevard, fastueusement éclairés, ne fermaient pas avant dix heures du soir; aujourd'hui, tout est clos dès huit heures. Le Crédit Lyonnais, le plus grand établissement financier du monde, profile son ombre compacte et noire sur le boulevard désert. Ce serait la nuit, sans les étalages aveuglants de lumières de quelques boutiques de pierres fausses et les annonces lumineuses qui dominent les maisons et vont trouer le ciel, en outrageant les étoiles.

Tout cela n'est plus qu'un lointain souvenir et moi-même, qui ai vécu ce temps-là, j'ai quelque peine à le faire revivre en ma mémoire.

Mon pauvre boulevard, je t'aperçois des fenêtres de mon cabinet : toi aussi, tu es un roi en exil; seulement on restaure parfois un trône, on

ne restaure pas un quartier démodé; la place des Vosges est désertée, le Palais-Royal lutte désespérément; rien ne sert de vouloir endiguer le flot qui pousse toutes les capitales vers l'ouest. Le « perron de Tortoni » conduit à une boutique de chaussures; l'administration a installé un bureau de poste, modern style, à la Maison Dorée : les brillants magasins où les tailleurs Dusautoy, Pomadère, Laurent Richard régnaient sur la mode, ont fait place à des sortes de bazars anglais où se détaille l'élégance à prix fixe; aux cafés essentiellement français et personnels ont succédé des brasseries allemandes, des tavernes viennoises et des bars américains; le Jockey-Club, chassé successivement de la maison où j'écris ces lignes, et, plus tard, de la rue de Grammont, a dû se réfugier aux abords de la Madeleine.

J'ai connu le temps où deux grands seigneurs anglais que Paris avait adoptés ne dédaignaient pas d'habiter le boulevard : l'un, le marquis d'Herfordt, le fastueux propriétaire de Bagatelle, accumulait dans son premier étage de la rue Laffitte ses trésors artistiques; l'autre, lord

Seymour, son frère, pouvait, des fenêtres de son appartement de la rue Taitbout, jeter quelques francs aux gamins qui attendaient sa présence pour le saluer du sobriquet populaire de « Milord l'Arsouille ».

*
* *

Aujourd'hui, le boulevard est surtout fréquenté par une foule sans élégance, qui a toujours l'air d'attendre l'omnibus et où les chapeaux hauts de forme se peuvent compter sur les doigts. De loin en loin apparaissent de rares boulevardiers, héritiers des grands Parisiens d'autrefois, MM. René Maizeroy, Alfred Edwards, Gaston Berardi, Yvo Bosch, Alexandre Duval, Pedro Gailhard, Fernand Samuel, Gabriel Astruc, Constant Say, tous de conditions différentes, mais d'esprit égal et égaux devant les revues de fin d'année qui les chansonnent agréablement. Figurer dans une revue, c'est de la célébrité en couplets!

Les automobiles, les fiacres, les charrettes et les bicyclettes encombrent fâcheusement la

voie, qu'à certaines heures on ne peut traverser qu'au péril de sa vie. Cependant, la monotonie du spectacle est atténuée par une série de fondrières où l'on risque de se casser le cou, de palissades en planches peintes et décolorées, derrière lesquelles aucun ouvrier ne travaille; les boues formées par les dernières pluies s'accumulent sans que nul fasse effort pour les enlever.

Nous voilà revenus, ou peu s'en faut, à ces temps — fort peu regrettables, d'ailleurs — où Boileau maudissait les embarras de Paris. Le dimanche, la banlieue se rue sur les boulevards et, de la rue Drouot à la Madeleine, se presse, se comprime, chacun marchant sur les talons de celui qui le précède; on ne voit rien, car les magasins sont fermés, et, d'ailleurs, la bousculade est telle qu'il ne serait pas possible à un flâneur de s'arrêter en face d'une devanture.

La presse, elle aussi, devait obéir à cette loi de transformation que les optimistes appellent la loi de progrès. La presse subit toujours la loi de l'opinion; elle se flatte de la diriger, elle la traduit et s'élève ou s'abaisse avec elle.

C'est au restaurant Peters — aujourd'hui Noël — dans le passage Mirès — actuellement passage des Princes — que j'ai vu pour la première fois l'ébouriffant, le tonitruant, l'incommensurable Henri de Villemessant. Une table lui était gardée religieusement. Il y déjeunait ou plutôt il y trônait, entouré d'une pléiade de chroniqueurs qu'il avait formés, qu'il congédiait dès qu'il les jugeait... fatigués. Quand un de ses collaborateurs avait cessé de lui plaire, il lui faisait cadeau d'une canne artistement ornée; chacun savait que cela signifiait : « Allez vous promener! » et, d'habitude, le sacrifié quittait le journal sans autre explication. On l'avait surnommé le « Prince des journalistes », et plus tard, après certain voyage à Frohsdorf, le « Journaliste des princes ».

Villemessant venait de transformer le *Figaro* hebdomadaire en journal quotidien. C'était le grand journal moderne qui devait avoir des imitateurs et qui, pendant longtemps, n'eut pas de rivaux. Jusque-là, il y avait des publications exclusivement littéraires et des journaux politiques, très graves, qu'éclairaient seuls des arti-

cles qu'on appelait Variétés. Villemessant eut l'idée de fondre les deux méthodes et de donner une large place au reportage, — un procédé nouveau qui venait de passer l'Atlantique.

*
* *

Le *Figaro* nouvelle manière était une véritable synthèse de l'esprit parisien, et même après tant d'années écoulées, si on le feuilletait, on constaterait que cet esprit n'a pas vieilli. Le directeur actuel, mon ami Gaston Calmette, qui a succédé à deux journalistes avisés, MM. de Rodays et Périvier, a été à bonne école.

A la première page : Villemot, Albert Wolff, Chavette, Edmond About, — qui signait Valentin de Quévilly — Alexandre Dumas, le premier des Junius, Arsène Houssaye, Henri Rochefort, enfin, le seul survivant, toujours aussi vivant de ce brillant escadron, y publiaient d'éblouissantes chroniques.

On s'abordait en se demandant :

— Avez-vous lu ce matin l'article du *Figaro*?

J'ai assisté à sa fondation, qui fut une des

trois révolutions de la presse. Comme c'est loin! La première eut pour auteur Girardin, qui créa le journal à 40 francs par an, et la troisième fut opérée par Polydore Millaud, qui, en 1863, eut le premier l'idée du journal à un sou : *le Petit Journal*.

M. Polydore Millaud appartenait à un petit groupe de juifs portugais qui firent quelque tapage dans le monde parisien; les autres s'appelaient Solar, Mirès et MM. Eugène et Isaac Péreire, deux grands créateurs. Tous fondèrent ou dirigèrent des journaux, mais pour eux le journal était un moyen et non un but.

Seul Polydore Millaud se consacra presque exclusivement au journalisme et on peut dire qu'il fut le père de la presse à bon marché. En ce temps-là, il habitait, place Saint-Georges, un hôtel contigu à celui de M. Thiers et qui était d'une rare magnificence. Tous les Parisiens se rappellent ce petit palais néo-pompéien, décoré de peintures extérieures. Notre excellent confrère, Adolphe Brisson, devait l'acheter, il y a quelques années, à son dernier propriétaire, M. Alfred Edwards, pour le jeter bas et y ins-

taller, dans un immeuble somptueux, les *Annales politiques et littéraires*. Aujourd'hui, toute publication qui se respecte a son hôtel ou sa maison.

Le fils de Polydore Millaud, Albert Millaud, était mon condisciple au lycée Bonaparte; nous avions même esquissé ensemble un projet de vaudeville; on sait les succès qu'il eut depuis au théâtre et dans la Chronique parlementaire du *Figaro*. Il me présenta à son père, qui me reçut avec une grande cordialité et me retint à déjeuner. Je ne lui déplus pas : il me proposa d'aller en province avec son fils Albert, pour y organiser la vente du *Petit Journal;* j'acceptai. Nous partîmes, et la réussite fut immédiate et complète. Avec Léo Lespès, qui signait Timothée Trimm, et Xavier de Montépin, le *Petit Journal* atteignit des tirages inconnus jusqu'alors. Léo Lespès s'attribua le succès du *Petit Journal* et, cédant aux offres brillantes de M. Paul Dalloz, il quitta la « Maison Millaud » pour la *Petite Presse*. On remplaça Timothée Trimm par Thomas Grimm; le *Petit Journal* ne perdit pas un lecteur et la *Petite Presse* ne gagna pas un

abonné. Journalistes, mes amis, soyons modestes!

Il y avait en ce temps-là six grands journaux associés pour la publicité. Le plus important par son tirage était le *Siècle,* que dirigeait M. Havin, député de Paris, « ministre de l'Empire au département de l'opposition ».

Henry de Pène venait de fonder la *Gazette des Étrangers,* moniteur de toutes les élégances, premier bulletin de victoire de l'étranger envahisseur. Longtemps il s'était partagé entre le nouveau *Figaro* et l'*Indépendance Belge,* un journal spirituellement frondeur, fondé par M. Bérardi, dirigé ensuite par son fils, M. Gaston Bérardi, un journaliste que tout Paris aime et estime. Le journal belge trouvait grâce parfois devant les douaniers à la frontière, mais rarement devant les fonctionnaires du bureau de la Presse.

Enfin, Émile de Girardin ne se contentait pas de régenter la politique tantôt à la *Presse,* tantôt à la *France,* il s'efforçait de domestiquer la finance du haut de son journal spécial : *la Semaine Financière,* timide essai des puissantes organisations de publicité financière qui don-

nent aujourd'hui l'assaut au bas de laine. Girardin avait trouvé dans MM. Gibiat et Jeanty deux associés remarquablement doués.

Par une heureuse fortune, dans ce théâtre parisien, où j'occupais une modeste stalle, je montai brusquement sur la scène et devins acteur, de spectateur que j'avais été jusque-là.

Voici dans quelles circonstances se produisit ce brusque changement. En ce temps-là, les bals masqués de l'Opéra étaient très fréquentés, et aussi les bals costumés de décembre à mars. Puis on entrait dans une période de recueillement où les concerts spirituels alternaient avec les distractions austères. Après le carême, c'était le printemps. La saison était finie.

On voyageait peu. Quelques Parisiens se rendaient à Bade où les appelaient les décevantes promesses de la roulette et du trente-et-quarante, et quelques journalistes allaient renouveler en dehors de nos frontières leurs forces un peu épuisées de chroniqueurs littéraires ou artistiques. Roqueplan prétendait qu'il ne quit-

tait jamais Paris parce que « la campagne, c'est bon pour les petits oiseaux ». Une seule fois Henry de Pène entreprit le voyage de Bade pour faire représenter dans la capitale du trente-et-quarante une pièce qu'il avait écrite en collaboration avec la plus sémillante des soubrettes, Mme Augustine Brohan. Les favorisés de la fortune se reposaient dans leurs terres, mais le plus grand nombre des Parisiens restaient à Paris, où l'on était admis à se vêtir de nankin et à se couvrir la tête du classique chapeau de paille.

Aujourd'hui la « season » commence après Pâques, et c'est jusqu'au mois de juillet un vertige, une furie ! Aujourd'hui tout le monde se déplace, et ceux que la médiocrité de leur fortune oblige à ne point quitter Paris se cachent ou ne se montrent qu'en costume de voyage. Il est entendu qu'ils partent ou qu'ils reviennent, ou qu'ils passent. Ne soyez pas malade pendant la « season », car vous aurez une grande peine à trouver un médecin ; les mendiants eux-mêmes vont tendre la main dans les stations balnéaires et j'ai rencontré l'été dernier une

marchande de journaux qui avait fermé son kiosque pour aller se reposer dans un « petit trou pas cher ».

Cette digression m'a quelque peu écarté de mon sujet. J'y reviens. Le carnaval battait son plein et l'on peut dire qu'il ne ressemblait guère à la lugubre parade à laquelle on donne aujourd'hui ce titre glorieux. Clodoche, qu'êtes-vous devenu? Où sont les masques et les cavalcades qui amusaient si fort nos boulevards?

J'avais pris rendez-vous chez Tortoni avec un mien ami pour aller au bal de l'Opéra. Mon ami m'attendait. Il n'était pas seul. Il avait à ses côtés un jeune homme très maigre, le visage complètement rasé, tout en silhouette. Mon ami nous nomma et nous nous mîmes à causer, M. Émile Gérard et moi. L'heure s'envola. A une heure du matin, notre ami, fort peu amusé par notre conversation, nous quitta, et notre entretien durait encore à deux heures et demie. Nous avions manqué à la tradition. Il était en effet trop tard pour nous rendre à l'Opéra. Mais après le bal, il était de règle d'aller souper. Nous entendîmes au moins respecter cette partie

du protocole. Nous décidâmes d'aller finir la nuit au *Helder :* c'était le *Paillard* de l'époque.

*
* *

Ce café-restaurant était, dans la journée, le rendez-vous des officiers qui venaient se renseigner sur les « promotions » militaires auprès de Félix, le premier garçon. Félix, en effet, connaissait par cœur l'Annuaire et, grâce à ses relations avec quelques employés du ministère de la guerre, il le complétait et le tenait constamment à jour.

Le soir, le Helder reprenait son caractère civil et c'était au premier étage que l'on soupait. La plus folle gaieté y régnait toujours. Gérard et moi, sans nous laisser distraire par cette joie bruyante, continuâmes la conversation entamée chez Tortoni et voilà que brusquement mon compagnon me dit : « Je vais fonder une *Revue ;* voulez-vous en être? » Et, sans attendre ma réponse : « Venez demain me retrouver, 145, rue Saint-Denis, chez mon père. » Nous n'avions pas tout à fait quarante-cinq ans à nous deux.

Et il était l'aîné! Et nous prétendions à faire simplement concurrence à la *Revue des Deux Mondes!* O jeunesse!

M. Gérard père vendait de la soie à l'enseigne du *Cocon-d'Or*. C'était un excellent homme, quelque peu vaniteux, ambitieux pour son fils d'une autre destinée que la sienne, resté bourgeois de pied en cap; il était capitaine dans la garde nationale; tel César Birotteau, le héros de Balzac, il devait connaître les deux extrémités d'une destinée commerciale.

Ce brave négociant me confirma qu'il mettait à notre disposition les fonds nécessaires à la fondation d'une revue. En quelques minutes, il fut décidé que cette publication n'aurait pas de rédacteur en chef, mais un directeur-gérant, qui devait être naturellement mon nouvel ami; les fonctions d'administrateur général m'étaient dévolues.

Nous trouvâmes le titre : *la Nouvelle Revue de Paris* — *la Revue de Paris*, tout court, venait de disparaître — et je cherchai un local, naturellement sur la rive gauche, où se devait installer toute revue aspirant à acquérir une certaine au-

torité. Nous hésitions entre la rue Saint-Guillaume, petite rue austère, retirée, propre à la méditation, et la rue des Saints-Pères, plus vivante, plus animée. Ce fut pour celle-ci que nous nous décidâmes.

Le local où nous nous installâmes était modeste. On meubla l'antichambre d'une chaise où s'installa notre unique garçon de bureau; je ne tenterai pas de décrire l'autre pièce consacrée à la rédaction.

La rédaction! il fallait la former. Je me mis en campagne. Je ne connaissais naturellement aucun écrivain, mais j'avais la foi! Je vis successivement Henry de Pène, qui se chargea d'une « Quinzaine littéraire », et Edmond About, que j'allai relancer à Saverne, accepta la seconde; Feydeau nous donna un roman : *le Secret du bonheur;* Lockroy rédigea la partie coloniale. Enfin j'enrôlai dans notre troupe un tout jeune écrivain, Jules Claretie, qui commençait alors à se faire connaître.

Par exemple, pour arriver jusque chez lui, il me fallut grimper cinq étages, car en ce temps-là les ascenseurs n'existaient que dans l'imagi-

nation de Jules Verne. Aujourd'hui que Jules Claretie est célèbre, académicien et administrateur de la Grande Maison, il se rappellera comme moi, non sans attendrissement, ce début de nos relations qui, à travers toutes les vicissitudes de la vie, se sont continuées et affermies.

*
* *

Je dois ajouter qu'Aurélien Scholl, qui avait débuté par un joli poème, *Denise*, nous donna quelques pièces de vers qu'il serait malaisé de retrouver aujourd'hui. Enfin Nestor Roqueplan, Aubryet, Louis Ulbach, Albéric Second collaboraient tour à tour. Sardou, Dumas fils, Augier me reçurent avec une grande bienveillance et me marquèrent par la suite une grande amitié que rien n'a pu démentir. Je me rappelle enfin que dans un bal costumé où j'étais déguisé en jardinier galant, — où sont les fleurs d'antan? — je proposai à Nisard, devenu un de nos meilleurs diplomates, de traiter les questions de politique extérieure. C'était le meilleur choix. Au-

jourd'hui je m'adresserais à M. André Tardieu, et mon ami Adrien Hébrard ne me le pardonnerait pas.

La revue faisait ses premières dents lorsque son grand-père, le César Birotteau de la rue Saint-Denis, fidèle à la tradition balzacienne, fut déclaré en faillite, et sa déconfiture entraîna tout naturellement la disparition de la *Nouvelle Revue de Paris*. Comme Jérôme Paturot, je me trouvais de nouveau à la recherche d'une position sociale, mais je n'avais perdu ni mon temps ni ma peine, car mon court passage à la *Revue* m'avait fait connaître les hommes de lettres les plus brillants des dernières années de l'Empire.

Quant à Gérard, il fit beau visage à vilaine fortune; il devint chroniqueur et acquit une certaine réputation sous le pseudonyme de « Bachaumont ». Tous mes contemporains l'ont connu. Personne ne s'en souvient aujourd'hui. Les chroniqueurs sont comme les ténors : on applaudit l'air, on oublie bien vite la voix.

Au restaurant Bignon, je ne m'étais pas seulement créé des relations littéraires. J'y avais

aussi rencontré certains fonctionnaires qui se mêlaient volontiers aux gens de lettres.

Janvier de La Motte était de ceux-là. A le voir, à l'entendre causer, on n'eût jamais reconnu dans cet homme aimable un administrateur haut coté. Spirituel, d'humeur gaie, l'œil franc, — et quelque peu railleur, — la physionomie ouverte, il était à l'aise au milieu des écrivains et des artistes qu'il fréquentait plus volontiers que les personnalités du monde officiel. Il portait cependant, et en tout temps, une redingote boutonnée, étoilée de la rosette, par laquelle le préfet se distinguait de ses compagnons habituels.

Je dois dire que dans son département il n'apportait aucune modification à ses habitudes et menait à Évreux, autant que cela lui était permis, la même vie indépendante qu'à Paris. Comme il était bon enfant, familier avec les braves gens de toutes conditions, avait la poignée de main facile et la plaisanterie toujours prête et parfois un peu vive, ses administrés l'adoraient.

Sa bonhomie se conciliait au mieux avec de rares facultés professionnelles, et dans son

domaine, il rappelait Henri IV plutôt que le roi d'Yvetot. On l'avait surnommé le père des pompiers, parce qu'il leur témoignait de particulières sympathies, et qu'avec eux il avait toujours le mot pour rire.

A je ne sais quel banquet où figurait toute la corporation casquée d'Évreux, il leva son verre et prononça une allocution dont l'histoire n'a retenu que cette savoureuse conclusion : « A votre santé, mes amis, soyez toujours braves comme César et... pompez! » Au café Bignon, ce calembour n'eût pas été remarqué, mais à Évreux il eut du succès et augmenta la popularité du charmant préfet.

*
* *

Cependant, plus tard, à la veille des élections générales de 1869, le ministre de l'Intérieur, qui était un homme austère, estima que sa façon d'administrer manquait de gravité. D'un trait de plume, il le révoqua. Janvier de La Motte ne protesta pas, mais il fit annoncer par tous les journaux qu'il posait sa candidature dans les

quatre circonscriptions de l'Eure. En haut lieu, on s'émut; on savait que Janvier de La Motte était très aimé dans l'Eure et l'on pensait que sa quadruple élection dans ce département, dont on venait de le chasser, produirait un effet déplorable. On négocia, on transigea, et Janvier de La Motte fut installé à la préfecture de Nîmes. Il s'y fit aimer et apprécier comme à Évreux, car, je le répète, il connaissait admirablement les affaires départementales et les traitait avec une compétence et une autorité tout à fait exceptionnelles.

Quand je le connus, il était encore dans l'Eure; je ne songeais guère à lui proposer ma collaboration, et ce fut lui qui me dit brusquement:

— J'ai besoin d'un chef de cabinet, voulez-vous venir avec moi?

Et sans attendre ma réponse, il ajouta :

— C'est dit, je vous attends à Évreux.

J'étais, je suis un fanatique de Balzac. Ayant eu l'occasion — que je ne cherchais pas toujours — de fréquenter certains de ses personnages à Paris, je n'étais pas fâché de voir se

dérouler sous mes yeux quelques scènes de la « Vie de province », et je partis pour Évreux. C'était un dimanche; je me fis conduire à la préfecture. Le préfet était au cercle, je m'y rendis. Janvier était assis; dès qu'il me vit, et sans se lever, il me cria de loin : « Meyer, il y a cinq louis en banque, les faites-vous? » Mon initiation à la vie administrative débutait, on le voit, de façon plutôt imprévue.

Je fis, avec Janvier de La Motte, une tournée électorale qui eut d'ailleurs un plein succès. Le préfet ne faisait pas de façons avec les électeurs et leur disait nettement, sans recherche de périphrases, ce qu'ils pouvaient attendre du candidat officiel. Les ayant réunis sur la place publique, il leur tenait, ou à peu près, ce langage :

« Le candidat que nous combattons a bien fait de ne pas vous promettre de pont, car ce pont vous ne l'aurez jamais s'il est élu député. » En ces temps éloignés, la candidature officielle était pratiquée sans hypocrisie, surtout sans violence et sans férocité. On s'est rattrapé depuis.

Je n'avais aucune vocation pour la carrière

administrative. Je rentrai donc à Paris pour reprendre la recherche interrompue d'une position sociale offrant quelque stabilité; je connus des heures difficiles dont les amertumes me furent adoucies par la grande bonté de mon ami Aurélien Scholl, qui, pour m'épargner le souci de découvrir un gîte, m'offrit chez lui une affectueuse hospitalité. Ce n'était pas une offre banale; j'étais à ce moment un peu plus que désargenté et Scholl savait que je serais très heureux de l'accepter.

Une fois de plus, je pus constater que la Providence me venait en aide à la bonne heure; ce jour-là, elle me fut particulièrement secourable, car elle me conduisit en quelque sorte par la main dans une voie qui fut la préface de ma carrière de journaliste. Aurélien Scholl me présenta, en effet, à Edmond Tarbé, avec qui je ne tardai pas à me lier. Edmond Tarbé allait fonder le *Gaulois*.

Edmond Tarbé appartenait à la haute bourgeoisie parisienne. Sa mère, née Andryane, était la fille du compagnon d'infortune de Silvio Pellico; elle habitait, en 1868, un très joli hôtel

situé rue Boudreau. Mme Tarbé était une musicienne de talent; elle avait composé un opéra, *I Battari*, qu'elle eût voulu faire représenter au Théâtre-Italien. Pour favoriser cette ambition, son fils Edmond rédigeait de temps à autre des « Notes musicales » que publiait le *Figaro*.

Je ne sais plus pour quelle cause Edmond Tarbé quitta le *Figaro;* il avait appris à connaître la puissance d'un journal bien posé et il se proposait d'en créer un qui, dans sa pensée, devait ouvrir tout d'abord à sa mère les portes du théâtre rêvé. C'est plus tard que lui vint l'ambition de faire concurrence au *Figaro*. Il savait que j'avais coopéré à la fondation d'une revue; à ses yeux je prenais figure d'ancêtre, et en me confiant ses projets, il me demanda de m'y intéresser. C'était pour moi le salut à l'heure précise où j'étais en droit de me considérer comme un naufragé de la vie, un radeau où je fus heureux de me réfugier, en attendant que la destinée m'offrît un abri plus certain.

Edmond Tarbé et moi relevâmes pour le jour-

nal un titre superbe qu'avait abandonné le docteur Del Bricht : *le Gaulois!* Tarbé en était tout naturellement le directeur; il cherchait un rédacteur en chef; je lui désignai Henry de Pène.

Henry de Pène, Béarnais comme Henri IV, était grand, très beau et bien bâti, d'une distinction qu'accentuaient sa froideur apparente et ses façons quelque peu hautaines. Il se familiarisait peu, regardait l'humanité à travers un lorgnon carré qui ne quittait jamais l'œil où il était en quelque sorte enchâssé. Sa parole était élégante et correcte et semblait affranchie de toute passion.

En réalité, c'était un cœur d'or, affectueux pour ses amis, secourable à ceux qui faisaient appel à sa bonté, reconnaissant des services qu'on lui rendait et pratiquant sinon le pardon, tout au moins le dédain des injures. Je l'ai appris à son contact. Son père, riche entrepreneur, lui avait fait faire d'excellentes études : il fut l'un des lauréats du grand concours, et lorsqu'il se croyait assuré d'une vie heureuse et facile, des revers de fortune

le contraignirent à gagner son pain quotidien.

Il accepta sans murmurer ce brusque changement dans son existence et bravement se mit à l'œuvre, tirant parti des connaissances qu'il avait acquises et des facultés littéraires qu'il sentait s'éveiller dans sa jeune imagination. Il avait vingt ans; il se mit courageusement à la besogne et ne tarda pas à prendre situation dans la presse. C'était un journaliste de bonne roche et capable d'écrire, au courant de la plume, l'article quel qu'il fût qui lui était commandé, politique, artistique ou littéraire; au besoin, il rédigeait des réclames ou des faits divers.

C'est à cette faculté d'improvisation que se reconnaît le vrai journaliste. J'en ai compté quelques-uns parmi mes collaborateurs, au cours de ma carrière dans la presse : Henry Fouquier, Raoul Toché, mon excellent ami Robert Mitchell, Emmanuel Arène, et dans le domaine très élevé de la littérature — ne reculant cependant devant aucun sujet — Émile Faguet. « Toujours prêt », telle est la devise de cet éminent académicien. Jamais je ne l'ai vu réclamer un délai, si court fût-il, pour fouiller dans sa biblio-

thèque bien fournie ou dans sa mémoire, encore mieux meublée.

Il y a trois ans j'appris, vers cinq heures, au *Gaulois* la mort de Brunetière. J'envoie chez M. Faguet. Il n'était pas chez lui. A sept heures, il accourt au *Gaulois*. Avant de me mettre à table, je le trouve installé derrière un bureau, fumant son éternelle cigarette, écrivant presque sans relever la plume. Je lui demande s'il avait dîné; il me répondit affirmativement en s'excusant d'être venu si tard; il avait passé chez Brunetière pour lui rendre un dernier hommage.

« Vous aurez votre article dans une heure », ajouta-t-il; et, en effet, une heure après, l'article était à la composition, sans une rature. Ce fut, à mon avis, la meilleure page qui ait été écrite sur Brunetière. Écrire vite et bien, sur n'importe quel sujet, n'est-ce pas la marque du bon journaliste?

Dans le cas de Faguet, comme dans celui des divers écrivains que j'ai cités plus haut, l'improvisation n'est pas à proprement parler la mise en œuvre immédiate d'idées rapidement

conçues. C'est l'appel de pensées, de scènes qui flottent dans le cerveau, attendant qu'on les évoque; c'est en quelque sorte la photographie instantanée d'images déjà formées et dessinées.

Le cerveau de l'improvisateur est une bibliothèque admirablement classée, où il n'a qu'à fouiller toujours pour y trouver les matériaux dont il a besoin. De Pène, je le répète, appartenait à cette famille rare, qui semble avoir été spécialement créée pour notre profession. Mes relations avec lui s'étaient continuées sans interruption depuis notre rencontre à la *Nouvelle Revue de Paris,* et comme il était fort obligeant, il me donnait souvent des places pour assister aux premières représentations, qui étaient alors très courues.

Oh! les premières représentations, avant 1870! Que de démarches, que d'intrigues pour obtenir le moindre strapontin! On ignorait alors et les répétitions générales et les répétitions de couturières. Le dix-neuvième siècle avait ses naïvetés! Aux avant-scènes, s'étalaient les demoiselles les plus cotées, quand elles ne figu-

raient pas elles-mêmes devant la rampe; à l'orchestre, on pouvait mettre un nom sur toutes les personnalités. A la première représentation de la *Belle Hélène,* qui fut un triomphe inoubliable, et à laquelle j'assistai grâce à je ne sais plus quels prodiges d'ingéniosité, je me souviens d'avoir vu le duc de Morny, qui occupait une loge de face, avec Mme de Morny, une des femmes les plus exquises du second Empire. Pendant un entr'acte, je le croisai dans les couloirs. Fidèle aux modes de sa jeunesse, il portait l'habit bleu à boutons d'or, avec la cravate noire et le pantalon gris perle. Il n'était pas possible d'allier de meilleures façons à une plus grande simplicité. Il causait avec Ludovic Halévy, son collaborateur pour cette spirituelle saynète : *Monsieur Choufleury restera chez lui.* Peut-être ébauchait-il le scénario d'un nouveau proverbe, alors que le jour, à son fauteuil présidentiel, il ébauchait le scénario de l'Empire libéral. Il était souriant. Il ne soupçonnait guère que ses jours étaient comptés et encore moins que l'expédition du Mexique, qu'il avait publiquement conseillée, se dénouerait trois ans

plus tard dans les fossés de Queretaro. Malgré cette faute, qui nous fut si funeste, ses adversaires eux-mêmes furent indulgents à sa mémoire. Mon vieil ami, Édouard Bocher, m'en parlait un jour avec attendrissement. « Nous siégions, me disait-il un jour, à l'Assemblée nationale presque côte à côte. Il m'appelait Édouard, je l'appelais Auguste. Le Deux-Décembre nous sépara à tout jamais. Une seule fois, pendant l'Empire, je le rencontrai rue du Bac; il conduisait son phaéton à deux chevaux. Il me regarda, épiant mon salut. Je détournai les yeux. Quand je sus sa fin prochaine, j'accourus au palais de la Présidence; il venait de mourir. J'ai toujours regretté d'être arrivé trop tard. »

Une autre solennité musicale était fébrilement attendue. On annonçait la première représentation de l'*Africaine*. Des légendes couraient qui attisaient la curiosité. L'illustre Meyerbeer, disait-on, avait travaillé quinze ans à son œuvre; il s'était éteint sans avoir pu l'achever. Rossini, qui avait eu une syncope d'un quart d'heure en apprenant la mort de son rival

et ami, criait au chef-d'œuvre! Fetis, le compositeur belge, qui avait reçu le mandat de mettre la pièce en scène, était menacé, ajoutait-on, d'un procès par la famille, qui l'accusait de s'être permis de faire quelques coupures dans la partition! Enfin, l'interprétation — cela du moins était certain — était magnifique : les principaux rôles étaient attribués à Faure, Naudin et à Marie Sasse. Tout le monde voulait assister à la première — moi aussi naturellement. Je n'avais, hélas! aucun titre. J'imaginai alors de demander à la veuve du maître la faveur d'être reçu. Elle daigna y consentir, mais quel dut être son ébahissement quand je lui proposai de consacrer tout un journal à Meyerbeer, ses origines, sa vie, son œuvre et, enfin, son dernier ouvrage, le tout agrémenté d'anecdotes, d'autographes et de dessins, et quand je ne lui demandai en échange qu'un tout petit coin pour la première! Mme Meyerbeer n'accepta pas ma proposition, mais pour me récompenser de mon audace, qui l'avait surprise, et surtout de ma pensée, qui flattait sa piété conjugale, elle m'offrit une place au parterre. Et voilà com-

ment le démon qui me tourmentait à chaque première représentation me souffla l'idée du journal d'actualités, tel qu'il fut réalisé beaucoup plus tard. La soirée de l'*Africaine* fut un triomphe. Je ne me serais pas consolé d'y avoir manqué; j'ai néanmoins regretté que mon journal fût mort-né.

M. de Pène, et par droit de conquête et par talent, assistait à toutes les premières avec Mme Henry de Pène, une des plus belles femmes de son temps; ils occupaient le plus souvent deux fauteuils au premier rang des premières galeries, et les journaux satiriques prétendaient qu'à l'issue de la représentation le régisseur s'avançait vers la rampe et disait avec une respectueuse émotion :

« Monsieur et madame de Pène *est-il* content? »

Je mis de Pène en relations avec Edmond Tarbé; dès lors, le *Gaulois* était fondé. A cette époque, le principal souci d'un *lanceur* de journal était de publier un roman sensationnel. Ah! si Victor Hugo voulait nous favoriser! disait-on. Victor Hugo attendait à Guernesey que la des-

tinée le dégageât de l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de la France.

Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !

Il fut convenu qu'Henry de Pène et Edmond Texier, un excellent journaliste, seraient envoyés en ambassadeurs auprès du grand poète et que je les précéderais — modeste fourrier — pour préparer le voyage.

Chaque semaine un bateau partait de Saint-Malo pour Guernesey. J'arrivai trop tard, le bateau était parti la veille. Je m'enquis de l'armateur et lui demandai s'il ne pouvait pas me louer un bateau. Il fit des difficultés; ce que nous lui demandions, c'était, disait-il, l'expropriation d'un service public au profit d'intérêts privés. Ce serait cher! Ce fut cher, en effet. Nous nous embarquâmes et en arrivant à Guernesey nous fîmes tonner un petit canon ornant la passerelle, ce qui causa une vive émotion dans toute la ville.

Nous frappâmes à la porte monacale du cottage que tout le monde connaît aujourd'hui grâce à la photographie et à la gravure : c'était Hauteville House.

Le maître ne recevait pas. Nous laissâmes nos cartes et nous nous retirâmes, et bientôt à l'hôtel où nous étions descendus on nous remit la lettre que voici :

« Chers confrères,

« Je suis au bain. J'aurai la plus grande joie de vous serrer la main. Voulez-vous me faire l'honneur de venir déjeuner avec moi, à midi? Je compte sur vous. Que de choses nous avons à nous dire! Que vous êtes charmants d'être venus sur mon rocher!

« A midi, n'est-ce pas?

« Je vous serre la main avec effusion.

« Victor Hugo. »

Je crois inutile d'ajouter que nous fûmes exacts au rendez-vous : nous décrivîmes au poète, avec force commentaires et réflexions de nature à flatter son légitime orgueil, les incidents de notre expédition et, par une singulière fortune, je fus de sa part l'objet d'une faveur spéciale. Il connaissait Henry de Pène et Edmond Texier, qui était un vétéran de la

presse, et mon nom à moi lui était inconnu : il me prit pour le bailleur de fonds et, comme il avait le culte de l'argent, je fus traité par lui avec des égards particuliers.

L'affaire fut rapidement conclue. Victor Hugo nous promit *les Travailleurs de la Mer*. Le *Gaulois* allait prendre son essor. Dirigé par deux hommes du monde accomplis, il devait, dès l'abord, présenter le caractère de correction dont il se fait honneur encore et plus que jamais aujourd'hui. La presse n'était pas alors *américanisée* et la première place, absorbée aujourd'hui par le reportage, était occupée par la chronique. C'était le clou d'or ! J'ai eu la curiosité de relire les premiers numéros de mon cher journal et j'y vois Edmond About avec ses « Épîtres au *Gaulois* », Francisque Sarcey, Jules Noriac, Albéric Second, Nadar, que nous enterrions hier, Barbey d'Aurevilly, Edmond Texier, Gaston Jollivet, J.-J. Weiss, Paul Féval et Dumas fils lui-même. Quel bataillon !

J'avais acquis les sympathies d'Henry de Pène et celles de Tarbé. On m'offrit la direction d'une rubrique très variée et surtout très

chargée, qui comprenait les échos de la ville et du théâtre, du monde élégant et du sport. J'acceptai sans hésiter (que n'aurais-je pas accepté?), puis je m'avisai que je n'entendais rien à ma nouvelle besogne et, franchement, je le déclarai à Henry de Pène, qui s'offrit à entreprendre mon instruction. Tous les matins j'allais chez lui, comme on va chez Berlitz; il m'apprenait le métier que j'ignorais encore; je fis des progrès assez rapides et l'on m'alloua royalement six cents francs par mois sans aucuns frais accessoires. Que penseraient mes confrères d'aujourd'hui d'une aussi maigre rétribution? Il me fallait payer mes voitures et mener un train de vie — tout au moins apparent — qui me rapprochât du monde dont la fréquentation quotidienne était pour moi une obligation professionnelle. J'étais donc contraint de m'attacher au « paraître » plutôt qu'à « l'être », et de sacrifier le confortable à la forme extérieure.

Je déjeunais chez Bignon, au coin de la chaussée d'Antin; mon addition ne dépassait jamais 2 fr. 40; le menu était invariable : un œuf, 0 fr. 40; une côtelette nature, 1 franc;

pain, 0 fr. 50. Pour unique boisson, un petit verre d'eau-de-vie, que je coupais d'eau naturelle, 0 fr. 50. Je justifiais ce breuvage économique en m'attribuant une grave maladie d'estomac. Les bonnes femmes ont raison : on arrive à tout avec de l'ordre et de l'économie!

Sans doute, j'aurais pu me nourrir plus abondamment et au même prix dans un restaurant moins haut coté, mais chez Bignon, grâce à ce menu digne d'un Spartiate, je me trouvais en contact avec tous les Athéniens de Paris. Lentement, prudemment, par étapes successives, je me rapprochais de la fameuse table des célébrités, où, finalement, je fus admis à m'asseoir.

Me voilà reçu dans le *Tout-Paris* littéraire et artistique, et, dès lors, je n'eus plus à solliciter des interviews sensationnelles, des échos inédits; il me suffisait, pour être renseigné, d'écouter et aussi, de temps à autre, d'interroger. Néanmoins ma tâche était encore lourde. On pourra la mesurer, pour peu qu'on lise les pages qui vont suivre.

Les meilleures associations finissent par se

rompre. Henry de Pène et Tarbé, qui avaient toutes raisons de s'accorder, se séparèrent pour des causes assez futiles, et de Pène quitta le *Gaulois* pour créer un journal concurrent.

Sans perdre une minute, il fonda le *Paris*, qui devint plus tard *Paris-Journal*. Je m'attachai à sa fortune. Au *Gaulois*, je signais Octave de Parisis, un des personnages de la *Comédie* d'Arsène Houssaye; au *Paris-Journal* j'adoptai le pseudonyme de Jean de Lutèce.

Un journal satirique, le *Nain Jaune*, publiait tous les mercredis des portraits à la plume sous ce titre : « Figures de cire », signés du pseudonyme de Curtius, qui dissimulait un journaliste jusque-là peu connu, M. Carle des Perrières; il s'est fait depuis un nom dans la presse. Je dînais un mercredi soir avec mon ami Georges de Heeckeren et M. de Goldstein à la Maison Dorée. La maison, aujourd'hui disparue, était alors dirigée par MM. Verdier frères, qui apportaient une telle courtoisie, une telle bonhomie dans leurs fonctions, qu'on les traitait plutôt en amphitryons qu'en restaurateurs. Georges de Heeckeren demanda naturellement

le *Nain Jaune;* c'était le plat du jour; il le lut, pas un muscle de son visage ne broncha, il me tendit le journal en me disant : « Lisez, mon cher Parisis, et digérez bien tout de même. » L'article était intitulé : « Le duc Jean ». Octave de Parisis était duc, le prénom de ma nouvelle signature était Jean. Il n'y avait pas d'erreur. Il n'y avait pas non plus de doute à avoir sur la tournure qu'il fallait donner à l'incident et je priai mon ami Georges de Heeckeren de vouloir bien être un de mes témoins.

Georges de Heeckeren était un type de bravoure légendaire. Il avait accompli mille exploits au Mexique, où il s'était engagé. Il devait les renouveler plus tard pendant la guerre de 1870. Il était taillé en force et en beauté comme un burgrave. Il avait de qui tenir : son père, le sénateur, était, avec le comte de Nieuwerkerke et les comtes Olympe et Onésime Aguado, parmi les beaux hommes du second Empire. Ses deux fils devaient plus tard le continuer.

Mon meilleur ami Henry de Pène, qui était aussi un superbe cavalier, voulut bien m'assister. Je paraissais tout petit, encadré entre ces

deux géants. Nous nous battîmes à l'île de Croissy. C'était là que se dénouaient toutes les querelles parisiennes, comme autrefois au Pré-aux-Clercs. Je cite de mémoire les duels les plus fameux : ceux de MM. de Cassagnac, aujourd'hui général; Gaston Jollivet, Feuillant, marquis de Modène, comte du Lau, Chapperon, Ollivier. Aussi Louis Leroy, le spirituel vaudevilliste, les avait-il appelés les *mousquetaires de Bougival*.

Ces mousquetaires, puisque mousquetaires il y a, étaient presque toujours accompagnés d'un médecin qui s'appelait Létendard, et Chavette, le joyeux chroniqueur, avait introduit dans son code du duel comique cet article : « En cas de contestation, on peut tirer sur le docteur Létendard. » Le dénouement de l'affaire fut moins gai. Nous devions chacun tirer deux balles au commandement. M. Carle des Perrières me raconta plus tard qu'il fut fort étonné de m'avoir manqué à la première balle; il se rattrapa à la seconde, que je reçus en pleine ceinture. On me crut mortellement blessé. Mes témoins dissimulèrent leur alarme,

et je me souviens que sur la barque qui nous ramenait au rivage, nous fredonnions l'air célèbre de l'opéra d'Hérold.

Je gardai le lit pendant un mois et la chambre pendant les deux mois qui suivirent. Je ne fus pas abandonné; mes deux témoins venaient me voir tous les jours. Ma situation de journaliste parisien et mondain m'avait ouvert les portes du monde élégant de cette époque. Aussi ma petite chambre du quatrième étage de l'hôtel de Florence, rue des Mathurins, semblait-elle une succursale d'un club à la mode : c'étaient Edmond de Lagrenée, fils de l'ambassadeur, diplomate lui-même, très répandu à cette époque; Raynald de Choiseul, Georges de La Brunerie, Antoine et Daniel de Espeleta, deux des cinq frères qui étaient venus s'installer à Paris, il y avait quelques années, où leur belle tournure et leur bonne grâce les avaient bientôt fait accueillir dans tous les milieux; leur table hospitalière et éclectique avait amené pour la première fois la fusion entre les hommes du monde et le monde du journalisme; c'étaient encore Xavier Feuillant, Masséna, avec lequel

je nouai des relations amicales que la mort seule a interrompues; Henri Cartier, Alexandre Duval, Gaston Jollivet, le comte Welles de Lavalette, Tomas y Caro, San Cesario, Jules de Divonne, Georges Manceaux, Edmond de Castries, que je retrouvai plus tard si vaillant, pendant le siège; Gaston de Saint-Maurice, un parfait gentleman qui avait deviné la vogue du bibelot; mon vieux camarade du Havre, Georges Bostrom, et enfin MM. Émile et Albert Abeille et Festugière, mes anciens condisciples de l'École de droit. On avait beaucoup d'esprit à ce moment-là, et du meilleur; j'aurais pu rédiger mon ancienne rubrique des échos sans sortir de ma chambre.

Ces visites espacées me laissaient de grands loisirs pour lire les livres nouveaux qui figurent aujourd'hui dans toutes les bibliothèques. C'était : de Dumas fils, *l'Affaire Clémenceau,* qui paraissait bien hardie pour l'époque; d'Ernest Feydeau, *Fanny,* un de nos premiers romans psychologiques; d'Octave Feuillet, *M. de Camors,* qu'on disait un livre à clef; de Laboulaye, *Paris en Amérique,* une œuvre qui nous fit connaître

pour la première fois le Nouveau Monde; *l'Ami Fritz*, d'Erckmann-Chatrian, dont les noms aujourd'hui doivent nous être doublement chers, et, enfin, un délicieux roman déposé un jour anonymement dans les bureaux de la *Revue des Deux Mondes* et dont on devait connaître plus tard l'auteur : *le Péché de Madeleine*. J'occupais aussi et surtout mes loisirs à lire et à étudier les journaux qui paraissaient à cette époque. Je m'approvisionnais pour l'avenir! Je ne choisissais pas, je lisais tout : *l'Union*, l'organe de la fidélité immaculée, de M. de Riancey; *l'Univers* de Louis Veuillot, qui venait de publier une très curieuse et très éloquente satire de son temps sous ce titre : *les Odeurs de Paris;* le *Courrier du Dimanche*, dont les tendances étaient nettement orléanistes et que rédigeaient Hervé, J.-J. Weiss, Alfred Assolant, John Lemoinne, Saint-Marc Girardin, Lanfrey, qui venait d'écrire un pamphlet de trois volumes sous le titre : *Histoire de Napoléon I^er^*; un grand écrivain, le comte d'Haussonville, le père de l'éminent académicien actuel, académicien lui-même, un des hommes à la parole la plus mordante, à la

plume la plus acérée que nous ayons connus; Target, Lambert de Sainte-Croix, Louis Teste, aujourd'hui et depuis vingt ans mon plus fidèle collaborateur au *Gaulois*, et qui déjà se distinguait par des qualités de style et de pensée vraiment exceptionnelles; Ranc y publiait des articles de critique dramatique; je lisais — déjà! — le *Journal des Débats*, où écrivait Prévost-Paradol, qui y était entré après avoir quitté le *Courrier du Dimanche*, supprimé en 1866 à cause d'un de ses articles et reparu en 1868. Avant de partir pour l'Amérique, il alla serrer la main à Louis Teste, au *Journal de Paris;* il causait lorsque, à la grande surprise de notre ami, il s'interrompit brusquement et, désignant un encrier qui était sur la table : « Enlevez ça, s'écria-t-il non sans quelque violence, enlevez ça, je ne veux pas le voir! » Déjà la neurasthénie le guettait.

Je lisais les deux journaux siamois : *le Constitutionnel* et *le Pays*, qui s'abritaient dans le même hôtel de la rue de Valois pour monter la garde autour de l'Empire autoritaire; le *Constitutionnel* repris avec succès par le docteur

Véron et qui, après avoir été dirigé longtemps par Paulin Limayrac, venait d'être confié à notre ami Robert Mitchell, un doyen de la presse, qui vibre encore aujourd'hui comme un conscrit, mais écrit comme un vétéran; et le *Pays*, dirigé par M. Granier de Cassagnac, ami personnel de l'Empereur, un orateur éloquent doublé d'un remarquable journaliste, ayant à ses côtés son fils Paul, qui, après s'être essayé brillamment dans certains journaux satiriques, venait d'aborder la carrière politique à laquelle il devait désormais vouer son tempérament, sa verve et son talent.

Bien jeune encore, mes yeux l'ont vu tenir tête avec un admirable sang-froid à une foule déchaînée; c'était le 2 février 1870. L'Empire libéral était en pleine lune de miel. Victor Hugo, fidèle à son serment, n'était pas rentré en France, mais il avait permis que son répertoire passât la frontière. On donnait *Lucrèce Borgia* à la Porte-Saint-Martin. Les républicains, les libéraux s'étaient donné rendez-vous pour acclamer l'exilé. Dès qu'ils aperçoivent Henri Rochefort à l'entrée du balcon, ils lui font une ovation. Paul

de Cassagnac vient d'entrer et de s'asseoir dans une loge de face; la salle entière l'accueille par des huées. Paul de Cassagnac se lève, se croise les bras et reste debout pendant tout le temps que dure le charivari; son attitude est si calme, si fière, qu'elle impose silence aux manifestants et la pièce peut commencer dans un grand silence.

Enfin le *Temps*, qui fut créé en 1861, était l'organe de la bourgeoisie éclairée et libérale. Son fondateur, M. Nefftzer, journaliste averti, s'était entouré d'écrivains de valeur : deux devinrent célèbres à des titres différents; le premier, qu'une rubrique mit en vedette : *les Comptes fantastiques d'Haussmann;* c'était Jules Ferry; le second s'appelait Scheurer-Kestner, il fut l'initiateur de l'affaire Dreyfus. Ce n'est qu'en 1870 que M. Nefftzer passa la main à notre doyen et maître à tous, M. Adrien Hébrard, qui a porté le *Temps* à une fortune inconnue jusqu'à lui.

En ce temps-là, Edmond About, qui jusque-là n'avait eu que des romans, d'ailleurs justement célèbres, se préparait à assumer la direc-

tion du *Soir*. C'était un écrivain de race et un journaliste d'un esprit rare. Son talent lui avait gagné des admirateurs, son esprit lui avait valu des ennemis, aussi se vengeaient-ils par mille traits; ils lui prêtaient, entre autres, ce propos : « On m'a tout offert, j'ai tout accepté, je n'ai rien reçu. »

On prétendait encore qu'un jour l'Empereur lui avait demandé s'il connaissait la langue espagnole :

— Pas encore, Sire, répondit Edmond About, qui depuis longtemps souhaitait un poste important dans la diplomatie.

Il se procure une grammaire et un dictionnaire espagnols et, quelques mois après, abordant le souverain :

— Sire, lui dit-il, je peux aujourd'hui parler l'espagnol.

— Ah! répondit l'Empereur un peu surpris, je vous en félicite.

— J'ai appris l'espagnol parce que l'Empereur m'avait demandé si je connaissais cette langue.

— Oui, oui, je me rappelle maintenant. Je

venais de lire *Don Quichotte* dans l'original et j'avais trouvé un grand plaisir à cette lecture.

Je feuilletais aussi la *Vie Parisienne* — titre qu'Offenbach emprunta pour l'une de ses meilleures œuvres. Le dessinateur Marcelin, qui venait de la fonder, y avait groupé une rédaction qui comprenait les meilleurs écrivains de son temps. Nul ne signait, car le journal était d'une hardiesse plutôt dangereuse et la justice, sous l'Empire, était beaucoup plus pudibonde qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle ne sait plus rougir.

Il me revient que la *Vie Parisienne* fut condamnée sévèrement pour un article de Feydeau où l'auteur de *Fanny* contait, sous une forme insuffisamment atténuée, la déconvenue d'une danseuse dont le maillot s'était déchiré en scène. Depuis cette époque, les maillots n'ont plus d'occasion de se déchirer; dans beaucoup de théâtres, ils ont disparu.

Quand je quittai la chambre où j'étais depuis si longtemps confiné, je me trouvai de nouveau sans emploi. La fortune n'avait pas couronné les efforts d'Henry de Pène, qui ne pouvait

même plus m'allouer les six cents francs de traitement mensuel avec lesquels j'avais quelque peine à vivre. Le *Soir* m'accueillit.

C'était un Anglais, Merton, qui subventionnait ce journal; il était fort joli garçon, dépensait royalement un patrimoine que la spéculation lui avait permis d'augmenter, mais qu'elle devait lui reprendre. Il connaissait admirablement la Bourse et ne craignait pas, au lendemain de la guerre, de prédire qu'à une époque fixée, précisée par lui, la Rente gagnerait le pair; il était sûr de son diagnostic et s'engagea à fond dans une spéculation qui devait tripler sa fortune. Malheureusement pour lui, Merton se trompa; la hausse prévue, annoncée par lui, se fit attendre six mois; complètement ruiné, Merton disparut dans un petit nuage de fumée, comme le vibrion de l'*Étrangère*.

Ce fut au *Soir* que Janvier de La Motte vint me chercher pour m'adjoindre, en qualité de secrétaire, au comité plébiscitaire.

J'ai raconté tout cela par ailleurs.

Pendant près de dix ans — jusqu'en 1879 — je ne collaborai à aucun journal; je m'entrete-

nais la main en allant voir tous les matins, vers sept heures et demie, Émile de Girardin, qui me montrait toujours une grande amitié. Il recevait, vêtu d'une sorte de froc, dans une chambre monacale où l'on gelait en hiver, car on n'y faisait jamais de feu.

Dès cinq heures du matin il était debout et se mettait au travail; il variait la forme de ses articles, rarement le fond, car il pensait que l'idée la plus simple ne pénètre pas du premier coup dans une cervelle humaine et qu'il fallait l'acclimater pour qu'elle produisît tout son effet. Sa besogne faite, il montait à cheval, s'occupait de ses affaires financières et, de la journée, ne reprenait la plume.

Après le mariage de son fils Alexandre avec Mlle Vimercati, il prit l'habitude de recevoir à dîner et à déjeuner; sa belle-fille faisait les honneurs de sa maison avec une grande affabilité. Rarement il allait au théâtre et d'habitude se couchait de fort bonne heure.

Quand j'entrais le matin chez Girardin, je me croisais le plus souvent dans l'antichambre avec le baron de Soubeyran, qui en sortait. Le

baron de Soubeyran était un financier fort avisé, doué comme Merton de facultés quasi divinatoires et que la fortune abandonna vers la fin de sa carrière. Lui aussi avait prévu la hausse de certaines valeurs; il s'était engoué non de la rente, mais des fonds égyptiens et hardiment il en acheta une énorme quantité avec les réserves et pour le compte du Crédit Foncier, dont il était alors sous-gouverneur. Cette opération n'étant pas autorisée par les statuts de cet établissement de crédit, on l'accusa d'avoir fait un usage illicite des sommes dont il avait la gestion, et, pour éviter des poursuites, il dut se résoudre à payer une indemnité considérable, que l'on peut évaluer à une douzaine de millions. Le baron de Soubeyran, qui avait remué des millions, est mort pauvre, il y a quelques années. C'est à son honneur.

Un matin, j'étais chez Girardin, quand on annonça M. Le Faure, député; discrètement je voulais me retirer; Girardin me retint :

— Restez, me dit-il, vous allez assister à une scène qui pourra vous être profitable.

M. Le Faure entra et prit une chaise :

— Je ne vous ai pas dit de vous asseoir.

— Cependant...

— Taisez-vous et écoutez-moi. C'est moi qui vous ai fait député, c'est moi qui vous ai fait nommer rapporteur du budget de la guerre; j'aurais fait de vous un ministre, mais hier vous vous êtes permis d'attaquer à la tribune le général de Cissey, la baronne de Kaula, qui sont mes amis. Eh bien, je vous déclare que bientôt vous ne serez plus rien, rien, rien...

M. Le Faure sortit sans répliquer et Girardin, se tournant vers moi :

— Retenez bien, me dit-il, ce que vous avez entendu.

Je l'ai retenu, mais je n'ai pas profité de la leçon; je n'ai pas l'humeur méchante et je n'ai jamais exécuté personne. On le sait. Je plains ceux qui en abusent.

Girardin s'était donc mis en tête de me faire acheter un journal. Je l'ai déjà écrit : c'était le but de mes efforts. Mais il ne lui plaisait pas que je risquasse dans une aventure tous les bénéfices que j'avais laborieusement acquis à la Bourse. Très obligeamment il me mit en

rapport avec un banquier, M. de Werbrouck, qui, de son côté, voulait donner plus d'extension à ses affaires en s'assurant le concours de quelques organes influents. Il avait déjà affermé le Bulletin financier du *Figaro*.

Après la rupture survenue entre mes deux amis de Pène et Tarbé, je n'avais pas cessé d'observer d'un œil presque paternel la fortune du *Gaulois*. Jusqu'à la guerre, son progrès avait été constant et non interrompu. La campagne de M. Angel de Miranda sur les affaires d'Espagne accentua son succès; cette campagne, on le sait, aboutit à la révolution militaire et à la chute de la reine Isabelle.

Le *Gaulois* s'était rallié au mouvement libéral qui provoqua la retraite de M. Rouher et l'avènement du ministère Ollivier. Il n'accueillit pas sans quelques regrets la démission de MM. Buffet, Talhouët et Daru, lorsqu'il fut décidé que les réformes constitutionnelles seraient soumises à la ratification du peuple; aussi, quand s'ouvrit la campagne plébiscitaire, le directeur du *Gaulois*, M. Edmond Tarbé, s'y rallia-t-il sans enthousiasme.

« Je laisserai tomber mon *oui* dans l'urne », écrivit-il dédaigneusement.

Cependant le ministère Ollivier avait perdu quelque peu de sa popularité parlementaire par la retraite de MM. Buffet, Talhouët et Daru. M. Buffet était un esprit judicieux, prudent, et sa présence au ministère des finances, qu'il avait dirigé sous la république, donnait toute satisfaction à nos grands financiers. M. Daru avait beaucoup d'autorité dans le monde diplomatique et sa parfaite connaissance des questions extérieures, ses relations avec les hommes d'État étrangers, offraient à notre pays de sérieuses garanties pour la paix générale de l'Europe.

Le marquis de Talhouët, qui avait accepté le ministère des travaux publics, s'était fait une excellente situation au Corps législatif; redevenu simple député, il fut chargé du rapport sur les crédits de la guerre, à la veille des hostilités; il soutint avec une ferme éloquence les projets de loi suivants :

1° Crédit de 50 millions pour le ministère de la Guerre; 2° crédit de 16 millions pour la marine; 3° mobilisation de la garde mobile;

4° autorisation d'engagements pour la durée de la guerre. Ces divers projets furent adoptés à la séance du 15 juillet 1870.

Certes, M. de Talhouët était complètement irresponsable des événements que provoqua la guerre entre l'Allemagne et la France; dans son ardent patriotisme, il ne pouvait cependant se consoler de la part indirecte qu'il y avait prise. Je le vis plusieurs fois avant la guerre, quand j'étais au journal *le Soir*, et la dernière fut à l'occasion du mariage de sa fille. C'était un gentilhomme de belle allure, et d'une absolue simplicité. On sait qu'après le Quatre-Septembre, il avait noblement renoncé à la vie publique, estimant que tous ceux qui avaient participé, même indirectement, au grand effondrement de 1871, devaient disparaître de la scène.

Ce fut le duc de Gramont qui prit la succession du comte Daru au quai d'Orsay. Il quittait l'ambassade d'Autriche qu'il avait occupée avec une rare distinction pendant quelques années. A Vienne, il avait appris la haine de la Prusse, et l'espoir des patriotiques revanches. Je me rappelle avoir entendu dire : « Si jamais Gra-

mont est ministre, nous aurons la guerre. » Il fut ministre et nous eûmes la guerre. Une seule fois je l'ai vu à la tribune : c'était au cours d'une séance décisive. Il avait la mine haute et le verbe puissant. Plus tard, en 1872, ayant appris que je me rendais à Chislehurst, il me fit prier de remettre, en mains propres, à l'Empereur, le premier exemplaire du volume dans lequel il justifiait son action diplomatique. Je remplis fidèlement ma petite mission : l'Empereur me chargea de remercier le duc de Gramont de son aimable pensée.

Pendant le premier siège, Edmond Tarbé ne quitta point Paris, mais la Commune le fit émigrer à Bruxelles, où il transporta son journal. Cet exode ne nuisit pas à la fortune du *Gaulois,* dont le tirage atteignit et même dépassa le chiffre de 100 000 exemplaires. Il revint à Paris quand les troupes de Versailles y rentrèrent, mais il ne retrouva pas le succès d'autrefois; la cause impérialiste à laquelle Tarbé demeurait attaché avait perdu toute popularité, les abonnés se retiraient et Tarbé se décourageait. Cette situation me fut révélée par l'un des prin-

cipaux rédacteurs du *Gaulois*, Jules Richard, que je rencontrais chez M. Rouher.

Après la guerre, M. Rouher était rentré à Paris, où il habitait, rue de l'Élysée, un petit hôtel qui appartenait à l'Impératrice. Le vice-Empereur, qui avait assumé la direction du parti bonapartiste, recevait tous les soirs les amis demeurés fidèles; c'étaient des réunions intimes sans luxe, sans apparat : Mme Rouher, la marquise de La Valette, sa fille aînée, Mlle Rouher en faisaient les honneurs. M. Rouher prenait peu de part à la conversation, il faisait des patiences ou jouait au bésigue lorsqu'il trouvait un partenaire digne de lui. C'était généralement M. Charles Abattucci, le passionné et vibrant député d'Ajaccio, ou encore M. Cottin, l'ancien chef de son cabinet, alors qu'il était ministre d'État, et qui s'était montré un des membres les plus distingués du Conseil d'État. M. Cottin était le père d'une des femmes les plus appréciées de la société, Mme Frédéric Masson, et, par conséquent, le beau-père de notre éminent collaborateur, M. Frédéric Masson.

De temps à autre et sans interrompre la partie, il se mêlait à la discussion par un mot, une appréciation ou une rectification toujours très brève. M. Rouher était à peu près chauve; il dissimulait sa calvitie en ramenant sur le sommet de son crâne les mèches très longues, qu'il enroulait avec beaucoup d'art, mais qui se montraient parfois rebelles, surtout quand le vice-Empereur était à la tribune. On voyait alors sa mèche unique se détacher du crâne, se détacher lentement et finalement retomber jusque dans le dos.

A dix heures, on servait invariablement du tilleul et des gâteaux à la crème. M. Rouher, qui avait sur toutes choses des idées très arrêtées, considérait le thé comme un excitant nuisible produisant sur le cerveau de très fâcheux effets.

Mlle Rouher se mettait quelquefois au piano; Henri Chevreau, le dernier ministre de l'intérieur de l'Empire, fidèle entre les fidèles, lui tournait les pages. Mme Rouher poussait un soupir résigné, car elle avait conservé le souvenir attendri des maîtres de sa jeunesse, tandis

que Mlle Rouher témoignait un mépris profond aux musiciens de l'École italienne et même française. En littérature comme en musique, elle faisait montre d'une certaine hardiesse de goût et d'une remarquable compréhension; les lectures les plus ardues ne la rebutaient pas et les obscurités de certaines l'attiraient en obligeant son cerveau à un effort soutenu. Elle apprit le polonais et bientôt elle put traduire des romans que publiait avec grand succès un grand journal de Varsovie. Mlle Rouher, devenue baronne de Baulny, a publié des romans qui ont rencontré ici même des éloges mérités.

Mme de La Valette se plaisait mieux aux élégances de son temps; jolie femme, elle aimait la vie et jouissait de l'admiration discrète que provoquaient ses charmes et son esprit. Et quand elle devait croire qu'elle avait fixé le bonheur dans sa maison, une effroyable catastrophe anéantit de la façon la plus tragique toutes les joies de ceux qui l'aimaient. Une étincelle tombée sur sa robe et la pauvre femme, brûlée vivante, mourut dans les plus atroces souffrances!

M. Rouher fréquentait peu les bibliothèques. Et qu'avait-il besoin de lire? Son cerveau était encyclopédique et l'on a pu dire de lui ce que l'on disait de Pic de La Mirandole, qu'il savait « toutes choses connues et aussi quelques autres ». Jamais il ne préparait ses discours, tout au moins la plume à la main, et son gendre, le marquis de La Valette, m'a conté comment il avait conçu en quelques instants le plan, la forme, le développement de son plaidoyer en faveur du libre-échange. Lorsque l'Empereur, séduit par les théories de Cobden, voulut doter la France d'un régime économique nouveau, il fit appeler M. Rouher, qui était à cette époque très protectionniste.

C'était quelques heures avant la séance où devait s'ouvrir le débat sur la question du libre-échange; le ministre d'État discuta longuement avec le souverain; finalement, ce fut le souverain qui convainquit le ministre, et M. Rouher, parti de chez lui protectionniste, était libre-échangiste en quittant les Tuileries. C'est dans la voiture qui le conduisait au Corps législatif qu'il composa les grandes lignes du discours

où il allait défendre les idées de l'Empereur.

Le marquis de La Valette avait conservé le brouillon du discours où son beau-père devait exposer ses propres sentiments. M. de La Valette est mort. Il serait intéressant de savoir ce qu'est devenu ce précieux brouillon.

Autre exemple de sa prodigieuse facilité. On sait qu'après la guerre le Parlement s'était réfugié à Versailles; j'y accompagnais un jour M. Rouher. En entrant à la Chambre, il eut la surprise d'entendre le duc d'Audiffret-Pasquier prononcer contre l'Empire un admirable réquisitoire, qui provoqua sur tous les bancs de la majorité un véritable enthousiasme. On se rappelle encore la virulente apostrophe : « Varus, rends-nous nos légions. » La salle entière acclama l'orateur. M. Rouher ne s'attendait pas à cette catilinaire, il n'y était pas préparé; cependant, quand le duc d'Audiffret-Pasquier eut terminé son discours, il demanda la parole et ce jour-là, et aussi le lendemain, il présenta devant une Chambre vibrante et hostile la défense du régime qu'il avait servi; il parla longuement, n'oubliant ni un fait, ni une date, ne

concédant rien, revendiquant même, pour un homme que cependant il n'aimait point, M. Clément Duvernois, l'honneur d'avoir rendu possible la défense de Paris en l'approvisionnant en temps utile.

J'ai dit que j'avais rencontré Jules Richard chez M. Rouher, et qu'il ne m'avait pas dissimulé l'état d'âme de son directeur; il m'invita de la façon la plus pressante à engager des négociations avec Edmond Tarbé pour acquérir le *Gaulois;* je l'écoutai et je pris jour avec Edmond Tarbé pour entamer des pourparlers. Ils furent assez longs. On a grand'peine à se séparer d'un enfant qu'on a élevé. La nécessité fut plus forte, et Edmond Tarbé consentit à me louer le *Gaulois,* avec promesse de vente.

La veille du jour où je devais signer, je réunis à dîner Émile de Girardin, le général Fleury, le comte de Camondo, le marquis de La Valette — tous morts aujourd'hui — et Félix Duquesnel, Dieu merci, bien vivant; ils s'accordèrent à me conseiller de hâter la négociation projetée et gravement on but à la prospérité du *Gaulois*. Le toast lui a porté bonheur.

J'ai raconté ailleurs que j'avais pris possession de la direction de ce journal le jour même où mourut le Prince impérial, et que je m'étais rallié naturellement au Prince Napoléon, désigné comme héritier de l'Empire par le plébiscite de 1870; je ne pouvais guère soupçonner qu'il changerait brusquement son rôle et renierait ses titres : j'avais en effet toujours sous les yeux une scène qui avait vivement frappé mon imagination. Aux funérailles de Napoléon III, en avant du cortège, un homme de haute stature se tenait à côté du Prince impérial, le bras sur son épaule, comme s'il prenait devant le cercueil l'engagement solennel de le protéger et de le défendre. C'était touchant.

Dugué de La Fauconnerie, qui jouait à cette époque un rôle important, me fit l'honneur de me présenter au Prince Napoléon qui, je l'avoue, me séduisit dès la première entrevue. Ce qu'il me dit me surprit un peu cependant :

— Voyez-vous, jeune homme, la forme du pouvoir n'importe guère. C'est au *pouvoir* qu'il faut s'attacher. Et, en prononçant le mot de pouvoir, sa voix s'enflait comme un tuyau

d'orgue. Ce n'était plus un César déclassé, comme l'avait appelé Edmond About, c'était un César attendant son Suétone.

Causant avec un de mes amis, qui m'a rapporté la conversation, il expliquait ainsi sa conception :

« Quand une femme du monde consent à vous aller voir dans votre garçonnière, le plus souvent elle vous fait promettre que vous la respecterez comme une sœur. Vous promettez, vous jurez même, au besoin; mais si vous étiez assez niais pour vous montrer fidèle à cet engagement, elle ne vous le pardonnerait jamais. Eh bien, j'invite la République à venir dans ma garçonnière. Comprenez-vous? »

Lorsque je pris la direction du *Gaulois,* encore tout jeune, ma fortune me grisa tout d'abord. Je ne me contentais pas de croire à mon étoile — je la voyais déjà dans mon assiette, comme il advint au principal personnage des *Pilules du Diable.* Je n'avais pas assez de calme et de patience. Je croyais plus à mon intelligence qu'à mon bonheur et j'attribuais à mes seuls mérites ce qu'en partie, tout au

moins, je devais à la chance. Je me suis assagi depuis. Les vicissitudes m'y ont aidé.

Me voilà donc à la tête d'un grand journal dont la rédaction s'était un peu dispersée. Il fallait meubler la maison et, pour m'exprimer plus simplement, former une rédaction qui assurât le succès du *Gaulois* et accrût son autorité.

Tout d'abord, je pris au *Figaro* son collaborateur le plus utile, Cornély, que j'élevai à la dignité de rédacteur en chef. Mais à ce colonel il fallait des officiers; d'abord je m'empressai de conserver les meilleurs parmi les collaborateurs qu'avait su attirer ou former mon excellent ami Edmond Tarbé : Auguste Vitu, de la race des vrais journalistes, apte à traiter toutes les questions avec un égal talent et une égale compétence; Francisque Sarcey, qui devait continuer la tradition de ses devanciers Janin, Fiorentino, Gautier et Saint-Victor ; M. de Fourcaud, le critique si fin, qui n'a pas fait déchoir la chaire des Beaux-Arts où il a succédé à Hippolyte Taine; Ernest Daudet, un érudit et un lettré; Arsène Houssaye, qui avait écrit *le 41e Fauteuil* et à qui l'Académie eut le

tort de refuser le 40e; enfin d'excellents chroniqueurs élevés à l'école des Aurélien Scholl, des Villemot et des Wolff : Poupart-Davyl, l'auteur d'une comédie, *la Maîtresse légitime,* qui eut un grand succès; Émile Blavet, Montjoyeux et Fervacques, un *mondaniste,* qui précéda les *Mondanités;* Paul Ferrier, un observateur délicat, un humoriste bienveillant; Raoul Toché, qui devait écrire sous le pseudonyme de Frimousse d'étincelantes fantaisies et dont le rire éclatant devait s'éteindre dans un sanglot suprême. Ensuite je m'appliquai à former une troupe de choix et, au risque d'éprouver fâcheusement ma modestie, je dois reconnaître que je montrai dans l'accomplissement de cette tâche un certain discernement, car j'appelai au *Gaulois* des écrivains dont la renommée encore incertaine est devenue, depuis, des plus éclatantes.

Paul Bourget tenait le « département » de la chronique. Au *Parlement,* fondé par M. Ribot, il écrivit ses premiers articles; c'est là que j'allai le chercher; puis Mme Adam, charmée par cette prose si ferme, cette pensée si originale, cette abondance d'idées toujours présentées sous une

forme élégante, l'attacha à la *Nouvelle Revue,* où il publia son premier roman, on sait avec quel succès.

Maupassant, qui atteignit la gloire en dédaignant l'Académie, me donna ses premiers contes; Ganderax, d'abord collaborateur de M. Ribot, continua ses débuts au *Gaulois* où la *Revue des Deux Mondes* le découvrit et se l'annexa. Depuis, il a fondé, avec M. Lavisse, la nouvelle *Revue de Paris,* qu'il dirige toujours avec autorité, mais il ne saurait oublier — nous non plus — les années de sa jeunesse où il démontrait, dans ses chroniques du *Gaulois,* sa connaissance de la vie comme, plus tard, sa science du théâtre dans ses remarquables critiques de la *Revue des Deux Mondes*. C'est aujourd'hui notre collaborateur et ami M. René Doumic qui tient à la *Revue* le sceptre des Planche et des Sainte-Beuve. Sa critique fine et pénétrante, son goût si sûr, sa langue impeccable et élégante lui ont ouvert les portes de l'Académie où il siège auprès de son directeur, M. Francis Charmes, un journaliste dont la presse s'honore justement. Pendant quelques années Paul Hervieu

ne connut que notre maison. Il fut l'une des plus précieuses parures du *Gaulois,* mais se laissa attirer par le théâtre où il conquit, en pleine jeunesse, un fauteuil à l'Académie française.

Grosclaude et Capus formèrent, pour le plus grand profit de notre journal, une association qui fut des plus heureuses; ils signaient Dupuis et Cotonnet, et sous ce double pseudonyme, publièrent d'exquises fantaisies.

Je m'attachai successivement deux jeunes journalistes qui eurent depuis des fortunes diverses : Alfred Edwards et Octave Mirbeau. On connaît la carrière de M. Mirbeau, qui fut d'abord mon secrétaire.

Alfred Edwards fut le créateur du journal *le Matin;* il le conçut, l'agrandit, le développa, et, pour me servir d'une expression qui n'est plus guère à la mode, il le lança. Depuis, le succès du *Matin* est allé grandissant.

Le *Gaulois* fut donc une sorte de Conservatoire où se révélèrent — s'ils ne s'y formèrent — quelques grands ténors du livre et du journal. Je l'avais transformé; il lui fallait cette consécration judiciaire que le gouvernement accorde

toujours aux journaux dont il redoute l'opposition. Elle ne lui fit pas défaut.

Le prince Napoléon tournant décidément le dos à l'Empire, dont il était le seul représentant, je ne pouvais faire mieux que l'imiter; il était devenu nettement républicain, je demeurais dynastique, et comme à ce moment précis le général de Charette donnait un banquet royaliste à Chamans, le *Gaulois* en rendit compte de telle façon que le parquet voulut l'englober dans les poursuites engagées à propos de cette manifestation.

Mais en ce temps le bon sens n'avait pas encore complètement dévasté les cervelles officielles : le procès fut abandonné. Le *Gaulois* cependant eut sa revanche, et son principal rédacteur, Cornély, comparut en police correctionnelle pour avoir traité sans ménagements le tribunal des conflits : on lui alloua dix jours de prison. Pendant ces dix jours, Cornély se croisa les bras, voulant, disait-il, profiter des loisirs que lui faisait la justice pour se reposer. Quand il entra en prison, le *Gaulois* était encore bonapartiste; lorsqu'il en sortit, le journal avait ac-

compli son évolution vers la royauté. Cornély ne s'en étonna ni ne s'en émut. Il reprit sa plume, mit au service de la Monarchie le talent qu'il avait dépensé au profit de l'Empire. Il ne me demanda d'ailleurs aucune explication.

M. de Werbrouck, qui était le plus fort actionnaire du *Gaulois*, estimant sans doute que j'avais choisi la Royauté comme étant le plus court chemin de l'Empire à la République, ne me dissimula pas l'intérêt majeur qu'il avait à ce que le *Gaulois* s'y ralliât au plus vite. A ce moment Gambetta, qui était tout-puissant, patronnait le scrutin de liste. M. de Werbrouck pria le vaillant député de La Réole de cette époque, M. Robert Mitchell, qui avait l'oreille du dictateur, de solliciter pour moi une entrevue; Gambetta accorda immédiatement l'audience demandée. Je refusai de le voir, je refusai de soutenir le scrutin de liste, je refusai de déserter la cause que j'avais librement adoptée. M. de Werbrouck réunit les actionnaires du *Gaulois*. Je fus révoqué et expulsé *manu militari*. Ce jour-là je sacrifiai allégrement une situation considérable. Je n'ai fait que mon devoir; j'en tombe d'accord. J'ai tenu

simplement à le rappeler à une heure où certaines gens font semblant de l'ignorer ou de l'avoir oublié.

Jules Simon, aidé par M. de Cyon, un Russe fort distingué, se chargea de conduire le journal vers de nouvelles destinées, mais les lecteurs du *Gaulois* ne pouvaient s'accommoder de la république, même présentée par un charmeur comme l'était Jules Simon. D'autre part, M. de Werbrouck commanda à Émile Zola un roman moral, honnête, un de ces romans qui doivent rester sur la table des familles. Zola promit tout ce qu'on exigeait de lui; on le paya d'avance et, en donnant son reçu, il livra *Pot-Bouille*. Ce roman malpropre et particulièrement obscène faillit porter le dernier coup au journal.

La destinée me devait une revanche. Elle m'en donnera d'autres. Un an s'était à peine écoulé qu'on revenait à moi — j'étais, paraît-il, le terre-neuve qui devait, une seconde fois, ramener à la rive le *Gaulois* en train de se noyer. On vint me chercher au *Paris-Journal,* que je venais d'acheter et que je dirigeais avec Henry de Pène, et je fis une rentrée triomphale

dans mon ancienne maison, que je n'ai plus quittée depuis plus de trente années. C'était en 1881. Je n'avais pas trente-six ans.

Je fusionnai les deux journaux et, de ce jour jusqu'à sa mort, Henry de Pène fut plus que mon collaborateur, ce fut mon associé; nous travaillions à la même heure, sur le même bureau à deux faces.

A la place considérable que je lui attribue légitimement dans ces pages sincères, on peut mesurer celle qu'il a occupée dans ma vie. J'ai dit qu'il avait fait mon instruction littéraire et qu'à son contact familier j'avais pu me constituer une sorte d'éducation qui m'avait totalement manqué jusque-là; j'ajouterai que si je suis resté vivant et debout dans la crise terrible que je dus subir, c'est à son amitié inébranlable que j'en suis redevable. Une minute d'hésitation, une seconde de défaillance et il ne me restait plus qu'à disparaître!

M. Édouard Drumont avait reproduit dans la *France juive* l'article de Carle des Perrières paru dans les « Figures de cire », sous ce titre : *Le duc Jean;* je lui envoyai des témoins. Henry

de Pène était fort ému. Il me cachait, mais ne se dissimulait pas qu'une rencontre à l'épée avec Édouard Drumont avait toute chance de se terminer tragiquement, car celui-ci, très courageux, très fougueux, se jetait sur son adversaire sans montrer le moindre souci de sa propre défense et avec lui on pouvait toujours appréhender le coup fourré.

Et, en effet, les choses se passèrent à peu près comme Henry de Pène les avait prévues.

Après plusieurs engagements, nous en vînmes à un corps à corps que les témoins n'eurent pas le temps d'arrêter; nous étions à ce point rapprochés que j'avais perdu en quelque sorte la liberté de mes mouvements. Je ne sais comment il se fit qu'à un moment donné je saisis instinctivement avec la main gauche l'épée de mon adversaire qui me cherchait à la portée de ma main qui était ballante; en même temps mon épée, qui fourrageait entre ses deux jambes, le blessa grièvement. C'est le souvenir le plus douloureux de ma vie.

Quand je rentrai au *Gaulois*, je racontai à

Henry de Pène, qui m'attendait anxieusement, les phases de la rencontre, sans en rien atténuer. Henry de Pène m'écouta, puis silencieusement m'attira sur sa poitrine et m'embrassa longuement. La rédaction entière du *Gaulois*, forte de cet exemple, se serra autour de moi. Je sentis que j'étais sauvé.

Devant le bruit soulevé par cette rencontre, la justice fut saisie. Le tribunal, qui eut à connaître de l'affaire, estima que ma rencontre avec Édouard Drumont avait eu le caractère d'un « combat au couteau » plutôt que d'un duel ordinaire. Je fus condamné à deux cents francs d'amende; c'était l'acquittement. Ce jugement n'effaça pas à mes yeux l'incorrection qui m'était reprochée; j'en éprouvai un tel chagrin que mon existence en fut complètement changée; dès ce moment je renonçai aux occupations qui jusque-là prenaient le meilleur de mon temps; je me repliai sur moi-même, je travaillai et ce fut pour moi le résultat heureux, inattendu, d'un duel dont je conserve encore le souvenir attristé. Je m'étais mûri pour les luttes de la politique; le Boulangisme, qui était immi-

nent, allait me fournir l'occasion de m'éprouver moi-même.

Depuis, des campagnes communes m'ont rapproché d'Édouard Drumont. J'ai appris à le connaître, j'ai pu admirer en lui un des plus grands écrivains de notre époque — un précurseur, qui est resté un apôtre — et je n'en éprouve que plus de regrets de l'avoir blessé dans les circonstances que je viens de rapporter fidèlement.

La mort de mon meilleur ami, je ne pourrai jamais l'oublier, et la douleur qu'elle me cause persiste encore, malgré tant d'années écoulées. Brusquement, en quelques jours, de Pène fut enlevé au moment où il venait d'obtenir deux succès avec deux romans, *Trop belle* et *Née Michon,* à la veille du jour tant souhaité où l'Académie lui aurait ouvert ses portes.

Ce fut pour moi un cruel chagrin. Je perdais un collaborateur aimé, avec qui, pendant sept ans, j'avais travaillé quotidiennement dans le même bureau, à la même table. La douleur produit quelquefois d'étranges effets. Ma calvitie remonte à une époque si lointaine que je ne me souviens plus d'avoir eu des cheveux; et

cependant, encore aujourd'hui, le moindre courant d'air m'enrhume et j'évite soigneusement toute impression de froid; eh bien! au mois de janvier, cependant, par une température des plus rigoureuses, j'ai suivi, tête nue, le cercueil d'Henry de Pène de la rue Taitbout à la Madeleine, et de la Madeleine au cimetière Montmartre, sans en être le moindrement incommodé. Pas un instant, je n'ai eu froid. Il ne faut pas nier l'auto-suggestion : on ne souffre que quand on veut bien souffrir.

Je restais seul pour diriger le journal. A ce moment précis, le *Clairon,* qu'avait fondé Cornély après notre expulsion du *Gaulois,* donnait des signes certains d'une fin prochaine; je le recueillis comme j'avais recueilli le *Paris-Journal* et Cornély reprit sa place et ses fonctions. Je le chargeai de l'article quotidien que l'on appelait alors l'*Éditorial* et, chaque jour, il rédigeait une chronique.

Lorsqu'il nous quitta, ce fut un journaliste de grand mérite, un de ces rares écrivains dont j'ai parlé qui peuvent improviser un article, M. Robert Mitchell, qui recueillit une partie de

sa succession et nous fournit une collaboration qui ne fut plus interrompue.

Personnellement, j'ai été mêlé à tous les grands drames politiques de mon temps; j'ai dit plus haut comment j'avais été mêlé au panamisme et au boulangisme, et quelle avait été mon attitude au cours du procès Dreyfus. Mes campagnes n'ont pas été toujours favorables aux intérêts du *Gaulois*. J'espère que mes actionnaires m'ont pardonné. Beaucoup de royalistes étaient nettement hostiles à Boulanger; je perdis à cette époque plus de neuf cents abonnés. Tous les juifs étaient partisans de l'innocence de Dreyfus. Plus d'un millier d'entre eux m'ont abandonné, qui ne sont pas revenus; ce sont des chiffres, ce n'est donc presque rien. Ce qui m'attriste bien autrement, c'est la perte d'affections, semées au cours du chemin, dans les batailles d'hier et dans celles d'aujourd'hui. Toujours d'accord avec moi-même, je me suis attaché à la poursuite de l'idéal conservateur, ce qui, en un temps où dominent les idées révolutionnaires, me condamnait naturellement à de successives déconvenues. Je suis et resterai un contre-

révolutionnaire. Je n'ai pas à redire les motifs qui m'avaient déterminé à rechercher le triomphe des principes d'hérédité, d'autorité et de réconciliation nationale avec les représentants de la monarchie traditionnelle, lorsque l'héritier des Bonaparte renonça volontairement à son rôle dynastique. C'est ce qui m'a permis d'assister successivement aux obsèques de Napoléon III, du Prince impérial, de Monsieur le Comte de Chambord, de Monsieur le Comte de Paris : quatre morts qui furent fatales à la France, puisqu'elles permirent à la république, dégagée de toute inquiétude, de commettre, dans l'impunité absolue, toutes les fautes et tous les crimes dont nous souffrons, dont nous mourrons peut-être.

*
* *

Je me souviens qu'un jour, me disposant à me rendre à une audience que j'avais eu l'honneur d'obtenir de Monsieur le Comte de Paris, j'allai voir le général Fleury, qui m'avait toujours témoigné beaucoup de sympathie depuis la première visite que je lui fis lorsqu'il habitait

le Louvre, dans la cour Caulaincourt. Il était alors grand écuyer; il ne quitta le Louvre que pour aller représenter la France en Russie, en 1870.

C'est à Saint-Pétersbourg que vinrent le surprendre brusquement l'annonce de la candidature Hohenzollern, les négociations avec la Prusse et le coup de la dépêche d'Ems. Le général jouissait d'un grand crédit auprès de l'empereur Alexandre; mais les événements se précipitèrent avec une rapidité si foudroyante qu'il ne put ni essayer de gagner à la France les sympathies de la Russie, ni tenter de contrarier celles qu'il sentait s'éveiller et se développer au profit de nos ennemis. Il demanda à être relevé de son poste pour prendre du service. On lui répondit que sa vraie place de combat était en Russie. Il ne s'en consola jamais.

« Voyez-vous, me disait-il un jour, c'est un grand malheur que je n'aie pas été aux côtés de l'Empereur à Sedan, l'Empereur souffrait tellement que c'est à peine s'il pouvait se tenir à cheval; en tout cas, il n'aurait pas pu charger. Impassible, il attendait la mort qui fauchait son

état-major et ne voulut pas de lui. Je l'aurais attaché à son cheval et, le tenant par la bride, tout droit devant nous, nous serions allés à la mort, comme pendant dix-huit ans nous étions allés à la joie et au triomphe. Que n'étais-je là? Nous aurions ajouté une page à la légende. Tous les Napoléons ne peuvent pas finir à Sainte-Hélène. »

J'annonçai donc au général ma visite à Monsieur le Comte de Paris. Le général n'oubliait pas qu'il avait failli être aide de camp du Duc d'Aumale. Il me chargea de présenter ses respectueux hommages à Monsieur le Comte de Paris.

— Dites au Prince, ajouta-t-il, que s'il faisait au bonapartiste impénitent que je suis le grand honneur de lui demander un conseil, je lui donnerais simplement celui de chausser les bottes du Prince impérial.

Chausser les bottes du Prince impérial! Il semblait évidemment au général Fleury qu'un tel conseil ne pouvait déplaire au grand Prince qui avait, on le savait, la clarté de tous les devoirs, la compréhension de toutes les réalités.

Le général Fleury se souvenait que Monsieur le Comte de Paris, en allant saluer à Frohsdorf le « Représentant de la Monarchie », avait entendu renouer la chaîne de la tradition, interrompue depuis 1830, mais que plus tard, en admettant le principe du plébiscite *consécrateur*, il s'était incliné devant le dogme moderne de la souveraineté nationale. Il pouvait donc souhaiter au Prince de réunir, dans sa personne royale, les deux forces directrices du monde : le droit et le nombre, — le nombre qui reconnaît le droit, comme l'a dit excellemment Monsieur le Comte de Paris, mais ne le crée pas.

Quel magnifique spectacle offrirait une monarchie dont les racines, depuis des siècles, seraient inébranlablement attachées au sol de la patrie, tandis que ses jeunes rameaux s'éclaireraient aux feux du grand soleil populaire, une monarchie que tous les Français réconciliés, sans distinction d'origine ou de religion, accepteraient précisément parce que, se confondant avec la France elle-même, elle aurait la force de résister aux fluctuations de l'opinion publique!

Une telle monarchie, faite de tolérance et de justice, pourrait seule nous assurer le relèvement national sans être obligée, pour durer, de subir cette formule si dangereuse : « Tout pour le peuple, tout par le peuple. » Tout pour le peuple, oui, car c'est le programme commun à tout gouvernement de braves gens; tout par le peuple, non, car c'est une utopie, forgée par ses pires adversaires, pour le berner et l'asservir. Le peuple est un grand enfant qu'il faut protéger contre ses propres caprices, contre ses trop fréquents entraînements. Cet enfant terrible — l'histoire nous l'enseigne — est prompt à casser son jouet pour voir ce qu'il y a dedans.

En ce moment-ci, regardez bien à travers les morceaux de son joujou, et vous verrez que ce qu'il y a au fond, c'est le suicide!

*
* *

Il me fallait beaucoup d'activité, on le concevra sans peine, pour meubler de menus faits ou de grands événements les trois colonnes qui

m'étaient réservées chaque jour dans le *Gaulois*. Aujourd'hui la rédaction d'un journal est divisée en plusieurs « rubriques », compartiments distincts les uns des autres et sur lesquels divers chefs ont mission de veiller. Tout était alors confondu et je devais seul accomplir cette tâche aussi absorbante que délicate; le programme de mes journées, comme celui de mes soirées, ne laissait pas que d'être fort chargé. En me les remémorant, je veux faire passer sous les yeux du lecteur — ainsi que l'on déroule le mince rouleau d'un cinématographe de salon — une rapide évocation de l'existence parisienne à la fin du second Empire.

Alors Paris, le Paris élégant, ne vivait pas le matin. On veillait volontiers, on se couchait fort tard et on se levait de même, car le sport n'était pas à la mode : on ignorait le tennis et à plus forte raison le polo et le golf encore plus modernes. J'aurais donc eu la facilité de consacrer au repos mes matinées, au moins jusqu'à onze heures, si je n'avais été tenu d'assister fort ponctuellement aux grands enterrements et aux grands mariages. J'aurais man-

qué à tous mes devoirs, par exemple, si je n'avais pas vu défiler le cortège qui mena à sa dernière demeure le baron James de Rothschild, un des cinq personnages qui portaient à cette époque, dans les cinq grandes capitales, ce célèbre nom de finances. Le baron James était d'autant plus connu à Paris qu'il avait beaucoup d'esprit, et un esprit très fin; sur les boulevards, ses mots étaient aussi légendaires que sa bienfaisance était notoire. Quelque temps avant sa mort, il avait, pour quatre millions cinq cent mille francs, acheté le château Laffitte. Naturellement, on parla beaucoup de cette acquisition, mais plus encore d'un autre événement : la réconciliation de M. de Rothschild avec l'Empire, dont le souverain fut même l'hôte à Ferrières — réconciliation d'autant plus remarquable que l'on savait le baron très sincèrement orléaniste et que la reine Amélie avait toujours témoigné pour Mme de Rothschild les plus flatteurs sentiments d'affectueuse sympathie.

Encore moins que l'enterrement du baron James, je n'ai oublié les funérailles de Rossini :

celles-ci m'ont laissé une profonde impression d'art, une des plus vives qu'il m'ait été donné de ressentir. La cérémonie avait lieu à la Trinité; la Patti et l'Alboni y chantèrent le *Stabat Mater*. Dans le vaste vaisseau de l'église récemment construite, ces deux voix incomparables, qui se mêlaient harmonieusement, firent entendre des accents d'une beauté presque surnaturelle.

*
* *

Le *Gaulois* n'était pas encore fondé lorsque fut célébré, à l'hôtel des *Missions étrangères*, le mariage sensationnel de Mlle de La Rochefoucauld, fille du duc de Bisaccia et de Mlle de Polignac, avec le duc de Luynes, qui devait tomber en héros à Patay. Aussi parmi les mariages auxquels j'assistai, c'est celui du prince Achille Murat dont j'ai conservé le plus vivant souvenir. Cousin de l'Empereur, Achille Murat, qui s'était engagé, avait brillamment gagné ses épaulettes. Ce soldat si vaillant était un des plus jolis hommes que j'aie connus. Le sang des Murat se mariait en lui au sang pur d'une

belle race américaine : sa mère appartenait à une famille écossaise, les Fraser, qui, après la chute des Stuart, avait été chercher un refuge dans l'Amérique du Nord.

Achille Murat épousait une princesse de Mingrélie, aimable et gracieuse entre toutes. Je crois voir encore le carrosse qui amena à l'église la jeune épouse, un carrosse somptueux, à l'ancienne mode, et orné par derrière de deux grands diables de valets de pied, coiffés de bicornes, et qui tenaient en main deux cannes interminables. Ce carrosse de conte de fées devait être conduit, comme il convenait, par un cocher énorme, quelque chose comme un Falstaff du fouet. La veille du mariage, le cocher tomba malade et mourut. Il ne fallait pas songer à le remplacer. Alors, le prince Achille Murat imagina de prendre un de ses lads, de lui faire faire un faux ventre et de le hisser sur le siège. Il y fit merveille... Un autre détail s'est logé encore dans ma mémoire. La princesse ayant été élevée dans la religion orthodoxe, on observa pendant la cérémonie les rites et coutumes russes; et au-dessus de la tête des

fiancés, les quatre garçons d'honneur suspendaient des couronnes qui semblaient planer.

Parmi les siens, Achille Murat ne possédait pas seul le privilège précieux de la beauté : il avait pour sœur la très belle princesse Anna Murat, qui épousa le duc de Mouchy. La vraie beauté est impérissable. Le temps a épargné ses outrages à la duchesse de Mouchy comme à la comtesse de Pourtalès. Ils avaient pour frère aîné le prince Joachim Murat, ce superbe colonel des Guides, qui, un peu plus tard général à Metz, était à la fameuse charge dont l'héroïque audace aurait pu arracher au roi de Prusse le même cri d'admiration qu'à Sedan : « Ah! les braves gens! »

De cette belle famille survit un seul frère d'Achille Murat, le prince Louis, qui, par les qualités de son esprit, sa prestance et ses manières, est, avec son neveu, le prince Joachim, chef de la Maison, le vivant témoignage de tous les dons qu'a légués un glorieux atavisme à tous ceux de sa race.

Après avoir assisté à une cérémonie ou nuptiale ou funèbre, je songeais à déjeuner. J'ai

déjà noté plus haut quel était mon menu chez Bignon. J'étais parfois, mais bien rarement, infidèle à ce dernier pour me rendre chez Lucas, qui venait d'ouvrir la première taverne anglaise de Paris. Il m'arrivait aussi d'être invité au café d'Orsay, rendez-vous des officiers de la Garde, des officiers de la Maison de l'Empereur et de quelques jeunes députés.

***

L'après-midi... Ah! l'après-midi, mes heures ne m'appartenaient plus et j'aurais voulu pouvoir doubler le nombre des minutes. Avec une hâte fébrile je courais en vingt endroits divers. Malgré mon ingéniosité et tout mon zèle mes yeux ne pouvaient tout voir; mais des amis heureusement me renseignaient. Par exemple, ils me tenaient au courant de ce qui se passait sur les hippodromes où souvent triomphaient les couleurs du comte de Lagrange, fort aimable gentilhomme, doublé d'un homme politique; je l'appréciai plus tard au comité du plébiscite.

L'enceinte du pesage à la fin de l'Empire était

extraordinairement élégante, et, pour qu'on s'en fasse une idée juste, il faut se souvenir de ce que sont, sur un hippodrome restreint, près d'une plage à la mode, comme celle de Deauville, les réunions les plus select. Le pesage n'était pas envahi par une cohue de somptuosités souvent discutables ; il était l'endroit d'élection des élégances incontestées. On y pouvait admirer toutes les jolies femmes de Paris. Mon rôle m'invitait à noter leur présence et aussi à décrire leur toilette. Je n'y manquais pas, et peut-être mes lectrices — si j'en ai, comme je veux l'espérer — me sauront gré de transcrire un de ces croquis de modes fait à la plume par un « reporter » consciencieux :

« Robe de taffetas « gorge de pigeon », avec jupe à petite crinoline, terminée, dans le bas, par un plissé plat et rehaussée d'une tunique festonnée, relevée en pouf. Courte casaque à longues manches plates, ornées de petites ruches « à la vieille » et de nœuds de taffetas. Minuscule toque de taffetas, avec passe de velours « pensée », garnie de cabochons. Brides en perles. »

La toilette que je décrivais ainsi était signée Worth. Ce maître, dont les fils et les petits-enfants continuent la tradition, avait inauguré l'ère des grands couturiers; les grandes couturières qui luttaient s'appelaient Mmes Ode, Roger, et Caroline Laferrière : un nom qui est toujours agréablement connu de nos élégantes.

D'autres enceintes que celle du pesage sollicitaient aussi mon attention; car je ne devais pas plus négliger les réunions artistiques ou littéraires que les réunions hippiques. J'éprouve du plaisir à me rappeler encore aujourd'hui quelle extraordinaire assemblée d'œuvres magnifiques ou séduisantes fut le Salon de 1869. Cette année privilégiée nous permit, en effet, de connaître les *Souvenirs de voyage* de Harpignies, la *Femme couchée* de Henner, les *Mauvaises Herbes* de Jules Breton, la *Tentation* de Louis Leloir, la *Vue du Mont Blanc* de Français, le « plafond » pour l'hôtel Païva exécuté par Baudry, des fresques de Puvis de Chavannes, les *Muses* de Bouguereau, le *Repos pendant la bataille* d'Édouard Detaille, le *Portrait du maréchal Prim* par H. Regnault, le *Combat des*

Cerfs de Courbet, et, à la sculpture, la *Cléopâtre* de Clesinger, l'*Ophélie* de Falguière. Un jeune artiste avait envoyé au Salon la *Jeunesse de Dante,* qui fut remarquée. C'était un début. Il promettait. Ce débutant s'appelait Saint-Marceaux. Il a tenu.

On commençait à parler des trois grands artistes que sont Monet, Degas et Renoir, et j'entendais prononcer tout bas le nom de Rodin. Monet était très discuté, et devant ses toiles s'arrêtaient plus de railleurs que d'admirateurs. Il n'avait vraiment qu'un défenseur, qui était aussi son seul acheteur : M. Durand-Ruel, que les soi-disant malins critiquaient sous cape, mais qui depuis a pris une belle revanche.

Il n'était pas moins à la mode d'aller sous la coupole de l'Institut qu'au Salon. Les réceptions académiques étaient déjà suivies par les « belles madames » et je me souviens d'avoir assisté à celle de M. Jules Favre, qui avait l'éloquence des mots et l'ignorance des réalités. Il est à remarquer que, sous l'Empire, l'Académie ne comptait que quelques bonapartistes : Sainte-Beuve, Nisard, Augier, Ponsard, Feuil-

let, Mérimée, Émile Ollivier; elle s'honorait d'être de l'opposition.

Tantôt j'entendais quelque cours sensationnel au Collège de France, j'écoutais Nisard inaugurer la doctrine des deux morales et Caro parler de Dieu — dont il était encore, en ce temps-là, de bon ton de faire l'éloge! — Tantôt c'est à la musique que je prêtais mes oreilles, aux concerts qu'avait créés Pasdeloup et qui faisaient fureur. C'était l'ancêtre des Lamoureux et des Colonne. Il me fallait tenir mon public au courant des grands travaux que l'on poursuivait, comme ceux du Grand Hôtel ou du Grand Opéra, parachevés peu d'années après. Le Palais de Justice m'était interdit; j'aurais dû taire les nouveaux mots de M. Floquet, même s'il n'était pas devenu muet, depuis sa fameuse apostrophe à l'Empereur de Russie. Je n'avais pas davantage à indiquer les phases du duel oratoire qui, à la Chambre, sur la question du plébiscite, mettait aux prises Gambetta et Émile Ollivier, un vaillant athlète, qui serait de taille encore aujourd'hui à lutter victorieusement avec Briand ou Clemenceau.

*
* *

Il était surtout un endroit où, professionnel de l'actualité, je devais fréquenter — un endroit que tout provincial ou tout étranger soucieux d'entrevoir la vie parisienne n'avait pas le droit d'ignorer — le « Bois ». Le principal article du code de l'élégance exigeait de ceux qui l'observent le « Tour du lac », chaque après-midi, entre trois heures et six heures et demie. Cette promenade consacrée, l'Empereur la faisait en phaéton à deux chevaux. L'Impératrice et le Prince impérial se montraient au Bois dans leurs grandes « daumonts », que précédait un piqueur et que suivaient deux hommes d'attelage.

Les daumonts à quatre, c'était alors le chic suprême, comme maintenant une 40 HP pourvue d'une carrosserie de grand luxe. Je notais celle de la plus spirituelle des ambassadrices, la princesse de Metternich — dont la livrée d'un jaune serin s'apercevait de loin, — celles de la duchesse de Mouchy, de la duchesse de Bisac-

cia, de la comtesse de Mercy-Argenteau, du marquis de Louvencourt, du comte Edmond de Lambertye et du comte de Liedekerke.

Les mail-coaches osaient sortir et n'attendaient pas pour rouler la grande fête annuelle des Drags. Chaque jour nous en voyions six ou sept suivre les avenues du Bois et l'on avait vite fait de reconnaître à qui ils appartenaient. Le comte O. Aguado, M. Hainguerlot, M. Baron, M. Wilkinson, le prince Troubetzkoï, M. Omer Talon, M. Richard Hennessy étaient propriétaires de mail-coaches. Des hommes très élégants, comme MM. Édouard André, Maurice Haritoff, Paul Demidoff, sortaient souvent en demi-daumont.

Je n'aurais eu garde d'oublier les équipages admirablement attelés en daumont ou les calèches à huit ressorts, appartenant aux plus fameuses représentantes d'un monde à côté. Ainsi l'on pouvait contempler Mme Musard, la femme du chef d'orchestre, — « la belle Mme Musard » — d'une beauté impeccable, si désespérément régulière et si régulièrement présentée que les railleurs prétendaient qu'elle avait dérobé un bandeau de cheveux à son

mari, qui se coiffait toujours à la Capoul. Un jour, une nouveauté fit sensation; on eut l'étonnement de voir Mme Skitles apparaître dans une voiture très élégante, dénommée « cabriolet à pompe », et que suivaient à cheval deux hommes d'attelage — tout comme pour les daumonts impériales.

Avant de clore ce petit chapitre des voitures, je voudrais rappeler un trait de mœurs qui nous semblera aujourd'hui assez archaïque : une femme d'un certain monde, à l'époque dont je parle, ne se serait pas montrée à l'Opéra, à un mariage ou au seuil d'une ambassade, autrement qu'en voiture à housses. Des housses : on n'en voit plus maintenant que dans les musées de la carrosserie!

*
* *

Les attelages ne contribuaient pas seuls à l'aspect luxueux et brillant qu'offrait le Bois chaque après-midi, en ce temps où il semblait encore éloigné du Paris commerçant et populaire, où nul tramway ou chemin de fer ne pou-

vait amener du centre et des faubourgs des visiteurs peu soucieux d'élégance, où il avait enfin tout son caractère de parc aristocratique. Les cavaliers s'y montraient volontiers — l'après-midi, jamais le matin — les hommes toujours vêtus de redingotes et coiffés de chapeaux hauts de forme, les femmes en amazones serrées à la taille et le chapeau masculin planté un peu de côté, telles qu'elles nous apparaissent évoquées par le talent sympathique et sincère de Constantin Guys et le talent un peu démodé, mais distingué et séduisant, d'Ed. de Beaumont.

Et je retrouve dans mes souvenirs les noms des plus assidus parmi ces cavaliers et ces amazones : le duc d'Ayen, le marquis de Modène, M. Mackensy-Grieves, M. Quiclet, les généraux Friant et de Lasalle, le prince de Sagan, le duc de Castries, le comte Gustave de Juigné, le marquis de Mornay, M. de La Haye-Jousselin, M. Ahston Blount, le marquis de Castelbajac, et ces charmantes femmes, dont la plupart, Dieu merci, vivent encore aujourd'hui, qui s'appelaient duchesse de Fitz-James, duchesse de Crussol, baronne de Saint-Didier, marquise

de Castellane, comtesse de Clermont-Tonnerre et la baronne Alphonse de Rothschild, qu'on enterrait à Londres, il y a quelques jours à peine.

Six heures. En toute hâte je me rendais à mon journal pour y griffonner notes, échos, comptes rendus; et il me fallait ensuite trouver coûte que coûte le temps de m'habiller chez moi avant d'aller dîner. On dînait alors bien plus tôt que maintenant. On mangeait fort peu au club, on y dîne beaucoup aujourd'hui; par contre, le restaurant était très en faveur. Au Café Anglais, tous les soirs la même table réunissait les mêmes fidèles : le vicomte Daru, le prince Radziwill, le prince Soltikoff, M. Charles Laffitte, le marquis de Scépeaux, le comte Delamarre, M. Jakobleff et le comte de Germiny — seul survivant aujourd'hui de cette si brillante tablée, et qui, à quatre-vingt-quatre ans, préside encore avec le cerveau le mieux adapté, l'esprit le plus alerte, cinq ou six conseils d'administration. Ces convives de choix étaient l'objet de toutes les prévenances et de toutes les attentions du personnel de la maison, et particulièrement de Dugléré, un maître d'hôtel

légendaire, qui a inventé des plats demeurés au répertoire de la gastronomie, la « sole Dugléré » et le fameux « potage Germiny », une flatterie à l'adresse de l'habitué le plus choyé.

Un autre endroit préféré des dîneurs était le Moulin-Rouge, le premier du nom, installé avenue d'Antin, et non pas, comme on pourrait le croire, sur la Butte, aussi ignorée alors que le *Chat Noir* ou l'*Abbaye de Thélème*. Au Moulin-Rouge les uns prenaient place dans le jardin, les autres dans un kiosque, d'autres, enfin, dans la maison; et, par les fenêtres, les dîneurs de la maison échangeaient des propos amicaux avec les dîneurs du jardin.

La situation du Moulin-Rouge en faisait un lieu très confortable. De là il était aisé de se rendre à quelque spectacle en vogue. Les gens calmes pouvaient applaudir au Cirque d'Été le triomphant Léotard, premier trapéziste de son siècle, ou entendre de la bonne et agréable musique au concert Musard qui devint bientôt le concert Besselièvre. Ils choisissaient de préférence le vendredi; c'était le soir « chic ». Les jeunes gens, les viveurs, n'hésitaient pas, eux, à

porter leurs pas vers Mabille — Mabille dont le nom réveille l'écho de tant de joyeuses polkas, de tant de bruyants flonflons et de tant de fêtes de nuit mémorables, où l'on célébrait le vainqueur du Grand Prix — ou bien ils entraient au Jardin des Fleurs, sur l'emplacement duquel Mme de Païva éleva cet hôtel dont Juliette Adam, dans ses « Mémoires » si intéressants, contait récemment les curieuses annales.

S'il arrivait qu'on passât les ponts, c'est chez Foyot que l'on dînait, et chez Magny, où se donnaient les fameux dîners du prince Napoléon dont les habitués s'appelaient Sainte-Beuve, Renan, G. Sand, Ed. et J. de Goncourt, etc. Mais, pour décider les Parisiens du boulevard à se rendre sur la rive gauche, une circonstance exceptionnelle était nécessaire, par exemple une première à l'Odéon.

On aimait, en effet, beaucoup le théâtre, tous les théâtres, et deux ou trois personnalités en étaient si engouées qu'on pouvait les apercevoir tous les soirs de l'année en quelque coin de loge ou baignoire. Le compositeur Auber apparaissait régulièrement dans une baignoire —

il est vrai qu'il n'y demeurait pas toujours éveillé — invariablement escorté de deux actrices, Mme Dameron et Mlle Queniot. Le bruit courait que cette dernière était une mascotte : réputation qu'elle ne démentit pas, puisque, vers cette époque, Auber donna à la scène — avec les inoubliables Marie-Rose et Victor Capoul — *le Premier jour de bonheur*, qui remporta un grand succès. Comme Auber, le prince Demidoff prenait tous les soirs une avant-scène de rez-de-chaussée dans un théâtre de genre où il était accompagné par Mlle Duvergier, une *Dame aux Camélias* aussi élégante à la ville qu'au théâtre. Le prince Demidoff était le mari séparé de longue date de la Princesse Mathilde, dont l'esprit original, l'intelligence prompte, étendue, pénétrante, et la grande bonté étaient si appréciés d'une véritable cour d'écrivains et d'artistes.

A l'Opéra, à l'Opéra-Comique et dans les théâtres où l'on entendait de la musique, partout où un chef d'orchestre levait son bâton, j'étais assuré de rencontrer le Persan, l'inévitable Persan, dont personne ne connaissait le nom et qu'on ne désignait jamais que par cette

appellation géographique, le Persan toujours revêtu de costumes qui faisaient éclater, parmi les habits noirs, leur somptuosité orientale.

***

J'ai entendu Paris applaudir, je l'ai entendu siffler; il siffla lorsque *Henriette Maréchal* fut jouée à la Comédie-Française et *Gaétana* à l'Odéon; des sifflets avaient encore accueilli Mlle Cora Pearl qui, dans *Orphée aux Enfers,* n'avait pas craint de planter des diamants jusque sur ses cothurnes. Paris semblait avoir perdu l'habitude de manifester; mais Paris, notre cher Paris, sommeillait. Il se réveilla pour imposer l'interdiction d'*Après moi.* M. Bernstein, tardivement, retira sa pièce. La conscience publique était satisfaite. Au Vaudeville, le Vaudeville de la place de la Bourse, qui venait d'émigrer et de fixer ses pénates au coin de la chaussée d'Antin, le Jockey-Club avait, quelques années auparavant, organisé un tel charivari contre le *Cotillon* qu'on avait dû mener au poste plusieurs de ses membres : et il ne fallut rien moins que

l'intervention du duc de Morny pour qu'on relâchât les « beaux messieurs » de la jeunesse dorée.

La critique dramatique ne rentrait pas dans mes attributions, mais que de bruits, nés dans les coulisses, que d'échos recueillis dans les théâtres je devais soigneusement fixer! Un jour je rapportais un mot sur Hortense Schneider, le lendemain une anecdote sur Sarah Bernhardt. Elles avaient entre elles une ressemblance : la beauté de la voix. La belle actrice des Variétés qui, après son triomphe de 1867, avait été surnommée le « Passage des Princes », avait une voix aussi charmante qu'extraordinairement personnelle, si je peux dire. L'an passé, me promenant sur le boulevard, j'entendis *chanter* derrière moi une voix de femme dont je remarquai le timbre : « Si Hortense Schneider vivait à Paris, me dis-je, ma foi, je croirais que cette voix est la sienne... » Je me retournai, regardai : la passante à la voix harmonieuse était Hortense Schneider!

Les poètes ont justement célébré la voix d'or de Sarah Bernhardt à ses débuts; elle venait, dans le *Passant*, de prêter le charme de cette

exquise voix aux vers de mon illustre ami François Coppée. Un soir, accompagné d'un autre de mes amis, Charles Haas, je vais rendre visite à Sarah Bernhardt chez elle. Tandis que nous causions avec l'artiste et que nous la félicitions, soudain le feu éclate dans son appartement, et en quelques instants ses progrès sont tels que nous n'avons que le temps, Charles Haas et moi, d'emporter Sarah et son fils Maurice. Mais, si les vies étaient sauves, les dégâts matériels étaient assez considérables. La grande artiste n'était pas riche à ce moment de sa vie; elle n'avait pas encore fait les tournées triomphales qui ont permis à notre littérature dramatique d'acquérir encore plus de gloire et à sa propre gloire de recueillir des millions. Une représentation à bénéfice nous sembla le moyen indiqué pour réparer le dommage causé par cette petite catastrophe. Et je songeai que puisque Sarah Bernhardt chantait si bien la « Tourterelle », de Coppée, il fallait, pour lui venir en aide, m'adresser à un véritable rossignol. Mme Patti, priée par moi, eut la bonté de consentir à passer les ponts, pour la première

fois de sa vie, et mon collaborateur et ami Félix Duquesnel, alors directeur de l'Odéon, put organiser une représentation dont il a certainement conservé vivace le souvenir.

Je me rappelle le grand succès qu'obtint à la Comédie-Française, sous l'aimable direction d'Édouard Thierry, la *Julie* d'Octave Feuillet. Qui n'a pas connu celui-ci n'a pas pu goûter le charme dans la simplicité et la réserve dans la sensibilité. C'est de l'excès de cette sensibilité si délicate qu'il devait mourir. Ses nerfs, dans les derniers temps de son existence, étaient devenus d'une susceptibilité extrême ; le moindre bruit le troublait au point de l'empêcher d'écrire. Et, pour lui assurer un cabinet de travail aux murs tout à fait muets, Mme Octave Feuillet avait le soin de louer non seulement l'appartement situé au-dessus du sien, mais la boutique située au-dessous.

*
* *

Rien de nouveau sous le soleil, dit un dicton familier. Rien de nouveau dans la vie théâtrale.

On parle beaucoup en ce moment de la facilité dont les artistes témoignent à abandonner la comédie pour l'opéra-comique, ou le café-concert pour la comédie. A la fin de l'Empire on put noter déjà quelques-unes de ces transplantations volontaires. Ainsi le ténor Roger, qui avait perdu un bras à la suite d'un accident de chasse, alla créer *Cadio* à la Porte-Saint-Martin. Je ne soupçonnais guère alors qu'Anna Judic, qui rivalisait avec Thérésa dans les cafés-concerts, deviendrait la diseuse exquise que nous avons récemment connue. Beaucoup plus près de nous, Mmes J. Hading et J. Granier devaient nous faire admirer de brillantes métamorphoses. De nos jours enfin M. Antoine ne nous montre-t-il pas comment il sait faire d'un Dranem, voire d'un Footitt, un pensionnaire de l'Odéon?

Je ne devais pas négliger les théâtres de musique, très courus alors. Après un tour à l'Opéra — où l'on donnait le *Don Carlos* de Verdi avec Faure et Marie Sasse — j'entrais au Théâtre lyrique de Carvalho. Ce théâtre avait abandonné le boulevard du Crime pour prendre racine place du Châtelet. Gounod et Mistral

avaient associé leurs rares génies pour lui donner ce chef-d'œuvre : *Mireille*. Aux Italiens triomphaient la Patti, Tamberlik et Mario. Le directeur, Bagier, avait eu la jolie idée de monter un opéra-bouffe des frères Ricci, *Crispino e la Comare,* qui était très applaudi. Le Tout-à-Wagner ne sévissait pas encore.

*
* *

La sortie des Italiens, sous le péristyle de la place Ventadour, offrait un des spectacles les plus élégants, les plus séduisants qu'on puisse imaginer. Tant de jolies femmes s'y pressaient que l'on eût cru voir une corbeille de fleurs rares — une corbeille où les fleurs eussent été mobiles et animées. Là défilait l'élite de Paris et de la colonie étrangère — restreinte et alors en quelque sorte à l'état embryonnaire. Les noms reviennent en foule à ma mémoire : la duchesse de Mouchy, la marquise de Galliffet, la princesse Stanislas Poniatowska, la duchesse de Doudeauville, Mme Blerzy, la marquise d'Aoust, la baronne Schickler, la comtesse Eu-

gène de Mercy, la baronne de Poilly, la comtesse de Pourtalès, la comtesse Walewska, Mme Magnan, la baronne de Rothschild, la baronne Hottinguer, la comtesse Tolstoï, Mme Paskevitch, la comtesse de Castiglione qui, le jour, dans les tableaux vivants de la baronne de Meyendorff, remportait le triomphe que lui méritait une royale plastique. Dans la vie de son temps, elle joua un rôle plus secret mais plus important. On ne se rend pas compte encore à l'heure actuelle de toute l'importance de ce rôle, parce qu'on connaît mal les actes clandestins de cette ardente patriote italienne qui mit sa beauté et son génie d'intrigue au service de Cavour et de ses successeurs par amour pour sa race. Un de mes amis possède et conserve avec vigilance une centaine de billets de la comtesse de Castiglione; s'il consentait à ce qu'ils soient publiés, bien des petits mystères historiques seraient subitement éclaircis.

Sous le péristyle des Italiens, on pouvait remarquer aussi un délicieux bataillon de jeunes Américaines : miss Ridgway, qui est devenue la marquise de Ganay; miss Forbes, la duchesse

de Praslin; miss Pennimann, la comtesse de Brimont; miss Paine, Mme Bichoffsheim, et misses Sleidell, les charmantes filles du dernier et vaillant représentant de l'Amérique du Sud aux Tuileries. L'une d'elles épousa le baron d'Erlanger, l'autre le comte de Saint-Roman, dont un récent mariage a uni la fille au colonel Marchand, le héros de Fachoda.

Auprès de ces jolies étrangères, on remarquait une belle Française, Mlle Haussmann, qui fut épousée par le vicomte Pernetti. Le nom qu'elle portait était encore très populaire et très aimé. Sait-on que le baron Haussmann, ce grand « ordonnateur des rues », était un excellent paysagiste? Au cours d'une tournée électorale entreprise avec un de mes amis, le baron fit arrêter la voiture devant un paysage qui l'intéressait, pour le contempler tout à son aise. Mais son front se rembrunit et, montrant du bout de sa canne deux arbres majestueux :

— Il faudrait les enlever, dit-il à son compagnon de route, ils *gênent l'horizon!*

Ce sentiment de la perspective, ce goût des

belles ordonnances symétriques, expliquent son œuvre.

Le clan des hommes, aux *Italiens,* était aussi très brillant. J'y rencontrais chaque soir les trois soupirants de la Patti : le baron de Saint-Amand, M. Narischkine et le marquis de Caux. Dans ce galant tournoi, c'est ce dernier qui devait rester vainqueur, en épousant l'inimitable diva. Parmi les hommes de club, on voyait le duc de Mouchy, le comte de Pontevès, le duc d'Ayen, le comte de Choiseul, le marquis du Hallays, Paul Demidoff, le colonel vicomte de Beaumont, le prince Edmond de Polignac, le colonel Gibert, le marquis de Mornay, le comte Aimery de La Rochefoucauld, le duc de Montmorency; — quelques membres de la colonie étrangère : le duc d'Albe, Toledo, le duc de Rivas, Cottreau, le gentleman au dernier et inévitable mac-farlane, Ramon Errazu, le comte Gabrielli, le comte Pisa, le duc de San Cesario, qui se retrouvaient un peu plus tard au Café Napolitain ou chez Imoda.

Il était de bon ton, avant de finir la soirée aux Italiens, de passer quelques instants au

Gymnase; je suivais le mouvement, avec l'espoir d'y glaner quelque renseignement accommodé à la « parisine ». C'est qu'on y jouait *les Grandes Demoiselles*, pièce qui n'était certes pas un chef-d'œuvre, mais qui avait spirituellement fourni au directeur avisé qu'était M. Montigny l'occasion de faire passer et de grouper sur la scène toutes les plus jolies comédiennes de Paris. On comprend aisément que les « cocodès » s'y donnaient rendez-vous. Que de resplendissantes beautés étaient réunies là comme par le coup de baguette d'un magicien! Mmes Angelo, Massin, Athalie Manvoy y rivalisaient de séduction avec deux artistes qu'aujourd'hui l'on applaudit encore, Mme Marie Magnier et une des futures étoiles de la Comédie-Française, Mme Blanche Pierson, dont il est superflu de vanter le charme exquis et le talent accompli. Porel, qui devait par la suite être un éminent directeur de théâtre, alors comédien, débutait brillamment au *Gymnase*. Petite curiosité qui ne me semble pas indigne d'être signalée : sur l'affiche succéda, aux *Grandes Demoiselles*, une pièce dont le titre —

après ce que nos yeux ont vu — nous surprend et nous fait sourire : *Thérèse Humbert*.

*
* *

La grande première de cet hiver dont j'évoque les souvenirs, ce fut *Patrie*, magnifiquement interprétée par Mme Fargueil et par Berton et Dumaine. La scène du « Sonneur » fit vibrer toute la salle. Par l'émotion que suscita brusquement ce succès retentissant comme un coup de clairon, la première représentation de *Patrie* fut un événement comparable à celui qu'a été de nos jours l'apparition de *Cyrano*, de Rostand.

Victorien Sardou me marquait déjà une amitié dont j'étais très fier et qui s'est continuée jusqu'à sa mort, amitié profonde à peine obscurcie par nos divergences dans l'affaire Dreyfus. Sur l'affaire il se fit une opinion d'auteur dramatique; il chercha de quel côté il construirait, à l'occasion, « la meilleure scène à faire », et il se mit résolument de ce côté-là. En voulez-vous la preuve? Voici ce qu'il m'écrivait au cours de l'affaire : « Vous avez raison, mon cher Meyer,

de relire *Patrie*. Rien ne ressemble plus au premier acte de *Patrie* que ce qui s'est passé pour cette exécrable affaire. Relisez le premier acte. Vous verrez comment un malheureux peut être arbitrairement et illégalement jugé et condamné par l'état-major du duc d'Albe, aux applaudissements de la canaille. » Pour un peu, il aurait ajouté que la canaille c'était nous! Et en parlant ainsi, comme il était honnête homme, il aurait été sincère.

Même à l'heure où les théâtres avaient fermé leurs portes, ma tâche d'informateur n'était pas finie, puisque la vie mondaine continuait plus avant dans la nuit. Je ne parlerai pas des bals costumés des ministères et de la présidence de la Chambre : ils ont été vingt fois décrits et illustrés. D'autres bals, un peu partout, animaient le Paris nocturne. La jeunesse dorée en organisait aux « Frères Provençaux », un restaurant installé dans le Palais-Royal. Pauvre Palais-Royal! Il n'était pas encore, à cette époque, un lieu démodé, délaissé, désert : bien au contraire, centre des élégances, il était tout l'après-midi paré du luxe des étincelantes vi-

trines de Boucheron, de Fontana, de Daux, de Tissier-Deschamps, de l'Escalier de cristal; il était encore embaumé par les jolies fleurs de Mme Provost, la seule bouquetière que connût Paris et chez laquelle il fût de bon ton de commander ses *gardenias,* quand on n'était pas du Jockey et qu'on ne pouvait pas s'adresser à Isabelle. Depuis ce temps, les palais de fleurs des Labrousse et des Lachaume se sont multipliés à l'infini. Fleurissez-vous, mesdames, fleurissez-vous! Pauvre Palais-Royal! Aujourd'hui, l' « Hirondelle » de Vernet semble gémir mélancoliquement au-dessus du dernier vestige, mais vestige transformé, des splendeurs passées; Véfour subsiste, mais déguisé en taverne anglaise.

Plus brillantes encore peut-être que les bals des Frères Provençaux, les redoutes qu'Arsène Houssaye organisait dans son hôtel : j'y ai vu les personnages les plus graves qui étaient heureux de s'y mêler aux couples les plus gais. Des actrices connues donnaient à danser : Mmes Marie Colombier, romancière à ses heures; Crenise, applaudie au Palais-Royal;

Delphine de Lisy, qui parut aux Variétés... Chez d'autres comédiennes ce n'étaient pas les danseurs, mais les joueurs qui étaient conviés. On n'a pas oublié le scandale qui éclata chez Mme Barrucci et qui devait amener en police correctionnelle, pour y témoigner, en même temps que les deux héros d'une triste aventure, toute la fleur de la noblesse française de l'époque.

C'est surtout dans les cercles que le jeu trouvait un asile favorable. Chaque matin, les clubmen me dénombraient les pertes formidables de la nuit, me racontaient les superbes bancos tenus par Khalil pacha, un Turc qui semblait échappé des *Mille et une Nuits* et qui s'était installé à Paris dans l'ancien appartement de lord Seymour. Les joueurs les plus fameux s'appelaient le baron de Plancy, — qui a laissé des mémoires piquants, railleurs, bourrés d'anecdotes, — Narischkine, le baron de Pompignan, le marquis de Rougé, le marquis de Miramon, le baron de Morassin, le lieutenant Massing — aujourd'hui général.

On jouait aussi dans les grands restaurants. Chez Voisin, tous les dimanches, le dîner était

suivi d'une grande partie de baccara, qui avait supplanté dans la faveur des joueurs le lansquenet, pendant longtemps fort en vogue.

Je me souviens d'un trait de munificence de Daniel W..., qui ne songeait guère à cette époque à la politique et à ses vicissitudes. Un soir qu'il donnait à dîner, il plaça sous la serviette de chacune de ses invitées mille francs en or, afin qu'elles pussent miser lorsque sonnerait l'heure du baccara. Ce geste fastueux rappelait celui d'un autre amphitryon magnifique, Alexandre Dumas, qui mettait des louis dans des coupes de cristal à la disposition des joueurs conviés par lui. De tels viatiques n'auraient pas été nécessaires à la très belle Mme Léonide Leblanc, joueuse enragée, qui savait perdre avec un intrépide sang-froid : dans un roman qui reçut l'écho de ses confidences, elle a raconté qu'elle a gagné et perdu à Bade plus d'un million.

***

Il était fort peu à la mode à la fin de l'Empire de fêter la centième d'une pièce, mais par

contre, le soir de la première, les actrices avaient coutume de donner à souper. Les journalistes, même les plus modestes, ont souvent la bonne fortune de pouvoir être plus utiles à des artistes que ne le seraient des auteurs très connus et des écrivains de marque. C'est ainsi que ma profession me permettait d'être agréable à beaucoup d'acteurs et d'actrices, et je me plais à reconnaître que c'est dans ce milieu que j'ai rencontré le moins d'ingratitude. A plusieurs reprises, le général Levachoff m'avait particulièrement recommandé deux ou trois artistes, Mme Lasseny, Mlle Deveria et Mlle Blanche d'Antigny, qui avaient joué à Saint-Pétersbourg, à l'époque où il y était préfet de police. Désireux d'être agréable au général, je me mis en campagne pour recommander chaleureusement ses protégées à leurs directeurs : Mlle Blanche d'Antigny débuta dans le rôle de Fleur-de-Noblesse de *l'Œil crevé*. Je vantais dans mes « échos » sa grâce et son talent et, dans mes conversations, je soufflais à mes aimables confrères l'idée de les célébrer. L'humble vérité m'invite à noter que,

par amitié, j'enflais un peu le ton de mon enthousiasme. L'actrice fut fort bien accueillie par la critique et le public.

Le soir de la première représentation du *Petit Faust,* le chef-d'œuvre d'Hervé et d'Hector Crémieux, dans lequel Mlle Blanche d'Antigny avait créé le rôle de Marguerite, à l'heure où selon l'usage elle donnait à souper, je reçus d'elle ce billet : « Mon cher duc, — j'ai conté comment on m'avait décerné cet aimable sobriquet, — mon succès est attristé par la pensée que, retenu encore chez vous par votre blessure, vous ne pouvez assister à mon petit souper. Vous y auriez eu la meilleure place, entre mes deux auteurs, Hervé et Crémieux, qui vous regrettent aussi, croyez-le bien. Je ne peux oublier tout ce que le *Gaulois,* grâce à vous, a fait pour moi. Amitiés. — Blanche. »

Mlle Deveria eut des débuts parisiens également heureux, et les habitués des théâtres du boulevard se souviennent sans doute de cette gracieuse personne qui, sur les planches, ne manquait pas d'adresse. Seule, Mme Lasseny, dont l'esprit était aussi proverbial sur le boule-

vard que celui de Mme Suzanne Lagier, survit à ses succès.

Ce vaste domaine que, chasseur de l'information, je devais battre en tous sens, ne comprenait pas seulement les spectacles, les plaisirs littéraires et mondains de Paris. Il me fallait suivre les déplacements de la Cour, à Biarritz, à Compiègne, à Fontainebleau; c'était l'année où l'Empereur avait reçu la visite du comte de Bismarck. On disait que le souverain avait éludé toute conversation sur la question de la Belgique. On parlait de points noirs qui s'amoncelaient du côté du Luxembourg. Mais c'était là de bien grandes affaires pour un petit reporter. Je devais me tenir simplement au courant des incidents qui animaient les villes d'eaux où accouraient les élégants, Luchon, Vichy et Bade dont Musset, quelques années auparavant, avait tracé une inoubliable image.

Renseigné sur la cour, je devais l'être aussi sur le monde de la grande aristocratie qui boudait l'Empire et était très fermé. Ce n'était pas une tâche très aisée que d'apprendre ce qui se

passait à la Gaudinière, chez le duc de Doudeauville, et à Esclimont, chez le duc de Bisaccia, les deux plus fastueux gentilshommes que le dernier siècle ait connus, et chez lesquels, disait-on, le faste n'avait d'égal que la générosité ; à Maintenon, chez le duc de Noailles ; à Boursault, chez le duc de Crussol ; au Héron, chez le marquis de Pomereu, le plus grand propriétaire foncier de France...

Ainsi, aux divers étages d'une société dont notre temps se représente difficilement l'éclat, dans cette ville brillante de la fin de l'Empire, je passais, — passant forcé d'avoir les yeux bien ouverts, les oreilles aux aguets, et de ne jamais oublier les exigences de son métier. Et comme je l'ai dit plus haut, pour tant de pas, de marches, de veilles, d'attention, d'efforts — et tant de fiacres ! — je touchais six cents francs par mois, un louis par jour — cinq francs de moins que n'en avait reçu Baudin pour mourir sur la barricade...

SA MAJESTÉ L'ARGENT

SA MAJESTÉ L'ARGENT

Je considérerais ma série de visions parisiennes comme inachevée si, en manière de distraction ou même de récompense, je ne faisais pas recevoir mes lecteurs à la cour du plus ancien et du plus moderne des souverains, dont le royaume ne connaît pas de frontières, dont les sujets non seulement acceptent, mais encore réclament la tutelle tantôt bienfaisante et tantôt délétère, qui ignore les lois humaines du temps et de l'espace; cette cour, c'est celle de Sa Majesté l'Argent, qui a son palais principal place de la Bourse. Toute Majesté qu'elle est, elle subit les caprices de la mode : je vais essayer de les noter.

Pour raconter les évolutions — on pourrait dire les révolutions — qu'a subies le monde de l'argent depuis cinquante ans, il me faudrait des volumes; il me faudrait surtout une compé-

tence que je dois décliner. Je vais simplement esquisser à grands traits, comme en un diptyque, les deux aspects qu'il présentait autrefois et qu'il offre aujourd'hui.

Vers 1865, époque où mes yeux ont commencé à voir, il y avait de grandes banques, dont l'organisation répondait admirablement aux besoins de l'époque. Seuls leurs chefs, avec quelques rares institutions de crédit à peine naissantes, représentaient le monde de la finance. Une maison, la grande Maison, planait sur toutes les autres de toute la hauteur d'un chêne colossal : c'était la maison Rothschild; elle occupait trois ou quatre immeubles de la rue Laffitte, où ses membres demeuraient et se réunissaient même dans certains repas de famille aux jours de fêtes religieuses. Quand le baron James mourut, ses trois fils, unis par une amitié qui, d'ailleurs, ne s'est jamais démentie, lui succédèrent et maintinrent le grand renom de la maison. Aucun emprunt français ou étranger, aucune grande affaire ne pouvait se conclure sans son secours ou son patronage. L'aîné des trois frères, le baron Alphonse, exer-

çait une autorité que les deux autres étaient les premiers à proclamer. Ce que fut cette royauté entre ses mains, je n'ai pas à le rechercher en dehors du cadre que je me suis tracé. Ce que je sais, ce que tout le monde se rappelle, c'est l'intervention du baron Alphonse au moment de l'armistice et des premiers versements qu'il fallut faire aux Allemands.

Ce que je sais et ce que j'ai vu pendant que j'étais à la Bourse, c'est que le baron Alphonse, au moment de crises qui pouvaient compromettre le bon renom de notre marché, est intervenu de sa personne et de son crédit pour arrêter la panique imminente. C'est un beau rôle qui n'est plus tenu par personne aujourd'hui et qui ne peut plus l'être, dans le fonctionnement actuel de notre organisme financier.

La maison Rothschild existe toujours, dirigée par les frères, le fils et les neveux du baron Alphonse, mais elle a entendu rester presque complètement étrangère à toutes les grandes opérations qui se sont conclues depuis sa mort ; elle semble se confiner, pour le moment du moins, dans la gestion des immenses affaires

industrielles qui absorbent une grande partie des capitaux des chefs de la maison, de leurs parents ou alliés et des amis qui leur ont confié leurs intérêts. Il est difficile d'en mesurer l'étendue et d'en fixer le chiffre.

*
* *

La haute finance était représentée jusqu'à la guerre par des maisons considérables dont la plupart subsistent aujourd'hui et qui ont dû, pour maintenir leur haute situation, participer au grand mouvement d'évolution moderne. Nous citerons, avant tout, la maison Hottinguer, qui a pour chef, depuis plus de quarante ans, le baron Rodolphe Hottinguer, régent de la Banque de France; c'est, sans conteste, une des personnalités le plus universellement respectées; — la maison André Marcuard, devenue la banque Neuflize; le baron de Neuflize, régent de la Banque de France, sportsman réputé, est mêlé à toutes les grandes affaires de notre époque; — la maison Furtado Heine, devenue maison Heine et frères, aujourd'hui dirigée par

M. Georges Heine, fils de M. Michel Heine; tout Paris financier et mondain a connu MM. Michel et Armand Heine; — la maison Seillière-Demachy, actuellement dirigée par M. Charles Demachy, président de la Banque de Paris, une autorité incontestée : qui ne se rappelle la correction toute britannique de M. Demachy qui contrastait essentiellement avec la bonhomie toute parisienne du baron R. Seillière? — la maison Mallet, dont le crédit était déjà si affirmé que son papier figurait dans le portefeuille d'un grand capitaliste de l'époque qui n'acceptait que cinq ou six signatures. Dans cette brillante pléiade figurent encore, au premier rang, les maisons Vernes, Mirabaud, Davillier, qui se sont ralliées aux lois de la finance moderne; la grande maison Stern, dont un des membres, M. Edgard Stern, fait partie du conseil de la Banque de Paris; deux financiers venus tout droit du pays des légendes orientales et qui, comme entrée de jeu, avaient déposé 40 millions à la Banque de France, MM. de Camondo; ils ont laissé deux fils : l'un d'eux, M. Isaac de Camondo, n'est

pas seulement un compositeur distingué, mais encore un financier des plus écoutés; d'autres venus d'Égypte, terre promise des audacieux, MM. Oppenheim et Alberti, enfin des maisons aujourd'hui disparues, mais dont le crédit était à cette époque égal à la respectabilité : la maison Aubry-Donnon, celle que dirigeait M. Périer, d'une lignée célèbre non seulement dans la politique, mais aussi dans la finance, la banque de M. Charles Laffitte, frère du premier ministre de Louis-Philippe; enfin celle de M. Dacier. Sait-on que c'est M. Dacier qui obtint la concession de toutes les maisons qui forment une couronne autour de l'Arc de Triomphe? Sait-on pourquoi on baptisa cette place circulaire place de l'Étoile? Vous vous imaginez — comme moi d'ailleurs hier encore — que c'est à cause de Napoléon, de Rude, de l'Arc de Triomphe, de la Marche à l'Étoile! Point! Ce fut une maison de bougies qui s'appelait l'Étoile et qui occupait un immeuble sur la place qui lui donna son nom. On l'a conservé. *Vanitas vanitatum!*

Il y avait aussi de grandes maisons d'es-

compte qui, plus spécialement, comme leur titre l'indique, ne s'occupaient que de l'escompte du papier : c'était la maison Lehideux, fondée en 1849, qui a cette chance heureuse de conserver à sa tête les fils de ses fondateurs, chance qu'elle partage avec la maison Claude-Lafontaine, la maison Noël, la maison Offroy-Giard, etc., etc. Ces dernières banques étaient en relations avec les grandes et les petites banques de province. Sous la poussée du mouvement qui a entraîné la banque parisienne vers des horizons nouveaux, la plupart de ces maisons de province sont tombées comme autant de châteaux de cartes; elles ont été remplacées, comme nous le dirons plus loin, par les succursales ou les agences des grandes institutions de crédit qui allaient étreindre le pays dans leurs mille tentacules. Au point de vue sentimental, je trouve cette évolution fort regrettable.

Les chefs des anciennes maisons connaissaient, en province, tous leurs clients; souvent ils faisaient acte de père de famille et savaient aider, non seulement de leurs conseils, mais

de leur crédit, un négociant momentanément gêné; en un mot, ils avaient le droit d'avoir du cœur. Une agence, une succursale n'a qu'une caisse.

On raconte que le maréchal de Castellane, alors colonel, en passant devant le vignoble de Clos-Vougeot, fit porter les armes à sa troupe. Portons-les devant la vieille maison nationale : la Banque de France; il nous plaît personnellement de constater qu'elle est aujourd'hui gouvernée par un de nos anciens confrères, M. Pallain, ce qui est très glorieux pour notre corporation. Je connus M. Pallain pendant le siège de Paris, il était alors secrétaire du journal *l'Électeur libre,* qui était dirigé par un des anciens Cinq. M. Ernest Picard répandait à profusion l'esprit dans son journal. Son élève, à cet égard, M. Pallain est aussi heureusement doué que l'était son ancien chef, sinon que M. de Talleyrand, sur lequel il a écrit des ouvrages remarqués. Il aurait aussi, s'il était nécessaire, le sang-froid du marquis de Plœuc, qui, pendant la Commune, sut défendre, au péril de sa vie, le gage de la fortune nationale.

Le Crédit Foncier est une des créations du second Empire. C'est la banque hypothécaire par excellence. Nous n'avons pas à dire les services que cet établissement rend aux propriétaires fonciers. En créant ses obligations à lots, toujours si recherchées, le Crédit Foncier a permis à tous les Français de devenir des propriétaires. C'est le sol mis à la portée de tout le monde. D'autres établissements de crédit ont détaillé les sous-sols de la France. Rendre ainsi la propriété de nos richesses mobilières et immobilières, accessible à tous les Français, c'est peut-être la meilleure solution de la question sociale. M. Frémy fut le fondateur et le premier gouverneur du Crédit Foncier. Après la chute de l'Empire, ce furent MM. Renouard, Christophle, M. Labeyrie, un très aimable fonctionnaire de la carrière financière; M. H. Morel occupe aujourd'hui ce poste important avec une grande distinction; il était sous-gouverneur de la Banque de France quand il fut désigné pour succéder à M. Labeyrie. C'était une excellente école. A cette école, M. Morel est devenu un maître à son tour.

Le baron de Soubeyran fut longtemps, au Crédit Foncier, le coadjuteur de M. Frémy d'abord, de M. Christophle ensuite; je l'ai beaucoup vu au Crédit Foncier, à la Banque de Paris, enfin à la Banque d'Escompte, qu'il avait fondée et qui ne lui survécut pas; c'était un financier prestigieux, dont l'histoire, si on l'écrivait, se confondrait avec celle de toutes les créations financières de son temps; un homme d'une puissance de travail, d'une faculté d'assimilation merveilleuses; il dormait cinq heures d'un sommeil de bœuf; à son réveil il lisait tous les feuilletons en cours, présidait dix conseils, avait l'air de sommeiller pendant la discussion, puis une fois qu'elle était close, résumait les questions débattues avec une lucidité qui émerveillait ses collègues. M. de Soubeyran n'a pas accompli son destin.

*
* *

J'ai perçu le premier bégaiement de ces maisons de crédit, qui allaient bientôt emplir le monde de leur voix formidable. C'était d'abord

le Comptoir d'Escompte — honneur au doyen! Le Comptoir d'Escompte est le plus ancien des établissements de crédit. Il remonte à 1848. Il fut fondé par un groupe de commerçants qui, atteints par la panique générale, ne trouvèrent que ce moyen de placer leur papier. Son capital initial était de 20 millions de francs : on l'a porté à 200 millions. Depuis sa création, le Comptoir occupe le même immeuble, rue Bergère, au centre de ses opérations; seulement l'immeuble s'est élargi, il est devenu un hôtel; aujourd'hui c'est un palais. Ses opérations sont assurées par la grande succursale qui forme l'angle de l'avenue de l'Opéra et de la rue du Quatre-Septembre, par 40 bureaux à Paris, 15 dans la banlieue, 170 en province et 23 aux colonies et à l'étranger.

Son fondateur, M. Pinard, joua un rôle important dans la finance de son temps. M. Denormandie, sénateur inamovible, présida ensuite aux destinées du Comptoir d'Escompte, après avoir gouverné la Banque de France. C'est M. Alexis Rostand, oncle du poète illustre, qui est aujourd'hui le président du grand établisse-

ment de la rue Bergère, secondé puissamment par M. G. Ullmann, vice-président-directeur, et M. V. Boyer, administrateur-directeur.

Comme le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Es compte subventionne les institutions de prévoyance et de solidarité fondées par son personnel. Le Comptoir d'Escompte, dont le crédit n'avait pas de limites dans le monde entier, pouvait se connaître des rivaux, il n'avait même pas d'adversaires. On le vit bien, lorsqu'une panique irréfléchie vint menacer jusqu'à son existence Tous les établissements de crédit, tous les grands financiers, répondant à l'appel de M. Rouvier, se réunirent, constituèrent un consortium et offrirent au Comptoir les ressources nécessaires pour traverser victorieusement la crise. Qui s'en souvient aujourd'hui?

C'était ensuite le Crédit Industriel, qui s'était fondé vers 1859, sous l'empire de l'ancienne charte; il devait adopter bientôt le régime nouveau, qui règle encore aujourd'hui les sociétés de crédit. Le Crédit Industriel a conservé sa place parmi les grands établissements de crédit; il figure dans tous les grands syndicats

au premier rang. Et c'est justice. Il eut longtemps pour vice-président M. Albert Dehaynin, qui savait être poète en même temps que calculateur. C'était un cerveau encyclopédique.

J'ai vu naître une société de féerie, j'ai vu surgir deux magiciens qui allaient imprimer aux affaires une impulsion nouvelle. Je parle du Crédit Mobilier, je parle de MM. Péreire. La trace qu'ils ont laissée dans les affaires de leur temps est encore lumineuse et les noms des entreprises qui leur doivent la vie est dans toutes les mémoires. Seulement, ils avaient éveillé de nombreuses jalousies; leur esprit hardi acceptait mal les entraves les plus légitimes et leur audace se plaisait souvent dans les aventures de la spéculation. Aussi leur crédit était-il très discuté. C'est ainsi qu'un jour on avait demandé au baron James de Rothschild, auprès duquel M. Péreire avait débuté comme caissier : « Avez-vous du Mobilier? » Et le baron de répondre : « Non, je n'ai pas de Mobilier, mais, moi, j'ai du Crédit. »

Le Crédit Mobilier a donc un passé glorieux, mais quelque peu houleux. Ce n'était plus qu'un

fantôme quand un financier de la jeune école eut l'idée de l'exhumer, de le réinstaller rue Saint-Georges, dans un immeuble occupé précédemment par la Banque Internationale, une société créée par M. Ernest May, qui connut de grands jours. Ce financier, averti, actif, c'était M. de Lapisse. Aujourd'hui le Crédit Mobilier est au capital de 60 millions de francs. Il s'est intéressé à des affaires considérables; il reprend sa place à côté des grands établissements de crédit. La banque est menée avec une prudence qui n'exclut pas l'initiative.

C'est précisément à l'occasion du Crédit Mobilier et de certains excès de spéculation, reprochés à ses directeurs, que le gouvernement impérial fut pris un beau jour d'un accès d'austérité imprévue. On voulut, en opposition avec le Crédit Mobilier, fonder un établissement qui fût étranger à toutes spéculations de Bourse, et lorsque M. Schneider, fondateur de la Société Générale, fut reçu par l'Empereur pour lui expliquer le champ d'opérations où allait se mouvoir le nouvel établissement de crédit, l'Empereur lui dit : « Mon cher député, surtout

maintenez bien le sous-titre : *pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie;* ce doit être votre programme. »

Après M. Schneider, la Société Générale eut pour président M. Denière. Elle quittera certainement avec regret son hôtel de la rue de Provence, pour installer ses bureaux derrière l'Opéra, dans un immeuble considérable; c'est la maison qui a le plus grand nombre d'agences en province — on parle de 700 ou 800 — c'est donc un des plus puissants leviers que possède la finance actuelle, puisque ce levier repose sur un nombre incalculable de points d'appui en province. Son directeur actuel, M. Dorizon, qui est l'âme de cette grande force financière, passe pour être un organisateur de premier ordre.

*
* *

Quand le sol est mûr pour certaines floraisons, de tous côtés surgissent les mêmes pousses vigoureuses. Pendant qu'en France se constituaient de grands groupements finan-

ciers, pendant que le Crédit Lyonnais installait modestement une succursale rue de Choiseul, alors que MM. Aubry et Donon, chefs d'une vieille maison de banque parisienne dont nous avons parlé, instauraient au coin d'une jeune avenue une banque de crédit sous le nom de *Caisse des Dépôts et comptes courants,* un banquier hollandais, issu d'une vieille famille de financiers, M. Louis Bischoffsheim, le père de M. Raphaël Bischoffsheim, que tout Paris saluait du prénom de Bische, fondait à Amsterdam une banque sous le titre de : *Banque de Crédit et de Dépôts des Pays-Bas,* et en même temps créait des succursales à Bruxelles, Anvers et Paris; il avait le don de savoir choisir les hommes : il mettait à la tête de la succursale de Paris M. Henri Bamberger et lui adjoignait comme sous-directeur un tout jeune homme qui avait à se faire pardonner son âge; il avait fait ses débuts au Crédit Industriel, où son oncle, M. Gabriel Dehaynin, un des fondateurs de la maison, l'avait fait entrer. Ce jeune homme est aujourd'hui un de nos financiers les plus connus; mieux que moi, il pourrait racon-

ter l'histoire de cette petite succursale d'une maison d'Amsterdam, devenue la Banque de Paris, un de nos établissements de crédit les plus considérables. Ce Parisien, c'est M. Henri Thors, qui, d'étape en étape, est devenu directeur, puis directeur général, et est aujourd'hui administrateur, c'est-à-dire assis à la fameuse table du conseil où siègent les chefs des plus importantes maisons de banque de Paris, qui pourraient à eux seuls, s'il leur en prenait fantaisie, souscrire personnellement les emprunts qu'ils émettent.

A peu près vers cette époque, poussés par le même instinct du groupement, trois financiers : MM. Schnapper, le baron de Haber et le baron de Soubeyran, fondaient la Banque de Paris et s'adjoignaient dans leur conseil M. Delahante, M. Cernuschi et M. Joubert.

Immédiatement après la guerre, dans les premiers mois de 1872, les personnalités qui dirigeaient la Banque des Pays-Bas et celles qui présidaient la Banque de Paris songèrent à fusionner, et désignèrent pour conduire à la fortune les deux gouvernements amis et alliés,

M. Bamberger et M. Joubert. Ceux qui ont connu ces deux financiers ont discerné en eux les types les plus complets des deux écoles financières les plus opposées.

M. Bamberger, c'était la finance méthodique, presque réactionnaire, en un mot la finance classique. M. Joubert, Parisien mêlé à tout le mouvement artistique, littéraire et mondain, c'était l'école moderne, pleine d'initiative et presque romantique; aussi le conseil, pour les départager, nomma-t-il deux directeurs généraux, MM. Villars et Thors.

M. Joubert, qui s'honorait à juste titre d'être l'ami des princes, fut longtemps président du conseil; à sa mort, sa succession fut recueillie par M. Gouin, un nom essentiellement français, qui jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans, dirigea la Banque de Paris dans une voie chaque jour plus florissante.

On se souvient de cette opérette d'Offenbach où le roi Agamemnon chantait à pleine voix :

J'en ai dit assez, je pense,
En disant mon nom.

Ce refrain peut s'appliquer à la Banque de

Paris. En disant le chiffre des bénéfices de son dernier exercice, moi aussi j'en aurai dit assez : il s'est élevé à vingt millions de francs.

Ajoutons cependant un épisode qui pourrait figurer sur ses tablettes d'or : la Banque de Paris participa largement à la libération anticipée de notre territoire. M. Ernest Dutilleul, qui fut plus tard président de la Banque de Paris, était à cette époque directeur général du mouvement des fonds au ministère des finances, c'est-à-dire le premier collaborateur de Pouyer-Quertier. Ce fut lui que l'on chargea de négocier avec Bismarck toutes les questions relatives au paiement de l'indemnité. M. Dutilleul s'adressa d'abord à la Banque de Paris et il trouva auprès de ses administrateurs le concours le plus éclairé pour réunir dans les délais fixés les sommes énormes que nous devions verser en numéraire.

La Banque de Paris occupe aujourd'hui trois ou quatre maisons de la rue d'Antin. Le conseil siège dans l'une d'elles, qui est l'ancien hôtel Mondragon. Devenu bien national pendant l'émigration, il fut transformé en mairie et

c'est dans un de ses salons, aujourd'hui cabinet de travail du directeur général M. Turettini, que fut marié le citoyen Bonaparte avec la citoyenne Tascher, veuve du citoyen Beauharnais. Si les murs pouvaient parler! Détail caractéristique : nous avons dit qu'au début la Banque de Paris s'appelait Banque de *Crédit* et de *Dépôts*. Or, aujourd'hui, elle ne reçoit pas de *dépôts* et ne fait pas de *crédit*. On peut donc dire de la Banque de Paris que c'est le type de la Banque fermée.

*
* *

La banque ouverte par excellence est représentée par le Crédit Lyonnais, mécanisme financier d'une souplesse extraordinaire, dû à la volonté géniale de son fondateur, M. Henri Germain. Le Crédit Lyonnais débuta modestement à Lyon, en 1863. L'année suivante, une agence, devenue depuis le siège principal, s'ouvrait à Paris dans un modeste appartement de la rue de Choiseul, puis se transféra bientôt au boulevard des Capucines. Ce n'est qu'un peu

plus tard que le Crédit Lyonnais s'installait dans un local du boulevard, au coin de la rue de Choiseul, dans cet étrange pâté de maisons, monstrueuse verrue formée de passages qui ne conduisaient à rien, d'impasses invraisemblables qui dégageaient d'affreux relents. Il y avait là des maisons hybrides où l'on voyait des opticiens, des marchands de cravates, des fabricants de pipes, etc. Mes yeux ont vu cela dans le temps où M. Henri Germain concevait le prodigieux organisme qui peu à peu allait se développer et du même coup animer ce coin du boulevard, en démolissant les bicoques borgnes où maintenant se dresse l'imposant parallélogramme du Crédit Lyonnais, qui ne mesure pas moins d'un hectare.

M. Henri Germain était un des cerveaux les mieux ordonnés de ce pays. Il savait, comme à miracle, deviner les besoins de son temps. Il avait épousé une femme extrêmement intelligente, Mlle Vuitry, fille de l'ancien ministre, président du conseil d'État. Il eut la joie, rare chez les créateurs, de voir, avant de mourir, son œuvre arrivée presque à son parfait déve-

loppement. M. Mazerat, qui fut le principal collaborateur de M. Germain pendant quarante ans, lui succéda. Il montra de précieuses qualités. En moins d'un demi-siècle, voici ce que M. Henri Germain, secondé par d'éminents lieutenants, a fait du Crédit Lyonnais. Son capital initial était de 20 millions de francs : il est aujourd'hui de 250 millions, plus 140 millions de réserve; 314 agences à Paris, en province, aux colonies et à l'étranger, sont en relations quotidiennes avec le siège social. C'est M. Henri Germain qui eut l'idée d'installer des coffres-forts que le Crédit Lyonnais mettrait à la disposition de sa clientèle : rien que dans les sous-sols du palais du boulevard des Italiens, reliés entre eux par une série d'ascenseurs, il y a 30 000 compartiments en location. On les portera bientôt à 45 000.

Le personnel de Paris est privilégié. Il jouit d'un excellent restaurant que fréquentent, au déjeuner, 1 200 employés. Et le personnel féminin bénéficie d'un jardin, dont on ne soupçonne pas l'existence et qui s'étend sur toute la toiture de l'établissement : jardin d'été et jardin

d'hiver. Les hommes ont une galerie d'escrime, une salle de douches et même une salle de concerts.

Fait à noter et qui est à l'honneur du Crédit Lyonnais : par la volonté de son fondateur, M. Henri Germain, les plus hautes charges administratives sont accessibles aux employés. Le président du conseil d'administration actuel, M. Émile Bethenot, financier de grande expérience, de larges vues, d'une extrême courtoisie, et plusieurs administrateurs, ont débuté modestement dans l'établissement. C'est aussi le cas de presque tous les directeurs et sous-directeurs. Voilà de la bonne démocratie ! Les deux gendres de M. Germain, M. Fabre-Luce et le baron Brincard, ont gagné laborieusement tous leurs grades. Ce ne sont pas des fils à papa ! Ils ont été désignés comme administrateurs délégués par la confiance de leurs collègues. Le Crédit Lyonnais est, nous affirme-t-on, la plus grande institution de crédit du monde entier.

Au moment précis où naissaient le Crédit Mobilier et la Société Générale, un groupe de financiers considérables obtenait du gouverne-

ment turc une « ferme » des plus importantes. Ils étaient autorisés, pour la Banque qu'ils allaient créer, à émettre du papier, comme la Banque de France. La Banque Ottomane, ce fut son nom, devenait une véritable Banque d'État. Elle ne réduisit pas sa fonction à cette simple opération : elle fit des avances au Trésor impérial et pour se couvrir fut amenée à émettre des emprunts. Son conseil est un livre d'or de la haute finance : le comte Pillet-Will, qui vient malheureusement de mourir, était un de ses administrateurs héréditaires. A Constantinople, le directeur général est choisi parmi les hautes personnalités financières et souvent politiques : M. Revoil n'a pas hésité à quitter l'ambassade de Madrid pour remplir ce poste envié.

Je vais avoir l'air de commettre, au moins à demi, un anachronisme, en parlant de la Banque de l'Union Parisienne; chacun sait qu'elle est de création relativement récente et, qu'en tout cas, elle n'existait pas sous sa forme actuelle, au temps lointain que je revis ici. Il y avait alors un financier actif et audacieux, M. de Werbrouck, qui eut l'idée de créer un

nouveau type de banque, en faisant résider sa force dans la publicité financière. J'ai raconté l'exploit de M. de Werbrouck, lorsqu'il me fit chasser du *Gaulois* où je n'avais pas voulu servir ses intérêts politiques. Il réussit très vite à se constituer une jolie fortune. Il passa la main. Si M. de Werbrouck revenait aujourd'hui dans ce monde, il aurait du mal à reconnaître sa modeste banque dans le grand établissement financier qu'est la Banque de l'Union Parisienne, troisième manière, et à la tête de laquelle sont les plus grands financiers de Paris. Elle fut fondée, en effet, par le baron Hottinguer, le baron Mallet, M. Vernes, M. Michel Heine, M. Mirabaud ; le marquis de Reverseaux, un de nos diplomates les plus regrettés dans la carrière, fait partie du conseil. Le marquis de Frondeville en est l'administrateur délégué. Dès son début, elle a pris rang parmi les grandes institutions de crédit, sur le patron desquelles elle s'était modelée ; elle s'est associée à toutes les grandes entreprises financières ou industrielles qu'elles ont patronnées. Celles qu'elle a créées, elle-même, ont réussi à souhait.

Le président de la Banque de l'Union Parisienne, M. Villars, s'est formé, d'ailleurs, à bonne école, puisqu'il fut, comme nous l'avons dit, directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas avec M. Thors. On ne pouvait faire un meilleur choix.

*
* *

Il y avait donc à la fin de l'Empire toute une armée financière constituée en majeure partie par de grandes maisons de banque qui n'avaient pas encore de rivales, puis par six ou sept établissements de crédit qui n'étaient qu'au berceau et qui allaient, en harmonie avec la marche ascensionnelle générale, prendre un essor inconnu jusque-là. Les malheurs, les désastres, que nous devions subir et qu'on ne pouvait prévoir, en mettant à une dure épreuve le crédit de la France, allaient permettre à toutes ces forces financières de se mettre en mouvement pour collaborer puissamment avec nous à notre relèvement financier. C'était la vraie Armée du Salut!

Pendant la guerre, le marché fut immobilisé. On parla bien de ce qu'on a appelé l'emprunt « Laurier », mais la Bourse de Paris l'ignora et n'eut pas à s'en occuper.

Par un phénomène normal qui ne peut déconcerter que ceux qui ne réfléchissent pas, nos désastres ouvrirent une période d'affaires qui tint presque du vertige. Tous les stocks de production étaient épuisés; il fallait les remplacer; il y avait des milliards à payer aux Allemands; il fallait donc créer des rentes, les échanger et par là provoquer à la Bourse un mouvement considérable. Ce mouvement existait encore dans toute son intensité vers 1873, quand j'entrai comme intermédiaire chez un agent de change. Beaucoup de jeunes gens qui, par leur naissance, leur éducation première, la nature de leurs occupations, semblaient devoir être éloignés des affaires, avaient été attirés vers cette même terre promise; c'était bien simple, il suffisait d'un crayon, d'une feuille de papier et d'une petite inscription, c'est-à-dire un ordre, pour gagner des courtages importants. Le comte de Saint-Roman, le comte Exelmans,

le baron Nivière, le comte de Maugny, le baron Benoît Méchin, le prince Stanislas Poniatowski avaient trouvé facilement des clients et étaient sur le chemin de la fortune. De futurs écrivains et auteurs dramatiques célèbres s'y essayaient aussi : c'était M. Henry Becque, M. Pierre Decourcelle, M. Octave Mirbeau; un jeune artiste de talent, M. Tenré, avait sacrifié ses pinceaux pour prendre le crayon du remisier.

Le prince Poniatowski a laissé un fils unique, le prince André Poniatowski, qui a donné sa démission d'officier de cavalerie pour se consacrer sérieusement aux affaires. Il est aujourd'hui président d'une banque importante, la *Banque privée de Paris-Lyon-Marseille* qui, par les nombreuses agences dont elle dispose en province, exerce une réelle influence dans tout le sud de la France.

Vu des premières galeries, le spectacle qu'offrait la grande salle de la Bourse devait exercer une attirance aussi spéciale, dans un autre genre, que la salle de l'Opéra un soir de bal masqué. Point de masques, mais le même tapage, la même cohue, la même course vertigineuse.

Quand l'oreille s'était accoutumée à ce fracas, quand l'œil s'était habitué à cette mêlée, on pouvait discerner les cris que se jetaient les uns aux autres les agents de change parqués dans la Corbeille. Dans la mêlée, on pouvait distinguer tous les commis d'agents de change, tous les remisiers, tous les intermédiaires, se précipitant, le carnet ou la fiche à la main, pour présenter la cote à tous les clients qui arrivaient en masse, puis se ruant ensuite vers la Corbeille pour transmettre, les premiers, l'ordre important qu'ils avaient reçu. C'était, trois heures durant, une fièvre générale. Quelque chose comme un champ de bataille, qui eut d'ailleurs ses vainqueurs, mais souvent aussi ses vaincus.

Au dehors, sous les arcades, se tenait, par tous les temps, le marché libre, c'est-à-dire la Coulisse. Elle ignorait le froid, la pluie, le vent; elle brassait des affaires énormes; elle montrait, à cette époque, une ardeur, une juvénilité qui la faisait l'égale, pour ne pas dire la supérieure, du marché officiel.

Je vois encore et j'entends M. Isidore Dreyfus, de sa voix sonore, de son geste impératif,

de son air conciliant et jovial, menant la Coulisse à la bataille. Mes yeux n'ont pas oublié une sorte de géant, M. Lange, qui semblait envelopper dans les plis de sa redingote toujours flottante les clients que sa verve méridionale avait subjugués. Ce n'était pas seulement pendant les heures officielles de la Bourse que la coulisse s'agitait, elle ne s'endormait jamais : d'abord, tous les soirs, de neuf à dix heures et demie, elle emplissait de ses cris et de ses appels le boulevard des Italiens et le passage de l'Opéra. Aux grands jours, c'est-à-dire quand il se produisait des événements politiques à l'extérieur ou à l'intérieur, elle commençait ses opérations à partir de dix heures du matin. Les coulissiers prenaient à peine le temps de déjeuner et se retrouvaient à midi, au premier son de cloche, sous les colonnades de la Bourse. Quand M. Thiers fut renversé, la Bourse se tint en permanence sur le boulevard du samedi au lundi matin, et les écarts ne furent pas, dans les deux sens, de moins de trois ou quatre francs sur les rentes françaises.

Je me rappelle une autre journée : c'était au

moment où M. Isaac Péreire rêvait, pour le Crédit Mobilier Espagnol, la fortune du premier Crédit Mobilier : toute la spéculation suivait son étoile. Je reçus tellement d'ordres d'achat de Mobilier Espagnol, que l'agent de change auquel je les transmettais n'eut pas le temps de les exécuter pendant la Bourse. C'était une heureuse époque pour les arbitragistes; les arbitragistes sont des banquiers qui font, comme leur nom l'indique, l'arbitrage, c'est-à-dire l'échange d'opérations entre plusieurs villes. Dans ces temps préhistoriques, les arbitragistes employaient tout simplement de modestes voitures de cercle pour porter leurs dépêches au poste central de la rue de Grenelle. Un jeune employé d'une grande maison de coulisse, M. Paul Gers, eut l'idée de constituer un groupe de bicyclistes et de les mettre, pour le même prix, à la disposition des banquiers, qui gagnèrent ainsi un quart d'heure environ dans l'expédition de leurs télégrammes. Cette combinaison ingénieuse mit notre jeune homme en lumière. Il montra par la suite de l'activité et de l'intelligence. Aujourd'hui, il est le chef d'une maison

de banque qui a sa succursale à Bruxelles, et il emploierait à son tour les fameuses bicyclettes qu'il a inventées, si le téléphone ne les avait reléguées au magasin d'accessoires.

A cette époque, il y avait un marché énorme sur les rentes. C'était un titre essentiellement sensible. Aujourd'hui la rente est pompée par les caisses d'épargne ; les plus grandes nouvelles exercent une influence à peu près nulle sur les cours. Il n'était pas rare alors de voir un spéculateur acheter ou vendre un million de rentes. Les opérations de primes, non seulement pour la fin du mois, mais au jour le jour, étaient considérables. Les boursiers ont conservé le souvenir d'un spéculateur qui ne se livrait qu'à ce jeu et qu'on avait surnommé le *Maréchal des primes*. Enfin j'ai vu un fort aimable homme, M. Cauchois, arrêter d'un coup de crayon des opérations qui ne se chiffraient pas par moins d'un ou deux millions de rente.

Les financiers ne dédaignaient pas alors de venir faire un tour à la Bourse après leur déjeuner. Cette promenade leur paraissait hygiénique et instructive. On pouvait se montrer le

baron Mallet avec son parapluie légendaire, MM. Louis et Jacques Stern, le comte Nissim de Camondo et plus tard son neveu le comte Isaac, M. Mirabaud, les jeunes lieutenants de la banque de Paris, M. Noetzlin et M. Thors, M. Goguel, M. Hoskier, M. Saki Kahn, le baron de Neuflize, M. Michel Ephrussi, M. Hollander, M. Edouard Kohn et son jeune neveu, M. Proper, M. Vlasto, M. Peytel, MM. Machiels, MM. Lebaudy, M. Lévy Crémieux; quant à MM. Louis et Raphaël Cahen d'Anvers, ils se tenaient en permanence dans l'angle qu'ils avaient adopté, de midi à trois heures; cet angle fut toujours très recherché; plus tard, il fut occupé par un spéculateur, longtemps heureux, qui rachetait son bonheur par sa bonne grâce : M. Élie Léon. Je laisse à penser si tous ces financiers étaient l'objet des sollicitations de tous les remisiers et même des chefs de maison. Ils ne donnaient pas toujours d'ordres, mais ils les refusaient avec une rare courtoisie.

J'ai dit que la Bourse était un grand champ de bataille, mais comme, dans une forêt, on coupe un rameau malade et l'arbre continue à

verdoyer, à chaque coupe sombre la Bourse a reverdi de plus belle.

Je vis apparaître un jour un financier que le train du Nord avait déposé à Paris; il venait de Bruxelles pour fonder une banque : la Banque Européenne : il avait d'abord visé le Crédit Mobilier. A la faveur de cette banque, il espérait trouver les capitaux nécessaires pour grouper toutes les petites lignes de chemins de fer, pour obtenir ensuite de nouvelles concessions et créer ainsi un réseau, faisant concurrence aux grandes lignes existantes. Il avait aussi l'idée de doter Paris de ses premières lignes de tramways. Il avait trop d'imagination. Ce fut un boum! ce fut un pouf!

La vague n'avait pas recouvert le cadavre de M. Philippart qu'une autre personnalité apparaissait à l'horizon : c'était M. Secrétan, un grand industriel. Il rêva le trust des cuivres, constitua la grande Société des métaux. Il était, pour parodier un vers fameux, « venu trop tôt dans un monde trop vieux ». Ses idées se heurtèrent à la routine générale, il échoua. Secrétan sombra dans un krach formidable.

La liste nécrologique n'était pas close. Cette fois encore il y eut krach, mais il y eut aussi et surtout assassinat. Une banque s'était créée sous l'inspiration d'un homme d'un grand tempérament financier, M. Bontoux : c'était l'Union Générale. Par son influence, par celle d'hommes d'une haute valeur, d'une grande naissance et d'une réelle énergie, il avait su faire de cette banque le pivot d'affaires industrielles considérables en France et surtout à l'étranger. Cette banque comptait évidemment parmi ses administrateurs, parmi ses actionnaires, de grandes personnalités catholiques. C'est incontestable. On en prit prétexte pour lui faire une guerre confessionnelle et pour ameuter contre elle les pouvoirs qui déjà, sourdement, faisaient la guerre au catholicisme. La lutte fut longue, désespérée, dramatique. M. Bontoux fut arrêté, ses affaires suspendues, la banque déclarée en faillite, et néanmoins les victimes innocentes, sacrifiées à la politique, retrouvèrent 90 pour 100 de leurs créances et toutes les affaires qu'elles avaient lancées ou patronnées sont aujourd'hui des plus florissantes. Je ne veux pas savoir si

des fortunes scandaleuses se sont édifiées sur ce véritable attentat commis par le gouvernement et la magistrature; mais il me faut dire que le nombre des ruines qu'a causées cet assassinat est incalculable. L'effondrement de l'Union Générale est certainement une des causes du développement de l'antisémitisme en France. Dans un registre moins élevé, mais par des ramifications étroites, nous lui avons dû les scandales de l'affaire Humbert.

Quand on se rappelle ce que fut cette véritable secousse sismique qui fit trembler le sol de la Bourse et le laissa jonché des cadavres non seulement de l'Union Générale mais d'une multitude de banques similaires : le Crédit Général Français, le Crédit de France, le Crédit de Paris, la Banque provinciale, que sais-je encore? on trouve, par comparaison, que les krachs qui se sont succédé à la Bourse, à intervalles différents, ne sont que des jeux d'enfants, de nature tout au plus à faire la leçon à des spéculateurs trop aventureux : tels les krachs du Turc, du Péruvien, de l'Argentin, sans oublier un krach qui atteignit plus encore l'honneur des parle-

mentaires que la fortune des boursiers, je parle du krach du Panama. Malheureusement ce fut la petite épargne qui fut surtout éprouvée, tellement les titres du Panama étaient éparpillés. Il nous faut bondir de plusieurs années en avant si nous voulons revoir les mêmes vertiges, les mêmes emballements, les mêmes ascensions, les mêmes chutes. Ce sont des saignées presques périodiques. Il semble que, pour vivre, la France ait besoin de vider un peu du trop-plein de son sang ou de son argent.

M. de Soubeyran, — encore M. de Soubeyran! c'est de lui qu'on pourrait dire plus justement que du duc de Morny : « Il est dans toutes les affaires! » — donc M. de Soubeyran avait saisi certaines rumeurs qui représentaient le Transvaal comme le pays de Cocagne des mines d'or. Il chargea deux ingénieurs importants de se rendre au Transvaal, de *prospecter* les mines, d'étudier les filons et de revenir avec un rapport sérieux et substantiel. Le rapport fut détestable; les ingénieurs reconnaissaient bien qu'il y avait de l'or dans les mines, mais ils en contestaient l'abondance, la richesse et

déclaraient qu'en tout cas le coût certain des frais d'extraction dépasserait le rendement éventuel du minerai à exploiter. La chance, cette fois encore, trahit M. de Soubeyran. Mieux éclairé, il eût enfin atteint la fortune qu'il poursuivait depuis si longtemps. On peut mesurer d'autre part l'immense bénéfice qu'aurait trouvé le marché de Paris à acheter de première main des actions qu'il fut obligé de se procurer sur le marché de Londres avec toutes les majorations dont elles furent l'objet. Entre temps, en effet, nous apprenions, en France, que des financiers, anglais pour la plupart, étaient en train d'édifier des fortunes fantastiques au Transvaal; on sait leurs noms : MM. Porgès, Vernher, Beit, Farrar, Neumann, Robinson, Barnato. Le marché français se rua sur les mines. L'oncle du Transvaal détrôna l'oncle de Californie; on put relire un vrai chapitre des *Mille et une Nuits*.

Chacun voulut avoir une part du gâteau. Ce fut la *furia francese*. Un jeune intermédiaire, M. Jacques de Gunzbourg, ancien lieutenant aux gardes dans l'armée russe, grâce à ses relations avec certains grands miniers, avait été

avisé du boum qui se préparait. Il s'associa à une grande maison de Londres, et introduisit les meilleures valeurs de mines sur le marché de Paris. On l'écouta quand il conseilla d'acheter, on l'écouta moins quand il s'agit de se calmer; des spéculations à la hausse formidables s'engagèrent sur ces titres; le krach était inévitable; il arriva, écrasant tous ceux qui avaient pris des engagements trop lourds. Aujourd'hui les mines d'or à rendements ont retrouvé un marché tranquille, une capitalisation normale : c'est un marché de tout repos, un marché de père de famille.

La bourrasque fut terrible. Ce fut le dernier krach de la Bourse; je me trompe : ce fut l'avant-dernier. La Bourse devait en subir un plus intense, plus général, mais qui, pour être moins brutal, n'en est que plus difficile à combattre et à détruire. C'est le krach de la spéculation. Aujourd'hui, la spéculation est morte.

Faut-il s'en réjouir avec les moralistes, qui poursuivent le jeu partout où ils croient le découvrir? Faut-il le regretter avec les financiers, qui considèrent la spéculation comme

une condition de prospérité pour la Bourse et tout ce qui s'y rattache?

Laissons moralistes et financiers disputer sur cette question. Ce qui intéressera mes lecteurs, c'est que je ne me contente pas de signer l'acte de décès de la spéculation, mais bien que j'indique le genre de maladie auquel a succombé la patiente. M'estimant un petit clerc dans la matière, j'ai voulu ne vous offrir que le résultat d'une enquête sérieuse, et je m'en suis allé trouver un ami, dont la compétence est universellement reconnue; voici ce qu'il m'a dit :

« — La situation présente, voyez-vous, a pour cause première le duel qui eut lieu entre la Coulisse et le Parquet. La Coulisse est un instrument jeune, souple, sorte de corps d'éclaireurs, ayant les défauts de ses qualités, un peu libérale dans sa composition, un peu facile peut-être dans les crédits accordés aux clients. La Compagnie des agents de change est un corps considérable dans l'État. Elle tient sa constitution d'un privilège, d'un des rares privilèges qui subsistent encore. C'est donc une

grande maison de tradition à qui toutes les sympathies du *Gaulois* doivent être acquises. Armé de la loi Fleury-Ravarin, le Parquet a été amené à réprimer les tendances envahissantes de la Coulisse, qui l'annihilait. C'était très naturel.

« Mais supposez, me dit cet ami, que la Coulisse ait conservé le marché de l'Extérieure, du Turc, du Rio, qu'on lui a enlevé. Comme toutes ces valeurs sont classées, qu'est-ce qu'elle en ferait? Sa situation ne serait pas améliorée pour cela. Et s'il n'y avait que cette raison, les spéculateurs, croyez-le bien, auraient trouvé un autre champ d'action. La vérité est que s'il n'y a plus de spéculateurs, c'est qu'il n'y a plus matière à spéculations. Le marché est devenu un marché au comptant, un marché de placement. C'est ici qu'apparaît la transformation profonde de notre marché, par suite du développement de l'épargne française et de l'action des établissements de crédit, — deux termes corollaires.

« Les établissements de crédit sont allés recueillir, grâce à leurs milliers d'agences,

l'épargne aux sources mêmes; partout où il y a un bas de laine de quelques cents francs, ils se sont appliqués — comme c'était leur droit et leur fonction naturelle — à le découvrir en vue d'un placement. Autrefois, tout emprunt se classait, non du premier coup, mais par étapes, ce qui permettait à la spéculation de prendre position en attendant le capitaliste, et aux remisiers de gagner des courtages, en se chargeant de ces opérations. Aujourd'hui, les emprunts sont souscrits immédiatement par l'épargne, même s'il s'agit de valeurs inférieures. C'est au point que les établissements discutent ou diminuent les primes qu'ils accordent aux intermédiaires pour le placement des titres.

« Toutes les valeurs étant classées, la spéculation manque d'aliments pour vivre.

« Les lois fiscales ne sont pas non plus sans influence sur cet état de choses. La loi d'abonnement qui frappe les valeurs étrangères d'une taxe est tellement élastique que les intéressés ne savent pas eux-mêmes dans quelle mesure ils devront être taxés. L'impôt sur le Rio atteint jusqu'à 1 800 000 francs par an! C'est un impôt

écrasant. D'autre part, le fisc, dans le dessein de contrôler la sincérité des opérations déclarées, a exigé la création d'un répertoire où il doit en être fait état. Ce répertoire est à la disposition des agents du fisc pour les vérifications qu'il juge utiles. Il y a là un contrôle permanent qui peut devenir singulièrement abusif. En tout cas, il permet l'intrusion constante de l'État, devançant ainsi le contrôle vexatoire qui ferait les beaux jours de l'impôt sur le revenu. Résultat : il est telle puissante maison de banque de Paris qui n'accepte plus les ordres d'achats ou de ventes de titres quelconques, pour éviter cette inquisition. »

Comme je demandais à mon ami si la mort de la spéculation est un mal ou un bien, sa réponse fut très nette :

« — C'est un mal certainement. Un marché complet doit comporter ces deux éléments : le comptant et la spéculation. En temps normal, sans troubles à l'horizon, le comptant suffit à maintenir le marché. Mais qu'une inquiétude naisse, tout change : si le comptant se met à vendre sans trouver en face de lui la spécula-

tion — soit qu'elle achète, soit que, ayant pris les devants, elle ait vendu à découvert et soit disposée à racheter — les cours tombent dans le vide. Les inconvénients de la baisse sont beaucoup plus terribles et peuvent déterminer des crises dangereuses. La spéculation à la baisse est souvent une sorte de *capiton*. Au moment des désastres en Mandchourie, le portefeuille seul possédait des valeurs russes. Ni vendeurs ni acheteurs en spéculation. Les ordres pouvaient affluer sans rencontrer de contrepartie : c'était un désastre sans précédent. Il se trouva alors un homme, qui est une grande figure financière, qui aurait pu tout aussi bien être un grand capitaine qu'il est un grand administrateur. Cet homme empêcha, à lui seul, la vente du Russe. Il se présenta au Parquet et déclara tout net :

« — On ne vendra pas du Russe à découvert. »

« C'était arbitraire, c'était tyrannique; mais, ce jour-là, M. de Verneuil, syndic de la Compagnie des agents de change, sauva la Russie d'une déroute financière et la France d'un véritable cataclysme.

« — Et le remède à cela?

« — Le remède? Mais il existe. Il faut d'abord modifier la loi d'abonnement et limiter le droit du fisc en matière de contrôle. Le remède est surtout ailleurs. Les spéculateurs ont déserté la Bourse, parce qu'ils n'y rencontraient plus d'éléments pour exercer leur industrie. Si l'on veut établir le juste équilibre d'un marché qui doit avoir sa Bourse au comptant et sa Bourse à terme, il faut retrouver des valeurs sérieuses, mais offrant cependant assez d'aléa pour donner une marge à la hausse et créer une amorce pour l'âme du joueur qui se trouve en tout boursier qu'il soit français ou étranger. Le jour — certainement prochain — où cet élément sera retrouvé, la Bourse, tout en gardant sa belle rectitude de marché au comptant, connaîtra de nouveau la souplesse et la hardiesse propres au marché à terme. »

L'heure pressait mon ami. Il consulta sa montre.

« — Deux heures et quart, fit-il, c'est le moment d'aller faire un tour à la Bourse. Venez avec moi; vous verrez que si une révolution

s'est opérée dans le marché, une métamorphose complète a modifié sa physionomie. Ceci illustrera cela. La mode est aux illustrations. Vous hésitez? vous croyez que la Bourse c'est toujours pour vous la Fosse aux lions. Je parierais bien qu'aujourd'hui les lions sont calmés. Mais je n'insiste pas et je vais vous les montrer sans que vous perdiez votre incognito. Accompagnez-moi, nous allons monter au premier étage. J'ai des amis au Syndicat. Nous verrons sans être vus. »

Je monte et, dès la première marche, je m'aperçois en effet qu'il y a quelque chose de changé; les galeries ne sont plus ouvertes, elles sont défendues par une muraille de verre. La Bourse est devenue une véritable serre... la serre aux pommes d'or. Les bombes de Vaillant sont le commencement de la sagesse.

« — Effacez-vous derrière moi, me dit mon ami, on va ouvrir une fenêtre et le public est si désœuvré que tout le monde lèvera le nez en l'air. »

L'effet prévu ne manqua pas; heureusement j'étais masqué par mon ami. La Corbeille n'a fait que s'agrandir depuis 1875, mais elle est

flanquée de quatre petites corbeilles réservées au marché de certaines valeurs étrangères. Muni d'une lorgnette, je regarde, puis j'écoute; je constate qu'il y a toujours du bruit, mais ce n'est pas le fracas d'autrefois; la foule est plus grande, mais ce n'est plus la foule affairée, curieuse, agitée; elle semble inoccupée. Tout à l'heure elle regardait en l'air, maintenant elle s'amuse à suivre du regard des boursiers qui poursuivent de leurs cris et de leurs quolibets un petit vieillard qui ne paraît pas bien méchant.

« — Ah! me dit mon ami, ce doit être encore une niche qu'on fait à ce bon M. Valiche. »

Aucun visage connu ne se détache. Contre les colonnes, dans les angles, aucun habitué. Je m'en étonne auprès de mon ami.

« — Tout est bien changé, je vous l'avais dit; aujourd'hui, tout est ordonné, réglé, chacun est à son poste. Penchez-vous, voyez-vous à gauche? c'est la salle où se tiennent les banquiers qui font du change ou de l'arbitrage. A leur portée, on a placé le téléphone et la télégraphie. En face de vous, la Coulisse. Elle est si calme que vous ne la reconnaissez plus. A droite

on a placé des box qu'ont loués les représentants de tous les établissements de crédit, des banquiers, des agents financiers. On ne les leur donne pas ces box! Ils les paient bel et bien de 3 000 à 8 000 francs par an. Ce n'est que vers deux heures que vous verriez arriver quelques personnalités financières. Voici M. Besnard : vous l'avez connu lorsqu'il était simple commis du comptant chez un agent de change; par son activité, par son intelligence, il a gravi tous les échelons; c'est aujourd'hui le chef d'une banque des plus importantes et il a attaché son nom à une entreprise très parisienne : le Métro. Il se contente cependant d'une simple chaise! Chaque semaine, son ami, le baron Empain, qui a le siège de ses affaires à Bruxelles, vient prendre l'air de Paris et l'accompagne à la Bourse; vous savez que c'est le vice-roi du Congo et un des grands maîtres de l'électricité? Trois ou quatre fois par an, M. Soli Joël, un des rois du Cap, vient saluer ses amis de Paris. Je pourrais vous montrer des représentants de la haute banque : M. Mirabaud, M. Edgard Stern, M. Halphen, le beau-père du baron Édouard de Rothschild, et

M. Edmond Beer, le beau-père du baron Robert; voici M. Raphaël, une vieille figure d'autrefois qui vient initier ses fils aux mystères de la finance; le baron Jacques de Gunsbourg, dont vous avez connu les débuts, manque rarement de faire une apparition à la Bourse. C'est aujourd'hui une puissance; administrateur de vingt sociétés et entre autres de la grande « Banque française », que préside M. Rouvier, il crée des syndicats, patronne des affaires nouvelles, a vingt rendez-vous, n'en manque aucun, prend le temps à peine de serrer la main à un de ses collaborateurs, M. Verdé-Delisle, dont le nom très parisien évoque plus d'un souvenir chez les rares survivants d'avant 1870 et il est déjà parti! M. Noël Bardac, pour qui la Turquie n'a pas de détours, s'y montre quelquefois un instant. Vous verriez M. Gaston Dreyfus, le président des valeurs en banque, et le propriétaire d'une écurie de courses très heureuse; il cause certainement sport avec M. Edmond Veil-Picard, le grand collectionneur, qui vient de vendre la sienne. Je pourrais vous montrer deux aimables gentlemen, très répandus dans la meil-

leure société, MM. J. Nicolopoulo et Adolphe Pinto, et non loin encore, un vétéran, M. Hugo, qui se repose, comme M. Ferdinand Goldschmidt, des grandes batailles d'autrefois.

« Mais ne supposez pas qu'associés d'agents de change, coulissiers, remisiers, se précipitent pour montrer la cote et obtenir des ordres; ce serait peine perdue : là on peut toucher du doigt ce fait, c'est que la spéculation est morte. Si vous vous mêliez aux conversations échangées, vous n'entendriez parler, et sans bruit, que des émissions conclues ou en formation, des valeurs de placement et des emprunts futurs : les bulletiniers, qui sont venus aux nouvelles, les agents financiers importants s'empressent auprès des hommes du jour qui, par leur expérience du marché, par l'influence qu'ils ont gagnée dans les banques de Paris et de l'étranger, savent deviner l'heure propice au lancement d'une nouvelle affaire : c'est d'abord M. Spitzer, un modeste, un simple, auquel « l'amitié d'un grand homme d'affaires, sir E. Cassel, a été d'abord un bienfait des dieux », mais qui a aujourd'hui sa personna-

lité. Négociateur avisé, il jouit d'une autorité légitime à la Société Générale et à la banque de Paris; c'est M. Thalmann, très écouté, très suivi, qui a un frère à New-York, ses entrées à l'Union Parisienne, un pied à la Société des Mines, et l'oreille du Crédit Mobilier; c'est M. Victor, qui a débuté comme employé à l'Union Générale; il s'est mis ensuite à la tête d'une petite maison et a répandu une petite circulaire. La petite maison est devenue une importante société au capital de 15 millions, la petite circulaire est aujourd'hui un vrai journal financier, dont les avis font autorité parce que M. Victor a l'intelligence de bien conseiller sa clientèle. J'ai le plaisir parfois de serrer la main à un ancien collègue du Parlement, M. Adam, l'aimable président des banquiers de province, un important syndicat avec lequel il faut compter. Je m'en voudrais de ne pas citer des capitaines et des lieutenants « qui ont peut-être dans leurs fontes le bâton de maréchal » : M. Lhoste, qui va, dit-on, augmenter le capital de sa société, M. Louis Dreyfus, M. Muller, de la Banque Alsacienne; MM. Merzbach, M. Schu-

mann. Ils ont su se faire déjà une place importante.

« C'est donc plutôt, comme vous le voyez, une maison de conversation, une chambre d'enregistrement des cours; un conservatoire où se discutent et se préparent toutes les émissions.

« Grands banquiers, chefs d'établissements, maisons plus modestes, tous sont, en effet, sur le même rail; il s'agit de créer des affaires sérieuses qui tentent l'épargne toujours avide de placements avantageux. Nous sommes loin des boums des mines, des poufs de l'Union Générale! D'ailleurs, sur toutes ces personnalités, sur tout ce mécanisme nouveau, interrogez donc votre ancien collaborateur M. Albert Nahmias. Il est dans le train! Lui aussi a spéculé autrefois, il ne spécule plus. Il a commencé par placer des titres pour les banquiers qui les émettaient. Il crée aujourd'hui des affaires pour son propre compte et on les dit excellentes; c'est que, comme nous, il a jugé que la spéculation était morte.

« Mais voici trois heures. Ce qui n'a pas

changé, c'est la cloche qui annonce la fin de la séance. Examinez toute cette foule qui s'écoule tranquillement et regardez bien. Combien y a-t-il de chapeaux ronds et de chapeaux hauts de forme? Les coulissiers partent à leur tour, ils vont à leurs bureaux comme des bureaucrates ponctuels; ils quitteront leur cabinet à cinq heures et demie; plus de petite Bourse, naturellement, ni le matin, ni le soir. Ils sont heureux pendant les mois d'été que la Bourse soit fermée à deux heures et se réjouissent quand il y a un pont, le fameux pont! Les agents de change, ayant rempli normalement leur fonction, vont expédier leurs affaires et surveiller le courrier, ensuite ils iront à leur cercle, aux *thés* à la mode ou encore dans le monde où ils sont toujours très recherchés.

« Nos trois Ordres — pardonnez-moi cette image révolutionnaire — viennent de défiler devant vos yeux. S'ils étaient jamais appelés à se prononcer, comme leurs devanciers des États généraux, ils formuleraient, dans leurs Cahiers, la même doléance, le même vœu : de la vie, de la vie, encore de la vie! Le jour où ils seront

écoutés et il n'est pas besoin d'un 89, encore moins d'un 93 pour obtenir ce résultat, vous verrez les trois ordres : clientèle, coulisse, parquet, chacun dans sa sphère, comme il convient, travailler avec le même zèle, la même intelligence, la même activité au développement de notre marché.

« Et maintenant voulez-vous ma conclusion ? La voici : Le public s'est démocratisé, la coulisse s'est embourgeoisée, le parquet s'est aristocratisé, ce qui n'est pas pour déplaire, j'imagine, au journal de toutes les élites. »

*
* *

Je pris congé de mon aimable ami, non sans l'avoir remercié chaleureusement de la consultation si claire, si topique et je crois si définitive qu'il avait bien voulu me donner. J'espère que mes lecteurs partageront mon sentiment. Et, tout en rentrant au *Gaulois,* je réfléchissais. Décidément, Sa Majesté l'Argent est le seul monarque qui ne craigne pas les révolutions; ce qu'il semble perdre en qualité chez ses courti-

sans, il le gagne en nombre au centuple. Certes, je respecte la souveraineté que ses ministres exercent sur les capitaux... et les capitalistes; elle peut être féconde, à la seule condition d'être contenue. Mais tout bon politique devra se préoccuper de dresser en face d'elle deux autres souverainetés aussi incontestables, mais plus nobles encore, la naissance, qui est du capital moral acquis, et le talent, qui est du capital glorieux en formation.

SON ALTESSE LA PRESSE

SON ALTESSE LA PRESSE

Me voici arrivé au terme de mes souvenirs. En écrivant mon premier article, je n'avais certes pas la pensée d'en imposer beaucoup d'autres à mes lecteurs. Des amis bienveillants m'ont demandé de continuer. Dans le très spirituel billet de M. Maurice Barrès qu'on a lu en tête de ce volume, le grand écrivain me disait, comme au nègre légendaire : « Continuez. » J'ai subi cette douce violence. Les vieillards aiment à se raconter, — les malicieux diront à radoter, — car selon le joli mot de M. de Porto-Riche, dans le *Vieil homme,* il y a toujours deux expressions pour la même idée : une dont se servent les bienveillants, l'autre que les moins bien intentionnés inventent. Le passé est un miroir dans lequel on aime à se regarder; il vous montre en plus jeune, par conséquent en plus beau. Mes lecteurs me

pardonneront, car ils reconnaîtront que je n'abuse pas souvent de leur patience.

Je ne me serais jamais permis de recueillir la plume que m'avait léguée Henry de Pène. En bon commandant, j'ai laissé à mon état-major — et quel état-major! — l'honneur d'ouvrir le feu. Avec le concours d'écrivains de premier ordre, je me suis efforcé de faire du *Gaulois* un irréprochable salon de lecture où pouvaient fréquenter les femmes, où pouvaient même s'installer les jeunes filles. On a plaisanté le *Gaulois* en disant qu'il se posait en succursale de l'Académie. C'est un reproche qui, je l'avoue, me cause quelque fierté.

Le *Gaulois* a perdu, hélas! Albert Sorel, un grand historien à qui la célébrité s'imposa presque malgré lui, car il avait autant de modestie que de talent; Costa de Beauregard, qui fut un grand cœur et un admirable journaliste; Gebhart et aussi François Coppée, qui a mérité le beau nom de poète des humbles parce qu'il a consacré la meilleure partie de sa pensée aux pauvres, aux malheureux, aux abandonnés; enfin, le dernier disparu, Albert Vandal, une âme

noble, une plume sincère, une conscience toujours éveillée, que les lettrés et les patriotes doivent également regretter; mais il compte encore au nombre de ses collaborateurs MM. Émile Ollivier, le comte de Mun, René Bazin, Frédéric Masson, Henry Houssaye, Maurice Barrès, Henri Lavedan, Faguet, Doumic, Paul Bourget, le marquis de Ségur, Richepin, Jean Aicard, Henri de Régnier et même, à ses heures, Denys Cochin. Et je ne dois pas taire les noms des académiciens de demain : Jules Delafosse, Maindron, André Hallays, le général Bonnal, d'Esparbès, Fourcaud, Jean Rameau, Louis Bertrand. Quelle incomparable parure!

Cette affiliation au *Gaulois* de quelques-unes de nos illustrations littéraires les moins discutées correspond à une première transformation de la presse. Par un phénomène singulier, tandis que les académiciens qui n'avaient jamais fait de journalisme avant leur entrée sous la coupole écrivent depuis lors volontiers dans les journaux, les journalistes, qui sont devenus immortels, consacrent presque exclusivement leur talent, comme Paul Hervieu, au

théâtre, comme Jean Richepin, aux conférences.

Peu de journaux sont restés fidèles à leur formule de la première heure. Le *Figaro*, tout en augmentant le nombre de ses pages et en abaissant son prix à deux sous, a conservé son ancienne physionomie. Notre ami, Gaston Calmette, s'est contenté de perfectionner l'œuvre de M. de Villemessant, si bien continuée par MM. Magnard, de Rodays et Périvier. Fidèle serviteur des goûts du jour, il a donné une place plus large à la politique extérieure et aux questions théâtrales. Il a aussi ses académiciens et même ses académiciennes : Mmes Gérard d'Houville, la comtesse Mathieu de Noailles et Fœmina. Le *Figaro* est comme les peuples heureux, il n'a pas d'histoire. Je n'ai donc rien à ajouter. Nous citerons encore le *Temps* et les *Débats*, dont nous aurons l'occasion de reparler.

* * *

Mais en face de nous s'est dressée, surgissant de la fatalité des choses, une presse nou-

velle. Girardin disait que la presse est une quatrième puissance. On peut dire aujourd'hui que, parmi les forces actives, la presse arrive au premier rang. Je sais qu'il est d'usage d'en dire beaucoup de mal, surtout quand on n'a pas besoin d'elle. Rappelez-vous les vers satiriques qu'on avait inscrits sur un portrait du grand cardinal :

> Il m'a fait trop de bien pour en dire du mal.
> Il m'a fait trop de mal pour en dire du bien.

Ces vers, on pourrait les appliquer à la presse; mais pouvait-elle échapper à toutes les passions qui nous entraînent? Existe-t-il, je ne dirai pas dans les autres industries, mais dans les carrières libérales, plus de désintéressement, plus d'esprit de solidarité, plus d'amour du sacrifice que chez les journalistes? Et ce désintéressement, que l'on rencontre chez nous plus souvent qu'on ne le croit, combien de fois ne serait-on pas tenté d'en user et même d'en abuser? Combien de fois n'ai-je pas entendu dire des bons, très bons journaux : « Ah! ceux-là, nous n'avons pas besoin de nous en

occuper, ils ne nous attaqueront pas. » Phrase qui est une prime immorale aux rares feuilles tentées de déroger aux lois qui sont l'honneur de notre profession. N'avons-nous pas au moins l'excuse, étant des êtres dont la sensibilité est toujours en éveil, vivant dans une fièvre constante, de subir davantage les influences du dehors? Nous nous vantons d'être des directeurs de l'opinion et nous ne sommes souvent que des reflets et des agents de transmission. On peut donc dire que nos qualités sont bien à nous mais que nos défauts sont à tout le monde, quelquefois exagérés — j'en conviens.

Les époques ont la presse qu'elles méritent. Certes, je préférais le journalisme de l'ancienne école, où chaque journal défendait une idée, un principe, une méthode, où le journal constituait une sorte d'apostolat; mais cette immutabilité ne pouvait pas se prolonger au milieu des révolutions générales. Le télégraphe, les chemins de fer rapides, le téléphone, l'électricité, les transatlantiques ont universalisé la presse. Nous ne pouvions arrêter l'horloge du monde, c'était donc sur elle que notre montre devait se régler.

La presse parisienne avait aussi à se défendre, car le siège et la Commune avaient exercé sur elle une action décisive. Pendant le siège, en effet, et pendant la Commune, la province, privée de toute communication avec la capitale, apprit à se passer d'elle. Ce fut en ce temps-là que se créèrent les grands régionaux, qui s'outillèrent, se développèrent et, à la paix, firent une sérieuse concurrence à leurs confrères parisiens. Grâce au téléphone, ils furent bientôt aussi rapidement informés et, comme ils faisaient d'excellentes affaires, ils n'hésitèrent pas à s'assurer la collaboration des journalistes les plus justement renommés.

Ils connurent bien vite les grands tirages. Parmi les plus favorisés, nous pouvons citer : la *Dépêche de Toulouse,* le *Petit Provençal,* le *Petit Marseillais,* le *Nouvelliste de Lyon* et le *Nouvelliste de Bordeaux,* le *Lyon républicain,* l'*Éclair de Montpellier,* l'*Express du Midi*, le *Journal de Rouen,* l'*Espérance du Peuple,* la *Dépêche de Lille,* etc., etc.

Pour lutter contre cette formidable concurrence, la presse parisienne dut se transformer, donner à l'information la plus grande part de

la place occupée jusqu'alors par la littérature : le *Petit Journal* et le *Petit Parisien* se modifièrent dans ce sens, d'autres se créèrent en adoptant la nouvelle formule, le *Journal*, le *Matin*, l'*Écho de Paris*, l'*Éclair*, etc., etc.

Parmi les journaux anciens, les uns se conformèrent à la nouvelle mode, d'autres s'adaptèrent aux idées modernes en ne renonçant pas cependant à leurs traditions littéraires. Le *Gaulois* fut de ceux-là.

*
* *

J'ai assisté aux premiers essais de cette gigantesque transformation, que je vais tenter d'analyser, et qui devait tout envahir. J'ai eu même l'honneur d'être consulté comme un semi-doyen de la presse, en deux circonstances assez particulières. Je reçus un jour la visite d'un homme à l'esprit très audacieux, que j'avais beaucoup connu, puisque — comme je l'ai déjà écrit — j'avais eu le plaisir de l'avoir longtemps auprès de moi, M. Alfred Edwards :

— J'ai une idée, me dit-il : je vais fonder le *Matin*. Je prendrai comme type les journaux américains, mais avec une addition que je soumets à votre jugement. Je confierai l'article de tête à sept personnalités politiques tout à fait différentes. Ce sera une vraie tribune. Le public pourra siffler ou applaudir à son gré.

J'étais resté très vieux jeu; je croyais encore à l'unité d'opinion dans un journal. Je cherchai donc à dissuader Alfred Edwards; il ne m'écouta pas et fit très bien.

Une autre fois, Fernand Xau qui, jusque-là, s'était fait connaître comme un excellent reporter, toujours à l'affût de l'homme du jour à interroger, de l'événement sensationnel à décrire, me dit :

— Vous m'avez toujours témoigné beaucoup de sympathie et il ne me plairait pas de faire une tentative hardie sans prendre votre avis. Je voudrais être au *Figaro* et au *Gaulois* ce qu'ils ont été eux-mêmes aux grandes revues. Je voudrais lancer un journal littéraire à un sou et mettre à la portée des petits commerçants, des ouvriers, des instituteurs, des em-

ployés, un peu de littérature. Ce serait la table d'hôte à prix réduit.

Cette fois encore, je dois l'avouer, j'estimai cette conception folle : je pensais que le public, habitué aux romans de Ponson du Terrail ou de Xavier de Montépin, s'accommoderait mal d'une nourriture littéraire quotidienne.

Ceux qui continueront à me traiter de malin en seront pour leurs frais.

Je devais avoir d'autres surprises. Ces journaux : le *Matin* et le *Journal,* avec le *Petit Parisien* et le *Petit Journal,* ont atteint des tirages formidables. A eux seuls, ils répandent en France et dans le monde entier plus de quatre millions de numéros par jour, et quand j'assiste à ce spectacle, il me semble que je suis à l'Opéra dans la petite loge où d'aimables directeurs, qu'ils s'appellent Gailhard ou Messager et Broussan, veulent bien me donner l'hospitalité, et que j'écoute religieusement la magnifique orchestration de Wagner.

Tout est à l'unisson, tous les instruments concourent à créer des sonorités magnifiques et les notes harmonieuses du ténor ou de la

chanteuse s'y fondent sans jamais la dominer. La voix humaine y participe à l'égal du violon et du hautbois, et alors je me rappelle les inoubliables soirées de la salle Ventadour, où Mario, la Frezzolini, Tamberlick ou la Patti charmaient mes oreilles dans leurs cavatines ou leurs soli. Jamais l'orchestre ne couvrait leur voix. Tout était fait pour les rehausser, les mettre en relief. C'était le triomphe de l'instrument humain.

Voilà pour moi l'image de la presse d'aujourd'hui; le ténor y existe toujours, mais ce n'est plus un soliste, il n'a que sa part dans l'ensemble. Ce qui domine tout, c'est la machine.

*
* *

Oui, la presse est devenue une immense machine, où la place de chaque rouage est marquée. C'est la grande forge qui mugit, darde sa flamme et se met en branle. Le minotaure moderne se prépare à dévorer des kilomètres de papier. Après le cerveau qui a élaboré, la main

de fer va fonctionner. Les rédacteurs ont tous donné leur copie; elle est revisée par le directeur ou le secrétaire de la rédaction; elle est envoyée à la composition. A ce moment déjà l'homme commence à disparaître pour faire place à la machine. Le compositeur ne prend plus, comme il faisait jadis, ses caractères dans une série de cases pour composer un paquet, avec des paquets une colonne, avec des colonnes la page du journal, qu'on appelle une *forme;* aujourd'hui, le compositeur se tient devant un clavier, c'est un pianiste; les caractères viennent se placer d'eux-mêmes dans la ligne et constituer ensuite, ligne par ligne, paquet par paquet, colonne par colonne, la page du journal. C'est ce qu'on appelle la linotypie.

Quand ces pages sont faites, pour gagner du temps, on procède à un travail de clichage, on fait couler sur ces caractères un enduit qui reproduit en repoussé ce qui est en relief; on fait des clichés en nombre proportionné au tirage et par conséquent au nombre de machines.

C'est alors que l'œuvre du géant aux mille

bras va commencer. Entrez avec moi dans ces usines de la production cérébrale, défendez vos oreilles contre les sifflets stridents des machines, vos yeux contre l'ardeur des foyers incandescents, constamment vidés, constamment remplis; penchez-vous sur les monstres de fer, étagés comme une petite tour Eiffel, qui vont prendre du papier intact, l'étreindre, le couvrir de caractères, le plier, mettre les bandes imprimées et affranchies, et l'empiler en ballots énormes. Ces ballots, des automobiles et des voitures les conduisent aux gares, aux messageries, chez Hachette, ou les distribuent dans tous les kiosques de Paris, tandis que les porteurs se préparent à sillonner la ville, pour les répartir entre les abonnés.

Pour mieux faire saisir au lecteur ce qu'est cette prodigieuse mise en mouvement de la machinerie, collaboratrice inconsciente de la pensée, je vais le prendre par la main et lui faire faire la tournée, non pas des grands-ducs, mais de mes lecteurs dans les quatre grands journaux de Paris. Mais avant de faire cette véritable chevauchée, en cicerone averti, qui

se pique de n'être, dans la circonstance, ni un juge de tournoi politique, ni un distributeur de prix Montyon, je dois vous signaler que ces quatre journaux ont des physionomies tout à fait différentes et des procédés matériels opposés. C'est ainsi que le *Petit Journal*, l'ancêtre, puisqu'il fut fondé vers 1863, et le *Petit Parisien* poursuivent le même but : c'est-à-dire arriver sur tous les points du territoire à la première heure du matin; aussi leur faut-il partir de Paris à des heures tout à fait différentes; de là la nécessité de faire un très grand nombre d'éditions successives et de calculer minutieusement l'horaire des chemins de fer.

Une grande partie du succès de ces deux journaux, en dehors du soin qu'ils apportent à contenter leurs lecteurs, consiste donc dans la connaissance de ce qu'on appelle le *routage* de la France.

Tel n'est pas le cas du *Matin* et du *Journal*. Ils paraissent le matin comme tous les autres journaux, n'ont qu'une ou deux éditions, à moins d'événements sensationnels, pour lesquels ils se tiennent toujours prêts à satisfaire

la curiosité publique. Ce n'est pas la seule différence qui existe entre ces quatre journaux. Le *Petit Journal*, tout en cherchant à s'améliorer et à se perfectionner depuis les premières heures de son apparition, a conservé une certaine unité dans sa direction; et puisque nous nous sommes servi d'une comparaison musicale, nous dirons qu'à travers tous les caprices de son orchestration court un certain *leitmotiv*, toujours le même. Le *Petit Journal* a conservé jusqu'à la tradition des articles signés.

Le *Petit Parisien*, on peut le dire puisque c'est de notoriété publique, tient le record du tirage, non seulement en France, mais dans le monde entier. Au *Petit Parisien*, en dehors de Jean Frollo, qui est son Timothée Trimm, aucun article n'est signé; c'est par l'effort constant, unanime, un soin méticuleux de l'ensemble et du détail, par le dévouement des lieutenants au chef suprême, par la pénétration savante dans les moindres coins de la France, qu'il a conquis et qu'il garde la situation prépondérante qu'il occupe.

Le *Matin* est le journal moderne par excel-

lence; il justifie sa devise : « Je dis tout »; il a des fils qui le relient avec Londres et avec New-York; il a des correspondants partout; chaque matin, il donne à ses lecteurs la primeur des articles et des informations du *Times;* républicain, c'est entendu, il n'hésite pas à accorder l'hospitalité aux hommes politiques de tous les partis, à publier des interviews de Monseigneur le Duc d'Orléans comme du Prince Napoléon, il accueille les confidences de Pataud, ne ferme pas ses portes à Jaurès, et, en ce moment même, publie les « Papiers de Waldeck-Rousseau », il jouit d'un grand crédit dans le monde des affaires : c'est le type du journal qui est la grande tribune parisienne ouverte à toutes les initiatives, à toutes les originalités, à toutes les audaces.

Enfin, nous avons dans le *Journal,* un autre exemplaire du journalisme contemporain. Comme nous l'avons dit, c'est la feuille littéraire populaire; l'idée directrice de Fernand Xau a été développée et perfectionnée par ses intelligents successeurs : littérature, beaux-arts, curiosités, informations, politique, explora-

tions, questions sociales, tout s'y trouve confondu, mais jeté dans un pêle-mêle ingénieux, quelque chose comme la grande marmite d'arlequins où chaque lecteur peut pêcher et trouver le plat qui lui convient.

Souvent, j'ai entendu des personnes très distinguées me dire :

— Mais je ne comprends pas l'immense succès du *Journal*.

Et je leur ai répondu :

— C'est parce que vous ne comprenez pas cet immense succès qu'il existe. Ce n'est pas à vous, en effet, que s'adresse le *Journal*, c'est à la masse...

*
* *

Nous avons promis à nos lecteurs une descente dans les sous-sols de ce monde souterrain de la grande presse. Donnez-moi la main ; nous partons.

Le *Petit Journal*, nous l'avons dit, est le doyen de la presse à bon marché. Il s'est fondé modestement dans l'hôtel qui s'est agrandi à ce

point qu'il occupe aujourd'hui une superficie de 5 000 mètres. Il emploie 12 linotypes pour la composition, 17 machines pour le tirage. L'administration reçoit 2 000 ou 3 000 lettres par jour, occupe 800 employés, a 20 000 dépositaires, 15 inspecteurs, 6 lignes téléphoniques, des messageries admirablement organisées et qui lui permettent d'être le commissionnaire de tous ses correspondants. Le *Petit Journal* est propriétaire de publications illustrées qui ont un très gros tirage. Il tire quotidiennement à un million d'exemplaires. C'est un monde!

Eh bien! ce chiffre est encore dépassé par le *Petit Parisien* qui a un tirage de 1 400 000 tous les jours et de 1 600 000 le dimanche.

Pour suffire à cet invraisemblable tirage, le *Petit Parisien* emploie 16 linotypes, 24 machines rotatives. Pour les quatre dernières, il a dû créer un sous-sol nouveau. Ce sous-sol contient, en outre, une réserve de 800 rouleaux de papier. Le tirage du journal est divisé en deux parties : l'une, consacrée aux lecteurs de province, commence à six heures du soir pour finir à dix heures; l'autre, destinée à Paris et

la banlieue, commence à deux heures et se termine à quatre heures et demie. Ses ateliers de clichage, de photographie et de gravure occupent tout un étage de son immeuble. Pour transporter ses journaux et ses publications : *le Supplément illustré, Nos Loisirs,* son *Almanach,* le *Petit Parisien,* qui n'a pas de messageries, emploie 10 automobiles et 15 voitures à chevaux. Enfin, 800 employés, 60 rédacteurs, plus de 20 000 dépositaires sont attachés à sa fortune.

Son propriétaire, hier président du syndicat de la presse, aujourd'hui ministre, M. Dupuy, a créé à Nanterre une usine qui fournit l'énorme quantité de papier que consomme le *Petit Parisien*. Le jour où M. Dupuy sera propriétaire d'une forêt en Suède et d'une petite flottille pour transporter son bois jusqu'à l'usine du papier, on pourra dire qu'il se suffit complètement à lui-même.

Nous verrons peut-être ce miracle s'accomplir au *Petit Parisien* comme au *Petit Journal,* au *Matin* comme au *Journal*.

*
* *

Le journal *le Matin* occupe, à l'heure actuelle, cinq immeubles qui couvrent une superficie de 3 400 mètres carrés. Il a un personnel de 900 personnes appointées (ce chiffre ne comprenant, bien entendu, ni les correspondants, ni les dépositaires). Il dispose pour son tirage quotidien de six grandes machines américaines qui débitent cent mille numéros à l'heure. Il a une usine électrique qui lui fournit la force et l'éclairage, ce qui lui permet, en cas de grève, de se passer du concours des secteurs.

Il a un outillage de photogravure où il fabrique lui-même les clichés de simili qu'il a été des premiers, dans la presse française, à faire paraître. D'ailleurs, le *Matin* compose, grave, imprime et tire lui-même non seulement tous ses numéros, mais encore tout ce dont il a besoin pour sa vie quotidienne. Sauf pour le papier et l'encre, il est son propre fournisseur.

Son mouvement de caisse est de 80 000 francs par jour; pour son papier seulement il dépense

plus de 10 000 francs par jour. En 1909, le coût seul des dépêches qu'il a reçues de l'étranger dépasse un demi-million de francs. Sa rédaction occupe à elle seule une centaine de personnes et est partagée, sous le contrôle du rédacteur en chef, en trois grands services : informations, politique et parlement, service de l'étranger.

Il a un traité exclusif avec le *Times*, grâce auquel il a droit à toutes les informations et à toutes les dépêches qui se trouvent dans ce journal. Le fil spécial qui joint le *Matin* au *Times* va de bout à bout, c'est-à-dire que l'employé qui transmet se trouve dans une chambre du *Times*, tandis que l'employé qui reçoit se trouve dans une salle du *Matin;* il n'y a aucune interruption, aucun relais en route et le mot parti électriquement du *Times* se déroule sur une bande au *Matin* même.

Pour le *Journal*, sa rédaction et son administration, y compris ses ouvriers, photographes, mécaniciens, correspondants, ses porteurs, plieuses, chauffeurs, clicheurs, etc., etc., forment un total de travailleurs s'élevant à deux

mille personnes. D'ailleurs, quand on pénètre dans la ruche de la rue Richelieu, on reste ébloui, stupéfait de l'animation qui règne dans l'hôtel somptueux occupé par mon important confrère.

Le *Journal* s'imprime sur huit, dix et douze pages. Pour ce travail fabuleux, il emploie 14 machines linotypes, 10 compositeurs à la main, 2 mécaniciens pour les linotypes, 170 ouvriers mécaniciens, 14 machines rotatives livrant le journal collé et plié; 5 photographes et 10 employés à la photogravure sont attachés au service des clichés, 3 automobiles sont mises à la disposition de la rédaction, le service de livraison s'opère en automobiles. Le *Journal* a également sa bibliothèque et ses archives; il a encore un service télégraphique assuré par le personnel de l'État. N'êtes-vous pas pris de vertige, et quand vous êtes sorti de ces véritables forges de Vulcain, où Mars n'aurait pas eu le loisir de flirter avec Vénus, ne pensez-vous pas avoir fait un voyage souterrain dans les mines ou dans les usines du Creusot, ou de Krupp?

*
* *

A côté de ces journaux titanesques, une place doit être réservée au *Temps*, qui rivalise avec les plus grands journaux de l'étranger. Ici qualité vaut quantité. M. Adrien Hébrard est un très grand journaliste; il aurait pu être un grand orateur, un homme politique important; il lui a plu de rester le directeur du *Temps*.

Il n'a jamais perdu le contact avec Paris. Aussi a-t-il entendu unir « le grave au doux, le plaisant au sévère »; en magicien savant, il a su doser le mélange. La première colonne est de toute éternité consacrée à la politique extérieure, c'est le département de M. André Tardieu. Le prince de Bülow disait un jour plaisamment : « Il y a trois grandes puissances en Europe et... M. Tardieu. » M. Hébrard avait ratifié par avance le jugement spirituel de l'ancien chancelier.

Les filets politiques du *Temps* se signalent, en dehors de leur opportunité, par la bonne tenue, la concision et l'impeccabilité de la

forme, nous ne parlons pas naturellement de leurs tendances dont nous sommes, sur la plupart des points, les adversaires résolus. Ces filets sont anonymes; c'est grand dommage pour leurs auteurs que le public aimerait à connaître. Si je ne craignais pas d'être indiscret, je nommerais celui que plus volontiers l'opinion croit reconnaître. M. Lautier me pardonnerait-il cette indiscrétion? Les correspondances sont très documentées; on sent qu'elles ne sont pas faites dans les bureaux de rédaction. Les articles militaires sont bourrés comme des pièces de canon. C'est le général Langlois qui tient la mèche.

Pour le côté « plaisant », M. Hébrard a adopté ou a créé des chroniqueurs, ce sont : MM. Jules Claretie, Jules Lemaître, Roujon, Lenôtre, Gaston Deschamps, Mme Gérard d'Houville, M. Nozières, qui ont su, dans leurs chroniques, leurs billets du matin, leurs lettres grandes ou petites, établir le juste équilibre, si nécessaire à la bonne harmonie d'un journal. On ne soupçonne pas l'importance du secrétaire de la rédaction dans un journal; c'est l'aide de camp

qui non seulement porte intelligemment un ordre, mais sait encore parfois l'inspirer. En choisissant M. Schiller, M. Hébrard est resté dans la tradition du général avisé. Chaque dimanche, le public spécial recherche la semaine financière de M. Manchès.

Le feuilleton dramatique du *Temps* fait autorité et recette... dans les théâtres. J'ai dit que le *Temps* avait conservé sa physionomie. Adrien Hébrard ne la transforme pas, mais constamment il la rajeunit. C'est notre maître en journalisme.

Chapeaux bas, messieurs, devant un journal plus que centenaire! Les *Débats* ont paru d'abord en 1789 sous le nom de *la Loi et les Décrets*. Depuis que le journal a pris son nom définitif, il habite la vieille et ancestrale maison de la rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, à l'abri de l'église dont la grosse voix, muette depuis la Saint-Barthélemy, respecte le travail de nos confrères. C'est M. de Nalèche, un directeur des plus aimables et des plus distingués, qui est aujourd'hui assis dans le fauteuil des Bertin. Il a su conserver à la vieille

maison son parfum de courtoisie, de modération et de bon ton. Les filets quotidiens des *Débats* sont de petits chefs-d'œuvre de précision, d'élégance, toujours écrits dans une langue académique. On sait que les *Débats* sont l'antichambre de l'Institut. Tour à tour les meilleurs de nos critiques : Jules Janin, Weiss, Lemaître, Faguet, et un instant Doumic, ont occupé le célèbre rez-de-chaussée des *Débats*. Mieux que le pont des Arts, le feuilleton dramatique mène à l'Institut. Henri de Régnier en a fait hier l'expérience.

J'ai vu naître l'*Écho de Paris,* et tout d'abord, avec les Parisiens de l'époque, j'avais trouvé le titre détestable. Quelle erreur! Il n'y a pas de mauvais titres, il n'y a que de mauvais directeurs. Et le directeur du nouveau journal était excellent. C'était M. Valentin Simond, qui avait eu l'intelligence de s'adjoindre, comme rédacteur en chef, mon ami Aurélien Scholl. L'association fut heureuse, elle dura quatre ou cinq ans. Mais c'est à la mort de M. Valentin Simond, et sous la direction de ses deux fils, Henry et Paul Simond, qu'il avait su former, que la

prospérité de l'*Écho* s'est développée; elle ne s'est pas arrêtée. Il n'atteint pas le chiffre des journaux *dreadnoughts,* mais c'est celui qui s'en rapproche le plus. Un jour, peut-être..... Et nous ne pourrions que nous en féliciter, puisque ce sera au profit des idées conservatrices.

Le journal, à son apparition, coûtait deux sous; il s'abaissa à un sou et s'applaudit de cette mesure. C'est un organe républicain libéral, conservateur et très littéraire, où écrivent de nombreux membres de l'Académie. Ses informations de l'étranger sont très recherchées. Comme le *Matin* avec le *Times,* il a un fil spécial avec le *Daily Telegraph.* Son reportage est très bien organisé. M. Marcel Hutin, pour interviewer un prince, un ministre, un royaliste ou un bonapartiste irréductible, ne se sait pas de maître. L'*Écho* possède, à l'heure actuelle, une machine formidable, qui imprime 96 000 numéros à l'heure. M. Henry Simond, qui consacre le meilleur de sa vie à l'œuvre familiale, a découvert un journaliste de grand talent, *Junius,* qui, en se créant un nom, a presque cessé d'être un anonyme.

En quittant le *Petit Journal,* où il avait défendu avec une énergie patriotique la cause de la France contre le Dreyfusisme, M. Ernest Judet a repris l'*Éclair*.

L'*Éclair* avait été fondé par M. Cazet et par un de nos plus distingués confrères, M. Denécheau, longtemps député, et qui a pris prématurément sa retraite. Notre aimable confrère M. Sabattier, leur successeur, connut des jours heureux, mais c'est avec M. Judet qu'il a retrouvé ses grands jours. Il y a apporté sa méthode, sa parfaite correction, sa logique et son bon sens. M. Judet n'a pas toutes nos idées, et nous le regrettons, mais nous ne connaissons pas de meilleur défenseur de celles qui nous sont communes. M. Judet est, avec M. Tardieu, un des journalistes les plus entendus dans les questions de politique extérieure.

*
* *

J'ai dit que la presse, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, n'est plus faite pour les ténors, mais elle n'exclut pas les grands lea-

ders : M. Henri Rochefort à la *Patrie,* M. Drumont, toujours directeur de la *Libre Parole,* qu'il a fondée, assurent le succès constant et grandissant, l'un du journal auquel il collabore avec éclat, l'autre de celui qu'il dirige imperturbablement dans la voie qu'il s'est tracée.

A l'*Autorité,* Paul de Cassagnac fut longtemps la force et la parure du journal. Ses fils, spectacle touchant, rivalisent sans se jalouser, pour continuer ses traditions. Seulement, conscients des nécessités de l'Heure, tout en maintenant à l'*Autorité* son caractère patriotique, religieux et contre-révolutionnaire, ils ont ouvert toutes grandes les fenêtres du journal à la chronique, à l'actualité, au reportage. C'est aujourd'hui un journal moderne, dont la dernière heure, comme les échos, mérite d'être lue et consultée.

Les hommes du jour ne dédaignent pas d'écrire dans les journaux, comme si la tribune ne leur suffisait pas. Des gourmands! MM. Sembat, Rouanet, Jaurès lui-même, défendent à l'*Humanité,* avec talent, des idées dont nous sommes les adversaires déterminés. Quel merveilleux ministre de la parole et de la plume

eût fait M. Jaurès sous la monarchie! Qui sait?... M. Baudin dirige brillamment le *Voltaire,* M. Charles Humbert sonne la fanfare militaire au *Journal,* M. Pelletan collabore à la *Dépêche de Toulouse.*

D'autres hommes politiques ont une autorité effective ou occulte dans les journaux parisiens. M. Gérault-Richard ne se contente pas de diriger le *Paris-Journal,* il y écrit un article quotidien remarqué; M. Puech fut longtemps rédacteur important au *Rappel;* la *Lanterne* de M. Flachon, qui se vante, et avec raison, d'être le journal le plus anticlérical du monde, compte parmi ses rédacteurs tous les députés importants de son parti; M. Briand y collabora longtemps; l'*Action* appartient à M. Henry Bérenger. C'est un lettré dont le talent est si incontesté qu'il nous fait regretter davantage de le compter au nombre de nos adversaires les plus dangereux.

La *Liberté,* seul journal à un sou qui paraisse en même temps que les grands quotidiens du soir, avec lesquels il lutte par la qualité et l'importance de ses informations, est dirigée par un

de nos confrères, M. Berthoulat, qui fut et qui redeviendra bientôt un homme politique important. M. Berthoulat a fait ses débuts en province. Il faut que je le dise pour qu'on le croie, M. Berthoulat est nettement républicain, mais nettement conservateur. Secondé par MM. Spronck, Latapie, etc., il soutient vaillamment le combat contre la révolution.

A partir de trois heures, le boulevard est sillonné par des camelots qui crient, les uns l'*Auto,* le *Paris-Sport* — Demandez le résultat des *currrsses !* — et les autres la *Patrie* — Demandez les *dernières nouvelles !*

M. Massard qui se partage entre le Conseil municipal, où il sait ne pas se laisser oublier, et la direction de la *Patrie,* a la coquetterie de ne pas diriger seulement un journal d'informations, parfois sensationnelles, comme la rupture des négociations russo-japonaises. Personnellement il rédige chaque jour une série de filets très remarqués; chaque jour aussi, M. Henri Rochefort, le grand athlète toujours debout, rédige l'article de tête; enfin le nouveau conseiller municipal, M. Marcel Habert, des

députés, MM. Millevoye, Tournadre, Pugliesi-Conti et d'autres, lui prêtent une collaboration précieuse.

De six à sept heures, ce sont d'autres cris : l'*Intransigeant* et la *Presse,* qui se disputent les lecteurs du boulevard. La *Presse* n'a que des rédacteurs anonymes; son Alceste, moins misanthrope que son ancêtre, morigène agréablement ses contemporains; l'*Intransigeant* est dirigé par un écrivain, M. Bailby, qui a fait plusieurs fois ses preuves de directeur autorisé. Plein de vitalité et d'énergie, il a su assurer la santé de journaux qui avaient grand besoin de ses soins quand on les lui a confiés.

Les journaux catholiques et religieux tiennent toujours — Dieu merci! — une place importante dans la presse du soir : M. François Veuillot, à l'*Univers,* a de qui tenir; les *Croix,* sous l'habile direction de M. Féron-Vrau, intelligemment aidé par un ancien député, M. Bouvattier, un de nos plus aimables confrères, luttent courageusement contre le torrent anticlérical.

Enfin, la *Gazette de France* reste toujours la vieille maison — notre doyenne — qui perpétue

avec fidélité les souvenirs des âges disparus et qui, nous l'espérons, reviendront, rajeunis, comme il convient. La *Gazette de France* n'est pas le seul organe de notre parti.

Le *Soleil*, qui fut créé par un grand écrivain dont l'Académie et la presse ont gardé le meilleur souvenir, M. Édouard Hervé, luit encore pour tout le monde royaliste. Des collaborateurs fidèles et exprimentés se sont groupés autour de son fidèle directeur, M. Ernest Renauld. C'est au *Soleil* que je me rappelle avoir remarqué la signature de M. de Larègle. C'est tout ce que je savais de lui quand il eut l'honneur d'être désigné par Monseigneur le duc d'Orléans pour diriger son Bureau politique. Je ne le connaissais pas, je ne l'avais jamais vu, je n'avais jamais échangé avec lui ni une parole, ni une ligne, avant qu'il occupât son poste. Et cependant on insinue constamment que je l'ai inventé, implanté, imposé au Bureau politique, et que j'ai noué avec lui la grande conspiration judéo-napoléonienne. Je n'ai pas la prétention de détruire cette légende. Les légendes plaisent mieux à l'humanité que l'histoire. L'histoire

c'est la réalité, la légende c'est la fable, et les hommes, comme les enfants, ont toujours montré une prédilection prononcée pour les contes de la mère l'Oie. Je me mépriserais, quand je parle des journaux royalistes, si je passais sous silence l'*Action française;* mais je me garderai bien de la louer ou de la critiquer. Si je la louais, on ne manquerait pas de dire que je veux la désarmer; si je la critiquais, on me reprocherait de désobéir aux instructions de Monseigneur le duc d'Orléans. Je la cite donc et je passe.

Il est dans la destinée de la *République française* d'avoir toujours à sa tête des hommes politiques considérables. Fondée par Gambetta, inspirée un instant par Spuller, elle est dirigée aujourd'hui par M. Jules Roche, un polémiste qui ne le cède en rien à l'orateur. Comme M. Rouher, M. Roche sait donner de l'attrait aux chiffres. Il a réuni un brillant état-major : M. Bonafous, aujourd'hui député; MM. Latapie, Frédéric Clément, Louis Madelin, tous républicains — malheureusement. La *Petite République* est une fille qui a mal tourné, c'est un organe

du Bloc le plus avancé. Son directeur, M. Maurice Dejean, a su augmenter néanmoins son tirage, et avec son tirage, son importance et sa prospérité.

Le *Gil Blas* connut, sous la direction de M. Dumont, l'extrémité de la fortune. C'est un ancien journaliste, M. de Noussanne, qui préside aujourd'hui à ses destinées si diverses. Il vient de le transformer, en augmentant le nombre de ses pages, et en abaisser son prix à deux sous. Décidément, c'est la mode; nous souhaitons bon succès à notre confrère.

Nous avons encore lés *Nouvelles,* journal de création récente, où se dissimule une directrice charmante quoique de convictions détestables; elle se plaît à garder tantôt le domino comme dans la *Fronde,* tantôt le masque comme aux *Nouvelles*.

Nous nous ferions scrupule d'oublier un vieux journal, l'*Aurore,* qui abrita longtemps M. Clemenceau, alors qu'il était un exilé à l'intérieur. L'*Aurore* est toujours dirigée par notre confrère M. Victor Simond, dont il faut honorer la fidélité à ses principes, car il leur a souvent sa-

crifié le meilleur de ses intérêts; il fut longtemps directeur du *Radical*, où il avait comme premier lieutenant M. Ranc, une Éminence grise dont nous avons déjà parlé et dont le « Bloc » doit ressentir cruellement la disparition aujourd'hui.

Je m'arrêterais dans cette course du flambeau, je dis flambeau puisqu'il est entendu que la presse éclaire le monde, s'il ne me fallait parler d'une autre presse qui s'est non pas créée, mais développée à côté des grands quotidiens : c'est la presse illustrée. D'abord, en dehors des grands périodiques, toute la presse à un sou a introduit l'imagerie dans sa composition, mais voici qu'après *Comœdia*, journal spécial qui s'est adressé, avec un rare bonheur, à un public spécial, un journal, sous l'inspiration d'un homme hardi, ingénieux, fertile en ressources, M. Lafitte, s'est créé pour subordonner le texte à la photographie : ce journal, c'est *Excelsior*. Dès son apparition, qui est d'hier, *Excelsior* a rencontré un grand succès et, fait bizarre, s'est juxtaposé aux journaux à un sou sans leur faire de tort; ceux qui l'achètent

continuent à prendre le journal auquel ils sont habitués.

Pour écrire l'histoire du vieux et du nouveau continent depuis 1843, il suffirait de feuilleter la collection complète de l'*Illustration,* le plus grand et le plus beau des périodiques illustrés qui se publient aussi bien en France qu'à l'étranger.

Primitivement, le seul procédé à la disposition de l'*Illustration* était la gravure sur bois. Vers 1885 parurent les premiers essais de reproduction mécanique par la photogravure. Par suite, toute photographie devenait un document et si la reproduction n'avait plus tout à fait ce caractère d'art que lui donnait l'interprétation de l'artiste, elle gagnait une valeur documentaire précieuse pour un journal.

Les similis peu à peu remplacèrent les gravures sur bois, si bien qu'en 1889, il n'était plus guère d'autres illustrations que celles dues au nouveau procédé.

L'*Illustration* a pris depuis quelque temps un développement prodigieux ; son tirage hebdomadaire atteint aujourd'hui 127 000 exemplaires.

Ses numéros de Noël sont sensationnels. Son directeur, dont le succès dit le mérite, M. René Baschet, d'une famille de grands artistes, agrandit en ce moment son hôtel de la rue Saint-Georges. Il occupera bientôt tout le quartier.

A côté de l'*Illustration,* il serait injuste de ne pas noter l'effort constant et heureux du *Monde Illustré,* dont la devise pourrait être : *Je maintiendrai!* Et il maintient, grâce à l'intelligente direction de M. Desfossés. Puis : la *Vie Parisienne,* dont nous avons noté les débuts, qui continue à donner, avec des collaborateurs aimés, sa note légèrement libre et toujours spirituelle; le *Journal Amusant,* le *Charivari,* le *Rire, Fantasio,* etc., qui jettent chaque semaine leurs fusées étincelantes, et le *Cri de Paris,* son cri ironique et strident.

Avant de lancer *Excelsior,* M. Pierre Lafitte s'était fait connaître par des fondations très heureuses, qui sont en plein succès : *Fémina, Je sais tout, Musica,* la *Vie au grand air,* etc. Ce confrère est terrible, il embrasse tout, rêve tout et tout jusqu'à présent lui réussit.

M. Manzi s'est formé à l'école d'un de nos

meilleurs éditeurs d'art, M. Boussod : c'est le créateur de la photogravure en couleurs; il publie chaque mois des magazines, qui sont des merveilles d'exécution, le *Théâtre*, les *Modes*, l'*Hygiène* et *Paris illustré*.

C'est toujours avec plaisir que nous saluons les vieilles maisons parisiennes; à ce titre et à bien d'autres, la vieille maison Hachette a toutes les sympathies du *Vieil Homme* que je suis. Elle n'invoque pas d'ailleurs sa vieillesse pour se reposer. Tout au contraire, M. René Fouret et son fils aîné ne reculent devant aucun effort pour la rajeunir. C'est de leur maison que partent la *Vie heureuse*, la *Vie à la Campagne*, les *Lectures pour tous*, etc. Ils ont rencontré dans Mme de Broutelles une excellente collaboratrice. Nous avons parlé des *Annales*, si bien dirigées par notre confrère, M. Adolphe Brisson, qui trouve encore des loisirs pour assister à toutes les répétitions générales, à toutes les premières, et en rendre compte à la grande satisfaction des lecteurs du *Temps*. La maison *Firmin-Didot* conserve pieusement ses vieilles traditions. Elle a vu 1789; elle voit 1911. Heu-

reuse vieillesse! — toujours verte. Il ne serait pas équitable de négliger deux journaux étrangers, le *New-York Herald* et le *Daily Mail*, car ils ont une édition spéciale pour Paris, où ils ont conquis le droit de cité.

*
* *

Pour être des historiographes sincères et pour montrer les diverses influences qui ont surgi et qui se sont développées, il nous faut parler de la presse financière. Où est le temps, que nous invoquions dans un de nos premiers articles, où Émile de Girardin régnait sur la finance avec l'unique organe spécial : *La Semaine financière?*

Aujourd'hui, cette presse forme un véritable peloton. Quatre journaux s'en détachent d'abord : l'*Économiste Français*, dirigé par M. Leroy-Beaulieu, un érudit qui a le génie des chiffres; l'*Économiste Européen*, dirigé par M. Edmond Théry, un économiste d'une haute compétence et d'une rare clarté, et deux autres journaux : l'*Information* et le *Rentier*, dirigés par M. Chavenon et par M. Neymarck, deux jour

nalistes qui ont su conquérir et garder la confiance de leurs lecteurs.

A côté de cette presse régulière et presque scientifique, à côté des journaux d'informations quotidiens, comme la *Cote Desfossés*, la *Cote Vidal* et la *Cote* tout court, paraissent avec une périodicité fixe ou variable, selon les circonstances, une grande quantité de journaux financiers, qui sont mieux que des circulaires, parce qu'ils sont faits avec un grand souci du renseignement : ces journaux sont au service de banquiers ou de maisons de banque. Ainsi l'épargne est sollicitée de tous côtés, tantôt éclairée et tantôt troublée. Le capitaliste, grand ou petit, commence d'ailleurs à faire son éducation ; il est d'âge à discerner. Pris entre les deux forces financières du jour, les guichets d'un côté, dont nous avons longuement parlé, les bulletins financiers de l'autre, il est de taille à se défendre sans que les pouvoirs publics aient à intervenir. Quand donc conviendra-t-on que le peuple français est majeur? C'est à force de lui présenter des bourrelets qu'on lui enlève la volonté de marcher tout seul. Les parapets ont du bon,

à condition qu'ils ne gênent pas la circulation.

Je n'aurais pas fini avec cette longue énumération si je n'avais à signaler une autre force qui, pour être moins connue, n'en est que plus puissante. Je parle de l'Agence.

Il y a dans le monde trois ou quatre agences télégraphiques : Havas, Reuter, Volff, Stéfani, sans oublier l'agence Fournier. Ces agences enveloppent le monde dans une toile d'araignée dont les fils, souvent emmêlés, sont toujours invisibles; elles paraissent indépendantes, mais elles ne peuvent pas échapper d'abord à l'action des gouvernements dans les divers pays où elles paraissent; elles ont toujours ainsi un je ne sais quoi d'officieux; enfin, comptant, pour la plupart, de gros capitalistes parmi leurs commanditaires, elles sont exposées à servir, consciemment ou non, de grands intérêts financiers ou politiques.

*
* *

Si j'avais jamais l'honneur d'être consulté par le Prince, je lui dirais :

« N'ayez aucun journal, Monseigneur, ni le *Gaulois,* ni un autre. Rappelez-vous la fameuse formule : « Que Dieu me garde des journaux « amis, je me charge des autres » ; mais ayez à tout prix un pied dans une ou plusieurs agences. L'agence donne l'influence déguisée, anonyme; personne ne s'en méfie et c'est une arme d'autant plus sûre. Les partisans de Dreyfus ne méconnurent pas cette force; ils surent en jouer. Et l'étranger, qui n'entendit qu'une cloche, ne connut qu'un son.

« Conquérez aussi, dirais-je, la salle des Pas-Perdus du Palais-Bourbon. Là s'agite, grouille, sollicitant des nouvelles, plus souvent sollicités d'en écouter pour les répandre, tout un monde de jeunes et actifs journalistes, justement jaloux de leur indépendance, en communication constante avec les députés par la porte qui donne sur la salle des séances, en contact avec le public par la porte qui s'ouvre sur le quai d'Orsay. Toutes les nouvelles parlementaires viennent de cette petite salle et, aussi souples que le chapeau d'Arlequin, elles sont toutes pareilles par le fond, mais tout à fait dissem-

blables dans la forme, car il faut les adapter à chaque journal selon ses tendances. »

Il n'y a pas là seulement des courriéristes parlementaires dont les comptes rendus valent plus d'une chronique, comme MM. Claveau, du *Figaro,* un doyen qui ne prendra jamais sa retraite; Bonnamour, de l'*Éclair;* Garapon, de l'*Écho de Paris;* Oscar Havard, du *Soleil;* Paul Dollfus, du *Gil Blas;* Gilles, des *Débats;* Lagougine, de l'*Autorité;* Maurice Gaussorgues, du *Journal;* Talabard, du *Matin,* et Georges Foucher, que les lecteurs du *Gaulois* savent apprécier; à côté des courriéristes, dis-je, il y a les informateurs. C'est la petite bourse des nouvelles, et bien autrement renseignée que la grande. Dans cette salle des Pas-Perdus, on vous montrera ceux qui sont les chevronnés, ceux qui en sont les hôtes les plus anciens et les plus familiers : M. Ernest Barbier, représentant aimable et renseigné de l'*Agence Havas,* avec son état-major d'informateurs; M. Georges Aubry, qui est précisément le président estimé du groupe des rédacteurs parlementaires, rédacteur à la *Liberté* et à l'*Éclair;* M. Abric, du *Matin,* toujours en

éveil; M. Hément, du *Temps,* dont l'activité ne doit pas faiblir un instant, puisque la dernière heure — la fameuse dernière heure ! — du *Temps* est là qui le presse et le harcèle; M. Abel Henry, représentant très alerte du *Petit Journal;* M. Georges Lavanan, de la *République française,* répandu dans tous les groupes; des journalistes très empressés : MM. Combe, des *Débats,* Claris, du *Journal,* Causit, de la *Petite République;* Henri Gautier, Moro, M. Israël, représentant de l'*Agence Fournier,* hier encore rédacteur écouté à la *Lanterne,* aujourd'hui même directeur de l'*Événement,* qu'il a transformé et agrandi, l'*Événement* qu'un moment on appela le *Figaro républicain !* — et enfin, un des journalistes les plus appréciés pour son tact, sa réserve et sa profonde connaissance des choses et des hommes du Parlement, M. Arnault, un fin lettré, auquel il est regrettable que sa tâche quotidienne ne laisse pas plus de loisirs, puisque nous leur avons dû une pièce des plus personnelles représentée à l'Odéon : *le Danger.* M. Arnault, *persona grata* également auprès des hommes au pouvoir et auprès des

députés de l'opposition, est le représentant autorisé d'un très grand nombre de journaux importants.

Voyez-vous ce groupe? c'est celui des correspondants des grands journaux étrangers. Ce sont : M. Saunders, du *Times;* Ozanne, du *Daily Telegraph;* Ney, de la *Gazette de Francfort;* Bloch, du *Berliner Tageblatt;* Frischauer, de la *Neue Freie Press;* Cane, de la *Tribuna;* Pawlosky, de la *Novoïé Vrémya;* Blasco, de l'*Imparcial;* Krœger, de la *Gazette de Cologne;* ils ont leur importance et par leur personnalité et par la diffusion des mêmes notes qu'ils répandent dans leurs correspondances de l'étranger, à la même heure.

Tous ces journalistes — et ceux que je n'ai pu désigner m'excuseront, car je n'ai pris que les plus anciens — qu'ils soient amis, alliés, adversaires ou ennemis, font partie du même orchestre, et, je le répète, celui qui saurait y jouer sa partie, en s'y créant des influences et des amitiés, exercerait une grande action sur l'opinion.

MA CONCLUSION

Mes lecteurs ne me tiendront pas rigueur, j'espère, si je les ai traités, selon leur droit, en souverains : je les ai menés, pour leur dernière visite, dans les coulisses de la presse, moins affriolantes, je le reconnais, que celles de l'Opéra. Seulement, à l'Opéra, comme dans beaucoup de théâtres, l'envers d'un décor n'offre souvent qu'un désenchantement : c'est du papier peint. Les sous-sols d'un journal, au contraire, donnent la vision d'une force dominatrice : c'est du papier imprimé, et ce papier imprimé, tiré à un nombre incalculable d'exemplaires, va se répandre, circuler, s'infiltrer, inoculant le bien et le mal à des millions de lecteurs. Tous les jours, en effet, Paris et la province reçoivent et absorbent plus de huit millions de numéros de journaux, et comme on estime que chaque feuille est lue par quatre ou cinq personnes en

moyenne, nous atteignons ainsi le chiffre formidable de 32 millions de lecteurs. On peut donc dire qu'aujourd'hui les journaux sont lus par tout le monde, ce qui permet de dresser, tout au moins dans une certaine mesure, une nouvelle carte morale de la France.

Il n'est pas facile d'analyser les effets de cette avalanche de papier qui tombe chaque matin sur les têtes de nos compatriotes. La presse a-t-elle vu son influence grandir en proportion de l'énormité de son tirage? Sa diffusion même n'a-t-elle pas certains inconvénients? Disons tout d'abord que la liberté illimitée de la presse a supprimé cette qualité exquise qui fut longtemps un de nos plus chers privilèges, cette qualité essentiellement française : la mesure.

Tout, aujourd'hui, est hors de proportion, l'éloge comme la critique. L'éloge devient du dithyrambe, la critique tourne à l'injure, les épithètes ont perdu leur valeur exacte; on donne à profusion de l'illustre, du célèbre, de l'éminent, du distingué; l'homme du jour voit sa photographie à toutes les vitrines, l'homme,

à peine célèbre, est assuré d'avoir sa statue.

Dans l'attaque, on traite volontiers ses adversaires ou ses coreligionnaires de canailles, de vendus ou de traîtres, et le public sait maintenant que cela signifie tout simplement qu'on n'est pas du même avis. Qui donc a bénéficié de cette liberté, destinée fatalement à devenir une licence? Je vais étonner le lecteur. C'est le gouvernement, et lui seul. Les armes qu'on emploie à tout propos perdent de leur précision à l'usage immodéré qu'on en fait; les injures s'émoussent; le lecteur se mithridatise. Les journalistes de vrai talent trouvent-ils quelque avantage dans la liberté d'écrire? Est-ce que sous l'Empire ne s'est pas produite toute une floraison d'écrivains, que les entraves mêmes obligeaient à une gymnastique perpétuelle et à une police d'eux-mêmes qui exerçaient et doublaient leur valeur? Avec la liberté de la presse l'avantage reste définitivement à celui qui crie le plus fort ou le plus longtemps. C'est la parade bruyante devant la baraque, et souvent il n'y a rien dedans.

***

Parlons maintenant du lecteur. A-t-il trouvé quelque bénéfice dans cette liberté excessive? Chaque matin on lui apporte son journal qui est son véritable café au lait. Ses passions trouvent une satisfaction évidente dans les attaques légitimes, dirigées contre les hommes ou les choses qu'il déteste ou qu'il méprise; il se lève et s'en va satisfait à ses affaires ou à ses plaisirs; il a payé sa contribution à la défense sociale. Vous connaissez ce mot de Mme Talma à qui l'on disait : « Quelle jouissance ce doit être d'avoir un mari si passionné! » — « Ah! répondait-elle, ne m'en parlez pas. Tout ça s'en va dans ses rôles. » De même, colère, indignation, révolte du public, tout ça s'en va trop souvent en articles de journaux.

On nous a souvent fait reproche d'avoir sinon créé, tout au moins déchaîné, le cabotinage à toutes les échelles de la société. Il est évident que le récit des exploits des criminels, l'exhibition de leurs photographies, la reproduction de

tous les épisodes du crime et la publicité des audiences, ont encouragé en quelque sorte les malfaiteurs, en flattant leur orgueil par l'écriture ou l'image qui mettent en relief leurs actes, leur personne et livrent leurs traits à la curiosité publique.

Mais ce cabotinage criminel, en sommes-nous seuls responsables? L'école sans Dieu ni maître, la propagande de l'instituteur, la lutte pour déchristianiser la France, ne sont-ce pas là des véhicules autrement puissants pour la démoralisation générale? Est-ce la presse qui a poussé ce bon bourgeois de Lille à payer deux mille francs une fenêtre pour voir à son aise l'exécution de Favier?

*
* *

Une autre plaie sévit sur nous : le snobisme. On a accusé les journaux mondains d'être les auteurs exclusifs du développement qu'a pris cette véritable maladie; ce n'est pas absolument exact. Il nous faut reconnaître que nous y avons certainement contribué, par le récit

des fêtes diverses et des réceptions, la description des toilettes portées dans les bals et les soirées, par une réclame quotidienne faite au besoin de paraître! Mais ce snobisme, qui n'est que la parodie de l'orgueil, n'est pas né chez nous; il nous est venu d'Angleterre et empoisonne le monde entier. En France, c'est le refuge naturel d'une société à laquelle la République a refusé toutes les réalités et qui est condamnée à se contenter des apparences. Le snobisme n'est pas d'ailleurs l'apanage exclusif de ceux que nos institutions livrent à l'inaction; les républicains aussi en sont fâcheusement affectés.

En d'autres temps, les ministres, fraîchement nommés, se précipitaient au foyer de la danse, à l'Opéra. Je les ai tous vus y défiler tour à tour; c'était leur première prise de possession; aujourd'hui, plus ambitieux, Monsieur le Ministre veut avoir ses entrées dans le monde qui lui fut si longtemps interdit. On l'accueille parce qu'on se rappelle que les séductions de Judith délivrèrent son pays des menaces d'Holopherne, que sans employer des

moyens aussi dramatiques, on espère, en flattant la vanité du ministre, avoir raison de son intransigeance. Enfin, il n'y a pas de maisons, si bourgeoises qu'elles soient, où l'on ne veuille recevoir Mme la Duchesse, ou exhiber M. l'Académicien. On abroge les lois, mais on ne modifie pas aussi facilement les mœurs.

Les mœurs! Ah! oui, les mœurs! car ce sont les mœurs plus que les lois qu'il faudrait corriger, et, si l'on peut, corriger en riant. Mais quand les mœurs d'une société sont à ce point corrompues, quelle main subtile et ingénieuse pourrait extraire une fleur d'un pareil fumier? On dirait que la République fait de la corruption générale un de ses moyens les plus actifs de gouvernement. Allez au théâtre, dans les music-halls, regardez les affiches, les vitrines des boutiques ou des kiosques, c'est partout l'appel le moins voilé à la sensualité. Si l'*Abbaye de Thélème* recrute ses habitués dans le monde le plus élégant, qui va y faire la fête, les apaches et leurs aimables compagnes vont faire la bombe à l'*Ange Gabriel* ou chez le *Père Lunette*. Partout règne la même volonté de

vivre au jour le jour, de courir après le bien-être et après le plaisir, de rester sourd et aveugle devant les inquiétudes et les menaces du lendemain. Tout le monde se bouscule, se heurte, semble affairé. Sur le boulevard on ne se promène plus ; chacun semble aller, haletant, quelque part, à ses affaires, et c'est celui qui n'en a pas qui semble le plus pressé d'arriver.

Les journaux pourraient-ils réagir, lutter? Beaucoup de nous le tentent, sans grande illusion. Leur effort n'est pas toujours compris ni récompensé, mais, impassibles, ils doivent continuer leur besogne quotidienne.

*
* *

Pendant que notre lecteur, après sa journée de travail ou de plaisir, rentre chez lui et s'endort dans la pensée que les événements du jour, son journal les lui racontera bien assez tôt, à son réveil, Paris va sommeiller à son tour. Bientôt le profond silence qui tombe sur la grande ville ne sera plus troublé que par les pas somnolents et monotones des voitures de

maraîchers qui affluent de toutes parts, se dirigeant vers les Halles, et l'obscurité ne sera plus trouée que par quelques rares points lumineux, se dégageant des soupiraux qui laissent apparaître, fantômes à demi nus, les boulangers, pétrissant le pain de la gigantesque Affamée.

Pendant que maraîchers et boulangers peinent et geignent pour rassasier le Ventre de Paris, les grandes machines de fer taisent à leur tour leur voix puissante; le travail nocturne est terminé; les journaux quittent leurs sous-sols pour se répandre dans la ville et, dès l'aube, le Cerveau de Paris aura à son tour sa pâture quotidienne.

L'aube, en effet, commence à se lever et éclaire de ses tons gris, puis de sa lumière rosée, tout ce qui, insensiblement, monte et apparaît en relief sur le vaste plan qui s'allonge sur les deux rives de la Seine. C'est d'abord la Basilique de Montmartre, c'est-à-dire le Paris de la prière et de l'expiation; la tour Eiffel, le Paris du travail; le dôme des Invalides, le Paris de la gloire; la Sorbonne, le Paris de la pensée;

la Pitié, le Paris de la souffrance; le Louvre, qui est l'histoire de France, et Notre-Dame, témoin de sept cents ans de vie religieuse et nationale. Mais l'aube, comme répugnant à une tâche plus ingrate, va laisser tout d'abord dans l'ombre aussi bien l'Élysée, le palais où s'endort la stérilité présidentielle, que le Corps législatif, le palais où s'agite l'impuissance parlementaire.

Gloire, travail, pensée, souffrance, prière, pitié ou révolte, toutes ces beautés et toutes ces tristesses vont former au front de la figure symbolique de notre cher Paris une couronne de fer, d'or et de marbre.

Malgré ses défaillances, Paris conserve, en effet, sa royauté dans le monde. Le monde attend toujours son frisson pour savoir comment il va tressaillir lui-même. Quel sera le frisson de demain? Paris va-t-il déboulonner la colonne ou crier : « A Berlin »? Se prosternera-t-il devant la fosse des fédérés ou s'agenouillera-t-il devant sainte Geneviève, notre patronne? Célébrera-t-il la Terreur ou applaudira-t-il à Brumaire? Qu'on ne s'y trompe pas, dans ses

hymnes les plus révolutionnaires il y a toujours un peu de prière, et quand il a perdu sa foi dans la parole de Dieu, c'est qu'il prête déjà une oreille complaisante aux boniments des faux prophètes. Paris a besoin de croire.

C'est à nous, journalistes, qui devons aimer Paris parce que c'est de Paris que nous vient le meilleur de ce que nous sentons et de ce que nous sommes, qu'il appartient de chercher, moins à viser sa tête, qui est souvent mauvaise, qu'à faire vibrer son cœur, qui est presque toujours très bon, et ce serait une tâche facile si nous ne croyions pas qu'il est très élégant de ne croire à rien — ou tout au moins de s'en donner l'apparence.

FIN

INDEX DES NOMS CITÉS

A

Abbatucci (comte Charles), 236.
Abeille (Albert), 221.
Abeille (Emile), 221.
About (Edmond), 181, 186, 195, 214, 225, 243.
Abric, 402.
Achille, 180.
Adam (Mme Edmond), 158, 245, 278.
Adam, 351.
Aguado (vicomte Onésyme), 218.
Aguado (comte Olympe), 218, 273.
Aicard (Jean), 361.
Albe (duc d'), 288.
Alberti, 306.
Alboni (Mme), 264.
Albufera (duc d'), 5.
Alexandre III (Empereur), 112, 258.
Alfiéri (comte), 180.
Amélie (reine) 263.
André (général), 116, 141, 164.
André (Edouard), 273.
Angelo (Mme), 289.
Antigny (Mme Blanche d'), 295, 296.
Antoine (André), 284.
Aoust (marquise d'), 285.
Arène (Emmanuel), 205.
Arnault, 403.
Arnim (comte d'), 51.
Assolant (Alfred), 222.
Astruc (Gabriel), 183.
Auber, 278, 279.
Aubry, 316.
Aubry (Georges), 402.
Aubry-Donon, 306.
Aubryet (Xavier), 180, 196.
Audiffret-Pasquier (duc d'), 240.
Augier (Emile), 196, 270.
Aumale (duc d'), 49, 50, 74, 259.
Avelane (amiral), 111.
Avenel (vicomte d'), 361.
Ayen (duc d'), 275, 288.

B

B... (Mme DE), 94, 96, 97.
BAGIER, 285.
BAILBY (Léon), 390.
BAMBERGER (Henri), 316, 318.
BARAGUAY D'HILLIERS (Maréchal), 18.
BARBEY D'AUREVILLY, 214.
BARBIER (Ernest), 402.
BARDAC (Noël), 349.
BARNATO, 338.
BAROCHE, 27, 35.
BARON, 273.
BARRÈS (Maurice), 19, 102, 359, 361.
BARRIÈRE (Théodore), 181.
BARRUCCI (Mme), 293.
BASCHET (René), 396.
BAUDIN, 298.
BAUDIN (Pierre), 388.
BAUDRY (Paul), 269.
BAULNY (Baronne DE), 238.
BAZAINE (maréchal), 17.
BAZIN (René), 361.
BÉATRIX (princesse), 57.
BEAUHARNAIS (DE), 320.
BEAUMONT (colonel, comte DE), 288.
BEAUMONT (Ed. DE), 275.
BEAUREGARD (comte COSTA DE), 360.
BEAUVOIR (marquis DE), 72, 73, 78, 79, 80.
BECQUE (Henry), 328.
BEER (Edmond), 349.
BEIT, 338.
BELLINI, 66.
BÉRENGER (Henri), 388.
BÉRARDI (Gaston), 183, 189.
BÉRAUD (Jean), 86.
BERLITZ, 215.
BERNHARDT (Sarah), 37, 281, 282.
BERNHARDT (Maurice), 282.
BERNSTEIN, 280.
BERTHOULAT, 389.
BERTIN, 383.
BERTON, 290.
BERTRAND (Louis), 361.
BESNARD, 348.
BETHENOT (Émile), 323.
BEYENS (baron), 19, 20.
BIGNON, 36, 197, 199, 215, 216, 267.
BILLOT (général), 157.
BISACCIA (duchesse DE), 272.
BISACCIA (duc DE), 264, 298.
BISCHOFFSHEIM (Louis), 316.
BISCHOFFSHEIM (Mme), 287.
BISCHOFFSHEIM (Raphaël), 180, 316.
BISMARCK (prince DE), 6, 7, 13, 32, 35, 51, 297, 319.
BLASCO, 404.
BLAVET (Émile), 245.
BLERZY (Mme), 285.
BLOCH, 404.
BLOUNT (Aston), 275.
BOCHER (Édouard), 209.
BOCHER (Édouard), 49.
BOISDEFFRE, 112, 154, 162.
BOISGOBEY (Fortuné DE), 181.
BONAFOUS, 392.
BONAPARTE, 320.
BONNAL (général), 361.
BONNAMOUR (G.), 402.
BONTOUX, 54, 335.
BOSCH (Yvo), 183.

Bostrom (Georges), 221.
Boucheron, 292.
Bouguereau, 269.
Boulanger (général), 54, 59, 65, 67, 68, 69, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 83, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 256.
Bourget (Paul), 245, 361.
Boussod, 397.
Bouvattier, 390.
Boyer (V.), 312.
Breton (Jules), 269.
Briand (Aristide), 33, 124, 134, 166, 271, 388.
Brimont (comtesse de), 287.
Brincard (baron), 323.
Brisson (Adolphe), 187, 397.
Brohan (Augustine), 191.
Broussan, 368.
Broutelles (Mme de), 397.
Brown (John), 57.
Brunerie (Georges de la), 220.
Brunetière (Ferdinand), 206.
Buffet (Louis), 232, 233.
Buffet (André), 141.
Bülow (prince de), 381.

C

Cahen d'Anvers (Raphaël), 333.
Cahen d'Anvers (Louis), 333.
Calmette (Gaston), 48, 186, 362.
Cambriels (général), 179.
Cambronne, 16.
Camondo (comte Isaac de), 305, 333.
Camondo (comte Nissim de), 333.
Camondo (comte de), 241.
Cane, 404.
Capoul (Victor), 13, 279.
Capus (Alfred), 247.
Carnot (Sadi), 65, 66, 116, 117.
Caro, 271.
Cartier (Henri), 221.
Cartier (Jules), 195, 196, 382.
Carvalho, 284.
Caserio, 117.
Cassagnac (général de), 219.
Cassagnac (Granier de), 224.
Cassagnac (Paul de), 8, 86, 224, 225, 387.
Cassagnac (Paul et Guy de), 387.
Cassel (sir E.), 350.
Castelbajac (marquis de), 275.
Castellane (maréchal de), 308.
Castellane (marquise de), 276.
Castiglione (comtesse de), 286.
Castries (duc de), 35, 221, 275.
Cauchois, 332.
Causit, 403.
Caux (marquis de), 288.
Cavaignac, 148.
Cazet, 386.
Cernuschi, 317.
Chain (Me), 152.
Chambord (comte de), 31, 51, 52, 257.
Chapperon, 219.
Charette (général baron de), 27, 77, 248.

Charmes (Francis), 246.
Chartres (duc de), 35, 82.
Chavenon, 399.
Chavette (Eugène), 186, 219.
Chevreau (Henri), 237.
Choiseul (comte de), 288.
Choiseul (Raynald de), 220.
Christophle, 309, 310.
Cissey (général de), 231.
Claris, 403.
Claudin (Gustave), 180.
Claveau, 402.
Clemenceau (Georges), 65, 67, 68, 76, 77, 121, 137, 166, 271, 393.
Clément-Duvernois, 241.
Clément (Frédéric), 392.
Clément-Thomas (général), 43.
Clermont-Tonnerre (comtesse de), 276.
Clesinger, 270.
Cochery, 8.
Cochin (Denys), 361.
Colombier (Mme Marie), 292.
Colonne, 271.
Combe, 403.
Combes, 129, 166.
Constans, 90, 91, 93, 95.
Coppée (François), 169, 282, 360.
Coriolis (marquis de), 38.
Cornély (Jules), 105, 109, 154, 244, 248, 249, 255.
Cottin, 236.
Cottreau, 288.
Cottu (Mme), 102.
Courbet, 270.
Crémieux (Hector), 181, 296.
Crémieux (Lévy), 333.
Crenise (Mme), 292.
Crussol (duchesse de), 275.
Crussol (duc de), 298.
Cuignet (capitaine), 148.
Cyon (de), 250.

D

Dacier, 306.
Dalloz (Paul), 188.
Dameron (Mme), 279.
Dampierre, 35.
Daru (comte Paul), 181, 232, 233, 234.
Daru (vicomte), 276.
Daudet (Ernest), 244.
Daux, 292.
Davillier, 305.
Decazes (duc), 73, 179.
Decourcelle (Pierre), 328.
Degas, 270.
Dehaynin (Gabriel), 316.
Dehaynin (Albert), 313.
Dejean (Maurice), 393.
Delafosse (Jules), 361.
Delahante, 317.
Delahaye (Jules), 101, 110, 111.
Delamarre (comte), 276.
Delcassé, 115, 116, 122.
Delpit (Albert), 41.
Demachy (Charles), 305.
Demange (Me), 150, 151, 152, 153.
Demidoff (prince), 279.
Demidoff (Paul), 273, 288.
Denécheau, 386.
Denière, 315.
Denormandie, 311.

Déroulède (Paul), 86, 88, 91, 94, 113, 119, 141, 148.
Deschamps (Gaston), 382.
Desfossés, 396.
Detaille (Édouard), 269.
Détroyat (Léonce,) 10, 11.
Deveria (Mlle), 295, 296.
Dillon (comte), 70, 71, 72, 73, 75, 76, 78, 79, 92, 93, 94.
Disraeli, 131.
Divonne (comte Jules de), 221.
Dollfus (Paul), 402.
Donon, 316.
Dorizon, 315.
Doudeauville (duchesse de), 285.
Doudeauville (duc de), 86, 298.
Doumic (René), 246, 361, 384.
Dranem, 284.
Dreyfus (affaire Alfred), 54, 74, 118, 121, 137, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 149, 150, 152, 153, 154, 157, 158, 162, 165, 225, 256, 290, 401.
Dreyfus (Mme), 144.
Dreyfus (Mathieu), 143, 158.
Dreyfus (Isidore), 329.
Dreyfus (Gaston), 349.
Dreyfus (Louis), 351.
Drumont (Edouard), 122, 123, 131, 134, 251, 252, 253, 254, 387.
Duclerc, 26, 179.
Ducrot (général), 36.
Dugléré, 276.
Dugué de la Fauconnerie, 242.
Dumaine, 290.
Dumas (Alexandre père), 186, 294.
Dumas (Alexandre fils), 180, 196, 214, 221.
Dumont, 393.
Dupuy (Charles), 58, 97, 117, 151.
Dupuy (Jean), 377.
Duquesnel (Félix), 241, 283.
Durand-Ruel, 270.
Dusautoy, 182.
Dutilleul (Ernest), 319.
Duval (Alexandre), 183, 221.
Duvergier (Mlle), 279.

E

Edouard (roi), 115, 116.
Edwards (Alfred), 183, 187, 247, 366, 367.
Elie-Léon, 333.
Ephrussi (Michel), 333.
Erckmann-Chatrian, 222.
Erlanger (baron d'), 287.
Erraza (Ramon), 288.
Espardès (G. d'), 361.
Espeleta (Antoine de), 220.
Espeleta (Daniel de), 220.
Esterhazy (commandant), 142, 143, 158.
Eugénie (impératrice), 20, 22, 39, 48, 51, 56, 272.
Exelmans (comte), 327.

F

Fabre-Luce, 323.
Faguet (Émile), 205, 206, 361, 384.
Falguière, 270.

Fallières (président), 32, 48, 141.
Fargueil (Mme), 290.
Farrar, 338.
Faure (Félix), 118, 119, 120, 121, 148.
Faure (J.-B.), 13, 210, 284.
Favre (Jules), 20, 21, 32, 35, 42, 270.
Félix, 193.
Féron-Vrau, 390.
Ferrer, 167.
Ferrier (Paul), 245.
Ferry (Jules), 55, 64, 65, 128, 129, 162, 225.
Fervacques, 245.
Festugière, 221.
Fetis, 210.
Feuillant (Xavier), 219-220.
Feuillet (Octave), 221, 270, 283.
Feuillet (Mme Octave), 283.
Féval (Paul), 214.
Feydeau (Ernest), 195, 221, 227.
Fiorentino, 244.
Firmin-Didot, 397.
Fitz-James (duchesse de), 275.
Flachon, 388.
Fleury (général comte), 46, 181, 241, 257, 259, 260.
Fleury-Ravarin, 341.
Floquet, 71, 271.
Fœmina, 365.
Fontana, 292.
Fontanes (de), 178.
Footit, 284.
Forain, 27.
Forbes (Miss), 286.
Foucher (Georges), 402.
Fouquier (Henry), 205.
Fourcaud (Louis de), 244, 361.
Fouret (René), 397.
Fournier, 400.
France (Anatole), 138.
Français (François), 269.
Fraser, 265.
Frédéric-Charles (prince), 18.
Frémy, 309, 310.
Freycinet (de), 65.
Frezzolini (Mme), 369.
Friant (général, comte), 275.
Frischauer, 404.
Frondeville (marquis de), 325.
Furtado-Heine, 304.

G

Gabrielli (comte), 288.
Gaiffe (Adolphe), 179.
Gailhard (Pedro), 183, 368.
Galliffet (marquise de), 285.
Galliffet (général de), 164, 181.
Gambetta, 17, 22, 158, 159, 161, 162, 249, 271, 392.
Ganay (marquise de), 286.
Ganderax (Louis), 246.
Garapon, 402.
Gaussorgues, 402.
Gautier (Théophile), 244
Gérard (Émile), 192, 193, 197.
Gérault-Richard, 388.
Germain (Henri), 320, 321, 322, 323.
Germiny (comte de), 276.
Gers (Paul), 331.

Gibert (colonel), 288.
Gibiat, 190.
Gilles, 402.
Girardin (Émile de), 14, 55, 142, 187, 189, 229, 230, 231, 241, 363.
Goblet (René), 67.
Goguel, 333.
Goldschmidt (Ferdinand), 350.
Goldstein (de), 217.
Goncourt (les frères de), 181, 278.
Gonse (général), 148.
Gouin, 318.
Gounod (Charles), 284.
Grammont-Caderousse (duc de), 181.
Gramont (duc de), 10, 234, 235.
Granier (Mme Jeanne), 284.
Grévy (Jules), 54, 58, 63, 64, 67, 162.
Grosclaude, 247.
Guillaume Ier (empereur), 22.
Guillaume II (empereur), 12, 13, 122.
Gunzbourg (Jacques de), 338, 349.
Guys (Constantin), 275.

H

Haas (Charles), 282.
Haber (baron de), 317.
Habert (Marcel), 389.
Hachette, 371, 397.
Hading (Mme Jane), 284.
Hainguerlot, 273.
Halévy (Ludovic), 181, 208.
Hallays (marquis de), 288.
Hallays (André), 361.
Halphen, 348.
Harcourt (vicomte d'), 50.
Haritoff (Maurice), 273.
Harpignies, 269.
Haussmann (baron), 287.
Haussmann (Mlle), 287.
Haussonville (comte Othenin d'), 27, 222.
Havas, 400.
Havard (Oscar), 402.
Havin, 189.
Haye-Jousselin (de la), 275.
Hébrard (Adrien), 197, 225, 381, 382, 383.
Heeckeren (Georges de), 217, 218.
Heine (Armand), 305.
Heine (Georges), 305.
Heine (Michel), 305, 325.
Heine (frères), 304.
Hément, 403.
Henner, 269.
Hennessy (Richard), 273.
Henry (Abel), 403.
Henry, 148.
Hertford (marquis d'), 182.
Hérold, 220.
Hervé (Florimond), 296.
Hervé (Édouard), 222, 391.
Hervieu (Paul), 247, 362.
Hohenzollern (prince de), 7, 11, 12, 258.
Hollander, 333.
Hoskier, 333.
Hottinguer (baron Rodolphe), 304, 325.
Hottinguer (baronne), 286.
Houssaye (Arsène), 186, 244, 292.

Houssaye (Henri), 361.
Houville (Mme Gérard d'), 362, 382.
Hugo, 349.
Hugo (Victor), 34, 160, 211, 213, 214, 224.
Humbert (Charles), 388.
Humbert (affaire), 336.
Hutin (Marcel), 385.

I

Irisson (Maurice d'), 43, 45.
Isabelle, 292.
Isabelle (reine), 232.
Israel, 403.

J

Jacotot, 180.
Jakobleff, 276.
Janin (Jules), 244, 384.
Jaurès, 155, 374, 387, 388.
Janvier de la Motte, 5, 179, 198, 199, 200, 201, 228.
Jeanty, 190.
Jollivet (Gaston), 44, 214, 219, 221.
Jouaust (colonel), 150.
Joubert, 317, 318.
Joinville (prince de), 72, 161.
Judet (Ernest), 386.
Judic (Mme Anna), 284.
Juigné (comte Gustave de), 275.

K

Kaula (baronne de), 231.
Khalil (pacha), 293.
Kohn (Édouard), 333.
Kohn (Propper), 333.
Krœger, 404.

L

Labeyrie, 309.
Labori (Me Fernand), 145, 150, 151, 152.
Laboulaye (de), 221.
Labrousse, 292.
Lac (père du), 154-155.
Lachaume, 292.
Laferrière (Mme Caroline), 269.
Lafferre, 124.
Laffitte (Charles), 276, 306.
Lafitte, 394, 396.
Lafontaine (Claude), 307.
Lagier (Mme Suzanne), 297.
Lagougine, 402.
Lagrange (comte de), 267.
Lagrené (Edmond de), 220.
Laguerre, 90, 93.
Lambert de Sainte-Croix, 223.
Lambert Thiboust, 181.
Lambertye (comte Edmond de), 273.
Lamoureux, 271.
Lanfrey, 222.
Lange, 330.
Langlois (général), 382.
Lapisse (de), 314.
Larègle (comte Henry de), 391.
La Rochefoucauld (Mlle de), 264.
La Rochefoucauld (comte Aimery de), 288.

Lasalle (général de), 275.
Lasies, 64.
Lasseny (Mlle), 295-296.
Latapie, 389, 392.
Lau (comte du), 219.
Laurent-Richard, 182.
Laurier (Clément), 17.
Lautier, 382.
La Valette (marquise de), 236-238.
La Valette (marquis de), 239, 240, 241.
Lavanan (Georges), 403.
Lavedan (Henri), 361.
Lavisse (Ernest), 246.
Lebaudy, 333.
Leblanc (Mme Léonide), 294,
Lecomte (général), 43.
Lecomte (Jules), 180.
Le Faure, 230, 231.
Lehideux, 307.
Leloir (Louis), 269.
Lemaitre (Jules), 382, 384.
Lemoine (John), 222.
Lenotre, 382.
Léotard, 277.
Leroy (Louis), 219.
Leroy-Beaulieu, 398.
Lespès (Léo), 188.
Lesseps (Ferdinand de), 103, 104.
Lesseps (Charles de), 102, 103, 105, 106, 107, 108.
Létendard, 219.
Levachoff (général), 295.
Lhoste, 351.
Liebknecht, 156, 167.
Liedekerke (comte de), 273.
Limayrac (Paulin), 224.
Lisy (Mme Delphine de), 293.
Lockroy (Édouard), 195.
Loubet, 118, 121, 141.
Louis-Philippe Ier (roi), 117.
Louvencourt (marquis de), 273.
Lubomirski (prince), 180.
Lucas, 267.
Lur-Saluces (marquis de), 141.
Luxer (général de), 142.
Luynes (duc Charles de), 27, 264.

M

Machiels, 333.
Mackau (baron de), 92.
Mackensy-Grieves, 275.
Mac-Mahon (maréchal de), 18, 19, 50, 53, 162.
Madelin (Louis), 392.
Magnan (Mme), 286.
Magnard (Francis), 362.
Magnier (Mme Marie), 289.
Maindron, 361.
Maizeroy (René), 183.
Mallet (baron), 325-333.
Mallet, 305.
Malleville (comte de), 179.
Manceaux (Georges de), 221.
Manchès, 383.
Manvoy (Mme Athalie), 289.
Manzi, 397.
Marcelin, 227.
Marchand (colonel), 287.
Marcuard-André, 304.
Marie-Rose (Mme), 279.
Maris, 285, 369.
Mascuraud, 54.
Massa (marquis de), 173.

Massard (Émile), 389.
Masséna (prince d'Essling), 173, 220.
Massin (Mme), 289.
Massing (général), 293.
Masson (Frédéric), 236, 361.
Masson (Mme Frédéric), 236.
Mathilde (princesse), 279.
Maugny (comte de), 328.
Maupassant (Guy de), 246.
May (Ernest), 314.
Mazerat, 322.
Méchin (baron Benoît), 328.
Meilhac (Henri), 181.
Méline, 142, 157.
Mellinet (général), 23.
Mercier (général), 117.
Mercy-Argenteau (comtesse de), 273, 286.
Mérimée (Prosper), 271.
Mermeix, 79.
Merton, 228, 230.
Merzbach, 351.
Messager, 368.
Metternich (prince Richard de), 9.
Metternich (princesse de), 272.
Meyendorff (baronne de), 286.
Meyer (Arthur), 92, 96, 291.
Meyerbeer, 209, 210.
Meyerbeer (Mme), 210.
Millaud (Albert), 188.
Millaud (Polydore), 187.
Millet, 69.
Millevoye, 390.
Mingrélie (princesse de), 265.
Mirabaud, 305, 325, 333, 348.
Miramon (marquis de), 293.
Miranda (Angel de), 232.
Mirbeau (Octave), 138, 247, 328.
Mirès, 187.
Mistral (Frédéric), 284.
Mitchell (Robert), 8, 205, 224, 249, 255.
Modène (marquis de), 219, 275.
Moltke (comte de), 19.
Monet (Claude), 270.
Monk, 75.
Montebello (marquis de), 112.
Montépin (Xavier de), 188, 368.
Montigny, 289.
Montjoyeux, 245.
Montmorency (duc de), 288.
Moracin (baron de), 293.
Morel (H.), 309.
Mornay (marquis de), 275, 288.
Morny (duc de), 45, 139, 208, 281, 337.
Morny (duchesse de), 208.
Moro, 403.
Mouchy (duc de), 266, 288.
Mouchy (duchesse de), 272, 285.
Muller, 351.
Mun (comte Albert de), 81, 85, 86, 361.
Munster (prince de), 117.
Murat (princesse Anna), 266.
Murat (prince Achille), 264, 265, 266.
Murat (prince Louis), 266.
Murat (prince Joachim), 266.

Musard (Mme), 273.
Musset (Alfred de), 297.

N

Nadar, 214.
Nahmias (Albert), 352.
Nalèche (de), 383.
Napoléon Ier, 306.
Napoléon III, 5, 9, 12, 13, 19, 22, 31, 45, 46, 47, 66, 82, 226, 235, 239, 242, 257, 258, 272, 297, 314.
Napoléon (prince), 55, 78, 120, 242, 248, 278, 374.
Narischkine, 288, 293.
Narrey (Charles), 180.
Nathan, 124, 125, 167.
Naudin, 210.
Nefftzer, 225.
Neuflize (baron de), 304, 333.
Neumann, 338.
Néverlée, 35.
Ney, 404.
Neymarck, 399.
Nicolas III (empereur), 113.
Nicolopoulo, 350.
Niel (maréchal), 8.
Nieuwerkerke (comte de), 218.
Nisard, 196.
Nisard (Désiré), 270, 271.
Nivière (baron), 328.
Noailles (comtesse Mathieu de), 362.
Noailles (duc de), 298.
Noel, 307.
Noël, 185.
Noetzlin, 333.
Noir (Victor), 7, 9.
Noriac (Jules), 214.
Noussanne (H. de), 393.
Nozières, 382.

O

Ode (Mme), 269.
Offenbach, 180, 227, 318.
Offroy-Guiard, 307.
Olazaga, 9.
Ollivier (Émile), 8, 9, 10, 11, 12, 17, 48, 86, 232, 233, 271, 361.
Ollivier, 219.
Oppenheim, 306.
Orléans (Mgr le duc d'), 82, 374, 391-392.
Ozanne, 404.

P

Paine (Miss), 287.
Païva (Mme de), 278.
Palikao (général), 17, 19.
Pallain, 308.
Paris (Mgr le comte de), 31 59, 72-73, 80, 81, 82, 84, 85, 96, 257, 259-260.
Pasdeloup, 271.
Paskevitch (Mme), 286.
Pataud, 374.
Patti (Mme Adelina), 264, 282, 285, 288, 369.
Pawlosky, 404.
Pearl (Mme Cora), 280.
Pelletan (Camille), 116, 141, 388.
Pellieux (général de), 145, 147-148.
Pène (Henry de), 44, 189, 191, 195, 204, 207, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 227,

232, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 360.
Pène (Mme Henry de), 211.
Pennimann (Miss), 287.
Penthièvre (duc de), 72.
Péreire (frères), 313.
Péreire (Eugène), 187.
Péreire (Isaac), 187, 331.
Périer, 306.
Périer (Casimir), 117.
Périvier (Antonin) 186, 362.
Pernety (vicomte), 287.
Perrières (Carle des), 217, 219, 251.
Peters, 185.
Peytet, 333.
Philippart, 334.
Picard (Ernest), 308.
Picquart (général), 144, 145.
Pierson (Mme Blanche), 289.
Pillet-Will (comte), 324.
Pinard, 311.
Pinto (Adolphe), 350.
Pisa (comte), 288.
Planche (Gustave), 246.
Plancy (baron de), 10, 293.
Pleeuc (marquis de), 308.
Poilly (baronne de), 286.
Polignac (prince Edmond de), 288.
Polignac (Mlle de), 264.
Pomadère, 182.
Pomereu (marquis de), 298.
Pompignan (baron de), 293.
Poniatowska (princesse Stanislas), 285.
Poniatowski (prince Stanislas), 9, 328.
Poniatowski (prince André), 328.
Ponsard (François), 270.
Ponson du Terrail, 368.
Pontevès (comte de), 288.
Porel, 289.
Porgès, 338.
Porto-Riche (G. de), 359.
Poupart-Davyl, 245.
Pourtalès comtesse de), 266, 286.
Pouyer-Quertier, 319.
Praslin (duchesse de), 287.
Prévost-Paradol, 223.
Prince Impérial, 31, 55, 56, 57, 58, 242, 257, 259, 272.
Provost (Mme), 292.
Puech, 388.
Pugliesi-Conti, 390.
Puvis de Chavannes, 269.

Q

Queniot (Mlle), 279.
Quiclet, 275.

R

Radziwill (prince), 276.
Rameau (Jean), 361.
Ranc (Arthur), 156, 157, 158 159, 160, 162, 165, 166, 223 394.
Raphael, 349.
Récamier (docteur), 82.
Régnault (Henri), 38, 269.
Régnier (Henri de), 361, 384
Reichstadt (duc de), 56.
Reinach (baron Jacques de) 107, 108, 109.
Renan (Ernest), 278.
Renauld (Ernest), 391.

Renoir, 270.
Renouard, 309.
Reuter, 400.
Reverseaux (marquis de), 325.
Revoil, 324.
Riancey (de), 222.
Ribot (Alexandre), 245, 246.
Ricci (les frères), 285.
Richard (Jules), 236, 241.
Richepin (Jean) 361, 362.
Ricord (docteur), 47.
Ridgway (Miss), 286.
Rigault (Raoul), 166.
Ritz, 176, 177, 178.
Rivas (duc de), 288.
Robert le Fort, 35,
Robinson, 338.
Roche (Jules), 392.
Rochefort (Henri), 7, 87, 91, 92, 186, 224, 387, 389.
Rodays (Fernand de), 186, 362.
Rodin, 270.
Roger, 284.
Roger (Mme), 269.
Roosevelt, 132.
Roqueplan (Nestor), 174, 180, 190, 196.
Rossel, 41.
Rossini, 209, 263.
Rostand (Edmond), 299.
Rostand (Alexis), 311.
Rothschild (baron Édouard de), 348.
Rothschild (baron Robert de), 349.
Rothschild (baron Alphonse de), 302, 303.
Rothschild (baronne Alphonse de), 276, 286.
Rothschild (baron James de), 263, 302, 313.
Rothschild (baronne James de), 263.
Rothschild (Léopold de), 131.
Rouanet, 387.
Rougé (marquis Henri de), 35, 293.
Rouher, 232, 236, 237, 239, 240, 241, 392.
Rouher (Mme), 236, 237.
Rouher (Mlle), 237, 238.
Roujon (Henri), 382.
Rouvier (Maurice), 312, 349.
Rude, 39, 306.

S

Saint-Amand (baron de), 288.
Sainte-Beuve, 246, 270, 278.
San Cesario (duc de), 221, 288.
Saint-Didier (baronne de), 275.
Saint-Marceaux, 270.
Saint-Marc Girardin, 66, 222.
Saint-Maurice (Gaston de), 221.
Saint-Roman (comte de), 287, 327.
Saint-Sauveur, 181.
Saint-Victor (Paul de), 181, 244.
Sabattier, 386.
Sagan (duc de), 173, 275.
Saillard, 27.
Saki-Kahn, 333.
Samuel (Fernand), 183.
Sand (George), 278.

Sarcey (Francisque), 214, 244.
Sardou (Victorien), 23, 180, 196, 290.
Sasse (Marie), 13, 14, 210, 284.
Saunders, 404.
Say (Constant), 183.
Scépeaux (marquis de), 181, 276.
Scheurer-Kestner, 157, 225.
Schickler (baronne), 285.
Schiller, 383.
Schmoll (Émile), 108, 109.
Schnapper, 317.
Schneider (Eugène), 21, 314, 315.
Schneider (Mme Hortense), 281.
Schnœblé, 58.
Scholl (Aurélien), 180, 196, 202, 245, 384.
Schumann, 352.
Second (Albéric), 181, 196, 214.
Secrétan, 334.
Sée (Dr Germain), 47.
Ségur (marquis de), 361.
Seillière (baron Raymond), 180, 305.
Seillière-Demachy, 305.
Sembat, 387.
Seveste (Émile), 38.
Seymour (lord), 183, 293.
Simon (Jules), 250.
Simond (Valentin), 384.
Simond (Henry), 384-385.
Simond (Paul), 384.
Simond (Victor), 393.
Skitles (Mme), 274.
Slidell (Misses), 287.
Solar, 187.
Soli-Joel, 348.
Soltikoff (prince), 276.
Sorel (Albert), 360.
Soubeyran (baron de), 229, 230, 310, 317, 337, 338.
Spitzer, 350.
Spronck (Maurice), 389.
Spuller, 161, 162, 392.
Steinheil, 120.
Stephani, 400.
Stern (Edgard), 305 348.
Stern (Louis), 333.
Stern (Jacques), 333.
Stevens, 180.

T

Taine (Hippolyte), 244.
Talabard, 402.
Talhouet (marquis de), 232, 233, 234.
Talleyrand (prince de), 308.
Talma (Mme), 408.
Talon (Omer) 273.
Tamberlik, 285, 369.
Tarbé (Edmond), 202, 203, 204, 211, 214, 217, 232, 235, 241, 244.
Tarbé (Mme Edmond), 202, 203.
Tardieu (André), 197, 381, 386.
Target (Paul), 49, 179, 223.
Tascher (Mme), 320.
Tenré (Henri), 328.
Teste (Louis), 223.
Texier (Edmond), 212, 213, 214.
Tézenas (Maurice), 147.
Thalmann, 351.

Thérésa (Mme), 284.
Théry (Edmond), 398.
Thiébaud (Georges), 69.
Thierrie, 109.
Thierry (Edouard), 283.
Thiers (Adolphe), 4, 22, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 48, 49, 53, 60, 120, 187, 330.
Thors (Henri), 317, 318, 326, 333.
Tissier-Deschamps, 292.
Tocqué (Raoul), 205, 245.
Toledo, 288.
Tolstoï (comtesse), 286.
Tomas y Caro, 221.
Tournadre, 390.
Trochu (général), 20, 22, 38, 43.
Troubetzkoy (prince), 273.
Turettini, 320.

U

Ulbach (Louis), 196.
Ullmann (G.), 312.
Uzès (duchesse d', douairière), 79, 80, 81, 83, 85, 87, 95.

V

Vaillant, 346.
Valiche, 347.
Vandal (Albert), 360.
Vépour, 292.
Veil-Picard (Edmond), 349.
Verdé-Delisle, 349.
Verdi, 284.
Verdier (frères), 217.
Verne (Jules), 196.
Vernes, 305, 325.
Verneuil (de), 344.
Vernher, 338.
Véron (docteur), 224.
Veuillot (Louis), 222.
Veuillot (François), 390.
Victor, 351.
Victoria (reine), 57.
Villars, 318, 326.
Villemessant (Henri de), 185, 186, 362.
Villemot (Auguste), 186, 245.
Vimercati (Mlle), 229.
Vitu (Auguste), 244.
Vlasto, 333.
Vogüé (vicomte Melchior de), 24.
Voisin, 293.
Vuitry (Mlle), 321.

W

W... (Daniel), 294.
Wagner, 368.
Waldeck-Rousseau, 64, 129, 154, 155, 164, 374.
Waldeck-Rousseau (Mme), 154.
Walewska (comtesse), 286.
Walewski (comte), 36.
Weiss (J.-J.), 53, 214, 222, 384.
Welles de Lavalette (comte), 221.
Werbrouk (de), 232, 249, 250, 324, 325.
Wilkinson, 273.
Wilson, 54, 66.
Wilson (sir Rivers), 76.
Wolff, 400.

Wolff (Albert), 186, 245.
Worth, 269.

X

Xau (Fernand), 367, 374.

Z

Zaban, 11.
Zola, 124, 143, 146, 149, 155, 165, 250.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE I

EN MANIÈRE D'AVANT-PROPOS XXV

La Chute de l'Empire 1
Les premières faillites de la République 29
Le Boulangisme 61
L'Antisémitisme 99
Le Dreyfusisme 135
Paris autrefois et aujourd'hui 171
Sa Majesté l'Argent 299
Son Altesse la Presse 357
Ma Conclusion 405

INDEX DES NOMS CITÉS 417

TABLE DES MATIÈRES 433

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, rue Garancière

ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

MEYER, ARTHUR

Ce que mes yeux ont vu.

DC
335'
.M5